

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail - Patrie

REPUBLIC of CAMEROON

Peace – Work - Fatherland

REGION DU CENTRE

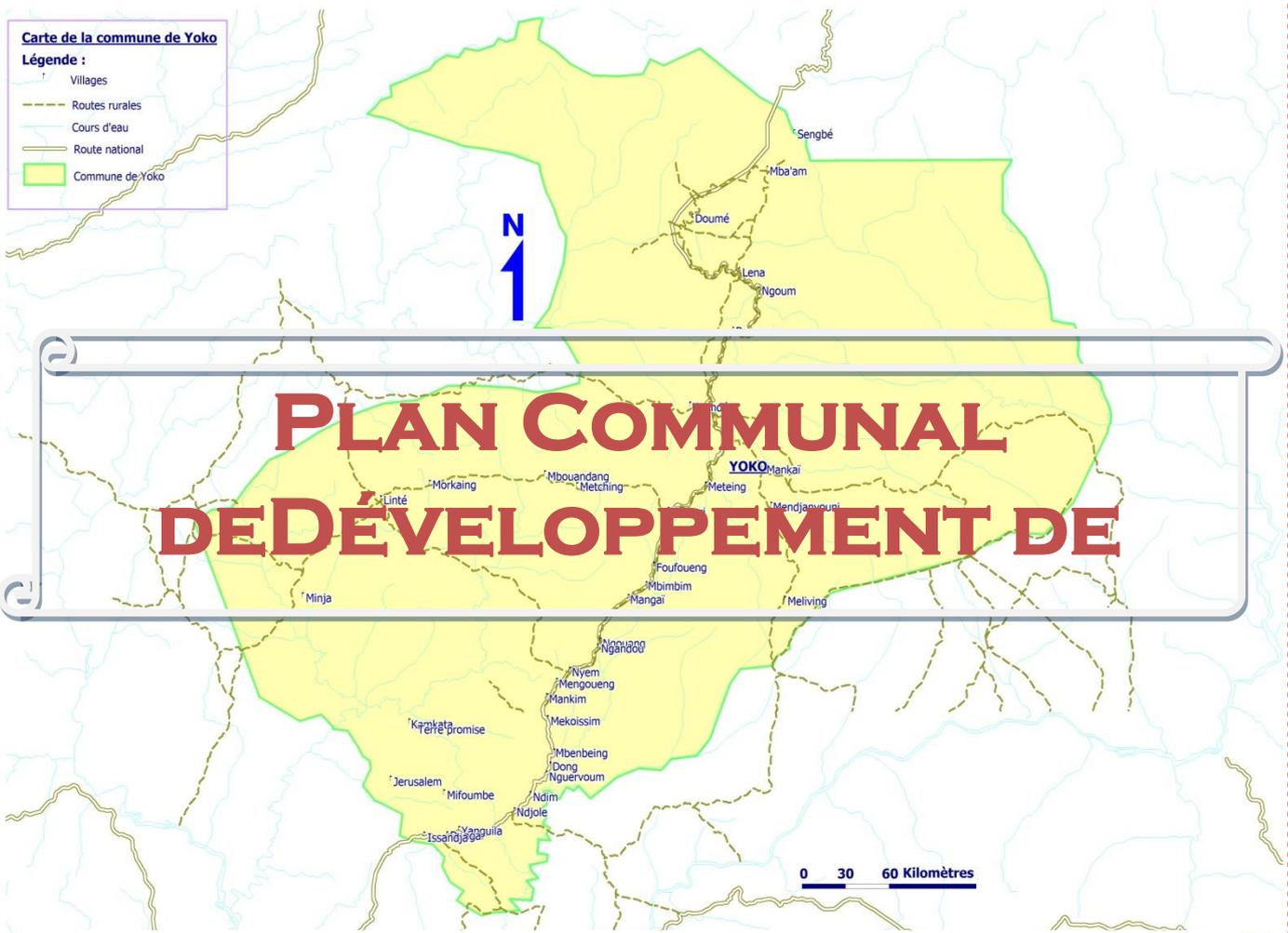
CENTRE REGION

DEPARTEMENT DU MBAM ET KIM

MBAM ET KIM DIVISION

COMMUNE DE YOKO

COUNCIL OF YOKO



Réalisé avec l'appui du Programme National de Développement Participatif



Septembre 2011

Et l'accompagnement de l'Organisme d'Appui Local ACP CAM



OAL_ Action Commune pour la Préservation de l'Environnement et le Développement (ACP-CAM)

BP: 4462 Yaoundé_ Tél: (237) 22 21 90 12, (237) 77 60 61 72, Courriel : acpcam@yahoo.fr

Sommaire

Sommaire	2
Liste des abréviations	3
Liste des tableaux	4
Liste des figures et graphiques	4
Résumé	6
Introduction	8
Chapitre 1 : Approche Méthodologique	11
1.1. Préparation de l'ensemble du processus.....	11
1.2. Collecte des informations et traitement.....	12
1.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie.....	13
1.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation	13
1.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif.....	13
Chapitre 2 : Présentation sommaire de la Commune	15
2.1 Création et Localisation de la commune	15
2.2 Milieu biophysique.....	16
2.3 Milieu humain	22
2.4 Principales infrastructures par secteur	27
2.5 Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur.....	31
Chapitre 3 : Planification stratégique	51
3.1. Vision et objectifs du PCD	51
3.2. Cadre logique par secteur	52
3.3. Coût estimatif du PCD.....	146
Chapitre 4 : Mobilisation des Ressources	148
4.1 Evolution des comptes administratifs	148
4.2 Réalisation de l'année 2010.....	148
4.3 Budget 2011	150
Chapitre 5 : Programmation	153
5.1. Projection budgétaire jusqu'en 2013.....	153
5.2. Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires	154
5.3. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT	163
5.4. Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal	167
5.5. Plan d'investissement annuel (PIA)	168
5.6. Plan de Passation des marchés du PIA.....	169
Chapitre 6 : Mécanisme de suivi-évaluation	171
6.1 Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD	171
6.2 Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA).....	172
6.3 Dispositif, outils et fréquence du reporting	173
6.4 Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD	173
6.5 Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD.....	173
Conclusion	176
Annexes	177

Liste des abréviations

ACP-CAM	Action Commune pour la Préservation de l'Environnement et le Développement
AER	Agence D'électrification Rurale
AES SONEL	AppliedEnergy Services. Société Nationale d'Electricité
AGR	Activités Génératrices De Revenu
CAMTEL	CameroonTelecommunications
CAMWATER	Cameroon Water Utilities Corporation
CC	Comité de concertation
CETIC	Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial
CMA	Centre Médical d'Arrondissement
DAEPIA	Délégué d'arrondissement de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
EELC	Eglise Evangélique Luthérienne Chrétienne
GIC	Groupe D'initiative Commune
IST	Infection Sexuellement Transmissible
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	Ministère des Affaires Sociales
MINEDUB	Ministère de l'Education de Base
MINFOF	Ministère Des Forets et de la Faune
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINTRANSPORT	Ministère des Transports
MTN	Mobile Network Telecommunications
OAL	Organisme D'appui Local
ONG	Organisation Non Gouvernemental
PADI	Programme d'appui au Développement intégré
PCD	Plan communal de développement
PNDP	Programme National de Développement Participatif
SIDA	Syndrome D'immunoDeficiance Acquis
TIC	Technologies De L'information Et De La Communication
VIH	Virus D'immuno Déficience Humaine
WC	Water Closed
WCS	Wildlife Conservation Society

Liste des tableaux

Tableau	Page
Données de Pluviométrie de Yoko sur les trois dernières années	16
Matrice diagnostic des ressources naturelles	21
Données de Population de Yoko par village	22
Evolution de la population de Yoko d'après le 3 ^{ème} RGPH.	24
Matrice des forces et faiblesses de l'institution communale	33
Matrice Cause – Effet- Besoin	37-49
Cadre logique par secteur	52-145
Récapitulatif des couts par secteur	146
<i>Evolution des comptes administratifs</i>	148
Détail des projets 2010	149
Détail des projets 2011	150
Tableau récapitulatif des données de 2008 à 2011	151
Récapitulatif intégrant les autres sources de financement	151
Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires	153
Principaux impacts socio-environnementaux potentiels	163
Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal	167
Plan d'investissement annuel (PIA)	168
Plan de Passation des marchés du PIA	169
Composition du comité communal de suivi évaluation	171
Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)	172
Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD	174

Liste des figures et graphiques

Tableau	Page
Carte de Localisation de YOKO	15
Plaque des services de la conservation du Mbam et Djérem	19
Carte des ressources naturelle de Yoko	20
Histogramme de la population de Yoko par tranche d'âge	24
Hangar du marché de Yoko	26
Vue de l'entrée principale de l'HD de Yoko	29
Borne fontaine publique en zone urbaine	29
Point d'eau de consommation à Mankim	30

RÉSUMÉ

Résumé

Dans le cadre de la mise en œuvre de la décentralisation, et pour atteindre les objectifs de la stratégie de développement du Cameroun contenue dans le DSCE, les communes doivent disposer d'une feuille de route pouvant les aider à mener à bien leurs missions. Dans le souci d'harmoniser les efforts de développement local, le gouvernement camerounais accompagne les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) à travers le Programme National de Développement participatif (PNDP) qui a pour mission de contribuer à l'amélioration durable des conditions de vie des populations en milieu rural, et notamment les plus défavorisées. Il procède par le cofinancement des actions de développement identifiées à la base par les bénéficiaires eux-mêmes.

Le PNDP dans sa nouvelle démarche, procède à l'appui du processus d'élaboration des plans de développement des communes du Cameroun. Pour ce faire, la méthodologie préconisée implique un diagnostic au niveau des villages de la Commune, de l'espace urbain et de l'institution communale.

L'OAL ACP-CAM à qui ces tâches ont été confiées a mis en application les directives consignées dans les supports de formation et du guide méthodologique de planification régionale et locale. C'est ainsi que les outils de la MARP ont été déroulés au niveau des diverses instances.

La suite du processus a été consacrée à la planification des solutions issues des problèmes identifiés. A cette fin, les outils tels que : les cadres logiques par secteur, le tableau des ressources mobilisées, le tableau global des ressources mobilisables, la grille multicritères de classement des projets, le plan d'investissement annuel, le cadre de dépenses à moyen terme, le plan de passation des marchés, le cadre sommaire de gestion environnementale. A la fin du processus un comité de suivi et de mise en œuvre a été mis en place au terme d'un arrêté municipal, pour s'assurer du suivi des activités ainsi programmées.

Le coût total du plan est **17 676687 000**FCFA (Dix-Sept milliards six cent soixante-seize millions six cent quatre-vingt-sept mille francs CFA), d'ici à 2020, dans lequel plus de 85% est alloué à l'investissement ; et plus du tiers dans les travaux publics.

Le cadre de dépense à moyen terme qui présente les projets précis pour la période 2011 – 2014 est évalué à **9 641 698** FCFA (neuf milliard six cent quarante un million six cent quatre-vingt-dix huit mille francs CFA).

Le cadre de gestion environnementale précise les mesures à prendre avant, pendant et après la réalisation des projets pour réduire ou atténuer les impacts potentiels négatifs, et bonifier les impacts positifs. Un Comité Communal de Suivi Evaluation a été mis en place pour veiller à la mise en œuvre et au suivi du PCD

La commune de Yoko dispose d'un potentiel important pour se développer, on peut citer entre autres, un potentiel agricole avec des vastes terres favorables à la pratique de l'agriculture à grande échelle (riz, pomme de terre, manioc, macabo, piment etc.), un potentiel touristique énorme, la possibilité de développer son tissu économique formel ou informel, un potentiel humain important. Ce développement serait également stimulé par le dynamisme de l'exécutif municipal et de la population.

INTRODUCTION

Introduction

Contexte et justification

L'Etat camerounais de par la constitution du 18 janvier 1996, consacre son option pour la décentralisation. Elle suppose l'existence et la responsabilisation des démembrements de l'Etat, consacre la gestion des affaires locales par des responsables et élus locaux dans le cadre des collectivités territoriales décentralisées (CTD) et reconnaît la pertinence et l'efficacité de la gestion de proximité. Le mode de décentralisation mis en œuvre devrait donc permettre à chaque groupe de faire des choix de stratégie de lutte contre la pauvreté, suivant une approche foncièrement participative, en tenant compte de ses propres spécificités, de son environnement, de son potentiel, de sa culture et de ses contraintes. Bien plus, l'Etat central avait jusqu'alors coutume de planifier le processus de développement national de façon unique et les appliquait à toutes les aires culturelles de l'espace national.

Cette façon de faire a certes enregistré des progrès notoires en termes de créations d'infrastructures sociales et sanitaires. Mais il n'en demeure pas moins qu'une osmose avec les populations n'a pas toujours été un acquis. C'est dans cet élan que l'implémentation du développement a quitté la barque de l'Etat-providence pour se loger dans la niche des populations elles-mêmes avec le processus de décentralisation en cours. Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) initié par l'Etat camerounais et placé sous la tutelle du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), a la charge de donner vie à cette politique de développement.

La loi N° 2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux Communes, il ressort que le Plan Communal de Développement (PCD) est un outil essentiel pour l'organe délibérant, dans l'accomplissement de ses missions de canalisation, d'implémentation et de suivi des initiatives de développement. C'est à juste titre que dans sa stratégie de développement élaborée en Aout 2009, le gouvernement précise que l'accent sera mis sur l'élaboration systématique des PCD, lequel document devra être en cohérence avec les exigences de planification au niveau de l'Etat central.

Objectifs du PCD

- **Objectif global**

Doter la Commune d'une vision de développement élaborée à l'issue d'un processus participatif

- **Objectifs Spécifiques**

- ◆ traduire les problèmes et besoins des villages et de la ville en projets de développement
- ◆ organiser les actions de développement dans le temps et l'espace
- ◆ assurer la prise en charge du développement du milieu par les communautés rurales et les acteurs locaux ;
- ◆ améliorer l'accès aux services de base, la sécurité alimentaire et les revenus des populations ;
- ◆ contribuer à l'amélioration de la gouvernance locale.

Structure du document

Le présent document est structuré de la manière suivante :

- ◆ Une première section qui situe la méthodologie mise en œuvre pour en arriver là
- ◆ Une présentation sommaire de la commune issue des différents diagnostics
- ◆ La planification stratégique consacrée aux cadres logiques
- ◆ La programmation des idées de projet
- ◆ Les mécanismes de mise en œuvre et de suivi-évaluation

Chapitre 1 :

APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Chapitre 1 : Approche Méthodologique

Le processus d'élaboration du Plan Communal de Développement (PCD) de YOKO a obéi aux principes de méthodes participatives. Les travaux ont été conduits par une équipe de facilitateurs pluridisciplinaires de l'OAL ACP-CAM. Des outils du manuel du praticien des appuis au processus d'élaboration des PDL et PCD du PNDP ont été déroulés lors des travaux, suivant le « guide méthodologique de planification régionale et locale » élaboré par le MINEPAT en 2009

1.1. Préparation de l'ensemble du processus

1.1.1. Mise en place du dispositif institutionnel

La préparation du processus a commencé par la mise en place du dispositif institutionnel de planification. Un arrêté portant création, attributions, composition et fonctionnement du Comité de Pilotage a été signé par le Maire, avec pour principales missions :

- définir les orientations et la stratégie d'élaboration du plan ;
- veiller au bon déroulement du processus de planification ;
- s'assurer de la participation effective des populations à tous les stades.

1.1.2. Préparation pédagogique

Elle a consisté pour les cadres de l'OAL ACP-CAM dans un premier temps, à l'harmonisation des techniques et des méthodes qui seraient utilisées lors du diagnostic participatif, suite au réajustement apporté par l'atelier de formation des OAL organisé par le PNDP / CRC Centre 19 Septembre au 03 Octobre 2010 à Mbalmayo; ainsi qu'au recrutement et à la formation des facilitateurs endogènes. Dans un second temps, elle a consisté à apprêter le matériel de travail des équipes (papier kraft, marqueurs, crayons, stylos à bille, papier format A4, etc.). quatre jours de formation dans les bureaux de ACP-CAM à Yaoundé, deux jours de travaux dans la salle des actes de la Commune, et une descente dans les villages pilotes suivi de la restitution, ont permis de mettre tous les facilitateurs à niveau pour le plein accomplissement de leur tâche.

1.1.3. Préparation administrative

Elle a été menée par les cadres du PNDP, CRC-Centre et la Commune de YOKO, avec la collaboration de l'OAL ACP-CAM. Son point culminant a été l'atelier de lancement le 14 janvier 2011 où la présentation de l'OAL chargé de l'exécution du processus sur le terrain à YOKO, a été faite. Celle-ci offrait une occasion d'informer les autorités administratives, communales, traditionnelles et les élites de la commune de YOKO sur les enjeux du processus d'élaboration du Plan Communal de Développement, ainsi que le travail qui sera effectué dans la commune. Au cours de cette cérémonie, le programme du déroulement du diagnostic aux niveaux institutionnel, de l'espace urbain et des villages a été arrêté.

La Commune, déjà empreinte du processus avait tenu auparavant deux séances de travail avec l'OAL, avec en toile de fond la mise sur pied du comité de pilotage, dans le strict respect des procédures du PNDP. Ces membres ont été ainsi désignés et installés avant la cérémonie de lancement officiel. Ce qui leur a permis d'enclencher le processus de marketing

social du processus devant conduire à l'élaboration du Plan communal de développement de Yoko.

1.1.4. Préparation dans la Commune

Plusieurs descentes des équipes ACP-CAM et une mission du Comité de Pilotage ont eu lieu en vue d'informer et sensibiliser les populations et les autorités sur le Programme National de Développement Participatif (PNDP) et son importance dans le processus de développement local. Dans chaque village, des réunions ont été organisées entre les chefs, leurs notables, leurs conseillers, quelques élites et ont permis d'arrêter ou de repréciser le calendrier de réalisation des différents travaux afférents au diagnostic participatif dans leur village ; et de présenter le mode d'intervention du PNDP.

1.1.5. Préparation avec les sectoriels

Des séances de travail ont eu lieu avec les sectoriels en vue d'harmoniser les projets de cadre logique, préparés sur la base des besoins exprimés découlant des résultats du diagnostic participatif.

1.2. Collecte des informations et traitement

Le diagnostic participatif s'est déroulé dans trois grands niveaux, pris chacun avec ses spécificités.

Pour le DIC, la collecte des informations s'est faite à travers des entretiens individuels et avec des groupes ciblés, des entretiens informels, de l'observation directe, et la recherche documentaire. Des outils comme les fiches de renseignement, les fiches et questionnaires, accompagnées des ISS (interview semi structurées), des outils de la MARP, présents dans le manuel du praticien des appuis au processus d'élaboration des PCD du PNDP ont été utilisés. La collecte des informations secondaires s'est faite à travers l'exploitation des documents tels que : le Budget Prévisionnel, le Compte Administratif, les PV des réunions des commissions techniques de la commune, le journal des projets, les apports divers, les conventions et contrats signés avec des partenaires, produits dans les activités de la Commune.

Le diagnostic de l'espace urbain communal a permis d'identifier les problèmes et enjeux de cette entité, afin de les analyser. Fidèle à la méthode participative, ce diagnostic a porté sur les problèmes exprimés par les populations elles-mêmes, à travers des focus group discussion, des entretiens individuels formels et informels, l'observation directe. Les chefs de quartiers et leurs proches, les couches vulnérables et les principaux corps de métiers. Dans la même veine, pour saisir les problèmes dans leur totalité, l'enquête socio-économique et environnementale a montré toute son importance.

Le diagnostic de l'espace rural a permis d'avoir une idée précise sur la situation économique, sociale et culturelle, de connaître les potentialités et les contraintes au développement, d'identifier et analyser les problèmes par secteur.

Il a également été question de réunir les Bororos, population marginale, significativement représentée dans la localité, afin de dérouler les outils de la MARP, en vue de mieux appréhender leurs problèmes, leurs atouts, leurs attentes et les données nécessaires à une meilleure planification du développement communal.

Les outils suivants ont été déroulés :

- ◆ La cartographie Participative
- ◆ Carte de vulnérabilité
- ◆ Diagramme de Venn (profil institutionnel)
- ◆ Calendrier saisonnier

- ◆ SEPO
- ◆ Transect
- ◆ Matrice Atout/Potentialité, Contrainte/Problème
- ◆ Arbres à problème/matrice de causes - effets
- ◆ Tableaux de solutions / matrice des moyens - fins

NB : Il faut noter que *I/ISS* était à la base de l'élaboration de tous ces outils. C'est à partir de cet élément que les facilitateurs s'adressaient à la population afin d'avoir le maximum d'information sur chaque outil.

Traitement des données

Les données de base ont été traitées par des calculs statistiques simples en vue d'obtenir des valeurs telles que les moyennes, les rendements de production et les différents taux. Ces données ainsi calculées sont supplées par des données bibliographiques portant sur les politiques sectorielles de développement au Cameroun, les données géographiques et celles portant sur les ressources naturelles et économique dans la Commune de Yoko. Les données ont été traitées en tenant compte des spécificités des peuples Bororos.

1.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie

Un rapport a été dressé au sortir de chaque village, tant de l'espace urbain que de l'espace villageois. Ces rapports ont été agrégés en trois documents synthétiques, présentant les données spécifiques à l'espace concerné. On a veillé que toutes les informations soient ainsi prises en compte dans le rapport consolidé produit à cette fin.

La cartographe a quant à elle été rendue possible grâce au pointage GPS des différentes infrastructures, des ressources, des points d'intérêts divers des villages et de la ville. Une équipe de facilitateurs de l'OAL accompagnée d'un facilitateur endogène a été chargée de sillonner l'ensemble des villages à cette fin. Un projet de Plan d'Utilisation et de Gestion des Terres (PUGT) a été élaboré au bout de ce processus.

L'ensemble des données ainsi collectées a été validé par le Comité de Pilotage auquel se sont associés pour la circonstance l'Exécutif et quelques Conseillers Municipaux.

1.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

Celui-ci a eu lieu à la salle des délibérations de la Commune de Yoko sous la présidence du Sous-Préfet de l'arrondissement de Yoko, représentant personnel du Préfet, en présence des sectoriels, de l'exécutif communal, des conseillers municipaux, des forces du développement local et régional, du 26 au 28 Mai 2011. Les activités ont consisté à valider les cadres logiques consolidés par les sectoriels, les sources de financement ainsi que leurs circuits de mobilisation, la vision communale de développement de la Commune, l'élaboration du tableau de programmation, du Plan d'Investissement Annuel (PIA), du plan de passation des marchés et du cadre de développement à moyen terme (CDMT).

1.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

Le comité de pilotage mis sur pied en début de processus pour faciliter et suivre la conduite des différents diagnostics, a été transformé par le biais d'un arrêté municipal rendu public à la fin de l'atelier de planification, en comité de suivi et de mise en œuvre du PCD. Ce comité présidé par un Conseiller Municipal expérimenté aura la charge de suivre la mise en œuvre des activités et projets programmés dans le cadre du PCD.

Chapitre 2 :

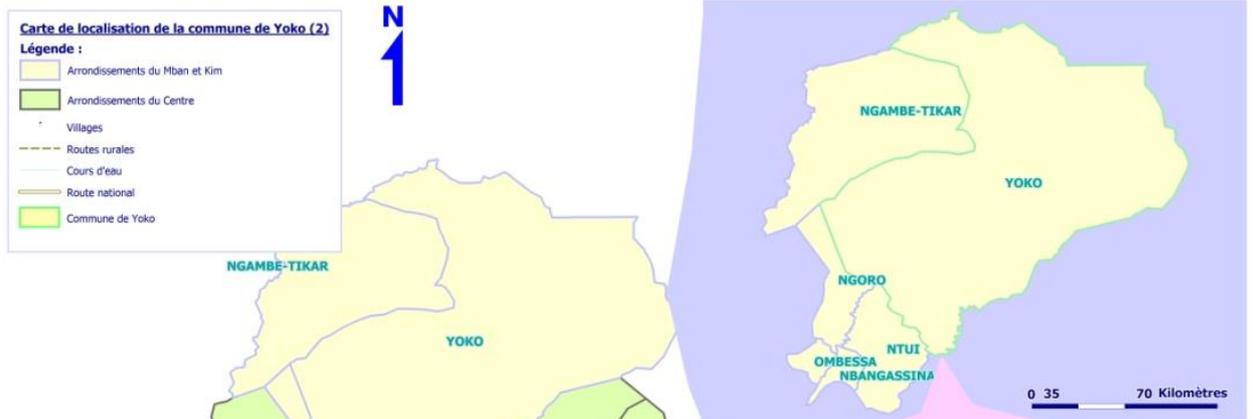
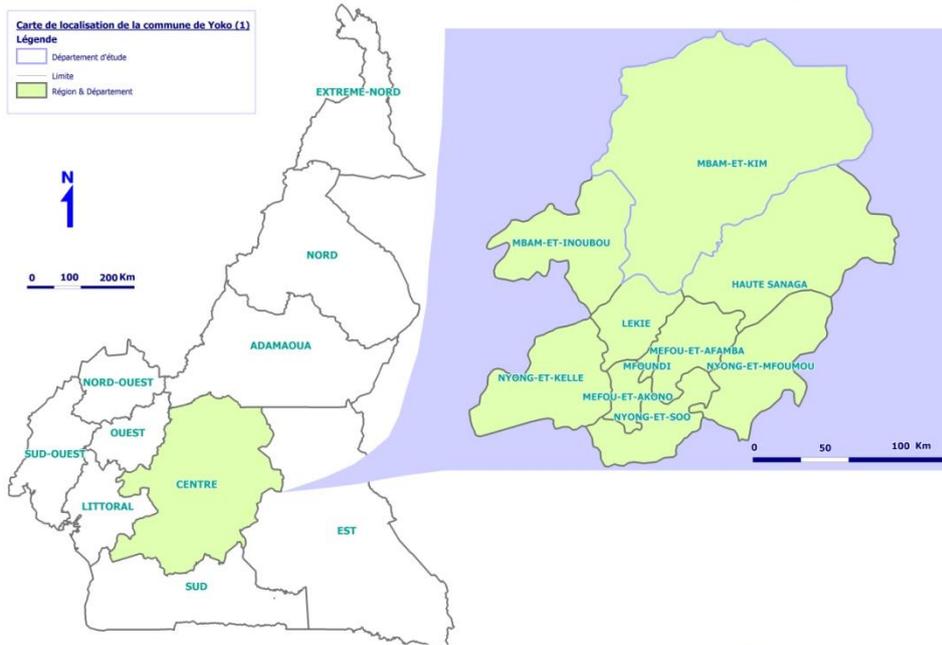
**PRÉSENTATION
SOMMAIRE DE LA
COMMUNE**

Chapitre 2 : Présentation sommaire de la Commune

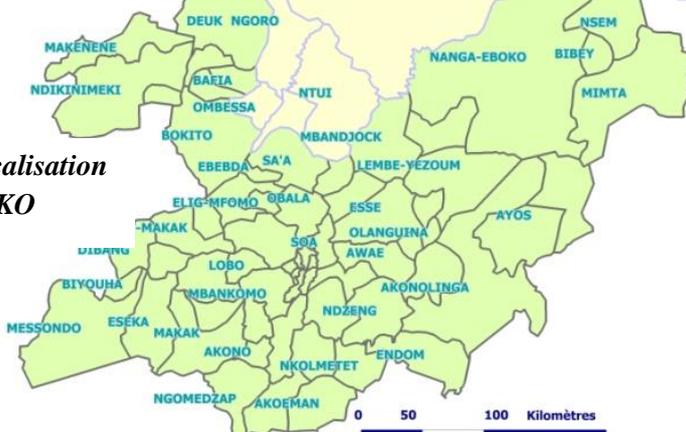
2.1Création et Localisation de la commune

La commune de YOKO a été créée par arrêté N°237 du 07 juin 1955. Elle est située dans le département Mbam et Kim, région du Centre et sa superficie est d'environ 15000 Km². Elle est limitée

- au Nord par les communes de Bankim, Banyo, Tibati et Ngaoundal appartenant toutes à la région de l'Adamaoua ;
- au Sud par les communes de Ntui et Mbandjock,
- à l'Est par les communes de BétarOya, Belabo, Bibey et de NangaEboko ;
- à l'ouest par les communes de NgambéTikar et de Ngoro,



Carte de Localisation de YOKO



L'espace urbain de Yoko est constitué de trois villages à savoir : Mbamdi, Koundé, Yoko village et de sept quartiers, essentiellement situés à Yoko village à savoir : Yoko Babouté Nord, Yoko Babouté Sud I dit « quartier Doux », Yoko Babouté Sud II dit « quartier Ntui », quartier Megang, quartier Tikar, quartier Haoussa. Le quartier administratif actuel ainsi que le nouveau en construction, sont situés dans cet ensemble dit urbain. . Le reste de la Commune constitue l'espace rural.

2.2 Milieu biophysique

2.2.1 Climat

La commune de Yoko est couverte par un climat équatorial guinéen. On observe une pluviométrie abondante qui se répartit sur presque toute l'année. On enregistre en moyenne 1550mm de pluies par an. Le climat est marqué par 2 saisons sèches et 2 saisons de pluies. Une grande saison des pluies qui va de la mi-septembre à la mi-novembre et une petite saison des pluies qui va de la mi-mars à la mi-juin. Quant aux saisons sèches, la grande saison sèche va de la mi-novembre à la mi-mars et la petite saison sèche va de la mi-juin à la mi-septembre.

Données de Pluviométrie de Yoko sur les trois dernières années

PLUVIOMETRIE MENSUELLE (en mm)												
ANNEES	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
2008	27,2	12,2	14,9	99,1	221	137,8	37,1	245	209,9	272,3	27,1	36,4
2009	1,1	64,2	82	111,4	164	100,2	161,6	253	280,9	341,2	82,2	0
2010	0	0	113	95,3	242	192,6	241,4	88,4	183,5	375,2	102	0

Source : Station météorologique de Yoko

2.2.2 Sols

Les sols sont ferrallitiques dans l'ensemble, ils sont rougeâtres dans les zones de savane et noirâtre dans les zones de forêt. Ils ont un caractère argileux, latéritique et argilo-sablonneux par endroit. On rencontre aussi des sols hydromorphes dans les zones marécageuses. La dégradation des sols est favorisée par des phénomènes d'érosion. Mais aussi par les feux de brousse et les inondations autour des berges des cours d'eau.

2.2.3 Le relief

Le relief est dominé par trois grands ensembles:

- Les hauts rochers constituant la chaîne montagneuse que l'on observe à l'Ouest de la commune de Yoko (mont fouiy), l'altitude moyenne est d'environ 1060m
- Des vastes plaines que l'on retrouve dans les zones de savane. Ce sont des zones de basse altitude.
- Les vallées situées en aval des forêts.
- Les collines abruptes qui troublent la monotonie des plaines.

2.2.4 Hydrographie

Le réseau hydrographique est très dense. Il est constitué de nombreux cours d'eau de faible, de moyen et d'important débit. Les principaux cours d'eau rencontrés sont : petit Shui, grand Shui, Taban, Kedjou, Kasse, Moang, Meh, mvu, mang Ti, Medjou, Méré, Meukam, Mbibi, Mvooom, Keukaï, Ya'a, Tidjeing, Manley, Medin, Kim, Livih, Mouka, Megong, Kamben, Djing, Bondang, Metsing, Mogue, Megoumbve, proum, Ndja-Ngon, Komkom, Pih, Pem, Mitih, Ming, Guervoum, Djéké, Djim, Mbimmbin, Lékéré, Kouri, Mefortibiny, Koundé, Meleving. Il est à noter qu'un grand nombre de ces cours d'eau se trouve dans l'Ouest de la commune étant donné que cette partie du territoire se situe en aval de la longue chaîne montagneuse source de la plupart des cours d'eau.

Les cours d'eau rencontrés sont poissonneux, sablonneux et pour certains, rocaillieux. Ils sont exploités par les agriculteurs, les besoins domestiques (boisson, lessive, cuisson, bain), la pêche et les travaux de construction des bâtiments. On y trouve des espèces d'animaux tels que : les Hippopotames et les crocodiles. Les poissons les plus récurrents sont les carpes, les brochets, les capitaines, les silures et les silures panthères.

2.2.5 Flore et végétation

La flore et la végétation sont caractérisés par la savane (savane arborée, savane arbustive, savane herbacée), la forêt (forêt dense et forêt galerie). La végétation des forêts est riche en arbre de diverses natures et en Produits forestiers non ligneux (PFNL). Les produits forestiers non ligneux rencontrés sont : le Djan-sang, l'Okok, la Mangue sauvage et la cola.

La végétation de la savane est constituée de petits arbres, des espèces fourragères et des fourrages aquatiques que l'on rencontre dans les bas-fonds et le long des cours d'eau.

Les principales espèces ligneuses rencontrées sont :

Noms de l'espèce	Noms scientifiques
L'Ayous	Triplochytonscleroxylon
Le sapelli	Entandrophragmacylindricum
Le frake	Terminaliasuperba
L'eyong	Eribromaoblongum
Le bubinga	Guibourtiatessmannii
Le Noisetier	Corylusanellana
Le sipo	Entandrophragma utile
Le framine	Terminaliaivorenses
Le kosipo	Entandrophragmacandollei
Le manguier sauvage	Irvingiagabonensis
Le bitter	Vernonia spp
Le colatier	Cola acuminata
Le doussié blanc	Afzeliabella
Le moabi	Baillonnellatoxisperma
Le pachi	areaceae
Le tali	Erythropleumivorense
Le teak	Tectona grandis
Le fromager	Ceibapentandra
Le beté	Mansoniaaltissima
Le padouk	Pterocarpussoyauxii
L'iroko	Chlorophoraexcelsa
L'okoumé	Aucoumea klaineana
Le djansang	Ricinodendronheudelotii
L'okok	Gnetum africanum
manguier	Mangiferaindica
safoutier	Dacryodesedulis
papayer	Caricapapaya
Cassamanguier	
L'avocatier	Persea americana

Les forêts et les savanes sont exploitées par la population pour l'agriculture. On y rencontre aussi la pharmacopée traditionnelle (plantes médicinales) que la population utilise pour les soins de santé. Les arbres fruitiers tels que : le manguier, le Safoutier, le papayer, le Cassamangier, l'Avocatier, etc.), sont situés autour des zones d'habitation.

2.2.6 Faune

Elle est diversifiée et constituée de petits animaux, de grands animaux, des oiseaux et des reptiles. Les grands groupes d'animaux rencontrés sont :

Noms de l'espèce	Noms scientifiques
L'éléphant de la savane	Loxodontaafricana
Le buffle	Synceruscaffer
Le bongo	Boocercuscoryceros
L'hippopotame	Hippopotamusamphibius
Le céphalophe à dos jaune	Cephalophussilvicultor
Le céphalophe bleu	Cephalophusmonticola
Le céphalophe à front noir	Cephalophusn.nigrifrons
Le potamochère	Potamochoeusporcus
Le sitatunga	Tragelaphusspekei
L'hylochère	Hylochoerus
Le babouin	Papio spp
Le doguera	
Le pangolin géant	Manisgigantea
Le pangolin court	Manisspp
Le magistrat	Colobusguereza
L'hyène	Famille des Hyaenidae
Le dolman	
Le chat sauvage	Felissilvestrisgriselda
Le singe	Cercopithecus
Le chevrotain aquatique	Hyemoschusaquaticus
Le hocheur	Cercopithecusnictitans
Le cercoubi à joue grise	
Le chimpanzé	Pan treglodyte
Le phacochère	Phacochoerus africanus
Le céphalophe à flanc roux	c.callipygus c dorsalis
Le guib harnaché	Tragelaphusscriptusornatus
Le potto de bosman	Perodicticus potto
La mangouste jaune	Gynictispenicillate
L'atterure	
La gazelle à front roux	Gazellarzifrons
Le porc-épic	Hystrix spp
Le lièvre	Lepusspp
L'écureuil	myosciurus
Le rat de gambie	Cricetomysgambianus
L'antilope	antilopinae
La biche	Cervuselaphus
Le varan	Varamusnilotica
Le caméléon	Chamaeleochamaeleon
Le python	Puthonregius
La couleuvre	Elaphe guttataguttata
La vipère	Bitisgabonica
La tortue	Kinixisspp
Le lézard	Podarcismuralis
Le boa	Boa constrictor
Le calao	Bucorvusleadbeateri
La pintade	Phasianides
Le martin pêcheur	Alcedoatthis
Le canard	Aythyaaffinis
L'oie	Anserdomesticus
Le pigeon ramier	Columbapalumbus
Le vautour	Gypsfulvus
Le perroquet vert	Poicephalussenegalus
Le perroquet gris à queue rouge	Psittacuserithacus
L'épervier	Accipiternisus

Le messager serpenteaire	Sagittariusserpentarius
Le Cephalophe de peter	Cephalophusc.callipygus
La perdrix	Francolinuspp
Le sanglier	Suszscrofa

La chasse illégale et anarchique contribue à la diminution de la population d'animaux, voire la disparition de certaines espèces. Cette chasse est limitée de nos jours par la présence des parcs du Mbam et DJerem et du parc de Mpem de Djim, protégés par des services de conservation, qui assurent la protection de cette faune menacée.

2.2.7 Aires protégés

Les villages du Nord et de l'Ouest de la commune de Yoko sont respectivement couverts par le parc du Mbam et DJerem et du parc de Djim et Pem. Ces parcs sont vastes et comptent une diversité faunique et floristique notoires. Le parc du Mbam et Djerem est d'ailleurs l'un des espaces protégés les plus vastes du Cameroun. Par ailleurs, on rencontre des zones d'intérêt cynégétique à l'instar du ZIC 41. Les forêts communautaires et la forêt communale sont des aires protégées que l'on retrouve dans le Sud de la commune de Yoko. A ce jour plus de 30 000 ha des terres communales sont déjà occupés par les

forêts communautaires

2.2.8 Ressources minières

Le sous-sol des villages de la commune de Yoko regorge probablement de minerais. On soupçonne la présence du Diamant et du Fer au pied de la chaîne montagneuse Fouiy. Le Diamant, le Mercure et l'Or sont signalés au Sud de Yoko. Une exploitation artisanale précédée d'une exploration pourrait constituer une opportunité de reconversion et de diversification des activités menées pour les populations dans les villages du Sud.

2.2.9 Gestion des ressources naturelles

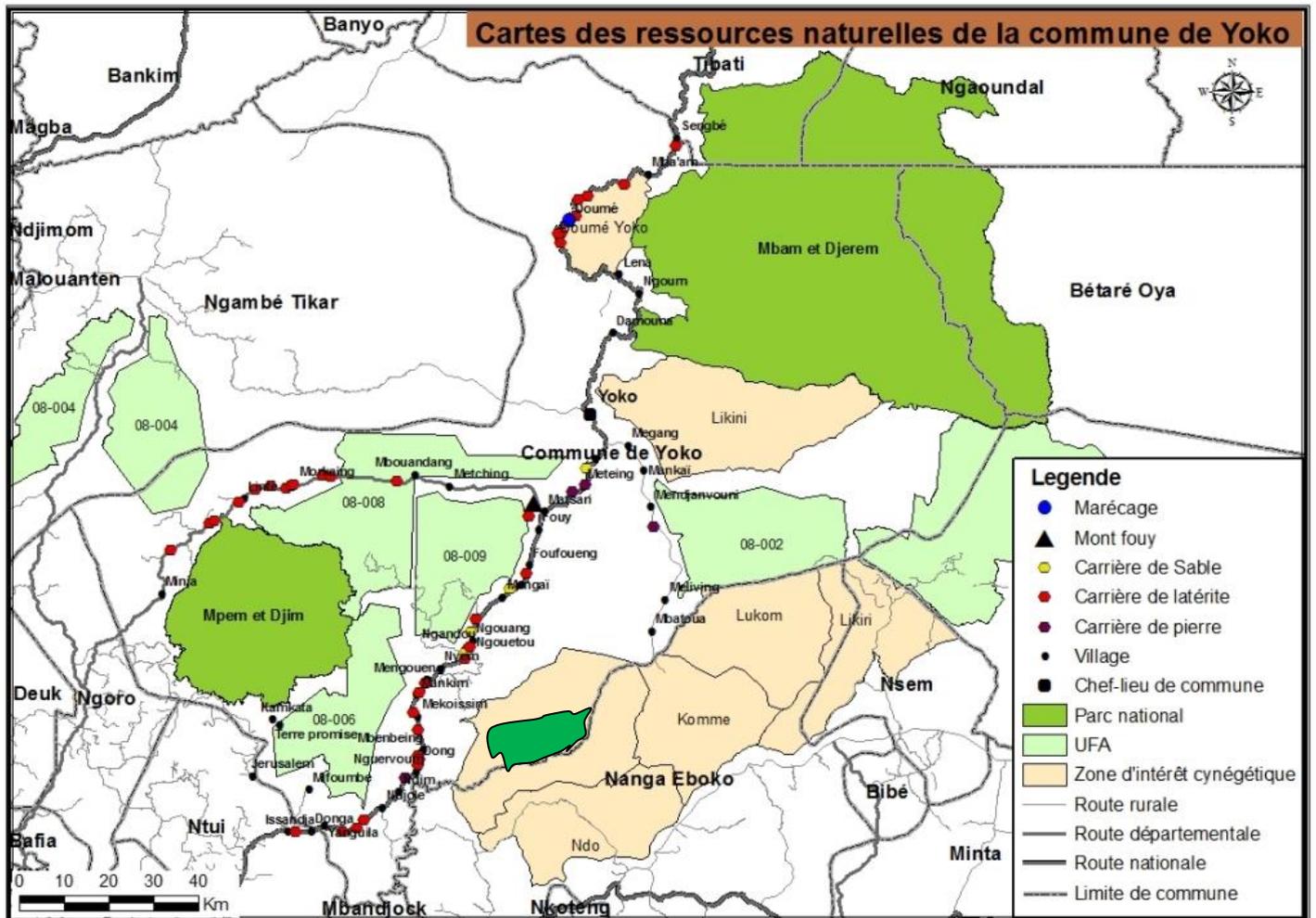
Les ressources naturelles identifiées sont : la forêt, la longue chaîne de montagne de l'Ouest constituée d'un enchainement de rochers, les cours d'eau riches en poissons, les marécages, les carrières de sable et de latérite, les Produits Forestiers Non Ligneux PFNL), les plantes médicinales.

La gestion des dites ressources naturelles est assurée d'une part par l'état à travers le ministère de la forêt et de la faune (cas des UFA) et la commune (cas des forêts communale et communautaires) d'autre part. La gestion des ressources naturelles est aussi assurée par les chefs traditionnels (savane, forêt villageoises, cours d'eau, maraichages) et la plupart des populations (latérite, sable, maraichage, raphia, rotin, plantes médicinales), des minerais (or, saphir...). Des différents diagnostics menés, il ressort que les populations éprouvent des difficultés notoires à exploiter les diverses ressources naturelles. Ceci pour des raisons qui ont trait au manque d'expertise, au manque d'initiative, au manque d'information, au manque de matériel...



Plaque des services de la conservation du Mbam et Djérem

Il existe dans le village Sengbé une chute qui présente une hauteur et un débit important. Cette source n'est pas encore exploitée, pourtant on peut y envisager la construction une microcentrale électrique pour alimenter le village Sengbé et Mbaa'am en courant électrique.



Matrice diagnostic des ressources naturelles

Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Accès contrôle	Utilisation	Tendance	Problèmes/ contraintes	Actions à entreprendre
Forêts	Dans les bas-fonds de chaque village	Riche en faune, flore, essence, pharmacopée traditionnelle et Produits forestiers non ligneux	Etat, population, conseillers municipaux, Commune.	MINFOF, MINEP, population chercheurs, GIC et associations	Dégradation de la faune, de la flore.	Abus des écogardes sur les populations, braconnage Enclavement, manque de matériel adéquat d'exploitation, faible expansion de la menuiserie	Sensibilisation sur les dangers de l'agriculture itinérante sur brulis, le braconnage, les feux de brousse, la coupe abusive du bois, promotion du reboisement
Rochers	Dans la forêt, les bas-fonds, les lits des cours d'eau	Important	Etat, Commune	Exploitation minime en carrière, gravillonnage du plateau administratif	Inexploitation	Manque de matériel adéquat, enclavement, faible demande	Etude de faisabilité pour leur exploitation dans la conduite des chantiers de travaux publics actuels et futurs
Sable	Dans la quasi-totalité des rivières et cours d'eau	Assez important	Population, Commune	Population, entreprise de BTP	Faible exploitation non réglementation de l'exploitation	Marécage, absence de route, relief accidenté	Institution d'une réglementation communale et aménagement des voies d'accès vers les carrières
chutes d'eau	Sengbe	Débit important. Pente très importante	Etat, chef et population	Non exploitation	Zone peuplée par les poissons	Enclavement, monopole accordé à la société en charge de l'électricité	Etudes de faisabilité d'une exploitation en vue
Marécage	Dans tous les villages de Yoko	Vaste et presque autour des principales rivières	Etat	Faible exploitation pour les cultures maraîchères	Faible exploitation non réglementation de l'exploitation	enclavement	Formation des populations aux cultures maraîchères et facilitation de l'accès
Cours d'eau	Dans tous les villages de Yoko	Poisson, bambous, rapides, sable, animaux aquatiques	Aucun contrôle	Pêche, extraction du sable, boisson	Forte activité de pêche	Menace de la disparition des poissons, baisse de débit des cours d'eaux en saison sèche	Sensibiliser sur la nécessité d'une pêche durable et responsable
Latérites	Dans tous les villages de Yoko	Plusieurs milliers de camions	Population, Commune	Population, entreprise de BTP et entretien routiers	Faible exploitation. non réglementation de l'exploitation	Accès difficiles, relief accidenté	Institution d'une réglementation communale et aménagement des voies d'accès vers les carrières

2.3 Milieu humain

2.3.1 Histoire de l'implantation des populations

La ville de Yoko est originellement peuplée uniquement de Vutés (clan des Yéèb), partis du pays du petit lac pour Saan. Fin diplomate, le chef invita le sultan pour un séjour lors de la conquête foubé dans la première moitié du XIX^{ème} siècle. C'est sous l'influence de l'envoyé du monarque foubé que les vutés quittent Saan pour s'installer sur le plateau, site situé au sommet d'une colline et permettant de voir très loin à la ronde.

La population autochtone est constituée des Vutés et des Baveuck. La plupart des villages Vutés sont nés vers les années 1 900 à la suite d'une conquête du chef supérieur Vuté. En effet, au cours de sa conquête, le chef Vuté installait progressivement des notables sur les sites de ces villages et le parcours s'est achevé à Linté qui est jusqu'aujourd'hui la chefferie supérieure des Vutés. C'est d'ailleurs la seule chefferie de 2^e degré de l'arrondissement de Yoko. Les Vutés sont originaires du Soudan et les Baveuck quant à eux sont originaires d'Egypte. Ces peuples migrèrent et s'installèrent sur le site actuel sous l'effet des conquêtes peules.

Les faits historiques marquants que la population de la plupart des villages garde en mémoire restent les travaux forcés auxquels les populations ont été soumises, lors de la construction de la route Ntui-Tibati autour des années 1958. Ce phénomène a été beaucoup ressenti par les villages situés le long de cet axe. Par contre les villages de l'Ouest de la commune ont été plutôt victimes de l'enclavement; lequel a retardé leur essor ; ce qui a contribué au dépeuplement, voire la disparition de certains villages. La construction de la route Goro-Linte-Yoko en 2000 marqua les esprits des habitants de ces villages, par les espoirs de développement. Cette route a aux dires des populations, contribué à reconstituer certains villages qui étaient en voie de disparition.

2.3.2 Démographie

La Commune de Yoko n'est pas densément peuplée.

La population de la ville de Yoko est estimée à environ 5914 âmes en 2010 suivant les données obtenues à l'hôpital de district de Yoko. Cependant, les données issues des ISS établissent que la Commune de Yoko compte environ 2397 habitants.

L'espace rural compte environ 17 000 habitants, et la somme donnerait 19 500 pour une superficie avoisinant 15 000 km². Un rapprochement des données donne une moyenne de 1,3 habitants au km²; une des plus faibles du Cameroun. Le tableau suivant donne les détails des données démographiques selon les ISS :

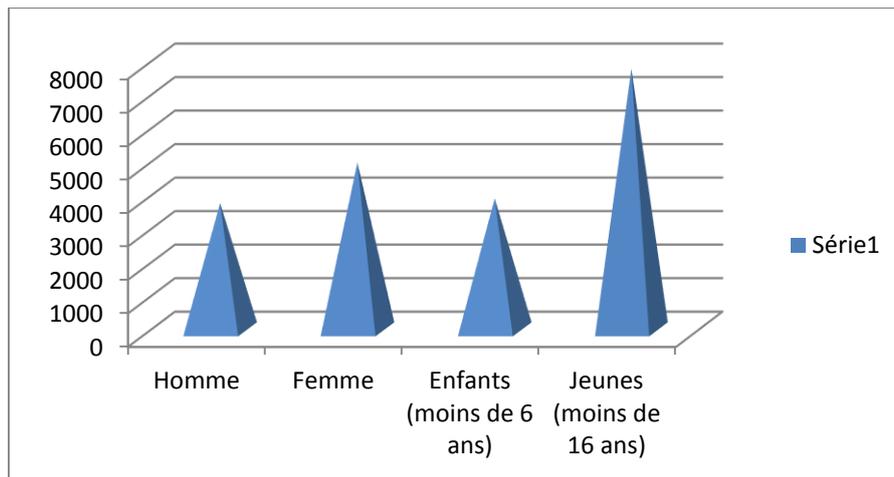
Données de Population de Yoko par village

	Village	Homme	Femme	Enfants (moins de 6 ans)	Jeunes (moins de 16 ans)	TOTAL
Urbain	Mbamdi	45	78	22	30	175
	Koundé	28	42	20	10	100
	Baboute Nord	83	126	36	55	300
	Yoko sud 1	44	80	33	23	180
	Yoko sud 2	72	98	39	91	300
	Tikar	115	205	80	100	500
	Yoko village et Megang	125	175	86	114	500
	Quartier Haoussa	85	135	60	82	342
	Total urbain	532	939	376	505	2397
Rural	Sengbe	60	75	95	120	350
	Mba'am	25	36	19	70	150
	Doume	80	120	230	350	780

Lena	50	65	85	100	300
Ngoum	21	28	13	61	123
Mindja	23	32	20	75	150
Linté	650	560	500	1090	2 800
Morkaing	35	45	20	100	200
Mbouandang	10	15	15	15	55
Metchimg	80	120	120	200	520
Jerusalem	500	600	150	250	1 500
Kamkata	100	200	25	175	500
Terre promise	100	200	10	190	500
Issandja	100	120	80	180	480
Mifoumbé	100	150	200	350	800
Donga	35	46	49	120	250
Yangoula	5	7	8	10	30
Ndjolé	90	130	150	200	570
Ndim	10	15	20	25	70
Guervoum	60	75	85	110	330
Donga	20	30	30	50	130
Mbembeing	40	60	30	78	208
Mekoissim	120	130	230	320	800
Mankim	150	170	250	340	910
Mengueng	35	45	50	120	250
Nyem	50	65	85	100	300
Ngouetou	200	250	300	350	1 100
Ngandoung	8	13	10	17	48
Ngouang	30	40	20	60	150
Mangai	120	180	220	380	900
Ndjere	15	20	5	25	65
Meteing	15	25	20	40	100
Mbatoua	9	12	10	27	58
Meleving	20	25	5	20	70
Medjanvouni	7	13	13	17	50
Makai	5	8	5	7	25
Matsari	70	90	100	240	500
Fouy	20	30	40	60	150
Foufouing	42	30	30	70	172
Mbimbim	20	30	40	60	150
Megang	30	40	30	87	187
Mekambin	8	7	4	3	22
Makouri	35	45	42	30	152
Guere	32	44	68	18	162
Total rural	3235	4041	3531	7276	17 117
Total commune	3767	4980	3907	7781	19514

On dénombre en tout 17117 habitants dans les villages de la Commune. 3235 de ces populations sont des hommes, tandis que 4041 personnes sont des femmes. Les jeunes de moins de 16 ans sont au nombre de 7276 habitants, et ceux de moins de cinq ans sont au nombre de 3531. Tous ces chiffres sont issus du diagnostic participatif mené à travers les villages.

Il y'a un déséquilibre entre les franges de la population. Les jeunes de moins de 16 ans prédominent, suivi des femmes, des enfants de moins de 05 ans et des hommes.



Cependant, les données issues du recensement donnent une toute autre réalité. Yoko rural serait peuplé de 11291 habitants en 2011 ; chiffre a été obtenu en faisant une extrapolation des données du recensement de 2005, appliqué au taux d'accroissement de 3,4%, caractéristique de la Région du Centre.

Le tableau suivant en donne d'ailleurs une matérialité édifiante :

Evolution de la population de Yoko d'après le 3^{ème} RGPH.

	Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Urbain	Homme	1569	1622	1678	1735	1794	1854	1918
	Femme	1524	1576	1629	1685	1742	1801	1863
	Total Urbain	3093	3198	3307	3419	3536	3656	3780
Rural	Homme	4623	4780	4943	5111	5285	5464	5650
	Femme	4616	4773	4935	5103	5277	5456	5641
	Total Rural	9239	9553	9878	10214	10561	10920	11291
Commune	Homme	6192	6403	6620	6845	7078	7319	7568
	Femme	6140	6349	6565	6788	7019	7257	7504
	Total	12332	12751	13185	13633	14097	14576	15072

Il ressort du tableau précédent que la population de l'espace rural communal de Yoko est assez équilibrée entre les genres. La taille de la population selon les données du 3^e RGPH est de 15072 habitants.

Les valeurs obtenues par ISS ont été prises en compte pour la planification dans la suite du document.

2.3.3 Groupes ethniques et relation inter-ethniques

Les habitants sont pour la plupart des Vuté avec sa variante les Babouté qui seraient des personnes dont au un des parents est Vuté et l'autre d'une autre ethnie. On y trouve aussi les Baveuck, les Tikar, les Baya, les Mboum, les Foulbé, les Haoussa. Quelques bororo y sont également installés, mais la plupart d'entre eux viennent et partent en fonction des besoins de leur troupeaux et de la disponibilité des pâturages. Les autres tribus sont essentiellement minoritaires et leur présence s'explique par des raisons de service et commerciales. Cependant toutes ces populations entretiennent des relations cordiales et fraternelles.

2.3.4 Religion

La population de Yoko est majoritairement chrétienne (Catholiques, Eglise Evangélique Luthérienne, Eglise Adventiste du septième jour, Eglise Gallicane, et les Témoins de Jéhovah, mission du plein évangile). Il existe aussi des musulmans qui sont surtout les haoussas, les bororo et les foubés.

2.3.5 Principales activités économiques

a) Agriculture

L'agriculture est la principale activité source de revenus des populations en milieu rural dans l'arrondissement de Yoko. Les pratiques agricoles sont le brûlis en zone de forêt et les feux de brousse en zone de savane. La fertilisation minérale et les traitements phytosanitaires sont pratiqués par ceux disposants d'un peu plus de moyens financiers et ce surtout dans les cacaoyères et les bananeraies.

Quant aux techniques agricoles, elles associent le labour en mottes, le semis à plat et à la volée. Les principales cultures rencontrées ici sont : le manioc, le plantain, l'igname, le cacao, le macabo, la patate, le maïs, l'arachide, le palmier à huile et les cultures maraichères telles que : la tomate, le piment et le concombre.

Les superficies moyennes ici varient entre 0,5 et 04 ha par paysan. Il est aussi à noter qu'il existe des exploitants agricoles de grande taille allant au-delà de 25 ha pour les cultures telles que : le cacao et le plantain. Les rendements moyens ici sont de 12,3t/ha pour le manioc, 6,4t/ha pour le plantain, 5,70t/ha pour l'igname, 5,6t/ha pour le macabo/taro, 2,2t/ha pour le maïs, 1,3t/ha pour l'arachide, 2,3t/ha pour le piment, 1,5t/ha pour la tomate, 2,8t/ha pour le concombre, et 1t/ha pour la patate. Les rendements des autres cultures étant peu évaluées par les populations ou pas du tout.

Cependant, les rendements demeurent en dessous du potentiel, à cause des pratiques et des techniques agricoles usuelles. Ceux-ci sont alarmants du fait de la destruction de la micro-faune et de la microflore du sol par les feux de brousse et le brûlis, appauvrissant ainsi le sol. D'où, la baisse de la fertilité naturelle du sol et la baisse de la production agricole, observées notamment pour l'igname. Il est à préciser que l'agriculture aurait un meilleur avenir, si les populations bénéficiaient d'une part d'un encadrement et d'un suivi technique sans oublier les facilités d'écoulement de leurs produits.

b) Elevage

L'élevage est très peu développé en dépit du fait qu'il est pratiqué aussi bien par les hommes que les femmes. C'est un élevage extensif caractérisé par des cheptels réduits et la divagation des bêtes.

Il porte sur la volaille (2027 têtes), les caprins et ovins (171 têtes), les porcins (71 têtes), aulacodes (03 têtes), ânes (64 têtes). (*Données de la délégation du MINEPIA*). Il faut également signaler l'élevage des bovins qui est pratiqué par les Mbororo. De l'atelier participatif tenu avec ces derniers, on estime à environ 2000, la taille du cheptel de bovin présent dans la Commune de Yoko, ville et village compris. Cet élevage est orienté à la fois vers la consommation et la commercialisation.

La pratique de la pêche est rendue possible par la présence de nombreuses rivières qui traversent l'espace urbain. Cette activité pratiquée de manière artisanale à l'aide de filets de pêche, du hameçon, de la nasse, et parfois des barrages attire davantage la gente féminine.

Les quantités de produits de pêche qui vont dans les différents marchés chaque semaine atteignent parfois 500kg de poissons frais et 1343 kg de poissons fumés (*Données de la délégation du MINEPIA*). Les éleveurs et les pêcheurs sont organisés en GIC, ce qui leur permet de développer leur activité et d'écouler facilement leurs produits.

c) Chasse

La chasse mobilise un grand nombre de personnes dans la localité et constitue une source de revenu. Elle engage exclusivement les hommes, surtout les jeunes qui la pratiquent à longueur d'année.

Les outils utilisés sont : le fusil, le piège à câble individuel ou sous forme de barrière autour d'une plantation/ dans des zones marécageuses régulièrement fréquentées par les animaux. Les produits de la chasse sont destinés principalement à l'alimentation, mais le surplus est vendu au marché de manière discrète. Ils constituent la principale source de protéine dans la localité en plus de la viande du bœuf dont l'accessibilité est exceptionnellement facilitée.

d) Exploitation forestière

La forêt constitue une source d'approvisionnement pour presque tous les habitants de la ville de Yoko. Au-delà des besoins alimentaires et en combustibles (bois de chauffe) qu'elle comble, la richesse faunique et forestière que l'on trouve à Yoko fournit également aux artisans leur matériel de travail de base (lianes, rotin, bambou...). En outre de nombreuses plantes aux vertus thérapeutiques sont utilisées par les populations pour le traitement de nombreuses pathologies.

Tous ces produits dérivant de l'exploitation forestière se retrouvent au marché de Yoko et même à Ntui, Tibati et Yaoundé. Le gibier est principalement destiné à l'alimentation, mais le surplus est commercialisé. Les Unités forestières d'aménagement (UFA) ne se trouvent pas dans l'espace de la ville de Yoko.

e) Collecte des produits forestiers non ligneux

Les produits forestiers non ligneux que l'on trouve dans la forêt de l'espace urbain sont : le bitter cola, le Djansang, la mangue sauvage, l'Okok, le Ndoe, le raphia, le rotin, les feuilles de Marantacée, le Cassamangue, le miel, les champignons, les termites, l'Andok, ... Pour la récolte, les populations procèdent soit au ramassage, soit à la cueillette desdits produits. Ceux-ci sont consommés localement et commercialisés au-delà de la ville, voir de la commune.

f) Artisanat

L'artisanat est une activité secondaire qui est l'apanage des hommes. La forêt fournit la matière première nécessaire en la matière. Les produits de cette activité sont : les nattes de raphia pour les toitures, les nasses pour la pêche, les paniers à poissons, les séchoirs (pour maïs, cacao et manioc), les tabourets en bambou et rotin, les mortiers pilons, sacs tamtam et tambours etc. L'artisanat se heurte à des difficultés de promotion, ce qui rend pénible la commercialisation des produits.

g) Commerce

Le commerce constitue l'activité principale ou accessoire de bon nombre d'habitants de la ville de Yoko. De part et d'autre dans les quartiers, on voit quelques boutiques où sont vendus des produits manufacturés et de première nécessité. Mais le marché du centre-ville reste l'épicentre du mouvement commercial, eu égard à la densité des opérations de vente et de ravitaillement qui s'y effectuent. Les mercredis et vendredis, jours du marché, on y trouve des produits, agropastoraux, artisanaux et de pêche, provenant aussi bien de l'espace urbain que des villages.



Hangar du marché de Yoko

h) Industrie

Il se développe à Yoko de petites industries qui font dans la transformation des produits locaux. C'est le cas du manioc, dont la transformation en bâtons de manioc est généralement faite par les femmes. Le manioc est également transformé en beignets de manioc, en gari « tapioca » et en farine de manioc, produit de base du couscous de manioc, un repas très prisé dans la localité.

On note aussi l'existence des boulangeries qui, de façon artisanale, fabriquent des pains et brioches à base de farine de blé. Ils utilisent des fours traditionnels faits de briques de terre ou de cantine métallique.

Les produits de ces micro industries sont vendus dans la ville et surtout au centre-ville en soirée. Il faut néanmoins mentionner que la principale activité industrielle reste l'exploitation forestière.

i) Services

Le service de transport en commun par car et moto est présent à Yoko. Les boutiques de vente des denrées de première nécessité et ateliers des particuliers, offrant divers services (couture, mécanique, coiffure...) sont également présentes. Le bureau d'AES SONEL installé à Yoko assure la production et la distribution de l'énergie électrique.

On note aussi l'existence de la CAMPOST qui s'occupe de l'acheminement des courriers et offre certains services de banque, notamment les services des chèques postaux. Les tontines identifiées dans la matrice des institutions et associations communautaire font dans l'épargne et le crédit.

L'antenne des sociétés de téléphonie mobile MTN/orange assure une couverture assez suffisante du réseau téléphonique.

j) Apiculture

On note dans l'espace urbain communal l'existence de 09 apiculteurs artisanaux formés par les services de la conservation. Ceux-ci produisent le miel à travers les ruches kenyanes. Le fruit de leur production est écoulé sur le marché de Yoko. Cette activité est pour le moment très peu répandue en dépit de la forte présence forestière qui constitue sans nul doute un adjuvant de premier ordre.

2.3.6 Les couches vulnérables dans la commune

Les catégories vulnérables entretiennent de bonnes relations avec la mairie qui d'ailleurs leur vient quelquefois en aide. Ces personnes ont la volonté de pratiquer des AGR et rejete de la mendicité. Cependant, on note un accès difficile aux infrastructures de base, l'enclavement de la localité ne militant pas en faveur de leur épanouissement. A cela s'ajoutent l'insuffisance d'encadrement, la stigmatisation et la paupérisation, qui sont fort heureusement tempérés par la solidarité familiale.

Les attentes ici sont davantage orientées dans le sens d'un appui financier et de la facilitation de l'accès aux infrastructures sus mentionnés.

2.4 Principales infrastructures par secteur

2.4.1 Services sociaux

a) Secteur éducation de base

Dans l'espace urbain on dénombre quatre écoles primaires francophones à cycle complet dont deux écoles publiques et deux écoles confessionnelles (une catholique et une protestante évangélique luthérienne); et deux écoles maternelles francophones, l'une publique et l'autre privée catholique.

En outre, il y'a une école primaire à cycle incomplet à Koundé. Cette couverture à priori satisfaisante est en réalité insuffisante, car elle n'est pas représentative du bilinguisme qui caractérise l'Etat camerounais.

Il existe parallèlement une école franco islamique non fonctionnelle, mais qui d'après l'inspection de l'éducation de base, sera ouverte pour le compte de l'année scolaire 2011/2012.

Dans l'espace rural on dénombre globalement 28 écoles primaires, disposant de 55 salles de classes en durs et en bon état, 17 salles de classe en mauvais état ou en matériaux précaires. Le nombre total d'élèves est de 2060 pour 52 fonctionnaires et 25 enseignants non formés, le nombre de tables bancs est de 943 correspondant à 1886 places assises.

Aucune école n'est sécurisée par une clôture. Le paquet minimum offert est insuffisant. Certains enseignants ne disposent pas de qualification requise et souffrent pour la plupart d'un manque de logement.

Le taux de scolarisation reste faible, bien que le nombre d'enfants en âge scolaire soit important dans plusieurs villages. Ce taux faible de scolarisation pourrait se justifier par l'absence totale d'école dans certains villages, mais aussi par l'éloignement de l'école et l'absence des enseignants dans certaines écoles.

b) Secteur enseignement secondaire

Pour ce qui est de l'enseignement secondaire, il y'a un lycée à cycle complet et un CETIC comptant quatre filières industrielles et une section commerciale, mais dont les infrastructures sont insuffisantes.

En plus du manque d'équipements en bancs, en barrière, en matériel didactique, l'outil informatique du lycée manque de salle. Le problème crucial du lycée reste l'insuffisance criarde de bureaux pour enseignants et de tables bancs.

La plupart des tables bancs qu'on y trouve appartiennent au CETIC, actuellement logé dans l'enceinte du lycée, en attendant que la construction de ses bâtiments situés au nouveau quartier administratif soit achevée. La qualité de la formation au CETIC est affectée par l'absence d'atelier pour les cours pratiques.

La formation professionnelle est représentée par la SAR/SM qui a quatre filières, mais dont l'effectif s'est réduit comme peau de chagrin ces dernières années. A ces problèmes, s'ajoutent l'insuffisance du personnel et du matériel didactique.

L'encadrement scolaire dans l'espace rural est assuré par 03 Collèges d'Enseignement Secondaire (CES) disposant de 5salles de classes en durs et en bon état, 23tables bancs correspondant à 46 places assises, 79élèves pour 10 enseignants.

Ces établissements accusent, pour l'ensemble, une insuffisance du personnel enseignant, d'équipements scolaires (tables bancs, tableaux, matériel didactique, bureaux pour enseignants), les latrines, les points d'eau potable, les aires de jeux aménagées sont totalement absentes. Certains bâtiments sont vétustes, dégradés et même abandonnés (toitures arrachées et murs fissurés ou écroulés).

a) Secteur santé

Il existe un hôpital de district et un CSI privé protestant luthérien dans la ville. Ils sont pourvus chacun d'une pharmacie, des chambres d'hospitalisation, d'un laboratoire, d'une maternité et de moyens de locomotion (deux voitures en panne pour l'HD et deux motos fonctionnelles pour le CSI). Le taux moyen de fréquentation des centres de santé est de 30% dont 15% pour l'HD et 45% pour le CSI.

Le déficit infrastructurel se rapporte surtout à l'insuffisance d'aménagement, notamment la clôture au CSI, les latrines et le mode de traitement des déchets à l'HD, ainsi que le reboisement et la qualité de l'eau produite par l'adduction d'eau communale.

Il est opportun de citer aussi l'insuffisance du personnel qualifié qui mérite d'être comblé. On note autant le délabrement de certains équipements, notamment les lits de malade, le matériel d'accouchement et l'incinérateur,

Le dépistage du VIH/SIDA se fait à la demande ou sur autorisation du patient. Les préservatifs sont disponibles, mais la population ne les sollicite pas beaucoup. Le comité local de lutte contre le VIH/SIDA

œuvre sous les auspices du réseau des associations RAFAY à la sensibilisation des populations, aidé du GIC MA'A et des ministres de culte. Il faut mentionner à ce niveau que les villages excentriques de Koundé et Mbamdi sont assez éloignés des services de santé (7km en moyenne).

Dans la zone rurale, la couverture en services sanitaires est très insuffisante. Il existe 5 centres de santé avec 5 personnels médicaux qualifiés, tous des infirmiers. On y dénombre environ 14 lits. Il n'existe aucun médecin Parmi le personnel médical. Le centre de santé de Linté est actuellement fermé suite au décès par pendaison du chef de centre de santé.

Ces centres de santé dans l'ensemble souffrent d'une insuffisance du personnel médical, de l'absence du matériel de première nécessité, les pharmacies sont très peu fournies. Aucun centre n'est alimenté en électricité et en eau potable, ni sécurisé par une barrière. Le taux de fréquentation de ces centres de santé est très faible à cause de leur faible capacité de prise en charge médicale, mais aussi à cause des habitudes à pratiquer la pharmacopée traditionnelle, qui revient moins couteux pour la population villageoise.

Les maladies les plus fréquentes sont : le paludisme, les parasitoses, la typhoïde, le rhumatisme et les IST. Le taux de couverture vaccinale est très faible ce qui a pour conséquence le taux élevé de mortalité infantile.

L'insuffisance des campagnes de sensibilisation sur les IST/VIH/SIDA, le vagabondage sexuel, la sexualité précoce, la présence des sociétés forestières font de la plupart de ces villages des zones de propagation des IST/VIH/SIDA. Pour des besoins de soins de santé de qualité, les populations des villages sont obligées de parcourir des dizaines de kilomètres à la recherche des hôpitaux équipés en matériel médical, médicaments et en personnels.

Les principales directions pour ces soins sont : Yoko, Tibati, Ntui, Bafia, Ngoro. Les routes n'étant pas en bon état, on observe parfois des décès avant l'atteinte de l'hôpital.

b) Hydraulique

Il n'y a pas de réseau CAMWATER à Yoko urbain. Cependant, la distribution de l'eau est rendue possible grâce à un système d'adduction mis sur pied par la commune consistant à capter les eaux de source (03 sources) qui sont ensuite stockées dans un château souterrain et redistribuées dans la ville.



Vue de l'entrée principale de l'HD de Yoko



Les populations s'approvisionnent auprès des quinze (15) bornes fontaines présentes dans la ville et les mieux nanties ont un branchement à domicile, on en dénombre 97. La bonne qualité de l'eau ainsi fournie est tributaire de la disponibilité, à la commune, des produits de traitement des eaux. Les populations éloignées de ces points d'eaux doivent se contenter des rivières et sources les plus proches, fussent-elles non aménagées. Il faut mentionner que les villages Kounde et Mbamdi n'ont pas accès à ce réseau.

Borne fontaine publique en zone urbaine

L'accès à l'eau potable reste donc un problème majeur dans la ville de Yoko, surtout que les forages (05) qui auraient pu atténuer cette difficulté n'ont jamais été totalement fonctionnels, les constructeurs n'ayant pas atteint la nappe phréatique de l'avis des populations au vue de la situation en altitude de Yoko. Deux seulement de ces forages desservent la ville actuellement.

Dans les villages, on dénombre 36 points d'eau potable constitués de 18 forages en bon état, 5 forages en panne, 10 puits aménagés en bon état et 3 puits aménagés en panne. Par ailleurs, il existe aussi 25 puits ouverts repartis dans presque tous les villages. Certains de ces puits produisent une eau de bonne qualité et en quantité suffisante. L'eau issue de



Contraste d'un point d'eau de consommation à Mankim

ces points d'eau est utilisée pour : la boisson, la lessive, la cuisson. Certains par contre produisent une eau de qualité approximative et tarissent en saison sèche. Ce qui a pour conséquence, la recrudescence des maladies hydriques telles que : la Dysenterie amibienne, la Typhoïde, le Choléra et les parasitoses. La plupart de ces points d'eau est l'œuvre des missionnaires, des exploitants forestiers et des dons Hollandais. Il n'existe pas de réseau CAMWATER.

c) Electrification

L'électricité est fourni par le biais de AES SONEL, sous un financement de l'agence d'électrification rurale (AER) qui, a installé dans la localité une centrale thermique de production et de distribution d'énergie électrique, approvisionnant toute la ville excepté le nouveau quartier administratif et les villages Koundé et Mbamdi. Il s'agit d'une ligne basse tension, qui est quelque fois perturbée par les chutes de branches d'arbres sur les fils, les feux de brousse, etc.

La SAR/SM possède un groupe électrogène d'une puissance de 300kw dont environ 140kw seulement sont utilisés. C'est un potentiel que l'on pourrait exploiter par exemple en faveur des villages lésés. Il faut mentionner que les villages Kounde et Mbamdi n'ont pas accès à ce réseau électrique, malgré leur rattachement à l'espace urbain par la volonté politique.

Aucun autre village n'est connecté au réseau AES-SONEL. La population s'alimente en énergie électrique à travers les groupes électrogènes. On dénombre environ 120 groupes électrogènes privés dans l'ensemble des villages. Notons que ceux-ci appartiennent aux particuliers. Seul le village Linté dispose d'un groupe commun de grande capacité qui alimente plusieurs ménages de son centre. Signalons cependant l'existence d'un groupe de grande capacité aux villages Mba'am et Njole qui, jusqu'ici ne fonctionnent pas à cause du manque de moyens financiers et de l'expertise pour son installation.

En dehors de cette source d'énergie, il existe aussi des plaques solaires exploitées par certains privés du côté du Sud de Yoko. Les autres sources d'énergies ne sont pas connues dans les villages. Cette extrême insuffisance d'électricité est un véritable obstacle au développement des activités économiques, notamment l'émergence des entreprises de transformation des produits agricoles.

d) Réseau routier

La Commune de Yoko dispose d'un réseau routier de 232 km à sa charge. La route Nationale N° 15 traverse la ville sur une distance de 10 km (entrée de la ville centre-ville : 3 km et centre-ville Mbamdi : 7 km). La circulation est rendue possible à l'intérieur de la ville par des routes secondaires et de nombreuses pistes ; ainsi, nous avons les tronçons Mbamdi 1-Mbamdi 2 sur 4 km, Yoko-Ndjampon sur 20 km, carrefour Koundé-Nkon sur 12 km, twopass-carrefour Tikar sur 1 km, kenfack-aviation sur 2 km, marché-mission protestante norvégienne sur 2,5 km.

En ce qui concerne la praticabilité de ces routes, elle est passable en saison sèche malgré la poussière, mais difficile en saison des pluies du fait de la boue et des multiples bourbiers et mares d'eau jonchant les routes.

Le réseau routier de l'espace rural est constitué de l'axe principal (nationale N°15) qui traverse la plupart des villages de la commune de Yoko. Elle est en terre et est praticable en saison sèche. La seconde route aussi importante est celle reliant Ndjolé à NangaEboko. La route reliant Yoko à Linté est en cours d'aménagement, la difficulté à ce niveau demeure le nombre élevé de cours d'eau et de points critiques, qu'il y a entre Linté et Yoko. Cette forte occurrence a pour conséquence le nombre important de ponts à construire (21 ponts). En tout état de cause, on dénombre environ 95 ponts sur les routes déjà tracées de la Commune. Certains villages sont victimes de l'enclavement extrême, c'est pourquoi les populations d'un village comme Terre promise ont initiés le traçage d'une route sortant directement à Mifoumbé sur une distance de 15 Km dont 8 Km ont déjà été dégagés. Avec le processus d'ouverture de ces nouvelles routes, on va assister à la création de nouveaux ponts.

Cette insuffisance du réseau routier entraîne le ralentissement des activités économiques, le coût élevé du transport, le faible développement du tourisme pourtant ces villages regorgent d'énormes potentialités touristiques, l'écoulement difficile des produits agropastoraux, les épreuves harassantes de déplacement.

2.4.2 Secteurs de production

Les principaux secteurs de production sont l'agriculture et l'élevage et l'état des infrastructures ici sont regroupés dans le tableau suivant :

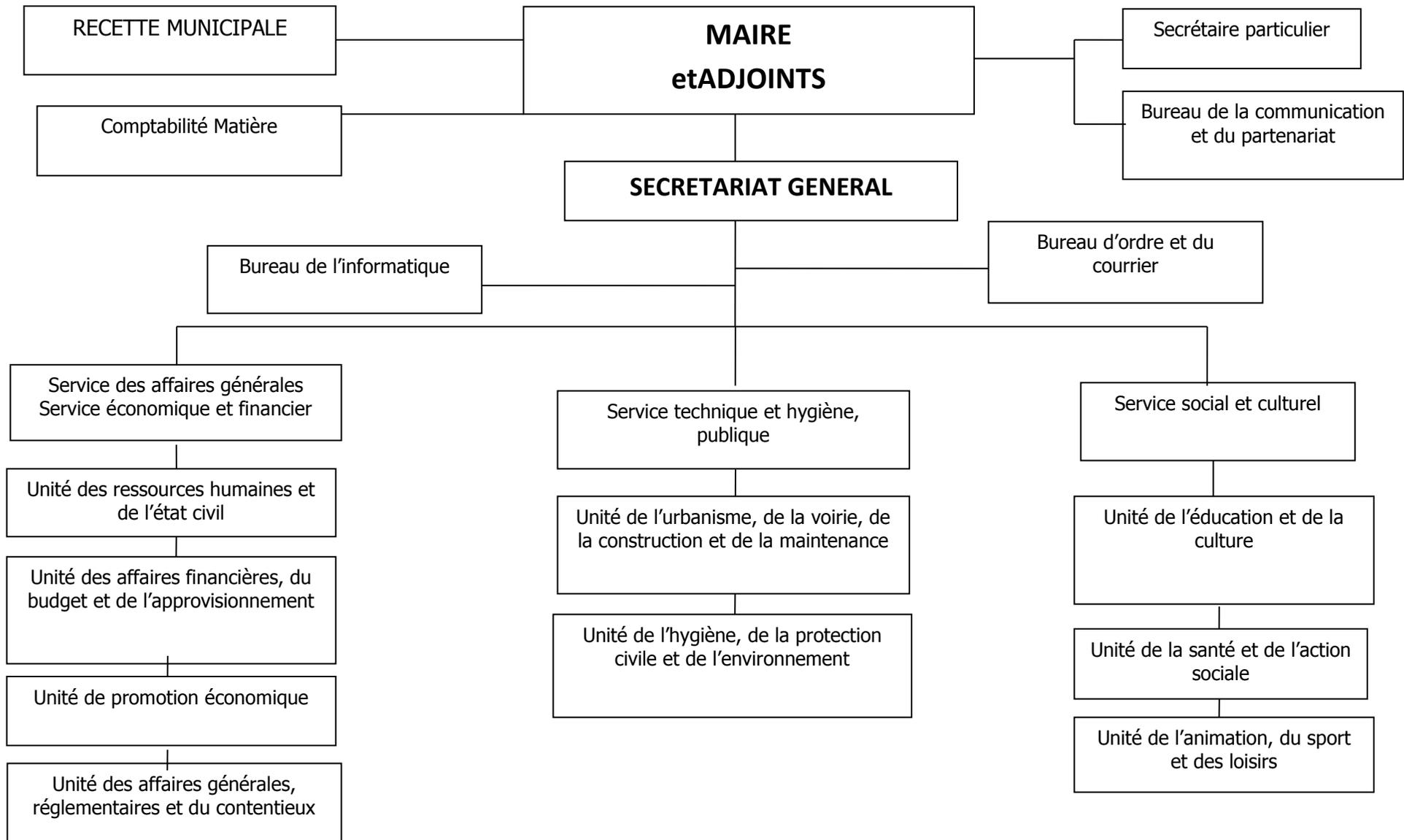
Magasin	Marché	Gare routière	Abattoir	Parc à bétail	Pépinière
0	2	2	1	0	0

2.5 Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

Les principaux résultats du DIC présentés en termes de forces et faiblesses des principales composantes, sont rassemblés dans le tableau suivant :

2.5.1 L'institution Communal

a) Organigramme



b) Matrice des forces et faiblesses de l'institution communale

Composante	Forces	Faiblesses
Gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> - Le conseil municipal est représentatif des diverses ethnies qu'on retrouve dans la commune - Le niveau de formation du conseil municipal est jugé important - Maitrise effective des enjeux de la décentralisation - CM engagé dans la mobilisation des fonds et les projets communaux - Les conseillers municipaux participent à la gestion communale à travers des commissions techniques et les consultations participatives - Forte motivation de l'élite pour la recherche des financements aux projets - Forte qualification du magistrat municipal - Quatre sessions du conseil municipal par an - Intégration des adjoints dans la gestion communale - Présence de femmes dans le conseil municipal - Recrutement programmé d'un ingénieur des travaux publics - Certains personnels dévoués et disponibles - Salaires à jour - Reversement effectif des cotisations sociales - Avancements et reclassements effectifs - Tenue régulière des réunions de coordination - Formations qualifiantes de certains personnels - Formations et séminaires d'imprégnation sur la décentralisation et la gestion communale de certains personnels - Formation sporadique offerte aux personnels par leurs pairs formés - Le sens d'accueil et d'hospitalité de certains membres du personnel 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible représentativité des femmes au conseil municipal (20%) - Résidence non permanente du magistrat municipal - Instabilité/absentéisme de certains agents - Non-respect des tâches attribuées dans l'organigramme formel - Manque de planification du travail à travers un cahier de charge formel du personnel - Conflits latents et ouverts - Rétention de l'information au sein du personnel - Insuffisance du personnel qualifié - Désinvolture de certains agents - Non maitrise des missions de la Commune par certains agents communaux - Le SG ne joue pas son rôle dans l'animation municipale et la gestion de l'institution - Insuffisances dans le contrôle de la présence au poste - Insuffisance/absence du matériel de travail (matériel informatique, de bureau, roulant...) - Absence d'un règlement intérieur - Manque de formation - Faible célérité dans le traitement des dossiers
Gestion des ressources financières et de la comptabilité	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de tous les documents comptables - Un certain personnel qualifié - Caractère participatif du processus d'élaboration du Budget - Participation du conseil municipal dans l'élaboration et le contrôle de l'exécution du budget - Autonomie financière relative de la commune - Un recensement non encore exhaustif des contribuables a été fait - Désignation et affectation des agents de recouvrement - Production effective des états de trésorerie - Une commission de passation des marchés - Forte utilisation des ressources d'investissement de la Commune - Séparation de la comptabilité de l'ordonnateur et du receveur municipal - Disponibilité de tous les documents comptables - Gestion informatisée de la comptabilité - Sécurisation des fonds communaux dans des comptes bancaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Absences fréquentes du RM - Le financement de la commune repose sur des ressources instables (redevance forestière : 54.29% en 2008, et 41,82% en 2009) - Faible mobilisation des ressources fiscales - Non maitrise de l'assiette fiscale - Fichier du contribuable non exhaustif - Insuffisance/absence de moyens de recouvrement - Non maitrise de la nouvelle comptabilité communale par le RM - La production de la comptabilité communale repose sur deux personnes essentiellement - Non-respect des délais de production des documents comptables - Etablissement des certificats de recettes/dépenses en régularisation - Non-respect des procédures en matière de recette ou de dépenses
Gestion du patrimoine communal	<ul style="list-style-type: none"> - Travail sporadiques d'entretien du patrimoine communal - Des gardiens sont commis pour l'entretien des certains biens communaux (résidence du magistrat municipal) 	<ul style="list-style-type: none"> - Non existence d'un inventaire formel et chiffré du patrimoine - Manque /insuffisance du matériel de bureau - Matériel mobilier dispersé - Faible participation du patrimoine communal

	<ul style="list-style-type: none"> - Entretien régulier de l'hôtel de ville 	<ul style="list-style-type: none"> dans le financement de la municipalité - Non conservation des archives en matière de patrimoine - Abandon des édifices communaux en délabrement - Insuffisance et précarité des infrastructures marchandes - Multiples pannes du matériel roulant - Inefficacité du service technique - Non application des directives du tableau de bord de la gestion du patrimoine, - Mauvaise conservation des documents communaux
Gestion des relations	<ul style="list-style-type: none"> - Relative bonne (décidez-vous ! soit c'est bon, soit ça ne l'est pas !) communication interne et interpersonnelle - Ouverture sur le monde de l'exécutif municipal - Adhésion des opérateurs économiques à la philosophie fiscale de la municipalité - Bonne collaboration avec les partenaires au développement et la hiérarchie - Bonnes relations au sein du conseil municipal - Bonnes relations avec les élites et autorités religieuses - Absence de conflit ouvert entre l'exécutif et le personnel - Bonnes relations de la Commune avec les acteurs extérieurs (PNDP, PADDL/GTZ, SDE, CTFC, Pro PSFE, CVUC, BAD, BM, SNV - Appui à la chefferie traditionnelle - Existence d'un site internet communal - Bonnes relations avec la société civile - Bonne relations entre les jeunes et les handicapés 	<ul style="list-style-type: none"> - Relations faites de complexes entre les agents communaux - Non-respect de la hiérarchie et des usagers par certains agents communaux - Insuffisance dans la communication interne - Non-respect par le SG des directives données par le Maire - Non-participation du SG dans l'élaboration des projets - Insolence de certains agents et responsables communaux à l'endroit des usagers - Absence de cadre de concertation permanente avec les contribuables - Insuffisance de collaboration avec les SDE, les services de collecte de taxes et impôts - Refus des paysans de payer l'impôt agricole - Refus des opérateurs forestiers de payer les taxes

c) Pistes d'action prioritaire et de renforcement des capacités de la commune

◆ Axes d'action prioritaires

Après le diagnostic, les axes prioritaires suivants sur lesquels la commune doit s'atteler ont été identifiés il s'agit ici de :

➤ *La gestion des ressources humaines*

Il sera question ici pour l'institution communale de renforcer le système de communication interne, de mettre à la disposition des acteurs municipaux, les moyens de communication et le matériel de travail dans les services, de stimuler l'implication et l'intégration de façon représentative des femmes au sein du Conseil Municipal, d'organiser des ateliers de formation et de sensibilisation des conseillers municipaux dans la mouvance des textes sur la décentralisation, de mettre en place un mécanisme qui permet le respect et la mise en application des textes municipaux, de sensibiliser les conseillers municipaux pour une plus grande implication dans la mobilisation des ressources et la gestion des projets communaux, de mettre en place un mécanisme de suivi du fonctionnement des services communaux tel que prévu par l'organigramme formel, d'assainir l'ambiance entre le Maire et le SG, d'informer et de sensibiliser les agents communaux sur les missions de la Commune.

De plus, il sera question de stimuler la formation professionnelle, de mettre en place un mécanisme d'évaluation du travail du personnel, élaborer à partir des cahiers de charge une meilleure planification du travail du personnel, de renforcer le personnel actuel par un

personnel de niveau scolaire plus élevé et qualifié, de former le personnel sur l'utilisation des Technologies de l'Information et de la communication (TIC), de former le personnel en montage, exécution et suivi évaluation des projets, de formaliser la présence effective du personnel au lieu de travail, d'élaborer de manière formelle des cahiers de charge du personnel.

➤ ***La gestion des ressources financières et de la comptabilité***

il sera question pour l'institution communale de créer un fichier des contribuables fiable, de créer et faire fonctionner une structure de contrôle, de renforcer les capacités des agents financiers sur la nouvelle comptabilité communale, de renforcer le personnel comptable par un recrutement, de mettre en place un mécanisme de valorisation des ressources d'investissement de la commune, de mettre en place un mécanisme de financement de la commune basé sur des ressources stables, de mettre en place un système fiable de mobilisation de certaines ressources fiscales (impôt libératoire, patentes, licences...), de mettre en place un mécanisme pour la production systématique dans les délais des états comptables réglementaires (état de développement des recettes et des dépenses, balance mensuelle et annuelle des comptes,...), d'instaurer de façon systématique l'utilisation des certificats de recettes et de dépenses comme documents comptables préalables aux mouvements financiers, de mettre en place des procédures fiables de collecte des fonds propres, de mettre en place un système fiable pour la maîtrise de l'assiette fiscale, d'informatiser la gestion comptable.

➤ ***La gestion du patrimoine communal***

Quant à la gestion du patrimoine communal, il sera question d'établir les titres de propriété sur certains immeubles communaux, de constituer pour la commune un stock de matériels informatiques et du mobilier de bureaux, de procéder au renouvellement des bâtiments communaux et du matériel roulant, de doter la commune du matériel didactique, de mettre en place un système de gestion des acquis de la Commune, de mettre en place un service des archives et un système d'archivage, de réhabiliter et viabiliser les édifices communaux en délabrement, d'améliorer l'état des infrastructures marchandes, de mettre en place un mécanisme d'évaluation de l'état du matériel roulant et leur mise en état de marche, de mettre en place un système comptable du patrimoine, de réhabiliter les infrastructures marchandes, de mettre en place un système de gestion formel du matériel roulant.

➤ ***La gestion des relations***

Il sera question ici pour l'institution communale de sensibiliser les usagers économiques sur leur devoir civique, de mettre en place un comité de prévention et de gestion des conflits, de mettre en place une stratégie de collaboration saine entre le personnel et la hiérarchie, de créer un cadre de concertation permanente avec les contribuables, de mettre en place un mécanisme de prise en compte des groupes d'initiative commune (GIC) dans la gestion de la vie active de la commune, de mettre en place un mécanisme de recherche des partenaires, de créer un mécanisme pour améliorer la collaboration avec les services déconcentrés de l'état.

◆ **Pistes de renforcement des capacités**

- Gestion administrative et communale ;
- Gestion financière communale ;
- Formation en tenue des documents comptables et comptabilité municipale ;
- Renforcement des capacités en informatique ;
- Formation en montage, exécution et suivi évaluation des projets ;
- Formation en gestion des relations ;
- Recherche des partenariats ;
- Formation en rédaction administrative ;
- Formation en montage des rapports, des DAO ;
- Recyclage des chauffeurs ;
- Formation des chauffeurs en mécanique automobile ;
- Formation sur le budget participatif ;
- Formation sur l'archivage et la documentation.

2.5.2 Principaux problèmes et besoins identifiés

a) Analyse des problèmes et recherche des solutions de l'institution communale

Problème	Principales causes	Principaux effets	Besoins
Composante : Gestion des ressources humaines			
Difficultés de gestion efficiente et optimale du personnel communal	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Manque de formation professionnelle ▪ Non évaluation du travail du personnel ▪ Non informatisation des services ▪ Insuffisance du personnel qualifié ▪ Faible représentativité des femmes au conseil municipal (20%) ▪ Non maîtrise effective des enjeux de la décentralisation ▪ Instabilité du magistrat municipal ▪ Instabilité/absentéisme et désinvolture d'un certain personnel ▪ Non-respect des tâches attribuées dans l'organigramme formel ▪ Manque de planification du travail à travers un cahier de charge formel du personnel ▪ Conflits latents et ouverts ▪ Rétention de l'information au sein du personnel ▪ Non maîtrise des missions de la Commune par certains agents ▪ Place marginale du SG dans l'animation municipale et la gestion de l'institution ▪ Insuffisances dans le contrôle de la présence au poste ▪ Insuffisance/absence du matériel de travail (matériel informatique, de bureau, roulant...) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Oisiveté du personnel ▪ Frustrations diverses ▪ La prégnance des réflexes ▪ Faible rendement du personnel ▪ Faible productivité ▪ Existence des conflits latents ▪ Mauvaise collaboration ▪ Frustrations diverses ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ organisation de 02 ateliers de formation sur le rôle des conseillers municipaux ▪ achat de 04 jeux complets du matériel informatique et accessoires ▪ recrutement d'01 cadre technique ▪ organisation de 03 ateliers de formation sur l'outil informatique, le montage des projets, l'élaboration des DAO ▪ 02 ateliers de sensibilisation et de formation de l'équipe municipale ▪ recyclage régulier du personnel aux défis actuels de la profession ▪ Institution des mesures de la présence effective au poste et des tâches quotidiennes réalisées ▪ Equipement en matériels de bureau des services
Composante : Gestion des ressources financières et de la comptabilité			
Difficultés dans la mise en place d'un système de gestion efficient des ressources financières locales et de la comptabilité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Insuffisance du personnel qualifié ▪ Absences fréquentes du RM ▪ Le financement de la commune repose sur des ressources instables (redevance forestière : 54,29% en 2008, et 41,82% en 2009) ▪ Faible mobilisation des ressources fiscales ▪ Non maîtrise de l'assiette fiscale ▪ Fichier du contribuable non exhaustif ▪ Insuffisance/absence de moyens de recouvrement ▪ Non maîtrise de la nouvelle comptabilité communale par certains agents financiers 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Non aboutissement des objectifs financiers ▪ Retard dans la production des documents comptables ▪ Amateurisme dans la gestion de certains dossiers ▪ Non atteinte des objectifs financiers ▪ Surmenage du personnel qualifié ▪ Désagréments divers 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ élaboration d'un fichier actualisé du contribuable ▪ renforcement du contrôle de la gestion financière et budgétaire ▪ former les cadres/ agents communaux et les CM à la finance et la comptabilité communale ▪ remplissage dans les délais des documents comptables ▪ sensibilisation des équipes de collecte des fonds sur la rectitude morale et les

	<ul style="list-style-type: none"> La production de la comptabilité communale repose sur deux personnes essentiellement Non-respect des délais de production des documents comptables 		comportements citoyens
Composante : Gestion du patrimoine communal			
Difficultés dans la gestion du patrimoine communal	<ul style="list-style-type: none"> Non existence d'un inventaire formel et chiffré du patrimoine Manque /insuffisance du matériel de bureau Matériel mobilier dispersé Faible participation du patrimoine communal dans le financement de la municipalité Abandon des édifices communaux en délabrement Insuffisance et précarité des infrastructures marchandes Multiplés pannes du matériel roulant Absence de titres de propriété sur certains immeubles communaux Absence d'un service des archives Absence d'un système de gestion formel du matériel roulant 	<ul style="list-style-type: none"> Utilisation abusive du patrimoine Gestion manuelle des dossiers Non maîtrise des acquis municipaux Fonctionnement à minima des services Manques à gagner Incapacité à trouver des références du passé 	<ul style="list-style-type: none"> procéder à un inventaire du patrimoine communal dépanner le matériel roulant défectueux mettre sur pied une unité fonctionnelle d'archivage et de gestion du patrimoine Organiser 2 ateliers de formation sur la gestion du patrimoine communal
Composante : Gestion des relations			
Insuffisance dans la gestion des relations avec les opérateurs économiques et les services internes	<ul style="list-style-type: none"> Incivisme des acteurs économiques Conflit latent avec les acteurs économiques dû au fort taux d'imposition Faible collaboration entre le Maire et le SG Relations faites d'intrigues, de méfiance, de suspicion, de sabotage entre les agents communaux Mauvaise conservation des documents communaux Non-respect de la hiérarchie et des usagers par certains agents communaux Absence de cadre de concertation permanente avec les contribuables Insuffisance de collaboration avec les SDE, les services de collecte de taxes et impôts 	<ul style="list-style-type: none"> Stagnation des projets L'incivisme des opérateurs économiques Lenteur dans le traitement des dossiers Conflits latents Dépréciation du travail de l'édile Difficultés à se référer au passé Incivisme fiscal Excommunication mutuelle Désagréments 	<ul style="list-style-type: none"> mise sur pied d'une unité de promotion et du suivi de la gestion des produits de carrière création et mise en fonctionnement d'un service communal en charge de l'impulsion de l'écotourisme

b) Les autres secteurs

Le schéma d'analyse de cause à effet ainsi déployé se traduit par des arbres à problèmes. Le problème central est placé au centre de l'arbre tel un tronc d'arbre, les causes selon le niveau hiérarchique, placées en contrebas ; et les conséquences quant à elles sont placées au-dessus.

Les conséquences peuvent être extensibles, au même titre que les causes et on se retrouvera dans un schéma systémique où tous les éléments se tiennent et s'entremêlent. La synthèse des causes et effets se présente comme suit :

Problème	Causes	Effets	Besoins
Secteur : Education de Base			
Difficulté d'accès à l'éducation de base	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'infrastructures • Démission des enseignants affectés • Insuffisance d'écoles • Fermeture des écoles • Peu d'intérêt pour l'école • Enseignants insuffisants • Salles de classe en matériaux provisoires • Ignorance des procédures de création d'école • Insuffisance du paquet minimum 	<ul style="list-style-type: none"> • Reproduction des habitus anti-scolaires • Faible niveau des enfants • Déperdition scolaire • Exode scolaire • Faible taux de scolarisation • Faible suivi scolaire 	<ul style="list-style-type: none"> • construction de 64 salles de classes en matériaux définitifs • réfectionner 53 salles de classes • dotation de 33 écoles de 4847 tables bancs, 150 bureaux pour enseignant et 150 tableaux • construction de 35 puits à motricité humaine • construction de 35 latrines améliorées - construire 35 clôtures dans les 35 écoles • fourniture de 35 bacs à ordures dans les 35 écoles • construction de 35 logements enseignants • Construction et équipement de 2 écoles maternelles • Création, construction et équipement d'une école bilingue
Secteur : Santé			
Difficultés d'accès aux soins de santé	<ul style="list-style-type: none"> • Centre de santé non fourni en médicaments • Absences répétées du personnel médical • Manque de moyens financiers • Insuffisance des infrastructures • Absence de laboratoire d'analyse • Absence de pharmacie • Insuffisance de la couverture vaccinale • Insuffisance de sensibilisation sur les IST/SIDA • Absence de CLLS • Absence de pairs éducateurs • Absence d'électrification • Absence d'eau potable • Insuffisance de moustiquaires imprégnées • Insuffisance du personnel qualifié 	<ul style="list-style-type: none"> • Longues distances à parcourir • Risque élevé d'accouchement et d'avortement involontaire • Récurrence des maladies • Négligence des maladies • Mauvais suivi des malades • Suivi difficile des grossesses et maternités • Décès • Difficultés à conserver les vaccins et des médicaments hypothermiques • Recours tardif à la médecine hospitalière 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction et équipements de 03 centres de santé • Construction de 10 blocs de logements pour personnel des CSI • Construction de 10 puits à motricité humaine dans les CSI • Aménagement de 10 blocs de latrines dans les CSI • Construction de 10 barrières dans les CSI • Aménagement de 10 dispositifs de traitement des déchets • Fourniture de 55 lits médicaux aux centres de santé • Réhabilitation 5 bâtiments dans les CSI • Construction de 07 nouveaux bâtiments dans les CSI • Aménagement /équipement de 6 maternités dans les CSI • Dotation des CSI en 10 dispositifs de traitement des déchets • Fourniture de 08 pharmacies • Equipement de 08 laboratoires équipés • Fourniture de 07 motos dans les CSI • Fourniture de 05 réfrigérateurs dans les centres de santé
Menace des IST et du VIH SIDA	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation des objets souillés • Brassage des populations • Alcoolisme • Gain facile et rapide de l'argent 	<ul style="list-style-type: none"> • Prolifération des IST • Stérilité • Grossesses non désirées • Baisse des productions agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation de 45 séances de campagne de sensibilisation, de dépistage et de vaccination • Création des comités de santé et de lutte contre le VIH/SIDA dans chaque village

	<ul style="list-style-type: none"> • Promiscuité • Préservatifs indisponibles • Insuffisance des campagnes de sensibilisation • Vagabondage sexuel • Ignorance • Droit de cuissage • Relâchement des mœurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Soupçon de sorcellerie • Stigmatisation • Désorganisation des familles • Faible revenu • Déperdition scolaire • Limitation de l'épanouissement • Développement du stress • Taux élevé des décès 	
Secteur : Eau et énergie			
Difficultés d'accès à l'eau potable	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de point d'eau dans certains villages • Moyens financiers insuffisants • Insuffisance de points d'eau • Disfonctionnement de certains points d'eau • Point d'eau en panne • Point d'eau mal construit • Non maîtrise des techniques de traitement de l'eau • Relief accidenté • Manque d'initiative 	<ul style="list-style-type: none"> • Longue distance à parcourir en quête d'eau • Insalubrité • Exposition au Choléra • Consommation des eaux souillées • Récurrence des maladies hydriques • De nombreuses tentatives de forages infructueuses • Abandon des chantiers 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction de 48 nouveaux points d'eau équipés de pompe à motricité humaine • Réfection de 14 points d'eau dans la commune • réhabilitation d'une source d'eau • réhabilitation de l'adduction d'eau communale • Construction d'une nouvelle adduction d'eau • Réalisation de 100 nouveaux branchements • construction de 03 nouvelles bornes fontaines • Réhabilitation de 15 bornes fontaines • organisation des séances de formation sur les techniques de traitement de l'eau, • construction de latrines améliorées pour les villageois
Difficulté d'accès à l'énergie électrique	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'énergie électrique • Eloignement du réseau électrique • Rareté des points de vente du carburant licite • Manque d'information sur les procédures AES-SONEL/AER • Ignorance des sources d'énergies renouvelables • Coût élevé des groupes électrogènes • Insuffisance des moyens financiers • Echec du projet communal d'électrification des villages par des groupes électrogènes • Faible production économique 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'informations • Difficultés à pratiquer les AGR • Dépenses énormes pour l'achat du carburant et du pétrole lampant • Faible production économique • Exode rural • Difficulté de moulage des produits agricoles • Maladies de la vue • Manque de loisirs • Oisiveté • Frein aux études • Difficulté de conservation des produits 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction de 4 km de ligne triphasée Moyenne Tension (MT) 3x34 mm² • Réalisation de 14 km de ligne Basse Tension (BT) • Branchement des ménages au réseau (BT) • Organisation des campagnes de sensibilisation sur les procédures AES SONEL/AER • Formation des comités de vigilance • organisation des ateliers de formation des comités de vigilance • achat de 05 bio-digesteurs communaux • les groupes électrogènes de 04 villages sont réhabilités
Secteur : Domaines et affaires foncières			
Insécurité foncière	<ul style="list-style-type: none"> • Faible diffusion de l'immatriculation foncière • Absence de plan de zonage • Besoins d'occuper les espaces non exploités 	<ul style="list-style-type: none"> • Conflits fonciers entre frères et villages voisins • Non immatriculation des terres • Climat de méfiance 	<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement 1 lotissement de 150 lots du secteur primaire • Aménagement 1 lotissements de 100 lots du secteur secondaire

	<ul style="list-style-type: none"> • Ignorance de certaines autorités traditionnelles • Ignorance des procédures d'immatriculation des terres • Vente frauduleuse des terres • Non maîtrise de toutes les limites des villages par les chefs 	<ul style="list-style-type: none"> • Pratique de sorcellerie • Exode rural • Séparation des clans 	<ul style="list-style-type: none"> • Etude topographique de la commune • Elaboration du plan cadastral de commune • Elaboration du plan de zonage • Identification des réserves destinées au développement des projets d'intérêt général
Secteur : Elevage, Pêche et industries animales			
Difficultés à pratiquer un élevage et une pêche rentables et durables	<ul style="list-style-type: none"> • Ignorance des circuits d'appui • Maladies récurrentes dues au transit des bêtes • Insuffisance des centres zootechniques • Manque du matériel de pêche • Ecoulement difficile des produits de pêche et d'élevage • Insuffisance des marchés • Mauvais état des routes • Conservation difficile des produits de pêche et d'élevage • Non maîtrise des techniques d'élevage • Manque d'encadrement • Insuffisance des pâturages • Insuffisance de moyens financiers 	<ul style="list-style-type: none"> • Forte fréquence de la peste, • Pourrissement des produits de pêche • Perte des produits de pêche • Elevage domestique • Faible revenu • Exode rural • Dépeuplement des villages • Découragement • Abandon • Pêche artisanale • Produits de pêche moins importants • Mort des animaux • Feux de brousse 	<ul style="list-style-type: none"> • 45 séances de Sensibilisation et formation sur les nouvelles techniques de l'élevage • construction de 05 bacs d'abreuvement • aménagement de 05 baignoires • Construction de la case du paysan • construction de 05 centres zootechniques • création de 04 postes zootechniques • octroi des crédits pour financement des provendes et du matériel de l'élevage à 45 organisations paysannes • Mise en place de 05 caisses villageoises • Création de 03 marchés à bétail • création d'une ferme de reproduction communale à Yoko (porcins, caprin, anin, azen, volaille...) • création de 05 pâturages artificiels
Secteur : Développement urbain et habitat			
Difficulté d'accès à un habitat décent	<ul style="list-style-type: none"> • Coût élevé du transport • Mauvais état des routes • Absence de points de vente des matériaux de construction • Eloignement des points de vente des matériaux de construction • Coût élevé des matériaux de constructions définitifs • Accès difficile aux carrières de sable • Insuffisance des moyens financiers • Faible développement des AGR • Mauvaise gestion des revenus agricoles • Faible niveau scolaire • Mauvais état des latrines 	<ul style="list-style-type: none"> • Ecoulement des murs • Réfection régulière des maisons • Familles exposées aux reptiles • Habitats précaires • Oubli des limites • Constructions en matériaux provisoires • Promiscuité • Nombre insuffisant de maisons • Promiscuité • Taille élevée des ménages • Risque d'accidents et de décès • Constructions faites en matériaux provisoires 	<ul style="list-style-type: none"> • construction de 5 km de voies bitumées • construction de 15 logements d'astreinte • construction de 50 WC pour des nécessiteux • Déguerpissement et recasement des habitants des zones sensibles et des abords des grands axes • Recrutement d'un personnel en charge de l'assainissement urbain • élaboration du plan de zonage urbain • études en vue de la mise aux normes des maisons urbaines • construction de nouvelles infrastructures au nouveau quartier administratif • construction de 05 magasins de matériaux de construction • octroi de 30 000 000 F de crédits de logement • opérations de contrôle et d'établissement des permis de

			bâtir • organisation des lotissements et immatriculations collectifs
Secteur : Environnement et protection de la nature			
Difficulté de préservation de la nature et de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> • Faible sensibilisation • Feux de brousse • Recherche des pâturages • Risque de disparition de certaines espèces animales et végétales lié à la coupe du bois • Absence de lieux de décharges des déchets • Abandon des déchets solides dans les champs • Non respect des termes du contrat d'exploitation forestière 	<ul style="list-style-type: none"> • Instabilité du climat • Conflit latent entre les populations et les forces de protection de l'environnement • Avancée considérable de la savane • Changement climatique • Recrudescence de nouvelles maladies • Non maîtrise du calendrier agricole • Faible rentabilité agricole • Déforestation • Pollution de l'air • Recrudescence des maladies respiratoires 	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des ateliers de formation et de campagnes de sensibilisation sur le braconnage et la coupe incontrôlée du bois • domestication des nouvelles espèces animales • Reboisement de 5 ha de zones dégradées par an • mise sur pied de 5 comités de vigilance forestière • aménagement et entretien de 1 ha d'espace vert public
Secteur : Enseignement secondaire			
Difficultés d'accès à un enseignement secondaire de qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'initiative communautaire • Pratique de la sorcellerie • Insuffisance des moyens financiers • Insuffisance des CES • Faiblesse des dotations de l'Etat • Enclavement de la localité • Absentéisme des enseignants 	<ul style="list-style-type: none"> • Déperditions scolaires • Exode rural • Longue distance à parcourir • Retard aux cours et faibles performances scolaires • Découragement • Insuffisance d'enseignants • Faible suivi des parents • Vagabondage sexuel • Mariage précoce • Marginalisation des handicapés et bororos 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction de 15 salles de classe en matériaux définitifs • Réfection de 02 salles de classe • Acquisition des tables bancs, des bureaux pour enseignants et tableaux par établissement • Construction de 07 puits à motricité humaine • Construction de 07 toilettes améliorées • Construction de 07 Clôtures sont construites • Construction de 07 logements pour enseignants • Acquisition de 07 bacs à ordures • Acquisition des livres au programme • Organisation des campagnes de sensibilisation dans les campements Bororo
Secteur : Forêt et faune			
Difficultés à conserver et promouvoir la forêt et la faune	<ul style="list-style-type: none"> • Refus de certains jeunes à pratiquer l'agriculture • Prolifération des de fusils de chasse • Non-respect des périodes de chasse • Irrégularité des contrôles • Faillite et filouterie des exploitants des UFA • Coupe anarchique des arbres 	<ul style="list-style-type: none"> • Avancée de la savane • Déforestation • Disparition de certaines espèces • Faible rendement de la chasse • Diminution des surfaces de forêts communautaires • Non reversement des redevances 	<ul style="list-style-type: none"> • Création de 5 zones de chasse communautaire • Organisation des ateliers de formation et de campagnes de sensibilisation sur le braconnage et la coupe incontrôlée du bois • Création d'une scierie communale • exploitation de la forêt communale • mise sur pied de la pépinière de 10 000 plants

	<ul style="list-style-type: none"> • Feux de brousse • Recherche du pâturage • Absence de reboisement 	<ul style="list-style-type: none"> • forestières • Instabilité du climat • Conflit latent entre les populations et les forces de protection de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> • Reboisement de 5 ha de zones dégradées par an
Secteur : Transport			
Difficultés de déplacement des personnes et des biens	<ul style="list-style-type: none"> • Mauvais état des pistes et routes • Manque d'initiative • Absence de gares routières • Etroitesse des destinations couvertes • Difficulté d'évacuation et d'écoulement des produits • Irrégularité des moyens de transport en commun • Coût élevé du transport • Caprices des transporteurs • Caprices des hommes en tenue • Manque de moyens financiers • Vétusté des moyens de transport • Insuffisance des AGR 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté d'évacuation et d'écoulement des produits • Vieillesse prématuré des moyens de transport • Insuffisance de couverture des destinations • Pannes fréquentes • Détérioration des produits • Voyage inconfortable • Perte de temps • Chantages de la part des transporteurs • Désagréments divers • Risque d'accident • 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en circulation de 2 cars de transport • Construction d'une gare routière • Réaménagement de la piste d'atterrissage
Secteur : Emploi et formation professionnelle			
Difficultés pour les populations à accéder à un emploi décent et à la formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de centre de formation • Absence de SAR-SM • Difficultés financières • Pratique de la sorcellerie • Absence des dotations de l'Etat • Absence d'un établissement d'enseignement technique • Manque d'initiative communautaire • Passivité de l'élite • Faible extension des AGR 	<ul style="list-style-type: none"> • Précarité de l'emploi • Faible qualification • Difficulté à développer les petites et moyennes entreprises • Exode rural • Dépeuplement des villages • Chômage élevé • Amateurisme • Oisiveté • Vagabondage sexuel • Alcoolisme 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un centre multifonctionnel de 06 ateliers de formation dans les domaines Menuiserie, Mécanique, chaudronnerie, Froid et climatisation, Electricité, Maçonnerie • Construction d'un puits à motricité humaine construit dans ce centre • Construction d'une toilette améliorée dans ce centre • Construction d'un centre Multimédia d'une capacité de 50 ordinateurs
Secteur : Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat			
Difficultés de promotion des PME et de l'artisanat	<ul style="list-style-type: none"> • Faible tissu économique • Mauvaise organisation des circuits d'approvisionnement et de distribution • Faible demande • Coût élevé des marchandises 	<ul style="list-style-type: none"> • Longue distance à parcourir pour commercer • Faibles revenus • faible Economie locale et familiale • Exode rural 	<ul style="list-style-type: none"> • Etude de faisabilité et Création d'un EMF • 45 séances de formation des populations sur les techniques de gestion moderne et la comptabilité simplifiée • Organisation de 45 ateliers de formation et de

	<ul style="list-style-type: none"> • Faible capital • Accès difficile aux crédits • Insuffisance des infrastructures • Absence de lieu de stockage • Mauvais état des routes • Enclavement • Insuffisance de moyens financiers 	<ul style="list-style-type: none"> • Rareté des commerces • Insuffisance et mauvaise qualité du matériel • Découragement • Faible productivité • Difficulté de stockage • Rupture de stock 	<ul style="list-style-type: none"> • sensibilisation • Construction des 3 magasins
Secteur : Recherche scientifique et innovation			
Difficulté à promouvoir la recherche et l'innovation sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'un centre de recherche • Caractère ésotérique du savoir en plantes médicinales • Mentalités du sous-développement • Manque d'équipement • Pratique de la sorcellerie • Manque de moyens financiers • Désintérêt de la jeunesse pour la recherche • Manque de formation 	<ul style="list-style-type: none"> • Ignorance des potentialités géologique et minières • Ignorance des potentialités des plantes médicinales • Ignorance des potentialités fauniques et florales • Epouvante face à la recherche médicale • Exode rural 	<ul style="list-style-type: none"> • structuration des tradipraticiens en association de promotion des plantes médicinales • exploration minière artisanale
Secteur : Commerce			
Difficulté à développer une activité commerciale	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'électricité • Insuffisance de marchés locaux • Eloignement des lieux d'approvisionnement • Enclavement des villages • Manque de formation dans la mise en œuvre des AGR • Difficulté de ravitaillement • Faible organisation • Mauvais état des routes • Manque de moyens financiers • Accès difficile aux crédits • Insuffisance de débouchés • Absence de marchés périodiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Longue distance à parcourir pour commercer • Faibles revenus • faible Economie locale et familiale • Exode rural • Difficulté d'accès à l'éducation • Rareté des commerces • Exposition aux intempéries • Découragement • Détérioration des marchandises • Difficulté de stockage • Coût élevé du prix de revient • Appauvrissement • Manques à gagner • Insolvabilité 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction de 05 marchés • Formation et appui aux commerçants
Secteur : Mines, Industrie et développement de Technologie			
Difficulté à développer l'industrie minière	<ul style="list-style-type: none"> • Non maîtrise des ressources minières • Non maîtrise des techniques d'exploitation minière • Insuffisance des moyens financiers • Manque d'initiative 	<ul style="list-style-type: none"> • Soupçons d'indices aurifères non exploitées • Manques à gagner • Absence d'une industrie minière • Sites miniers non exploités 	<ul style="list-style-type: none"> • Valorisation des matières premières locales • Renforcement de la recherche géologique et minière

	<ul style="list-style-type: none"> • Manque d'initiative de l'Etat • Manque de matériel d'exploration • Accès difficile aux sites potentiels de minerais • Absence des routes 	<ul style="list-style-type: none"> • Appauvrissement • Faible rentabilité • Manques à gagner 	
Secteur : Tourisme			
Difficulté à promouvoir le tourisme	<ul style="list-style-type: none"> • Absence des guides touristiques • Accès difficile aux sites touristiques • Sites touristiques non aménagés • Absence de structures de restauration de qualité acceptable • Insuffisance de structures d'hébergement • Faible tissu économique • Absence de carte touristique 	<ul style="list-style-type: none"> • Amateurisme des guides improvisés • Risques d'accidents • Faible rentabilité des sites touristiques • Destinations peu fréquentées • Peu d'intérêt pour la localité • Faible fréquentation 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction de l'auberge municipale de 40 chambres • Formation des guides et pisteurs • identification et aménagement des sites touristiques • Aménagement et entretien des voies d'accès • organisation des séances de formation • recrutement d'un photographe professionnel • création et administration d'un site Web
Secteur : Culture			
Difficulté à promouvoir la culture locale	<ul style="list-style-type: none"> • Influence du modernisme • Abandon des rites • Acculturation des jeunes • Absence de foyer culturel • Insuffisance de fêtes culturelles • Des pratiques culturelles ésotériques • Conflits intergénérationnels • Manque de moyens financiers • Absence de promotion de la culture locale 	<ul style="list-style-type: none"> • Perte d'originalité • Développement d'une culture hybride • Non maîtrise des langues maternelles • Faible intérêt pour la culture • Faible rentabilité des objets culturels • Peu de rencontres culturelles • Epouvante et crainte • Abandon progressif de la culture • Profil ordinaire de la vie du groupe 	<ul style="list-style-type: none"> • construction et équipement de 16 foyers culturels • dotation de 16 jeux de matériel de vidéo-projection • tenue de 05 séances de formation • mise sur pied d'une troupe de danse culturelle
Secteur : Travaux publics			
Exécution, entretien et suivi insuffisant des infrastructures routières et édifices publics	<ul style="list-style-type: none"> • Reprofilage approximatif des routes • Réseau routier insuffisant • Absence d'entretien des routes • dégradation permanente des routes par les marres d'eau • Manque de moyens financiers • Non-respect des procédures de passation des marchés • Accès difficile aux crédits • Recrutement des structures n'ayant pas les capacités nécessaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté de déplacement • Routes sans rigoles • Rareté des moyens de transport • Coût élevé des frais de transport • Enclavement e la localité • Délabrement et vétusté des équipements publics • Population presque sédentarisée contre son gré • Chantiers de constructions abandonnés 	<ul style="list-style-type: none"> • Entretien couramment la route de la nationale N°15 • Réhabilitation de 10 ouvrages d'art • construction de 10 ouvrages d'art • Entretien de la route départementale Matsari – Metsing - Linté - Ngoro • Entretien courant des routes rurales

	<ul style="list-style-type: none"> • Bonne foi questionnable des prestataires de service • Sanction du personnel de contrôle insuffisant • Inconscience des personnes chargées du contrôle de construction des infrastructures publiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance des infrastructures • 	
Secteur : Promotion de la femme et de la famille			
Difficulté d'épanouissement de la femme et de la jeune fille	<ul style="list-style-type: none"> • Mariages non légalisés • Eloignement du centre d'état civil • Violences faites aux femmes • Abandon de la charge des enfants aux femmes • Inconscience des époux • Absence du centre de promotion de la femme et de la famille • Manque d'encadrement • Préceptes socio-culturels et religieux • Phallocratie masculine 	<ul style="list-style-type: none"> • Forte propension de la maternité multiple et précoce • Nombre important de divorces • Grossesses précoces • Faible niveau scolaire • Ignorance • Relâchement des mœurs • Faible encadrement scolaire • Abandon scolaire • 	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des ateliers de formation et de sensibilisation • Construction et équipement de 05 centres de promotion de la femme
Secteur : Affaires sociales			
Difficulté d'épanouissement des personnes vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de matériel pour personne handicapées • Absence de structure d'encadrement • Manque de moyens financiers • Esprit d'attentisme • Ampleur du handicap • Difficultés à se mouvoir • Manque d'initiative • Limitation des AGR • Insuffisance d'encadrement des personnes vulnérables • Personnel astreint à l'espace urbain • Insuffisante organisation des personnes vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés de s'alimenter/mendicité • Sentiment d'abandon • Statut de cadets sociaux • Taux élevé d'analphabètes • Forte propension de la maternité multiple et précoce • Nombre important d'enfants abandonnés • Nombre importants de cas sociaux • Sentiments d'abandon • Développement difficile des AGR • Nombre important d'indigents • Dépendance aux alcools et aux drogues 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction et équipement des centres d'écoute • recrutement des instructeurs spécialisés pour déficients visuels et mentaux • création de 05 caisses villageoises • prise en charge de la scolarité des enfants vulnérables
Secteur : Jeunesse			
Difficulté d'épanouissement de la jeunesse	<ul style="list-style-type: none"> • Absence/ insuffisance de structures de loisirs • Absence/ insuffisance des établissements secondaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté à développer les petits métiers • Délinquance juvénile • Découragement 	<ul style="list-style-type: none"> • aménagement des aires de jeu sportives • création de 04 SAR/SM dans les pôles • sensibiliser les jeunes sur l'importance de la formation professionnelle

	<ul style="list-style-type: none"> • Faible niveau scolaire • Absence/ insuffisance de foyers culturels et des centres multifonctionnels de promotion des jeunes. • Faible implication des pouvoirs publics • Absence de structure d'encadrement • Absence de structures de formation • Difficile accès au crédit • Pratique de la sorcellerie 	<ul style="list-style-type: none"> • Improductivité • Jeunesse en majorité agropastorale • Exode rural • Manque d'emploi • Chômage • Vagabondage sexuel • Epouvante et peur • Oisiveté 	<ul style="list-style-type: none"> • promouvoir l'emploi décent • Construction et équipement d'un de jeunesse • appui pour l'autopromotion locale des jeunes
Secteur : Sport et éducation physique			
Difficulté à développer les activités sportives	<ul style="list-style-type: none"> • Enclavement des villages • Absence d'infrastructures • Faible implication et intérêt des jeunes filles • Faible encadrement et appui • Inexistence d'un championnat pérenne • Fermeture numérique et physique des villages • Absence/ insuffisance des établissements d'enseignement secondaires • Insuffisance d'infrastructures équipées et adéquates • Insuffisance d'aménagement des aires de jeu • Absence d'organisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque d'attraction • Exode rural • Difficulté d'épanouissement • Manque d'intérêt • Risque de vagabondage • Faible impulsion de l'éducation physique • Faible implication des pouvoirs publics • Perte des talents • Faibles performances sportives • Délinquance juvénile • Oisiveté 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction de 05 aires de jeu • réhabilitation de 10 aires de jeu • Construction d'un gymnase • affectation de 05 encadreur sportifs • création et entretien de 05 équipes de sport féminin
Secteur : Postes et télécommunications			
Difficulté d'accès aux services de télécommunications de qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'énergie électrique • Non exploitation des diverses sources d'énergie • Faible intérêt des populations • Accès difficile aux TIC • Indisponibilité de la presse écrite • Perturbation des réseaux téléphoniques • Couverture parcellaire du réseau téléphonique • Très faible couverture des réseaux radio et télé nationales 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés à communiquer • Sous information et désinformation • Enclavement et ignorance numérique • Irrégularité des services téléphoniques • Faible rentabilité de l'exploitation des boxes téléphoniques • Accès difficile à Internet • Opportunités ratées • Difficultés à faire circuler le courrier 	<ul style="list-style-type: none"> • organisation des communications électroniques • promotion du secteur des TIC • programme de desserte des villages,
Secteur : Communication			
Difficultés d'accès à	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'énergie électrique 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés à communiquer 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un kiosque à journaux

un service de communication de qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Non exploitation des diverses sources d'énergie • Accès difficile aux TIC • Perturbation des réseaux téléphoniques • Couverture parcellaire du réseau téléphonique • Très faible couverture des réseaux radio et télé nationales 	<ul style="list-style-type: none"> • Sous information et désinformation • Enclavement et ignorance numérique • Irrégularité des services téléphoniques • Faible rentabilité de l'exploitation des boîtes téléphoniques • Accès difficile à Internet 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction et équipement d'une radio communautaire
Secteur : Travail et sécurité sociale			
Difficulté d'accès à la sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Précarité du travail • Faible extension de la sécurité sociale • Faible présence du travail formel • Pas de sécurité sociale pour tous • Absence de structures de formation • Prépondérance des contrats à durée déterminée • Faible représentativité du secteur privé • Niveau de formation faible • Ignorance et passivité • Taux élevé d'analphabétisme 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible extension de la sécurité sociale • Repli sur la solidarité communautaire/familiale • Chômage • Rusticité du travail • Maternité et accidents de travail à la charge du travailleur • Conditions de travail médiocres • Surexploitation des employés • Retraite mal assurée 	<ul style="list-style-type: none"> • création d'un fonds d'appui aux paysans • création d'une unité de facilitation de l'économie rurale
Secteur : Agriculture et développement rural			
Difficultés à pratiquer une agriculture rentable et durable	<ul style="list-style-type: none"> • Non maîtrise des nouvelles techniques culturales • Absence de diversification des cultures • Eloignement des marchés • Non maîtrise des techniques de gestion durable des terres • Absence de jachère • Variation constante du climat • Dévastation des cultures par des bêtes domestiques et sauvages • Manque d'entente entre éleveurs et agriculteurs • Présence d'arthropodes parasites • Manque d'intrants agricoles • Manque d'appui • Rareté et coût élevé des semences • Enclavement des villages • Haines et envies pernicieuses • Pratiques magico-religieuses et sorcières 	<ul style="list-style-type: none"> • Endettement constant • Malnutrition • Faible production agricole • Coût de production élevé • Faibles revenus • Conflits agro-pastoraux • Pourrissement des produits agricoles • Découragement • Pénibilité • Destruction des productions par les pluies/ animaux d'élevage/ sauvage • Sous-développement • 	<ul style="list-style-type: none"> • affectation 5 chefs de poste agricole • Octroi de crédits aux agriculteurs • Création de 5 structures de stockage • Création de 6 nouveaux postes agricoles • Distribution de 6 millions jeunes plants de cacao • Formation 100 paysans aux techniques de GDT • Création de 5 marchés de vivres • Introduction des semences améliorées, des pesticides et des fongicides • Vulgarisation agricole • Création de nouveaux GIC • Formation de 100 paysans aux techniques de conservation des produits agricoles • Dotation en 5 motopompes • Dotation en 19 moulins à gasoil

Secteur : Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre			
Difficultés pour les structures de l'administration territoriale à asseoir leur autorité et l'ordre	<ul style="list-style-type: none"> • Enclavement • Insuffisance du personnel dans les structures de défense et de sécurité publics • Mauvais état des voies d'accès et de circulation dans la localité • Actions néfastes des évadés et prisonniers • Faible considération des chefferies • Corvées questionnables des prisonniers • Absence fréquentes des chefs • Non versement des indemnités au chef • Ignorance et non-respect de la réglementation • Manque d'information, de formation et de sensibilisation sur les droits et devoirs du citoyen • Difficultés à se faire délivrer les pièces officielles • Conflits de chefferie • Analphabétisme des chefs 	<ul style="list-style-type: none"> • Délinquance juvénile et sénile • Tabagisme, drogue • Fuite des investisseurs potentiels • Appauvrissement • Exactions forces de l'ordre et des autorités • Agressions sporadiques • Délaissement de la localité • Peur et fuite de la localité • Manque à gagner • Difficultés de communication • Difficulté de mobilisation • Absence de dynamique communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> • renforcement des capacités des chefs désignés • formation sur les valeurs de la décentralisation • ouverture et l'opérationnalisation des 16 centres spéciaux d'Etat civil
Secteur : Enseignement supérieur			
Difficultés dans la prise en charges et l'insertion des étudiants	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de moyen financier pour la prise en charge par la commune des étudiants • Eloignement des établissements d'enseignement supérieur • Absence de structure pouvant faciliter l'insertion des diplômés du supérieur 	<ul style="list-style-type: none"> • Chômage • Vagabondage • Oisiveté des jeunes diplômés • Abandon des études • Pauvreté 	<ul style="list-style-type: none"> • Octroi de 100 bourses d'études de 50000 F par an aux étudiants • encouragement de la recherche sur les richesses locales

Chapitre 3 :

PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Chapitre 3 : Planification stratégique

3.1. Vision et objectifs du PCD

La commune de YOKO à l'horizon 2020 est une cité développée où une intégration tous azimuts des secteurs de la vie sociale est faite et où ses populations vivent un mieux-être souhaité et mérité

Il s'agit en premier d'impulser la construction des infrastructures communales sans lesquelles aucune action ne pourra se faire visible. Les travaux de bitumage de 02 km de route au plateau administratif et en direction de la chefferie de Yoko village sont en cours, à la satisfaction de l'ensemble des populations de Yoko. La consolidation de cette dynamique dans le secteur des travaux publics par l'ouverture des routes rurales est essentielle, en préparant le passage, du projet de bitumage de la Nationale N° 15, notamment avec la mise aux normes des habitations la bordant.

Dans la même veine, et particulièrement dans les secteurs urbanistiques et des services sociaux de base, il est impérieux de produire un plan directeur de la ville. Lequel consolidera la mise en œuvre du nouveau quartier administratif en promotion. Les travaux de lotissement des terrains urbains entrepris rentrent dans cette lancée. Pour opérationnaliser cette visée de développement, il serait judicieux que le réseau d'adduction d'eau urbaine subisse une réhabilitation prochaine, ainsi qu'une campagne d'extension du réseau électrique. Ce projet ambitieux d'accès à l'eau et à l'énergie s'étend aux villages où les initiatives sont également à multiplier pour coller à la dynamique d'émergence promue par l'Etat.

La construction d'un foyer municipal permettra aux populations de la commune de fonctionner de façon intégrée et permanente, notamment avec la possibilité d'organiser les événements personnels et communautaires dans un cadre digne et approprié.

De plus, la consolidation du secteur de l'écotourisme entre dans les priorités de la Commune. Ceci sera fait par la revalorisation des sites touristiques (parcs, chutes, cimetière allemand, forêt...) et surtout la construction d'un hôtel deux étoiles et un motel municipal, dont la présence viendrait rehausser le service d'hébergement des touristes.

A cette fin de développement intégrée et multifocal, l'exécutif municipal entend développer cinq pôles locaux, afin de rapprocher des populations les services cruciaux à leur épanouissement. L'appui aux secteurs de production de richesse occupe d'ailleurs une place de choix dans cette mouvance. En témoigne le projet de gestion durable des terres actuellement mis en œuvre dans douze communautés, et qui constitue une preuve vivante de l'ancrage des populations dans la promotion de l'économie locale.

En facilitant la production, le regroupement et la vente des produits agricoles ; et en appuyant le développement des AGR, le paysan sera désormais capable de donner son apport aux projets de développement, qui sans doute fleuriront dans la commune.

La vision de la Commune n'épargne pas l'institution elle-même qui devrait subir une mue pour réellement refléter les ambitions affichées. Elle devra ainsi non seulement s'arrimer aux défis actuels de la décentralisation, mais promouvoir tout aussi un développement intégré, participatif et durable. Cette dernière caractéristique trouve sa matérialité dans la valorisation de la forêt communale obtenue de haute lutte.

Cette vision est systémique en ce sens qu'il faudrait promouvoir un développement équilibré, embrassant l'ensemble des secteurs, d'une façon graduelle et réaliste, autour d'une institution communale au fonctionnement efficient.

3.2. Cadre logique par secteur

Cadre institutionnel

Stratégie	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Niveaux	Indicateurs		Sources	Indicateurs
1-Objectif supérieur : -Mettre en place un partenariat mondial pour le développement	-Proportion de l'Aide Publique au Développement fournie au titre de l'allègement de la dette	Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement Améliorer le fonctionnement de l'institution communale	-Au moins 25 % des recettes communales consacré à l'investissement -Patrimoine communal sensiblement évolué -Proportion de la population ayant accès aux nouvelles technologies de l'information	-Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement, Projet et Programme, dynamiques	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années
Objectifs spécifiques					
1- Optimiser le fonctionnement de l'institution communale	Un système de communication fonctionnel et efficient existe Les femmes renforcent leur place dans le CM Les conseillers sont mieux outillés sur leurs missions Les textes municipaux sont mis en application Les services communaux fonctionnent mieux et selon l'organigramme établi 04 services disposent du matériel informatique (ordinateurs, photocopieurs, imprimantes, et accessoires) Un personnel compétent supplémentaire recruté au service technique	-Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues -Document de Diagnostic Institutionnel Communal (DIC)	-Equipe communale dynamique Partenaires disponible	-Calendrier de réunion - Programme de formation – -Liste des formations reçues-Liste des nouveaux partenaires--Listes de présence -images	-Rapport annuel de la Commune
2-Mieux gérer le patrimoine communal	La commune détient désormais les titres de propriété sur ces immeubles Un fichier du matériel informatique et du mobilier disponible Matériel roulant et bâtiments de la commune en bon état Acquis de la commune mieux gérés Un service d'archivage fonctionne et les documents mieux conservés Les infrastructures marchandes sont en bon état et fonctionnelles Matériel roulant utilisé de façon formelle Un service de comptabilité matière fonctionne normalement - 10 Ateliers de formation de l'exécutif, des conseillers, du personnel sont organisés - 04 services Equipés en matériels de bureau - Matériels roulant en bon état - Plan d'urbanisation et de lotissement élaboré	-Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues -Document de Diagnostic Institutionnel Communal (DIC)	-Equipe communale dynamique Partenaires disponible -Tenue des réunions régulières	-Calendrier de réunion - Programme de formation – Programme des campagnes -PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation –Liste des formations reçues-Liste des nouveaux partenaires- -Listes de présence - images	-Rapport annuel de la Commune

<p>3- Mettre en place un système de gestion efficient des ressources financières et de la comptabilité</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 01 service de gestion de l'écotourisme est mis place et fonctionne - La forêt communale est mise en exploitation - les carrières (sable, pierres etc.) sont mises en exploitation Contribuables recensés et bien connus Un système de contrôle fonctionne Des agents comptables maîtrisent mieux la nouvelle comptabilité communale Service comptable renforcé Ressources mieux valorisées Commune financé par des ressources propres et stables Etats mis à jour et disponibles Utilisation systématique de tous les documents comptables La collecte s'effectue de façon efficace Assiette fiscale bien maîtrisée 	<ul style="list-style-type: none"> -Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues -Document de Diagnostic Institutionnel Communal (DIC) 	<ul style="list-style-type: none"> -Equipe communale dynamique Partenaires disponible -Tenu des réunions régulières 	<ul style="list-style-type: none"> -Calendrier de réunion - Programme de formation – Programme des campagnes -PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation –Liste des formations reçues-Liste des nouveaux partenaires- -Listes de présence - images 	<p>-Rapport annuel de la Commune</p>
<p>4- Gérer de façon efficiente et optimale le personnel communal et les relations</p>	<ul style="list-style-type: none"> Personnel mieux formé Personnel désormais évalué Personnel utilisent mieux l'outil informatique Le niveau du personnel actuel est renforcé Le personnel maîtrise mieux le montage de projets et le suivi La présence du personnel au lieu de travail est désormais effective - les relations de la Commune avec ses partenaires, usagers, tutelle, autorités traditionnelles sont amélioratives -10 ateliers organisés pour la formation de l'exécutif, des conseillers et du personnel 				

Objectif spécifique 1 : Optimiser le fonctionnement de l'institution communale

Résultat 1 : la Commune est parfaitement intégrée dans le processus de la décentralisation

Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
<p>D'ici 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Un système de communication fonctionnel et efficient existe 40% du CM sont constitués de femmes Les conseillers sont mieux outillés sur leurs missions Les textes municipaux sont mis en application Les services communaux fonctionnent mieux et selon l'organigramme établi 04 services disposent du matériel informatique (ordinateurs, photocopieurs, imprimantes, et accessoires) Un personnel compétent supplémentaire recruté au service technique 	<ul style="list-style-type: none"> -Administrations concernées (MINEPAT, MINATD, FEICOM, PNDP, CND) -Organismes de développement -Projet et programme –OAL-Financements extérieurs 	<ul style="list-style-type: none"> -Plan d'action de l'administration concernée - Liste des autorités contactées-Calendarier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendarier de réunion -Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
<ul style="list-style-type: none"> - actualisation du système de communication interne et en direction de l'extérieur de la Commune - organisation de 02 ateliers de formation sur le rôle des conseillers municipaux - 02 ateliers de sensibilisation et de formation de l'équipe municipale sur les textes 	<p>Investissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - achat de 04 jeux complets de matériel informatique - recrutement d'un personnel technique <p>Total Investissement</p>	<p style="text-align: right;">6 000 000</p> <p style="text-align: right;">3 000 000</p> <p style="text-align: right;">9 000 000</p>

municipaux - achat de 04 jeux complets du matériel informatique et accessoires - recrutement d'01 personnel technique	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etude de faisabilité -Tenue des ateliers de sensibilisation - tenue des ateliers de formation - Contact des élites et partenaires - Communication du PCD Total Fonctionnement Imprévus (10%) SOUS TOTAL 1	450 000 500 000 350 000 400 000 200 000 50 000 000 51 900 000 5 190 000 57 090 000
Objectif spécifique 2 : Mieux gérer le patrimoine communal		
Résultat 2 : La commune maîtrise et organise la gestion de son patrimoine		
<p align="center">Indicateurs</p> D'ici 2020 : La commune détient les titres de propriété sur ses immeubles et meubles Un fichier du matériel immobilier et mobilier est disponible Matériel roulant et bâtiments de la commune en bon état Acquis de la commune mieux gérés Un service d'archivage fonctionne et les documents mieux conservés Les infrastructures marchandes sont en bon état et fonctionnelles Matériel roulant utilisé de façon formalisé Un service de comptabilité matière fonctionne normalement - 10 Ateliers de formation de l'exécutif, des conseillers, et du personnel sont organisés - 04 services Equipés en matériels de bureau	<p align="center">Facteurs externes (F.E.)</p> -Administrations concernées (MINEPAT, MINATD, FEICOM, PNDP, CND) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	<p align="center">Indicateurs F.E.</p> -Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion-Convention signée avec les partenaires
<p align="center">Activités</p> - procéder à une expertise comptable du patrimoine comptable - procéder à un inventaire du patrimoine communal - procéder à un dépannage du matériel roulant de la Commune -mettre sur pied une unité fonctionnelle d'archivage et de gestion du patrimoine - mettre en application le code d'utilisation du patrimoine communal -Organisation des ateliers de formation sur la gestion du patrimoine communal - Equipement en matériels de bureau des services - ateliers de sensibilisation et de formation - recherche des appuis	<p align="center">Libellés</p> Investissement : -Achats des matériels de bureau pour les services et unités - achat des services d'expertise comptable Total Investissement Fonctionnement : - Réunion de concertation - Recherche des appuis - Etude de faisabilité -Préparation des ateliers -Système de communication - Contact des partenaires - Mise en état du matériel roulant - Ateliers de sensibilisation et de formation - subvention pour le fonctionnement du service d'archivage et de gestion du patrimoine Total Fonctionnement Imprévus (10%) SOUS TOTAL 2	<p align="center">Cadre estimatif</p> 24 000 000 8 000 000 32 000 000 250 000 300 000 2 500 000 350 000 100 000 200 000 2 000 000 500 000 2 000 000 10 200 000 102 000 42 302 000

Objectif spécifique 3 : Mettre en place un système de gestion efficient des ressources financières et de la comptabilité		
Résultat 3 : la Commune a une parfaite maîtrise de ses ressources financières et de leur gestion efficiente		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - Contribuables recensés et bien connus - Un système de contrôle fonctionne - Des agents comptables maîtrisent mieux la nouvelle comptabilité communale - Ressources mieux valorisées - Commune financée par des ressources propres et stables - Etats financiers mis à jour et disponibles - Utilisation systématique de tous les documents comptables - La collecte de s fonds propres s'effectue de façon efficace - Assiette fiscale bien maîtrisée - 01 service de gestion de l'écotourisme est mis place et fonctionne	- Administrations concernées (MINEPAT, MINATD, FEICOM, PNDP, CND) - Organismes de développement - Projet et programme - OAL - Financements extérieurs	- Plan d'action de l'administration concernée - Liste des autorités contactées - Calendrier de réunion - Invitation - PV de réunion - Liste de présence - Programme disponible - Répertoire des élites et partenaires disponible - Calendrier de réunion - Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- dotation de matériel de suivi de la gestion de la forêt communale - mise sur pied d'une unité de promotion et du suivi de la gestion des produits de carrière - élaboration d'un fichier actualisé du contribuable - création et mise en fonctionnement d'un service communal en charge de l'impulsion de l'écotourisme - renforcement du contrôle de la gestion financière et budgétaire - former les cadres/ agents communaux et les CM à la finance et la comptabilité communale - la réception municipale est présente et participe à l'animation quotidienne de la Commune - remplissage dans les délais des documents comptables - sensibilisation des équipes de collecte des fonds sur la rectitude morale et les comportements citoyens	Investissement : - Matériel de suivi de la gestion de la forêt communale - Mise en place d'un système d'exploitation des carrières - élaboration d'un fichier du contribuable	10 000 000 1 000 000 500 000
	Total Investissement	11 500 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etude de faisabilité - ateliers de sensibilisation - Contact des partenaires - ateliers de formation - fonctionnement des unités d'écotourisme et de promotion des produits de carrière	250 000 1 900 000 250 000 200 000 400 000 800 000
	Total Fonctionnement	3 800 000
	Imprévus (10%)	380 000
	SOUS TOTAL 3	15 680 000
Objectif spécifique 4 : Gérer de façon efficiente et optimale le personnel communal et les relations		
Résultat 4 : La commune dispose d'une main d'œuvre qualifiée		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : Personnel mieux formé Personnel mieux évalué Personnel utilise mieux l'outil informatique Le niveau du personnel actuel est renforcé Le personnel maîtrise mieux le montage de projets et le suivi La présence du personnel au lieu de travail est désormais effective	- Administrations concernées (MINEPAT, MINATD, FEICOM, PNDP, CND) - Organismes de développement - Projet et programme - OAL - Financements extérieurs	- Plan d'action de l'administration concernée - Liste des autorités contactées - Calendrier de réunion - Invitation - PV de réunion - Liste de présence - Programme disponible - Répertoire des élites et partenaires disponible - Calendrier de réunion - Convention signée avec les partenaires

-10 ateliers organisés pour la formation de l'exécutif, des conseillers et du personnel - les relations de la Commune avec ses partenaires, usagers, tutelle, autorités traditionnelles sont mélioratives		
Activités	Libellés	Cadre estimatif
	Investissement :	0
	Total Investissement	0
	Fonctionnement :	
-Organisation des ateliers de formation sur l'outil informatique, le montage des projets, DAO	- Réunion de concertation	250 000
- organisation des campagnes de sensibilisation sur les responsabilités civiques	- formations diverses	1 200 000
- recyclage régulier du personnel aux défis actuels de la profession	-Sensibilisation	250 000
- Institution des mesures de la présence effective au poste et des tâches quotidiennes réalisées	- Contact des partenaires	100 000
	Recyclage du personnel	2 000 000
	- suivi-évaluation	600 000
	Total Fonctionnement	3 400 000
	Imprévus (10%)	340 000
	SOUS TOTAL 4	3 640 000
Total Institution Communale		118 712 000

Secteur : Education de base

Stratégie Niveaux	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
1-Objectif supérieur : Assurer l'éducation primaire pour tous	-Taux net de scolarisation dans le primaire (6-11 ans) -Proportion d'élèves commençant la 1 ^{ère} année et atteignant la 5 ^{ème} année dans l'enseignement primaire -Taux d'achèvement du primaire -Taux d'alphabétisation des personnes entre 15 et 24 ans	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement Faciliter l'accès de tous les jeunes en âge scolaire à une éducation de base de qualité	-Augmentation du pourcentage des enfants ayant accès à l'école maternelle, primaire et secondaire -Baisse du taux d'alphabétisation -Augmentation du nombre d'infrastructures scolaires -Baisse du taux d'abandon scolaire - Taux d'achèvement des six années de scolarisation	-Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement, Projet et Programme, dynamiques	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années
Objectifs spécifiques					
1- Doter la commune d'infrastructures scolaires primaires et maternelles équipées en matériel didactique	- 64 salles de classes construites en matériaux définitifs dans les EP -53 salles de classes réfectionnées - 33 écoles dotées de 4847 tables bancs, 150 bureaux pour enseignant et 150 tableaux dans les EP -35 puits à motricité humaine construits dans 35 écoles EP et EM -35 toilettes améliorées construites dans 35 écoles EP et EM - 35 clôtures construites dans les 35 écoles -35 bacs à ordures dans les 35 écoles	-Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues -Document de synthèse de diagnostic dans les zones - Rapports de fin d'année de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base	-Equipe communale dynamique Partenaires disponible	-Calendrier de réunion - Programme de formation -Programme des campagnes -PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation -Liste des formations reçues-Liste des nouveaux partenaires--Listes de présence -images	-Rapport annuel de la Commune

	<ul style="list-style-type: none"> - 35 logements enseignants dans les 35 écoles EP et EM - Construction et équipement de 2 écoles maternelles - la bibliothèque municipale dispose des livres actuels et adaptés - Création, construction et équipement d'une école bilingue 				
2- Faire le plaidoyer pour l'affectation du personnel enseignant	<ul style="list-style-type: none"> - 35 campagnes de sensibilisation sont organisées pour rappeler aux parents leurs devoirs en éducation - plaider pour le recrutement de 145 enseignants du primaire et des écoles maternelles 				
3- Mettre en place des mesures stimulantes pour la scolarisation des jeunes et Bororo	<ul style="list-style-type: none"> -Les élèves Bororo sont exonérés du paiement des frais de l'APE -50% des fournitures scolaires des élèves bororo sont offert par la Commune -10 campagnes de sensibilisation organisées dans les campements Bororo - la lutte est accentuée contre les déperditions scolaires, l'oisiveté, le droit de cuissage... 				

Objectif spécifique 1 : Doter la commune d'infrastructures scolaires primaires et maternelles équipées en matériel didactique

Résultat : les écoles disposent des infrastructures et du matériel didactique

Indicateurs D'ici 2020 :	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
<ul style="list-style-type: none"> - 64 salles de classes construites en matériaux définitifs dans les EP -53 salles de classes réfectionnées - 33 écoles dotées de 4847 tables bancs, 150 bureaux pour enseignant et 150 tableaux dans les EP -35 puits à motricité humaine construits dans 35 écoles EP et EM -35 toilettes améliorées construites dans 35 écoles EP et EM - 35 clôtures construites dans les 35 écoles -35 bacs à ordures dans les 35 écoles - 35 logements enseignants dans les 35 écoles EP et EM - Construction et équipement de 2 écoles maternelles - la bibliothèque municipale dispose des livres actuels et adaptés 	<ul style="list-style-type: none"> -Administration concernée (MINEDUB) -Organismes de développement -Projet et programme –Consultants-Financements extérieurs 	<ul style="list-style-type: none"> -Plan d'action de l'administration concernée- Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion-Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
<ul style="list-style-type: none"> Construction de 64 salles de classes en matériaux définitifs - Réfection de 53 salles de classes - Dotation des 33 écoles de 4847 tables bancs, - 150 bureaux pour enseignant - 150 tableaux - Construction de 35 puits à motricité dans 35 écoles - Construction de 35 toilettes améliorées dans 35 écoles - Construction de 35 clôtures dans les 35 écoles -Achat de 35 bacs à ordures dans les 35 écoles - Construction de 35 logements pour enseignants dans les 35 écoles - Construction et équipement de 2 écoles maternelles 	<p>Investissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction de 64 salles de classes - Réfection de 53 salles de classes - achat de 4847 tables bancs, - achat de 150 bureaux pour enseignant - achat de 150 tableaux - Construction de 35 puits à motricité - Construction de 35 toilettes améliorées dans 35 écoles - Construction de 35 clôtures -Achat de 35 bacs à ordures - Construction de 35 logements pour enseignants dans les 35 écoles - Construction et équipement de 7 écoles maternelles <p>Total Investissement</p>	<ul style="list-style-type: none"> 576 000 000 265 000 000 48 470 000 4 500 000 3 000 000 210 000 000 70 000 000 70 000 000 140 000 350 000 000 119 000 000 1 716 110 000

	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etudes de faisabilité - Atelier de formation - Contact des partenaires - Suivi Evaluation - Localisation et matérialisation des sites	250 000 400 000 300 000 50 000 1 000 000 500 000
	Total Fonctionnement	2 500 000
	Imprévus (10%)	250 000
	SOUS TOTAL 1	1 952 860 000
Objectif spécifique 2 : Faire le plaidoyer pour l'affectation du personnel enseignant		
Résultat 2 : Les établissements scolaires de la commune disposent des enseignants en nombre suffisant		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - 35 campagnes de sensibilisation sont organisées pour rappeler aux parents leurs devoirs en éducation - plaider pour le recrutement de 145 enseignants du primaire et des écoles maternelles	-Administration concernée (MINEDUB) -Organismes de développement - Projet et programme –OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion- Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
	Investissement :	0
	Total Investissement	0
-plaider pour l'affectation de 145 enseignants pour l'éducation de base -séances de sensibilisation communautaires	-Administration concernée (MINEDUB) -Organismes de développement - et élites	1 000.000
	Total Fonctionnement	1 000 000
	Imprévus (10%)	100 000
	SOUS TOTAL 2	1 100 000
Objectif spécifique 3 : Mettre en place des mesures stimulantes pour la scolarisation des jeune Bororo		
Résultat 3 : -Les jeunes et Bororo sont scolarisés et les déperditions scolaires en baisse		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : Les élèves Bororo sont exonérés du paiement des frais de l'APE -50% des fournitures scolaires des élèves bororo sont offert par la Commune -10 campagnes de sensibilisation organisées dans les campements Bororo - la lutte est accentuée contre les déperditions scolaires, l'oisiveté	-Administration concernée (MINEDUB) -Organismes de développement - Projet et programme –OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion- Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
	Investissement :	0
-Plaidoyer pour exonérer les élèves Bororo du paiement des frais d'APEE -Démarche pour doter les élèves Bororo du paquet minimum	Total Investissement	0
	Fonctionnement :	

-Organisation des campagnes de sensibilisation - démarches de répression de l'oisiveté, du droit de cuissage et des déperditions scolaires	- Gestion des échanges avec les services déconcentrés de l'état, partenaires et élites	400 000
	- Achat du matériel scolaire à offrir	5 000 000
	Total Fonctionnement	5 400 000
	Imprévus (10%)	540 000
	SOUS TOTAL 3	5 940 000
Total : Education de Base		1 959 360 000

Secteur : Santé publique

Stratégie Niveaux	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
1-Objectif supérieur : Améliorer la santé maternelle et infantile, réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans, accroître le taux de couverture vaccinale ; combattre le IST/VIH/SIDA, le paludisme et les autres maladies	-Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1000 naissances vivantes -Proportion d'accouchements assistés par un personnel médical qualifié -Nombre des décès maternels sur 100 000 naissances vivantes -Taux de prévalence du VIH parmi la population sexuellement active (15-49 ans) - proportion d'enfants ayant reçu 8 doses de vaccins inscrits au PEV - réduire de 1/3 la charge morbide chez les pauvres	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement Faciliter l'accès aux soins de santé	-Baisser de 1/3 le taux de mortalité des enfants de – 5 ans - Réduire de ¾ la mortalité maternelle -Augmentation du nombre d'infrastructures sanitaires - Augmenter la couverture vaccinale -Baisse de 50% du taux de prévalence du VIH -Baisse du taux de décès (- 10%) dues aux maladies comme le paludisme	-Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement, Projet et Programme, et commune au service du développement local,	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années
Objectifs spécifiques					
1- créer et équiper 03 nouveaux centres de santé : Ndjole, Makouri et Nkong	-03 arrêtés de création de centre de santé sont obtenus - 03 centres de santé sont construits et équipés	-Budget communal -Comptes administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes	-Equipe communale dynamique -Si conformité avec les normes sectoriels Tenue des réunions régulières et intense activité de lobbying	-Calendrier de réunion -Programme de formation – Programme des campagnes -PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation –Liste des	-Rapport annuel de la Commune
2 - doter les centres de santé en infrastructures sanitaires équipées, sécurisées et opérationnelles	-08 points d'eau construits et fonctionnel dans les CSI existants -07 latrines améliorées Construites et fonctionnelles - doter les centres de 55 lits	-PV des réunions tenues -Document de diagnostic effectué dans les zones - MINSANTE			

	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabiliter 05 bâtiments dans les centres de santé Construire 07 nouveaux bâtiments dans les centres de santé - Equipement de 06 maternités - construction de 07 barrières dans les CSI - Dotation de 07 dispositifs de traitement de déchets dans les centres de santé - Construction de 07 logements de médecins Doter l'hôpital de district d'une ambulance Docter le directeur de l'hôpital d'un véhicule 	<ul style="list-style-type: none"> - PNDP - partenaires internationaux 		<ul style="list-style-type: none"> formations reçues- Liste des nouveaux partenaires--Listes de présence -images 	
3- approvisionner les centres de santé et pharmacies existantes	<ul style="list-style-type: none"> - 08 pharmacies fournies -08 laboratoires équipés - 07 motos disponibles et fonctionnelles dans les CSI -55 lits disponibles dans les CSI -55 matelas disponibles dans les CSI - 05 réfrigérateurs dans les centres de santé 				
4- faire le plaidoyer pour l'affectation du personnel médical	<ul style="list-style-type: none"> - 04 IDE sont affectés - 05 Aides-Soignants sont affectés - 14 commis sont recrutés -12 infirmiers et personnels de laboratoire Recruté pour les centres de santé 				
5 -Permettre à la Commune de disposer des moyens de lutte contre les IST/VIH-SIDA, l'onchocercose, le paludisme et les autres maladies diarrhéiques	<ul style="list-style-type: none"> -45 campagnes de sensibilisation, de vaccination, d'assainissement et de salubrité organisées dans les villages - 80% des enfants de moins 5 ans sont vaccinés -Les 03 villages sont mieux sensibilisés et assainies - 45 campagnes de dépistage organisées -45 Comités de Lutte Contre les IST/VIH-SIDA mis en place et fonctionnels - 08 comités de santé et de gestion existent 	<ul style="list-style-type: none"> -Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues -Document de diagnostic effectué dans les zones - PNDP - Partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> -Equipe communale dynamique Partenaires disponible -Tenue régulière des réunions 	<ul style="list-style-type: none"> -Calendrier de réunion -Programme de formation – Programme des campagnes -PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation –Liste des formations reçues- Liste des nouveaux partenaires--Listes de présence -images 	<ul style="list-style-type: none"> -Rapport annuel de la Commune
Objectif spécifique 1 : Créer et équiper 03 nouveaux centres de santé					
Résultat 1 : 03 arrêtés de création de centre de santé dans les zones projetées sont obtenus					
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)		Indicateurs F.E.		
D'ici 2020 : -La commune dispose de 03 nouveaux arrêtés de création de centre de santé	-Administration concernée (MINSANTE) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL		-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Invitation -PV de réunion - Programme disponible - Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signées avec les partenaires		
Activités	Libellés		Cadre estimatif		
Démarche pour l'obtention des arrêtés	Investissement : Total Investissement		0 0		

	Fonctionnement : -prise de contact avec les services déconcentrés de l'état, partenaires et élites -Lobbying	50 000 100 000
	Total Fonctionnement	150 000
	Imprévus (10%)	15 000
	Total 1	165 000
Résultat 2 : 03 centres de santé sont construits et équipés		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici à 2020 : - 03 nouveaux centres de santé sont construits - 03 centres de santé sont équipés	-Administration concernée (MINSANTE) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées-Calendarier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Invitation - Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- Identification et matérialisation des sites - Ramassage des matériaux - Passation du marché - Construction des 03 centres de santé - Equipement des 03 centres de santé - Construction de 03 logements de chefs de centre - Aménagement de 03 points d'eau dans les centres de santé - Aménagement de 03 latrines dans lesdits centres - Construction de 03 barrières dans lesdits centres de santé - Aménagement des dispositifs de traitement des déchets	Investissement : - Titrisation des sites - Ramassage des matériaux - Travaux de construction des CSI - Travaux construction logements chefs des centres - Achat des équipements pour les CSI - Doter l'hôpital de district d'une ambulance - Doter le directeur de l'hôpital d'un véhicule Total Investissement	500 000 600 000 150 000 000 21 000 000 50 000 000 30 000 000 10 000 000 262 000 000
	Fonctionnement : - passation du marché - suivi-évaluation des travaux - Entretien des points d'eau Total Fonctionnement	1 500 000 3 000 000 1 500 000 6 000 000
	Imprévus (10%)	600 000
	SOUS TOTAL 1	268 600 000
Objectif spécifique 2 : doter les centres de santé en infrastructures sanitaires équipées, sécurisées et opérationnelles		
Résultat 1 : Les infrastructures sanitaires sont en bon état et fonctionnelles		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - 08 points d'eau construits et fonctionnels dans les CSI existants -07 latrines améliorées Construites et fonctionnelles - doter les centres de 55 lits - 05 bâtiments réhabilités dans les centres de santé - 07 nouveaux bâtiments Construits dans les centres de santé - 06 maternités équipées - 07 barrières construites de dans les CSI - 07 dispositifs de traitement de déchets construits dans	-Administration concernée (MINSANTE) -Organismes de développement -Projet et programme -Consultants-Financement extérieur	-Calendarier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendarier de réunion -Convention signées avec les partenaires

les centres de santé - 07 logements médecins construits		
Activités	Libellés	Cadre estimatif
1) 08 points d'eau Construits	Investissement : -Travaux d'aménagement de 5 Bâtiments des centres de santé	10 000 000
2) 07 nouvelles latrines améliorées Construits dans les CSI existants	-Travaux de construction de 07 nouveaux appartements pour logement du personnel dans les CSI existants	70 000 000
3) 55 lits médicaux remis aux centres de santé	-Achats équipements annexes de production (Puits d'eau potable, latrines...etc.)	42 000.000
4) 5 bâtiments Réhabilités dans les CSI	- Achat du matériel médical	55 000 000
5) 07 nouveaux bâtiments Construits dans les CSI	- travaux de construction des barrières	21 000 000
6) 06 maternités Aménagées et équipées dans les CSI	Travaux de construction des dispositifs de traitement des déchets	14 000 000
7) 07 barrières Construites dans les CSI	Total Investissement	212 000 000
8) Dotation des CSI en 07 dispositifs de traitement des déchets	Fonctionnement : -Réunion de concertation	
9) Construction de 07 logements pour chefs de centre	-Elaboration d'un programme d'activité	
	-Recherche des partenaires pour appui financier	2.500.000
	-Suivi Evaluation	
	- Entretien es équipements	10 000 000
	Total Fonctionnement	12 500 000
	Imprévus (10%)	1 250 000
	SOUS TOTAL 3	225 750 000
Objectif spécifique 3 : Approvisionner les centres de santé et pharmacies existantes		
Résultats : - 75 % de la population ont facilement accès aux médicaments		
- 75 % de la population ont facilement accès aux examens médicaux		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : -Les 05 Centres de santé disposent de pro pharmacie équipées et fournies - 08 laboratoires sont équipés et fonctionnels - Les centres de santé disposent d'un matériel minimum roulant	-Administration concernée (MINSANTE) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financement extérieur	-Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence - Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Calendrier de réunion -Convention signées avec les partenaires-Liste du matériel disponible-liste des produits fournis
Activités	Libellés	Cadre estimatif
	Investissement : -Achats des équipements pour 08 pro pharmacies et les médicaments indispensables	16 000 000
	-Appui à l'équipement des centres de santé en produits para médicaux	20 000 000
- 08 pharmacies fournies	-Achats équipements pour laboratoire	40 000 000
-08 laboratoires équipés	Achat réfrigérateurs	5 000 000
- 07 motos disponibles et fonctionnelles dans les CSI	Achat des lits	10 000 000
-55 lits disponibles dans les CSI	Total Investissement	91 500 000
- 05 réfrigérateurs dans les centres de santé	Fonctionnement : -Réunion de concertation	
	-Contact des partenaires pour appui financier ou dotation en	2 500 000

	médicament et matériels -Atelier de formation sur la maintenance des équipements	
	Total Fonctionnement	2 500 000
	Imprévus (10%)	250 000
	SOUS TOTAL 3	94 250 000
Objectif spécifique 4 : faire le plaidoyer pour l'affectation du personnel médical		
Résultats : - 35 infirmiers, commis et personnels de laboratoire recrutés pour les centres de santé		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : -04 IDE sont affectés - 05 Aides Soignants sont affectés - 14 commis sont recrutés -12 infirmiers et personnels de laboratoire Recruté pour les centres de santé	-Administration concernée (MINSANTE) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL	-Demande du personnel médical -DAO disponible -Rapport d'étude de dossier -Personnel en fonction -Matériel disponible -Proportion des malades est réduit de 50%
Activités	Libellés	Cadre estimatif
	Investissement :	0
	Total Investissement	0
	Fonctionnement : - Contact des services déconcentrés de l'état, partenaires et élites -lobbying	250 000
-Démarche pour l'affectation des infirmiers et le recrutement du personnel médical Démarches pour la stabilisation du médecin	Total Fonctionnement	250 000
	Imprévus (10%)	25 000
	SOUS TOTAL 4	275 000
Objectif spécifique 5 : Permettre à la Commune de disposer des moyens de lutte contre les IST/VIH-SIDA, l'onchocercose, le paludisme et les autres maladies diarrhéiques		
Résultat : -Des campagnes de sensibilisation, de vaccination, d'assainissement et de salubrité organisées dans les 45 villages		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : 45 campagnes de sensibilisation, de vaccination, d'assainissement et de salubrité organisées dans les villages - 80% des enfants de moins 5 ans sont vaccinés -Les villages sont mieux sensibilisés et assainis - 45 campagnes de dépistage organisées -45 Comités de Lutte Contre les IST/VIH-SIDA mis en place et fonctionnels - 08 comités de santé et de gestion existent	-Administration concernée (MINSANTE) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financement extérieur	-Calendrier de réunion -Programme de formation -Programme des campagnes -PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation -Liste de présence -images-Convention de partenariat
Activités	Libellés	Cadre estimatif
	Investissement : -Produits de vaccination - Supports de sensibilisation - produits de dépistage	2 500 000 500 000 500 000
-Organisation de 45 séances de campagne de sensibilisation, de dépistage et de vaccination -Création des comités de santé et de lutte contre le VIH/SIDA	Total Investissement	3 500 000

	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Préparation des modules de formation - Atelier de formation des points focaux villageois - Contact des élites et partenaires	200 000
	Total Fonctionnement	200 000
	Imprévus (10%)	20 000
	SOUS TOTAL 5	3 700 000
Total : Santé publique		777 100 000

Secteur : Eau et énergie

1.Sous-secteur : Eau

Stratégie Niveaux	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
1-Objectif supérieur : Améliorer la santé maternelle, réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans, combattre le paludisme et les autres maladies	Objectifs du millénaire -Proportion de la population ayant accès à l'eau potable -Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans suite aux maladies hydriques -Nombre des décès sur 100 000 personnes suite aux maladies hydriques ou manque d'eau potable	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement réhabiliter les infrastructures existantes ; (ii) réaliser des extensions des réseaux existants (iii) favoriser la réalisation des points d'eau villageois	-Augmentation du pourcentage des ménages ayant accès à l'eau potable -Baisse du taux de mortalité dû aux maladies hydriques -Augmentation du nombre d'infrastructures hydrauliques -Baisse du taux des maladies hydriques (diarrhée, dysenterie, Onchocercose etc.)	-Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement dynamique	Budget de la Commune et financements des partenaires u développement	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années
Objectifs spécifiques : Faciliter l'accès à l'eau potable					
1- Doter la commune d'infrastructures hydrauliques fonctionnelles	- 13 puits construits dans 13 villages - 10 puits réhabilités - 23 puits mieux entretenus - 35 forages construits - 57 forages mieux entretenus - 03 forages réfectionnés mis état de marche -01 source d'eau réhabilitée - 03 châteaux d'adduction d'eau construits - 03 nouvelles bornes fontaines construites - 15 bornes fontaines Réhabilitées	-Budget communal -Compte administratif -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues -Plan communal de développement (PCD)	-Equipe communale dynamique -Si appui Partenaires disponible	-Calendrier de réunion - Programme de formation – Programme des campagnes - PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation –Liste des formations reçues-Liste des nouveaux partenaires--Listes de présence -images	-Rapport annuel de la Commune

	- 100 branchements réalisés aux adductions d'eau					
2- Permettre à la Commune de disposer des moyens de lutter contre les maladies hydriques	- 45 campagnes de sensibilisation organisées - 45 sessions de formation sur le traitement des eaux organisées - 90 Comités de gestion et d'entretien des points d'eau mis en place et fonctionnels - 75% de la population dispose de latrine améliorées					
Objectif spécifique 1 : Doter la commune des infrastructures hydrauliques fonctionnelles						
Résultat : 75 % de la population ont accès à l'eau potable						
Indicateurs D'ici 2020 : -13 puits construits dans 13 villages - 10 puits réhabilités - 23 puits mieux entretenus - 35 forages construits - 57 forages mieux entretenus - 03 forages réfectionnés mis état de marche -01 source d'eau réhabilitée - 03 châteaux d'adduction d'eau construits - 03 nouvelles bornes fontaines construites - 15 bornes fontaines Réhabilitées - 1100 branchements réalisés aux adductions d'eau	Facteurs externes (F.E.) -Administration concernée (MINEE), FEICOM-Organismes de développement -Projet et programme –OAL- Financements extérieurs	Indicateurs F.E. -Plan d'action de l'administration concernée-Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible –Calendrier de réunion-Convention signées avec les partenaires				
Activités	Libellés	Cadre estimatif				
-Construction de 48 nouveaux points d'eau équipés de pompe à motricité humaine -Réfection de 14 points d'eau dans la commune -réhabilitation d'une source d'eau -réhabilitation de l'adduction d'eau communale - Construction d'une nouvelle adduction d'eau -Réalisation de 100 nouveaux branchements - construction de 03 nouvelles bornes fontaines - Réhabilitation de 15 bornes fontaines	Investissement : -Travaux de construction des points d'eau -Travaux de réfection de points d'eau -Travaux d'aménagement de l'adduction d'eau -Travaux d'extension de l'adduction d'eau				440 000 000 12 000 000 72 500 000 23 000 000	
	Total Investissement				547 500 000	
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etude de faisabilité -Atelier de formation - Contact des partenaires - suivi évaluation - entretien des ouvrages					250 000 400 000 300 000 50 000 1 000 000 3 000 000
	Total Fonctionnement				5 000 000	
	Imprévus (10%)				500 000	
	SOUS TOTAL 1				552 500 000	
Objectif spécifique 2 : Permettre à la Commune de disposer des moyens de lutter contre les maladies hydriques						
Résultat 2 : -Taux de maladie hydrique réduit de 75 %						
Indicateurs D'ici 2020 : 45 campagnes de sensibilisation organisées	Facteurs externes (F.E.) -Administration concernée (MINEE) -Organismes de développement -Projet et programme –Prestataires -	Indicateurs F.E. -Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV				

- 45 sessions de formation sur le traitement des eaux organisées - 90 Comités de gestion et d'entretien des points d'eau mis en place et fonctionnels - 75% de la population dispose d'une latrine améliorée	Consultants-Financements extérieurs	de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion- Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
-Organisation des campagnes de sensibilisation, - organisation des séances de formation sur les techniques de traitement de l'eau, - construction de latrines améliorées pour les villageois - Organisation des campagnes de dératisation, déparasitage et d'assainissement	Investissement : -Produits d'assainissement et de déparasitage - Creusage et aménagement de 08 blocs latrines	5 000 000 40 000 000
	Total Investissement	45 000 000
	Fonctionnement : - Réunions de concertation -Atelier de formation - Recherche et Gestion des relations avec partenaires - campagnes de déparasitage dans la Commune	500 000 1 200 000 300 000 12 000 000
	Total Fonctionnement	14 300 000
	Imprévus (10%)	1 430 000
	SOUS TOTAL 2	59 380 000
Total Eau		611 880 000

2.Sous-secteur : Energie

Stratégie Niveaux	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
1-Objectif supérieur : Améliorer le cadre de vie	-Proportion de la population ayant accès à l'électricité -Pourcentage de la population utilisant les combustibles solides	Document sur les Objectifs de Développement du millénaire (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement accroître l'offre d'énergie électrique	-Pourcentage des ménages ayant accès à l'énergie électrique - Taux des maladies de la vue -Augmentation de a longueur du réseau électrique	-Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement, engagée et CC dynamique	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années
Objectifs spécifiques : Faciliter l'accès des populations à l'énergie électrique					
1- rapprocher la source de l'énergie électrique	-les communautés sont dotées de groupes électrogènes communautaires	-Budget communal -Compte administratif -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues --Document de synthèse de diagnostic dans les zones	-Equipe communale dynamique - Si population engagée et CC dynamique -Si appui Partenaires disponible -Tenue des réunions régulières	-Calendrier de réunion - Programme de formation – Programme des campagnes -PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation –Liste des formations reçues-Liste des nouveaux partenaires- -Listes de présence - images	-Rapport annuel de la Commune
2- Construction du réseau Moyenne Tension	-4 km de Moyenne Tension (MT)				
3- Extension du réseau électrique Basse Tension (BT)	-14 km de Basse Tension réalisé (BT)				
4- Faire une campagne de branchement des ménages au réseau électrique	-150 ménages branchés au réseau électrique -03 comités de vigilance mis en place				
5- Diversifier les sources	-Dotation de la commune des sources				

d'énergies électriques utilisées	d'énergie renouvelable (03 bio digesteur)				
6- mettre en marche les groupes électrogènes communautaires	Quatre (04) groupes électrogènes communautaires opérationnels				
Objectif spécifique 1 : Construire une centrale thermique					
Résultat 1 : Nombre de ménage ayant accès au réseau électrique augmenté					
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)		Indicateurs F.E.		
D'ici 2020 : - les communautés sont dotées de groupes électrogènes communautaires	-Administrations concernées (MINEE, FEICOM, AES SONEL, AER) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL- Consultants-Financements extérieurs		-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion - Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion -Convention signées avec les partenaires		
Activités	Libellés		Cadre estimatif		
- Recherche des partenaires - Achat de groupes électrogènes - Installation du groupe électrogène - Installation du réseau électrique communautaire	Investissement :				
	- Achat des groupes électrogènes		80 000 000		
	- Achat des équipements d'installation de réseau		70 000 000		
	- Branchements des ménages		3 000 000		
	Total Investissement		153 000 000		
	Fonctionnement :				
	- Réunion de concertation		1000 000		
- Etude de faisabilité		2000 000			
- Elaboration du fichier des impétrants		500 000			
- Sensibilisation		500 000			
- Contact des partenaires		300 000			
- Suivi-évaluation		2 000 000			
Total Fonctionnement		6 300 000			
Imprévus (10%)		630 000			
SOUS TOTAL 1		159 930 000			
Objectif spécifique 2 : Construire un réseau électrique de Moyenne Tension (MT)					
Résultat 1 : Nombre de ménage ayant accès au réseau électrique en hausse					
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)		Indicateurs F.E.		
D'ici 2020 : -4 km de Moyenne Tension (BT) réalisés	-Administrations concernées (MINEE, FEICOM, AES SONEL, AER) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs		-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion -Convention signées avec les partenaires		
Activités	Libellés		Cadre estimatif		
-Construction de 4 km de ligne triphasée Moyenne Tension (MT) 3x34 mm ²	Investissement :				
	-Achats du matériel et installation de 4 km ligne MT		72 000 000		
Total Investissement		72 000 000			

	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etude de faisabilité -Elaboration du DAO -Passation du marché -Sensibilisation - Contact des partenaires	1000 000 20 000 000 1 000 000 1 000 000 300 000 200 000
	Total Fonctionnement	22 050 000
	Imprévus (10%)	2 220 500
	SOUS TOTAL 2	84 255 000
Objectif spécifique 3 : Etendre le réseau électrique Basse Tension (BT)		
Résultat 1 : La commune dispose d'une ligne Basse Tension de 14 km supplémentaires		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : -14 km de Basse Tension (BT) réalisées -150 ménages ont accès à l'énergie électrique	-Administrations concernées (MINEE, FEICOM, AES SONEL, AER) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées-Calendarier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendarier de réunion-Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
	Investissement : -Achats du matériel et installation de 14 km ligne BT - Branchement des ménages au réseau (BT)	126 000 000 12 500 000
	Total Investissement	138 500 000
-Réalisation de 14 km de ligne Basse Tension (BT) -Branchement des ménages au réseau (BT)	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etude de faisabilité -Elaboration des abonnées -Sensibilisation - Recherche des partenaires	250 000 1 900 000 250 000 200 000 200 000
	Total Fonctionnement	2 800 000
	Imprévus (10%)	280 000
	SOUS TOTAL 3	125 060 000
Objectif spécifique 4 : Faire une campagne de branchement des ménages au réseau électrique		
Résultat 1 : Nombre de ménage ayant accès au réseau électrique en hausse		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : -09 campagnes de sensibilisation sur les procédures AES SONEL/AER -150 ménages branchés au réseau électrique -03 comités de vigilance mis en place	-Administrations concernées (MINEE, FEICOM, AES SONEL, AER) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées-Calendarier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendarier de réunion-Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
-Organisation des campagnes de sensibilisation sur les procédures AES SONEL/AER	Investissement : -Branchement de 255 ménages au réseau BT	5 000 000
	Total Investissement	5 000 000

-Branchement des ménages réseau électrique	Fonctionnement : - Réunion de concertation	300 000
-Formation des comités de vigilance	-Campagnes de sensibilisation	1 200 000
	-Ateliers de formation	1 500 000
	- Recherche des partenaires	100 000
	Total Fonctionnement	2 100 000
	Imprévus (10%)	210 000
	SOUS TOTAL 4	8 100 000
Objectif spécifique 5 : Diversifier les sources d'énergies		
Résultat 1 : La Commune dispose des autres sources d'énergie		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : -15 campagnes de sensibilisation sur l'utilisation de l'énergie scolaire - 05 bio-digesteurs acquis par la Commune	-Administrations concernées (MINEE, FEICOM, AES SONEL, AER) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion-Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
-Organisation des campagnes de sensibilisation sur les techniques de mise en place et d'utilisation des énergies renouvelables et - organisation des ateliers de formation des comités de vigilance - achat de 05 bio-digesteurs communaux	Investissement : - Achat de 03 bio-digesteur et installation	100 000 000
	Total Investissement	100 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation	500 000
	-Campagnes de sensibilisation	800 000
	-Ateliers de formation	3 000 000
	- Recherche des partenaires	200 000
	Total Fonctionnement	4 500 000
	Imprévus (10%)	450 000
	SOUS TOTAL 5	104 950 000
Objectif spécifique 6 : Mettre en marche les groupes électrogènes communautaires		
Résultat 6 : 04 groupes électrogènes communautaires sont fonctionnels		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : -Les réseaux électriques communautaires de 04 villages sont réhabilités Quatre groupes électrogènes communautaires sont réhabilités	-Administrations concernées (MINEE, FEICOM, AES SONEL, AER) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion-Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
-les poteaux électriques des villages sont évalués et remplacés - les groupes électrogènes de 04 villages sont réhabilités - Créer des comités de gestion	Investissement : - Achat et installation de poteaux électriques et du matériel de branchement	40 000 000
	- Dépannage des groupes électrogènes et mise en marche	12 000 000
	Total Investissement	52 000 000

	Fonctionnement : - Réunion de concertation -Campagnes de sensibilisation -Ateliers de formation - Recherche des partenaires	100 000 800 000 2 500 000 100 000
	Total Fonctionnement	3 500 000
	Imprévus (10%)	350 000
	SOUS TOTAL 6	55 850 000
TOTAL ENERGIE		538 145 000

Domaine et affaires foncières

Stratégie Niveaux	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
1-Objectif supérieur Améliorer le cadre de vie des populations	-Proportion de la population ayant accès à la terre - maîtrise de la gestion du foncier - proportion de l'accès licite à la terre	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement Faciliter sensiblement l'accès au titre foncier et réaliser un programme national de construction des bâtiments publics à usage de bureaux et de résidences.	- Nombre de litiges fonciers - Proportion des femmes ayant accès au foncier - planification de l'accès à la terre - extension de l'immatriculation foncière - niveau de mise en valeur des zones sensibles et marécageuses - Nombres de bureaux construits	-Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement dynamique	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années
Objectifs spécifiques					
1-Faire des lotissements préalable avant l'occupation des espaces	- 1 lotissement de 150 lots du secteur primaire aménagés - 1 lotissement 100 lots du secteur secondaire aménagé	-Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues -Document de synthèse de diagnostic dans les zones	-Equipe communale dynamique Partenaires disponible	-Calendrier de réunion - Programme de formation – Programme des campagnes -PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation –Liste des formations reçues-Liste des nouveaux partenaires--Listes de présence -images	-Rapport annuel de la Commune
2-réaliser le plan cadastral de la commune	- Le plan cadastral de la commune est élaboré et disponible				
3-constituer des réserves foncières destinées au développement des projets d'intérêt général	Des réserves foncières destinées aux développements des projets d'intérêt général existent et sont immatriculés				
4- Réaliser le plan de zonage de la Commune	-Nombre de litiges fonciers réduit -Proportion de ménages ayant accès au foncier -Nombre de lotissement résidentiel existant - le zonage de la ville est concret				

Objectif spécifique 1 : Faire des lotissements préalables avant l'occupation des espaces		
Résultat 1 : Des lotissements sont aménagés dans les secteurs primaires et secondaires		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : 150 lots du secteur primaire aménagés 100 lots du secteur secondaire aménagés	-Administrations concernées (MINDUH, MINDAF, MAETUR, FEICOM) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion-Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- Aménagement 1 lotissement de 150 lots du secteur primaire -Aménagement 1 lotissements de 100 lots du secteur secondaire - Démarches administratives et de recherche des partenariats	Investissement :	
	- Aménagement 150 lots du secteur primaire	50 000 000
	-Aménagement 100 lots du secteur secondaire	30 000 000
	Total Investissement	80 000 000
	Fonctionnement :	
	- Réunion de concertation	250 000
	- Etude de faisabilité	1 900 000
-Sensibilisation	100 000	
- Contact des administrations, élites et partenaires	300 000	
Total Fonctionnement	2 550 000	
Imprévus (10%)		255 000
SOUS TOTAL 1		82 805 000
Objectif spécifique 2 : Réaliser le plan cadastral de la commune		
Résultat 2 : Le plan cadastral de la commune est disponible		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : -Etude topographique de la commune disponible -Plan cadastral de la commune disponible - plan de zonage disponible	-Administrations concernées (MINDAF) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion-Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
-Etude topographique de la commune - Elaboration du plan cadastral de commune - Elaboration du plan de zonage - Démarches administratives et de recherche de partenariats	Investissement :	
	-Etude topographique de la commune	20 000 000
	- Elaboration du plan cadastral de commune	15 000 000
	- Elaboration du plan de zonage	10 000 000
	Total Investissement	45 000 000
	Fonctionnement :	
	- Réunion de concertation	250 000
- Etude de faisabilité	900 000	
-Sensibilisation	100 000	
- Contact des partenaires	100 000	
Total Fonctionnement		1 350 000

	Imprévus (10%)	135 000
	SOUS TOTAL 2	46 485 000
Objectif spécifique 3 : Constituer des réserves foncières destinées au développement des projets d'intérêt général		
Résultat 3 : 300 ha de réserves foncières destinées au développement des projets d'intérêt général disponibles		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - 300 ha de réserves foncières destinées au développement des projets d'intérêt général existents et sont immatriculés	- Administrations concernées (MINDAF) - Organismes de développement - Projet et programme - OAL - Financements extérieurs	- Plan d'action de l'administration concernée - Liste des autorités contactées - Calendrier de réunion - Invitation - PV de réunion - Liste de présence - Programme disponible - Répertoire des élites et partenaires disponible - Calendrier de réunion - Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- Identification des réserves destinées au développement des projets d'intérêt général - Immatriculation de ces espaces - Démarches administratives et auprès des autorités locales	Investissement	
	- Identification et indemnisation des réserves destinées au développement des projets d'intérêt général	30 000 000
	- Immatriculation de 300 ha d'espaces	50 000 000
	Total Investissement	80 000 000
	Fonctionnement :	
	- Réunion de concertation	250 000
	- Etude de faisabilité	2 000 000
- Sensibilisation	200 000	
- Contact des élites et partenaires	100 000	
Total Fonctionnement	2 550 000	
Imprévus (10%)		255 000
SOUS TOTAL 3		82 805 000
Objectif spécifique 4 : Réaliser le plan de zonage de la Commune		
Résultat 4 : Lotissements thématiques sont disponibles		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - Nombre de litiges fonciers réduit - Proportion de ménages ayant accès au foncier - Nombre de lotissement résidentiel existant - le zonage de la ville est concret	- Administrations concernées (MINDAF) - Organismes de développement - Projet et programme - OAL - Financements extérieurs	- Plan d'action de l'administration concernée - Liste des autorités contactées - Calendrier de réunion - Invitation - PV de réunion - Liste de présence - Programme disponible - Répertoire des élites et partenaires disponible - Calendrier de réunion - Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- Sensibilisation des populations - Diffusion du guide de l'immatriculation foncière - Elaboration du plan de zonage - Mise en œuvre du plan de zonage	Investissement :	
	Aménagement des lotissements à usage thématique	30 000 000
	Total Investissement	30 000 000

	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Campagnes de sensibilisation - Ateliers de formation - Contact des partenaires - Mise en œuvre du plan de zonage	300 000 200 000 500 000 100 000 500 000
	Total Fonctionnement	1 600 000
	Imprévus (10%)	160 000
	SOUS TOTAL 4	31 760 000
Total : Domaines et Affaires foncières		243 855 000

Elevage, Pêche et Industries Animales

Stratégie	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Niveaux	Indicateurs		Sources	Indicateurs
1-Objectif supérieur : Réduire l'extrême pauvreté et la faim	Objectifs du millénaire - Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté (incidence de pauvreté) - Proportion d'enfants souffrant d'émaciation - Proportion d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivie	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement Améliorer la productivité de l'élevage et le revenu des éleveurs	- Augmentation du pourcentage des éleveurs ayant accès aux financements - Proportion des éleveurs dont le revenu a augmenté de 20% - Nombre de cheptel - Taux de productivité	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE))	- Administrations concernées, Organisme de développement, Projet et Programme, OAL, Populations engagée dynamique	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années
Objectifs spécifiques : faciliter la pratique de l'élevage					
1- Renforcer les capacités des éleveurs en techniques modernes d'élevage	- 45 Organisations Paysannes disposent du matériel d'élevage moderne - 45 séances de formation sur les nouvelles techniques de l'élevage sont organisées - les paysans sont formés sur les mesures prophylactiques usuelles en élevage - aménagement de 05 bacs d'abreuvement - aménagement de 05 baignoires	- Budget communal - Compte administratifs - Rapports de suivi évaluation - Enquêtes - PV des réunions tenues	- Equipe communale dynamique - Si appui Partenaires disponibles	- Calendrier de réunion - Programme de formation - Programme des campagnes - PV de réunion - Invitation - Rapport de la formation - Liste des formations reçues- Liste des nouveaux	- Rapport annuel de la Commune
2- rapprocher les structures d'encadrement des populations pour faciliter le suivi sanitaire des animaux d'élevage	- Une case du paysan est construite - 05 infirmiers vétérinaires sont affectés dans la commune - 05 postes zootechniques construits - 04 arrêtés de création de postes zootechniques obtenus				

3- Renforcer les capacités financières des éleveurs	- 45 Organisations paysannes bénéficient d'un appui financier -05 caisses villageoises mises en place et fonctionnelles - 05 magasins de regroupement et d'évacuation des produits d'élevage créés			partenaires--Listes de présence - images	
4 – mettre sur pied des mesures incitatives pour le développement de l'élevage	- une ferme communale de 500 bœufs, 500 poulets, 100 aulacodes, 300 moutons, 200 porcins, 05 arsins... est créée - lutte contre le braconnage accentuée - création de 05 étangs piscicoles - création de 05 pâturages artificiels				

Objectif spécifique 1 : Renforcer les capacités des éleveurs en technique d'élevage modernes

Résultat 1 : -les éleveurs sont bien formés et mieux outillés

Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : 45 Organisations Paysannes disposent du matériel d'élevage moderne - 45 séances de formation sur les nouvelles techniques de l'élevage sont organisées - les paysans sont formés sur les mesures prophylactiques usuelles en élevage - aménagement de 05 bacs d'abreuvement - aménagement de 05 bacs d'abreuvement	-Administration concernée (MINEPIA) -Organismes de développement -Projet et programme –OAL- Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion – Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- 45 séances de Sensibilisation et formation sur les nouvelles techniques de l'élevage -Acquisition du matériel d'élevage moderne - construction de 05 bacs d'abreuvement - aménagement de 05 bacs d'abreuvement -Lutte contre la rage en milieu urbain	Investissement :	
	-Acquisition du matériel d'élevage moderne	45 000 000
	- construction de 05 bacs d'abreuvement	5 000 000
	- aménagement de 05 bacs d'abreuvement	60 000 000
	Total Investissement	110 000 000
	Fonctionnement :	
	- Réunion de concertation	250 000
- Etude de faisabilité	500 000	
-Atelier de formation et de sensibilisation	700 000	
- Recherche de partenaires	200 000	
- Suivi évaluation	600 000	
- 05 campagnes de vaccination antirabique	3 000 000	
Total Fonctionnement	52 50 000	
Imprévus (10%)	525 000	
SOUS TOTAL 1	115 425 000	

Objectif spécifique 2 : rapprocher les structures d'encadrement des populations pour faciliter le suivi sanitaire des animaux d'élevage

Résultat 2 : accroître la productivité des élevages en minimisant les pertes et l'amateurisme

Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - Une case du paysan est construite - 05 infirmiers vétérinaires sont affectés dans la commune - 05 centres zootechniques construits - 04 arrêtés de création de postes zootechniques obtenus	-Administration concernée (MINEPIA) -Organismes de développement -Projet et programme –OAL- Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion – Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif

<ul style="list-style-type: none"> - identification et acquisition des sites - Construction de la case du paysan - Equipement de la case du paysan - construction de 05 centres zootechniques - opération de marketing autour de la case du paysan - plaidoyer pour l'affectation de 05 infirmiers vétérinaires - plaidoyer pour l'obtention de 04 arrêtés de création de 04 postes zootechniques - suivi évaluation 	Investissement : - Construction de la case du paysan 10 000 000 - équipement de la case du paysan 10 000 000 - construction de 05 centres zootechniques 100 000 000 -Construction de 03 parcs vaccinogènes 24 000 000 -Construction d'un centre de pêche 20 000 000	
	Total Investissement	190 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation 200 000 - Recherche des partenaires 100 000 - suivi évaluation 800 000 - démarches d'acquisition des sites 500 000 - démarches administratives 200 000	
	Total Fonctionnement	1 800 000
	Imprévus (10%)	180 000
	SOUS TOTAL 2	191 980 000
Objectif spécifique 3 : Renforcer les capacités financières des éleveurs		
Résultat 3 : Faciliter l'accès des agriculteurs aux sources de financement		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - 45 Organisations paysannes bénéficient d'un appui financier -05 caisses villageoises mises en place et fonctionnelles - 05 magasins de regroupement et d'évacuation des produits d'élevage créés	-Administration concernée (MINEPIA) -Organismes de développement -Projet et programme –OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion – Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
<ul style="list-style-type: none"> - Appui par l'octroi des crédits pour financement des provendes et du matériel de l'élevage à 45 organisations paysannes -Mise en place de 05 caisses villageoises -Prévention des conflits agro-pastoraux - Réunions de concertation - aménagement de 05 magasins de regroupement des produits d'élevage Création de 03 marchés à bétail 	Investissement : -Mise en place de 05 caisses villageoises 4 500 00 - Appui remboursable à hauteur d'un million à 45 organisations paysannes 45 000 000 - aménagement de 05 magasins de regroupement des produits d'élevage 30 300 000	
	Total Investissement	64 500 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation 250 000 - Etude de faisabilité 800 000 -Sensibilisation 150 000 - Recherche des partenaires 100 000 - demarche administrative en vu de la création d'un marché 200 000 Délimitation de 03 zones d'élevage (Yoko urbain, Ndjolé, Linté) 4 500 000	
	Total Fonctionnement	1 300 000
	Imprévus (10%)	130 000
	SOUS TOTAL 3	100 930 000
Objectif spécifique 4 : mettre en place des mesures incitatives au développement de l'élevage		
Résultat 4 : la faune est préservée et l'élevage développé		

Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - une ferme communale de 500 bœufs, 500 poulets, 100 aulacodes, 300 moutons, 200 porcins, 05 anins... est créée - lutte contre le braconnage accentué - création de 05 étangs piscicoles - création de 05 pâturages artificiels	-Administrations concernées (MINEPIA et MINEP) - Organismes de développement -Projet et programme –OAL- Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion – Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
-100 paysans sont formés et sensibilisés sur les dangers du braconnage - création d'une ferme de reproduction communale à Yoko (porcins, caprin, anin, azen, bovin, volaille...) - contact des partenaires pour appui - suivi vétérinaire des animaux élevés - construction d'un étang piscicole communal - création de 05 pâturages artificiels	Investissement : - construction de la ferme municipale - achat des espèces à élever - construction d'un étang piscicole communal - construction de 05 pâturages	25 000 000 30 000 000 6 000 000 5 000 000
	Total Investissement	66 000 000
	Fonctionnement : - séances de sensibilisation - Ateliers de formation - Recherche de partenaires - Suivi vétérinaire des bêtes d'élevage - suivi Evaluation - Organisation d'une foire agropastorale	100 000 400 000 100 000 1 500 000 2 000 000 8 000 000
	Total Fonctionnement	12 100 000
	Imprévus (10%)	410 000
	SOUS TOTAL 4	78 510 000
Total Elevage, Pêche et industries animales		486 845 000

Développement Urbain et habitat

Stratégie	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Niveaux					
1-Objectif supérieur améliorer sensiblement l'habitat et le cadre de vie des populations	-Proportion de la population ayant accès à un habitat décent - Niveau de développement des infrastructures urbaines - niveau de l'assainissement urbain	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement Maîtriser le développement urbain, améliorer le cadre de vie et les conditions de vie des populations en milieu urbain	- Proportion d'entretien et de réhabilitation des infrastructures urbaines - niveau de développement des infrastructures urbaines, - Amélioration de l'accès aux services urbains de base, - Maîtrise de l'occupation du sol, - système d'assainissement urbain	-Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement, Projet et Programme, OAL, Populations engagée dynamiques	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années

Objectifs spécifiques					
1- Poursuivre la construction des infrastructures urbaines	-5km de voies bitumées - poursuivre l'ouverture de 10 km de voirie urbaine - 15 logements d'astreinte des fonctionnaires construits - 50 WC construits - Niveau de conformité des infrastructures aux standards nationaux par type d'infrastructure - mettre sur pied un système d'assainissement urbain				
2-Maîtriser l'occupation des sols et l'habitat urbain	- un plan de zonage est mis sur pied - les maisons au bord de la nationale n° 15 sont mises aux normes - l'aménagement du nouveau quartier administratif est poursuivi	-Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues -Document de synthèse de diagnostic dans les zones	Equipe communale dynamique - Si population engagée et CC dynamique -Si appui Partenaires disponible -Tenu des réunions régulières	Calendrier de réunion - Programme de formation –Programme des campagnes -PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation –Liste des formations reçues-Liste des nouveaux partenaires--Listes de présence -images	-Rapport annuel de la Commune
3- faciliter la modernisation de la ville de Yoko	- 05 magasins de vente des matériaux de construction ouverts - octroi de 15 crédits de logements d'une valeur de 2 000 000 F chacun - exigence des permis de construire avant toute construction dans l'espace urbain - 1 ha d'espaces verts aménagés				

Objectif spécifique 1 : Poursuivre la construction des infrastructures urbaines

Résultat 1 : les infrastructures urbaines sont construites aux normes

Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - 5km de voies bitumées - poursuivre l'ouverture de 10 km de voirie urbaine - 15 logements d'astreinte des fonctionnaires construits - 50 WC construits - Niveau de conformité des infrastructures aux standards nationaux par type d'infrastructure - mettre sur pied un système d'assainissement urbain	-Administrations concernées (MINDUH, FEICOM) - Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion – Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Calendrier de réunion-Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- construction de 5km de voies bitumées - construction de 15 logements d'astreinte - construction de 50 WC pour des nécessiteux - Déguerpir et recaser les habitants des zones sensibles et aux abords des grands axes - promouvoir la construction avec les matériaux définitifs - recruter un personnel en charge de l'assainissement urbain	Investissement : -construction de 5km de voies bitumées - construction de 15 logements d'astreintes - construction de 50 WC - ouverture de 10 km de routes urbaines	600 000 000 375 000 000 25 000 000 25 000 000
	Total Investissement	980 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etude de faisabilité -Sensibilisation - Contact des partenaires - Indemnisations	250 000 1 900 000 100 000 100 000 20 000 000

	- émoluments du personnel d'assainissement	2 500 000
	Total Fonctionnement	2 600 000
	Imprévus (10%)	260 000
	SOUS TOTAL 1	982 860 000
Objectif spécifique 2 : Maîtriser l'occupation des sols et l'habitat urbain		
Résultat 2 : La moitié de la population urbaine a accès aux infrastructures de base		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - un plan de zonage est mis sur pied - les maisons au bord de la nationale n° 15 sont mises aux normes - l'aménagement du nouveau quartier administratif est poursuivi	-Administrations concernées (MINTP, MINDUH FEICOM) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion – Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des partenaires disponible -Calendrier de réunion-Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
	Investissement : - construction des infrastructures du nouveau quartier administratif	1000 000 000
	Total Investissement	1 000 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etude de faisabilité -Sensibilisation - Contact des partenaires -étude sommaire d'impact environnemental et social indemnisations	250 000 900 000 100 000 100 000 4 000 000 10 000 000
- élaboration du plan de zonage urbain - études en vue de la mise aux normes des maisons urbaines - indemnisations - déguerpissements et recasement - construction de nouvelles infrastructures au nouveau quartier administratif		15 350 000
	Imprévus (10%)	1 535 000
	SOUS TOTAL 2	1 016 885 000
Objectif spécifique 3 : faciliter la modernisation de la ville de Yoko		
Résultat 3 : la ville de Yoko prend les allures d'une ville respectable		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020: - 05 magasins de vente des matériaux de construction ouverts - octroi de 15 crédits de logements d'une valeur de 2 000 000 F chacun - exigence des permis de bâtir avant toute construction dans l'espace urbain - 1 ha d'espaces verts aménagés	-Administrations concernées (MINDUH, MINTP, FEICOM) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion – Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Calendrier de réunion-Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif

<ul style="list-style-type: none"> - construction de 05 magasins de matériaux de construction - équipements des quincailleries - identification des potentiels bénéficiaires des crédits de logement - octroi de 30 000 000 F de crédits de logement - opérations de contrôle et d'établissement des permis de bâtir - organisation des lotissements et immatriculations collectifs - aménagement et entretien de 1 ha d'espace vert public 	Investissement : - construction de 05 magasins de produits de quincaillerie - équipement des quincailleries - octroi de 15 crédits de logement - lotissements et immatriculations collectifs - aménagement d'un ha d'espace vert	25 000 000 30 000 000 30 000 000 15 000 000 2 000 000
	Total Investissement	102 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etude de faisabilité -Sensibilisation et identification des acteurs - Contact des élites et partenaires Entretien des espaces verts	250 000 1 000 000 400 000 300 000 500 000
	Total Fonctionnement	2 450 000
	Imprévus (10%)	245 000
	SOUS TOTAL 3	104 695 000
	Total Développement Urbain et Habitat	2 104 440 000

Environnement et protection de la nature

Stratégie Niveaux	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
1-Objectif supérieur : -Assurer un environnement durable -Réduire l'extrême pauvreté et la faim	Objectifs du millénaire -Proportion de la zone couverte de forêts -Superficie des aires protégées pour préserver la biodiversité (ha) -Pourcentage de la population utilisant les combustibles solides	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI, MINEP
2-Objectif de développement Gérer durablement les ressources naturelles et l'environnement	-Nombre de terrains aménagés pour les grandes plantations -Nombre de zones marécageuses aménagées -Nombre de forêts aménagées -Nombre de carrières mises en valeur - régler l'exploitation forestière	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement, dynamiques	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années
Objectif spécifique : Promouvoir la sauvegarde et limiter la dégradation de l'environnement					
1- mettre sur pied des champs fourragers	-les feux de brousse pour motif e régénération du fourrage sont en baisse - 10 ha de champs fourragers existent	-Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi	-Equipe communale dynamique - Si population engagée et CC dynamique	-Calendarier de réunion - Programme de formation –Programme	-Rapport annuel de la Commune

2- sensibiliser et former les populations sur la conservation de l'environnement	- Taux de reproduction des ressources fauniques et floristiques en hausse - baisse du braconnage - coupe incontrôlée du bois en baisse - les déchets sont transformés en compost	évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues	-Si appui Partenaires disponibles -Tenue des réunions régulières	des campagnes -PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation -Liste des formations reçues-Liste des nouveaux partenaires--Listes de présence -images	
3 – promouvoir des mesures alternatives a braconnage	- élevage promu - conflits avec la conservation en baisse -				
4- promouvoir le reboisement des zones dégradées	-une pépinière municipale de 100000 plants existe - les zones de savane sont reboisées - L'exploitation forestière est réglementée et contrôlée - 5 ha de terre reboisés chaque année				

Objectif spécifique 1 : mettre sur pied des champs fourragers

Résultat 1 : l'élevage n'est plus une menace pour l'environnement

Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : les feux de brousse pour motif la régénération du fourrage sont en baisse - 10 ha de champs fourragers existent - 5 comités de veille sur l'environnement sont créés	-Administrations concernées (MINEP et MINFOF) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
	Investissement - mise sur pied de 10 ha de champs fourragers	20 000 000
	Total Investissement	20 000 000
	Fonctionnement :	
	- Réunion de concertation	250 000
	- Etude de faisabilité	1 000 000
	-Sensibilisation et formation	550 000
	-Préparation des ateliers	300 000
	- Recherche et gestion des partenaires	300 000
	Total Fonctionnement	2 400 000
	Imprévus (10%)	240 000
	SOUS TOTAL 1	22 640 000
-démarches de recherche des formations -Organisation des ateliers de formation et de sensibilisation - création de 5 comités de veille sur l'environnement - création de 10 ha de champs fourragers		

Objectif spécifique 2 : sensibiliser et former les populations sur la gestion et la conservation de l'environnement

Résultat 2 : - les populations maîtrisent leurs interactions avec l'environnement

Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - Taux de reproduction des ressources fauniques et floristiques en hausse - baisse du braconnage - coupe incontrôlée du bois en baisse - les déchets sont transformés en compost	-Administrations concernées (MINEP et MINFOF) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL- Consultants - Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signée avec les partenaires

Activités	Libellés	Cadre estimatif
-Organisation des ateliers de formation et de campagnes de sensibilisation sur le braconnage et la coupe incontrôlée du bois - séances de formation sur la gestion des déchets domestiques	Investissement : - Conception des supports de formation et de sensibilisation	100 000
	Total Investissement	100 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation	250 000
	- Campagne de sensibilisation	1 000 000
	-Ateliers de formation	250 000
	- Recherche et gestion des partenaires	100 000
	Total Fonctionnement	1 600 000
Imprévus (10%)	160 000	
SOUS TOTAL 2	1 860 000	
Objectif spécifique 3 : mettre en place des mesures alternatives au braconnage		
Résultat 3 : la faune est préservée et l'élevage développé		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - 100 paysans ont une ferme avicole/ porcine/ caprine de 100 têtes en moyenne - proportion des animaux domestiqués qui s'accroît - Diversification des espèces animales élevées - 100 paysans ont une ferme avicole/ porcine/ caprine de 100 têtes en moyenne - proportion des animaux domestiqués qui s'accroît - Diversification des espèces animales élevées	-Administrations concernées (MINEP et MINFOF) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL- Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
-100 paysans sont formés et sensibilisés sur les méthodes d'élevage moderne - domestication des nouvelles espèces animales - 100 paysans bénéficient d'un appui financier pour l'élevage - création d'une ferme de reproduction communale à Yoko	Investissement : - Conception des supports de formation et de sensibilisation - développement des alternatives au braconnage (agriculture, élevages, services, ...)	500 000 15 000 000
	Total Investissement	15 500 000
	Fonctionnement : - Campagne de sensibilisation et de formation	500 000
	- Ateliers de formation	800 000
	- Recherche et gestion des partenaires	300 000
	- Suivi Evaluation	600 000
	Total Fonctionnement	2 200 000
Imprévus (10%)	220 000	
SOUS TOTAL 3	17 920 000	
Objectif spécifique 4 : promouvoir le reboisement des zones dégradées		
Résultat 4 : la forêt est régénérée		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - une pépinière municipale de 100000 plants existe - les zones de savane sont reboisées	-Administrations concernées (MINEP et MINFOF) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL- Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites

- L'exploitation forestière est réglementée et contrôlée - 5 ha de terre reboisés chaque année		et partenaires disponible - Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- mise sur pied de la pépinière de 10 000 plants - Reboisement de 5 ha de zones dégradées par an - mise sur pied de 5 comités de vigilance forestière - formation des acteurs du service de la pépinière et de surveillance	Investissement : - production de jeunes plants - reboisement des parcelles	500 000 5 000 000
	Total Investissement	5 500 000
	Fonctionnement : - entretien de la pépinière - Communications - Ateliers de formation - Recherche et gestion des partenaires - Suivi Evaluation	500 000 500 000 300 000 600 000 300 000
	Total Fonctionnement	2 200 000
	Imprévus (10%)	220 000
	SOUS TOTAL 4	7 920 000
TOTAL ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE		50 340 000

Secteur : Enseignements Secondaires

Stratégie	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Niveaux	Indicateurs		Sources	Indicateurs
1-Objectif supérieur : Assurer une éducation de qualité pour tous	-Taux net de scolarisation dans le secondaire (11-18 ans) -Proportion d'élèves commençant la 6 ^{ème} /1 ^{ère} année et atteignant la Terminale dans l'enseignement secondaire -Taux d'achèvement du cycle secondaire	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement Augmenter l'offre et la qualité de la formation dans le système éducatif national	Niveau d'occupation des places assises (en adéquation avec les besoins des groupes vulnérables, les normes et standards en vigueur) -Augmentation du nombre d'infrastructures scolaires -Taux de déperdition scolaire par sexe -Taux scolarisation par sexe, année d'étude et niveau du secondaire -baisse du taux de redoublement - Taux d'accroissement des postes de travail fonctionnels dans les ateliers, les salles spécialisées et les laboratoires	-Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement, P dynamique	Budget du Cameroun	MINEFI
Objectifs spécifiques					
1- Doter la commune d'infrastructures scolaires équipées et en matériel didactique	- 15 salles de classes construites en matériaux définitifs -02 salles de classes réfectionnées - 05 établissements d'enseignement secondaire dotés de 630 tables banc - 20 bureaux pour enseignant - 20 tableaux installés dans les salles de classe -05 puits à motricité humaine construits dans les 05 établissements -05 toilettes améliorées construites dans 05 établissements	-BIP -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues -Document de synthèse de diagnostic dans les zones -Budget communal -Compte administratifs	-Equipe communale dynamique réunions régulières	-Calendrier de réunion - Programme de formation – Programme des campagnes -PV de réunion -Invitation -	-Rapport annuel de la Commune

	<ul style="list-style-type: none"> - 05 clôtures construites dans les 05 établissements - Achat de 05 bacs à ordures dans les 05 établissements - Construction de 05 logements d'enseignants dans les 05 établissements -Construction de 05 blocs administratifs - la bibliothèque municipale est approvisionnée en manuels scolaires actuels 	<ul style="list-style-type: none"> -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues -Document de synthèse de diagnostic dans les zones 		<ul style="list-style-type: none"> Rapport de la formation –Liste des formations reçues-Liste des nouveaux partenaires-Listes de présence - images 	
2- Faire le plaidoyer pour l'affectation du personnel enseignant	<ul style="list-style-type: none"> -20 campagnes de sensibilisation sont organisées pour rappeler aux parents leurs devoirs en éducation - Recruter 94 enseignants pour les établissements 				
3- Mettre en place des mesures stimulantes pour la scolarisation des jeunes et Bororos	<ul style="list-style-type: none"> -Les élèves Bororo sont exonérés du paiement des frais de l'APEE -50% des fournitures scolaires des élèves bororos sont subventionnées -10 campagnes de sensibilisation organisées dans les campements Bororo 				

Objectif spécifique 1 : Doter la commune d'infrastructures scolaires, équipées et en matériel didactique

Résultat : - la commune dispose des écoles équipées en infrastructures et matériel didactique

Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : <ul style="list-style-type: none"> - 15 salles de classes construites en matériaux définitifs -02 salles de classes réfectionnées - 05 établissements d'enseignement secondaire dotés de 630 tables banc - 20 bureaux pour enseignant - 20 tableaux installés dans les salles de classe -05 puits à motricité humaine construits dans les 05 établissements -05 toilettes améliorées construites dans 05 établissements - 05 clôtures construites dans les 05 établissements - Achat de 05 bacs à ordures dans les 05 établissements - Construction de 05 logements d'enseignants dans les 05 établissements -Construction de 05 blocs administratifs 	Facteurs externes (F.E.) <ul style="list-style-type: none"> -Administration concernée (MINESEC) -Organismes de développement -Projet et programme –Consultants- Financements extérieurs 	<ul style="list-style-type: none"> -Plan d'action de l'administration concernée-Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion-Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
<ul style="list-style-type: none"> - Construction de 15 salles de classe en matériaux définitifs - Réfection de 02 salles de classe - Acquisition des tables bancs, des bureaux pour enseignants et tableaux par établissement -07 puits à motricité humaine construits dans les 07 établissements -07 toilettes améliorées construites dans les 07 établissements 07Clôtures sont construites dans les 07 établissements -Construction de 07 logements pour enseignants - achats de 07 bacs à ordures - achat des livres au programme 	Investissement : <ul style="list-style-type: none"> -Construction de 15 salles de classes dans les établissements -Réfection des 02 salles en mauvais états -Construction de 07 clôtures -Achat de 630 tables bancs, -Achat de 20 bureaux pour enseignant -Achat de 20 tableaux, -Achat de 07 bacs à ordures, -Construction de 07 logements pour enseignants -Construction de 07 points d'eau - Construction de 07 latrines - Construction de 05 Blocs administratifs dans les établissements secondaires 	<ul style="list-style-type: none"> 136 000 000 5 000 000 21 000 000 600 000 200 000 70 000 70 000 000 42 000 000 7 000 000 125 000 000

	- achat des livres au programme	5 000 000
	Total Investissement	411 870 000
	Fonctionnement :	
	- Réunion de concertation	250 000
	- Etudes de faisabilité	400 000
	-Atelier de formation	300 000
	- Contact des partenaires	50 000
	- Suivi Evaluation	1 000 000
	- entretien des matériels et infrastructures	600 000
	Total Fonctionnement	2 600 000
	Imprévus (10%)	260 000
	SOUS TOTAL 1	414 730 000
Objectif spécifique 2 : Faire le plaidoyer pour l'affectation du personnel enseignant		
Résultat 1 : les établissements disposent du personnel enseignant formé et en nombre suffisant		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020: - 20 campagnes de sensibilisation sont organisées pour rappeler aux parents leurs devoirs en éducation - Recruter 94 enseignants pour les établissements	-Administration concernée (MINESEC) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion- Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
	Investissement :	0
	Total Investissement	0
	Fonctionnement :	
	- Réunion de concertation	150 000
	-Campagnes de sensibilisation	300 000
	- Recherche des partenaires	350 000
	Total Fonctionnement	800 000
	Imprévus (10%)	80 000
	SOUS TOTAL 2	880 000
Objectif spécifique 3 : Mettre en place des mesures stimulantes pour la scolarisation des jeune Bororo		
Résultat 1 : -Les jeunes Bororo sont régulièrement scolarisés		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : -Les élèves Bororo sont exonérés du paiement des frais de l'APEE -50% des fournitures scolaires des élèves bororos sont subventionnées -10 campagnes de sensibilisation organisées dans les campements Bororo - lutte acharnée contre la délinquance juvénile et l'oisiveté	-Administration concernée (MINESEC) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion- Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
	Investissement :	
	- Achat du matériel scolaire à offrir	2 000 000
	Total Investissement	2 000 000

-Démarche pour doter les élèves Bororo du paquet minimum -Organisation des campagnes de sensibilisation dans les campements Bororo	Fonctionnement :	
	- Gestion des échanges avec les services déconcentrés de l'état, partenaires et élites	400 000
	- campagnes de sensibilisation	300 000
	Total Fonctionnement	700 000
	Imprévus (10%)	700 000
	SOUS TOTAL 5	2 770 000
TOTAL ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES		418 380 000

Secteur : Forêt et faune

Stratégie Niveaux	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
1-Objectif supérieur : -Assurer un environnement durable	Objectifs du millénaire -Proportion de la zone couverte de forêts -Superficie des aires protégées pour préserver la biodiversité (ha) -Pourcentage de la population utilisant les combustibles solides	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI, MINEP
2-Objectif de développement Gérer durablement l'environnement	- superficie des zones reboisées - superficie des zones protégées -Nombre de forêts aménagées - réglementer l'exploitation forestière	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement, dynamique	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années
Objectif spécifique : promouvoir la conservation de la forêt et de la faune					
1- accentuer le contrôle de la chasse illégale	-les feux de brousse pour motif de chasse sont en baisse - la possession des armes à feu est contrôlée L'élevage est promu - renforcer la logistique des éco gardes	-Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues	-Equipe communale dynamique - Si population engagée et CC dynamique -Si appui Partenaires disponibles (WCS, PSFE) -Tenue des réunions régulières	-Calendrier de réunion -Programme de formation – Programme des campagnes -PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation –Liste des formations reçues-Liste des nouveaux partenaires--Listes de présence -images	-Rapport annuel de la Commune
2- promouvoir une gestion plus efficiente des aires protégées	- Taux de reproduction des ressources fauniques et floristiques en hausse - baisse du braconnage - coupe incontrôlée du bois en baisse - l'entrée des éleveurs est contrôlée				
3. Opérationnaliser le fonctionnement de la forêt communale et redynamiser les UFA	- l'exploitation est effective - création d'une scierie communale - recettes communales accrues - les UFA qui ne fonctionnent pas sont de classées - les UFA abandonnées sont exploitées				

4- promouvoir le reboisement des zones dégradées	-une pépinière municipale de 100000 plants existe - les zones de savane sont reboisées - L'exploitation forestière est réglementée et contrôlée - 5 ha de terre reboisés chaque année				
---	--	--	--	--	--

Objectif spécifique 1 : accentuer le contrôle de la chasse illégale

Résultat 1 : les populations développent des alternatives au braconnage

Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : -les feux de brousse pour motif de chasse sont en baisse - la possession des armes à feu est contrôlée L'élevage est promu	-Administrations concernées (MINEP et MINFOF) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
-Identification des détenteurs des armes à feu -Organisation des ateliers de formation et de sensibilisation - attribution des permis de chasse par la conservation - Création de 5 zones de chasse communautaire	Investissement - recensement des détenteurs des armes à feu et création de 5 zones de chasse communautaire -Achèvement de la construction du poste forestier de Doumé-Yoko -Réfection du poste forestier de Yoko et équipement	20 000 000 10 000 000 20 000 000
	Total Investissement	50 000 000
	Fonctionnement :	
	- Réunion de concertation	250 000
	- Etude de faisabilité	1 000 000
	-Sensibilisation et formation	550 000
-Préparation des ateliers	300 000	
- Recherche et gestion des partenaires	300 000	
- gestion des zones de chasse	600 000	
Total Fonctionnement	3 000 000	
Imprévus (10%)	300 000	
SOUS TOTAL 1	53 300 000	

Objectif spécifique 2 : promouvoir une gestion plus efficiente des aires protégées

Résultat 2 : - Les populations travaillent main dans la main avec la conservation

Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - Taux de reproduction des ressources fauniques et floristiques en hausse - baisse du braconnage - coupe incontrôlée du bois en baisse - l'entrée des éleveurs est contrôlée	-Administrations concernées (MINEP et MINFOF) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL- Consultants - Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
	Investissement : - Conception des supports de formation et de sensibilisation	100 000

-Organisation des ateliers de formation et de campagnes de sensibilisation sur le braconnage et la coupe incontrôlée du bois - renforcement des équipes de contrôle des parcs	Total Investissement	100 000
	Fonctionnement :	
	- Réunion de concertation	250 000
	- Campagne de sensibilisation	1 000 000
	-Ateliers de formation	250 000
	- Recherche et gestion des partenaires	100 000
	Total Fonctionnement	1 600 000
	Imprévus (10%)	160 000
	SOUS TOTAL 2	1 860 000
Objectif spécifique 3 : Opérationnaliser le fonctionnement de la forêt communale		
Résultat 3 : la faune est préservée et l'élevage développé		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - l'exploitation est effective - création d'une scierie communale - recettes communales accrues	-Administrations concernées (MINEP et MINFOF) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL- Financements extérieurs WCS, PSFE	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- recherche des financements - Création d'une scierie communale - équipement de la commune en engins d'exploitation forestière - marketing pour la promotion du bois de Yoko - Constitution d'un réseau de personnel	Investissement :	
	- création d'une scierie	10 000 000
	- achat des engins d'exploitation forestière	35 000 000
	Total Investissement	45 500 000
	Fonctionnement :	
	- mise sur pied d'une stratégie de marketing	1 000 000
	- Ateliers de formation du personnel	200 000
- Recherche et gestion des partenaires	300 000	
- Entretien des engins	2 000 000	
- Suivi Evaluation	500 000	
	Total Fonctionnement	4 000 000
	Imprévus (10%)	400 000
	SOUS TOTAL 3	49 900 000
Objectif spécifique 4 : promouvoir le reboisement des zones dégradées		
Résultat 4 : la forêt est régénérée		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - une pépinière municipale de 100000 plants existe - les zones de savane sont reboisées - L'exploitation forestière est réglementée et contrôlée - 5 ha de terre reboisés chaque année	-Administrations concernées (MINEP et MINFOF) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL- Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- mise sur pied de la pépinière de 10 000 plants - Reboisement de 5 ha de zones dégradées par an - mise sur pied de 5 comités de vigilance forestière	Investissement :	
	- production de jeunes plants et reboisement des parcelles	5 500 000
	- Recherche des partenaires et négociation pour l'exploitation de la forêt communale	10 000 000
	Total Investissement	15 500 000

- formation des acteurs du service de la pépinière et de surveillance	Fonctionnement :	
	- entretien de la pépinière	500 000
	- Communications	500 000
	- Ateliers de formation	300 000
	- Recherche et gestion des partenaires	600 000
	- Suivi Evaluation	300 000
	Total Fonctionnement	2 200 000
	Imprévus (10%)	220 000
	SOUS TOTAL 4	17 920 000
Total : Foret et Faune		122 980 000

Transport

Stratégie	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Niveaux	Indicateurs		Sources	Indicateurs
1-Objectif supérieur : Améliorer le cadre de vie des populations	-Proportion de la population ayant un accès facile à leur localité -Pourcentage de la population utilisant les tronçons routiers	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement Faciliter la circulation des biens et des personnes	-Nombre de kilomètre de route et de pistes entretenues -Nombre d'ouvrages d'art réhabilités ou réalisés - Coût du transport -Kilomètre du réseau routier -déplacement facile -moyen de transport disponible	-Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement, dynamique	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années
Objectifs spécifiques					
1- Créer une agence de voyage communale	-Une agence de voyage communale est fonctionnelle à un coût abordable			-Si appui Partenaires disponibles -Tenue régulière des réunions -Calendrier de réunion - Programme de formation – Programme des campagnes - PV de réunion-Invitation - Rapport de la formation –Liste des formations reçues-Liste des nouveaux partenaires-Liste de présence -images	-Rapport annuel de la Commune
2- Construire une gare routière Sécurisée	-Une gare routière est construite - une barrière construite autour de la gare routière - la sécurité au sein de la gare routière est assurée				
3- renforcer les capacités financières des opérateurs de transport	- 10 opérateurs de transport bénéficient d'un appui financier - les transporteurs adhèrent aux structures d'épargne locales				

4- réhabiliter le centre météorologique	-Le centre météorologique est fonctionnel	-Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation PV des réunions tenues -Document de synthèse des diagnostics dans les zones	-Si appui Partenaires disponibles	Calendrier de réunion - Programme de formation – Programme des campagnes - PV de réunion-Invitation - Rapport de la formation –Liste des formations reçues-Liste des nouveaux partenaires-Liste de présence	Rapport annuel de la Commune
5- Réhabiliter la piste d'atterrissage	-La piste d'atterrissage est fonctionnelle -Atterrissage des avions chaque semaine	-Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation PV des réunions tenues -Document de synthèse des diagnostics dans les zones	Equipe communale dynamique -Si appui Partenaires disponibles	Calendrier de réunion - Programme de formation – Programme des campagnes - PV de réunion-Invitation - Rapport de la formation –Liste des formations reçues-Liste des nouveaux partenaires-Liste de présence	Rapport annuel de la Commune

Objectif spécifique 1 : Créer une agence de voyage communale

Résultat 1 : Une agence de voyage communale est fonctionnelle à un coût abordable

Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - une agence de voyage communale Créée	-Administrations concernées (MINTRANSPORT, FEICOM) - Organismes de développement -Projet et programme –OAL- Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion-Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
-Achat de deux cars de marque Hiace de 19 places, -Recrutement de 2 Chauffeurs - Recrutement d'un mécanicien - constitution des documents légaux de transport - activités de marketing autour de l'agence de voyage	Investissement :	
	-Achat de deux cars Hiace de 19 Places	36 00 000
	- constitution des pièces de transport en commun	2 000 000
	Total Investissement	41 000 000
	Fonctionnement :	
	- Réunion de concertation	250 000
-Sensibilisation	100 000	
- Contact des élites et partenaires	100 000	
- Prise en charge des Chauffeurs et du mécanicien	3 000 000	
Total Fonctionnement	450 000	
Imprévus (10%)		45 000
SOUS TOTAL 1		41 495 000

Objectif spécifique 2 : Construire une gare routière sécurisée

Résultat 2 : Existence d'une gare routière construite sécurisée par une barrière

Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : -Une gare routière est construite - une barrière construite autour de la gare routière - la sécurité au sein de la gare routière est assurée	-Administrations concernées (MINTRANSPORT, FEICOM) - Organismes de développement -Projet et programme –OAL- Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion-Convention signée avec les partenaires

Activités	Libellés	Cadre estimatif
<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'une gare routière - construction de la barrière autour de la gare routière - recherche des partenaires 	Investissement :	
	- Construction d'une gare routière	25 000 000
	- construction de la barrière autour de la gare routière	3 000 000
	Total Investissement	28 000 000
	Fonctionnement :	
- Contact des partenaires	100 000	
- entretien des gares routières	300 000	
Total Fonctionnement	400 000	
Imprévus (10%)	40 000	
	SOUS TOTAL 2	28 440 000
Objectif spécifique 3 : renforcer les capacités financières des opérateurs de transport		
Résultat 3 : les opérateurs du secteur des transports bénéficient des appuis financiers		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : <ul style="list-style-type: none"> - 10 opérateurs de transport bénéficient d'un appui financier - les transporteurs adhèrent aux structures d'épargne locales 	-Administrations concernées (MINTRANSPORT, FEICOM) - Organismes de développement -Projet et programme – OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion-Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
<ul style="list-style-type: none"> - plaider pour l'appui des opérateurs de transport en crédit - recherche des partenaires - Appui des transporteurs d'un crédit de 2 000 000 F chacun 	Investissement :	
	- appui aux transporteurs à un taux d'intérêt préférentiel	20 000 000
	Total Investissement	23 000 000
	Fonctionnement :	
	- Contact des partenaires	100 000
- plaider auprès des institutions et administrations	200 000	
Total Fonctionnement	300 000	
Imprévus (10%)	30 000	
	SOUS TOTAL 3	23 330 000
Objectif spécifique 4 : réhabiliter le centre météorologique		
Résultat 4 : le centre météorologique est fonctionnel		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : <ul style="list-style-type: none"> Les bâtiments sont réaménagés Le centre est équipé Le personnel est disponible 	-Administrations concernées (MINTRANSPORT, FEICOM) - Organismes de développement -Projet et programme – OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion-Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
<ul style="list-style-type: none"> - construction de nouveaux bâtiments et aménagement des anciens bâtiments -équipement du centre -Affectation du personnel 	Investissement :	
	- construction de nouveaux bâtiments et aménagement des anciens bâtiments	40 000 000
	-équipement du centre	35 000 000

	Total Investissement	75 000 000
	Fonctionnement : - Contact des partenaires - plaidoyer auprès des institutions et administrations	100 000 200 000
	Total Fonctionnement	300 000
	Imprévus (10%)	30 000
	SOUS TOTAL	75 330 000
Objectif spécifique 4 : réhabiliter la piste d'atterrissage		
Résultat 4 : la piste d'atterrissage est fonctionnelle		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : La piste d'atterrissage est réhabilitée Les avions atterrissent toutes les semaines	-Administrations concernées (MINTRANSPORT, FEICOM) - Organismes de développement -Projet et programme – OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion-Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
Réaménagement de la piste d'atterrissage	Investissement : Travaux d'aménagement de la piste	50 000 000
	Total Investissement	50 000 000
	Fonctionnement : - Contact des partenaires - plaidoyer auprès des institutions et administrations	100 000 200 000
	Total Fonctionnement	300 000
	Imprévus (10%)	30 000
	SOUS TOTAL	50 330 000
Total : Transport		218 925 000

Emploi et Formation professionnelle

Stratégie	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
1-Objectif supérieur : Assurer une éducation pour tous	-Nombre de jeune ayant reçu une formation professionnelle -Diversité de centres et de filière de formation professionnelle -Main d'œuvres qualifiée disponible	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement Améliorer l'offre et la qualité de la formation professionnelle	-Taux de régulation de flux par période (an) -Nombre de structures de formation des SAR/SM créées -Nombre de structures de formation créées et	-Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement, dynamique	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de

	fonctionnelles -Taux d'accroissement des structures d'accueil -Nombre de dispositions prises ou d'actions prises pour améliorer l'encadrement pédagogique -Au moins 4/6 des modes de formation font partie de l'offre de formation -Nombre de personnes touchées par sexe par la formation sur l'utilisation des TIC				campagne des cinq années
Objectifs spécifiques					
1- Doter la commune d'infrastructures formation professionnelle équipées	-Un centre multifonctionnel (SAR) de 06 ateliers de formation dans les domaines suivants : Menuiserie, Mécanique, chaudronnerie, Froid et climatisation, Electricité, Maçonnerie construits créés à Linté -Un puits à motricité humaine construit dans ce centre - Une toilette améliorée construite dans ce centre - un centre Multimédia d'une capacité de 50 ordinateurs construits	-Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues -Document de synthèse de diagnostic dans les zones	-Equipe communale dynamique -Si appui Partenaires disponibles	-Calendrier de réunion -Programme de formation – Programme des campagnes -PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation – Liste des formations reçues-Liste des nouveaux partenaires--Listes de présence -images	-Rapport annuel de la Commune
2- Doter le centre (SAR) en équipements de formation et matériel didactique	- (02) mini-bibliothèques sont Créées et approvisionnées en manuels de formation dans les centres multimédia et multifonctionnel -02 centres de formation Professionnelle disposent de 06 ateliers équipés				
3- Susciter l'intérêt des jeunes pour des formations professionnelles	-20 campagnes de sensibilisation sont organisées pour montrer aux jeunes les avantages de la formation professionnelle et la maîtrise des TIC				
4- Recruter et Faire le plaidoyer pour l'affectation du personnel enseignant	-16 personnels enseignant des SAR et centre multifonctionnels de formation recrutés				
5- Mettre en place des mesures stimulantes des jeunes Bororos pour la formation professionnelle	-Les jeunes Bororo sont exonérés du paiement des frais d'inscription au centre multifonctionnel, à la SAR et au centre multimédia -50% des fournitures du manuel de formation des jeunes bororo sont subventionnés -10 campagnes de sensibilisation organisées dans les campements Bororo	-Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues -Document de synthèse de diagnostic dans les zones	-Equipe communale dynamique -Si appui Partenaires disponibles		
Objectif spécifique 1 : Doter la commune d'infrastructures de formation professionnelle équipées					
Résultat : la commune dispose d'un centre de formation professionnelle (SAR) et d'un centre multimédia fonctionnel					
Indicateurs D'ici 2020 : -Un centre multifonctionnel de 06 ateliers de formation dans les domaines suivants : Menuiserie, Mécanique, chaudronnerie, Froid et climatisation, Electricité, Maçonnerie construits -Un puits à motricité humaine construit dans ce centre - Une toilette améliorée construite dans ce centre	Facteurs externes (F.E.) -Administration concernée (MINEFOP/MINESEC) - Organismes de développement -Projet et programme – Consultants-Financements extérieurs	Indicateurs F.E. -Plan d'action de l'administration concernée-Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion- Convention signée avec les partenaires			

- un centre Multimédia d'une capacité de 50 ordinateurs construit		
Activités	Libellés	Cadre estimatif
-Construction d'un centre multifonctionnel de 06 ateliers de formation dans les domaines suivants : Menuiserie, Mécanique, chaudronnerie, Froid et climatisation, Electricité, Maçonnerie -Construction d'un puits à motricité humaine construit dans ce centre -Construction d'une toilette améliorée dans ce centre -Construction d'un centre Multimédia d'une capacité de 50 ordinateurs	Investissement : Construction et équipement du centre multifonctionnel	343 000 000
	Total Investissement	343 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etudes de faisabilité - Contact des partenaires et lobbying administratif - Suivi Evaluation - Maintenance des appareils informatiques	250 000 400 000 300 000 500 000 500 000
	Total Fonctionnement	1 950 000
	Imprévus (10%)	195 000
	SOUS TOTAL 1	345 145 000
Objectif spécifique 2 : Doter les centres de formation professionnelle et multimédia en équipements didactiques		
Résultat 2 : - Chaque centre dispose d'une bibliothèque fournie en matériel didactique		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020: -le centre multifonctionnel est équipé en matériel didactique - (02) petites bibliothèques construites dans les deux centres et approvisionner en manuels de formation	-Administration concernée (MINEFOP/MINESEC) - Organismes de développement -Projet et programme – OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation - PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible - Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion -Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- Achat du matériel didactique pour le centre de formation de formation professionnel - Achat des fournitures pour les bibliothèques - recherche des appuis auprès des administrations et programmes appropriés	Investissement : -Achat du matériel didactique pour le centre de formation de formation professionnelle - Achat des fournitures pour les bibliothèques	6 000 000 6 000 000
	Total Investissement	12 000 000
	Fonctionnement : - Recherche des partenaires et lobbying	250 000
	Total Fonctionnement	250 000
	Imprévus (10%)	25 000
	SOUS TOTAL 2	12 275 000
Objectif spécifique 3 : Susciter l'intérêt des jeunes pour des formations professionnelles		
Résultat 1 : - Les jeunes sont mieux sensibilisés sur l'importance de la formation professionnelle		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 – Le taux de jeunes intéressés par la formation professionnelle a augmenté d'au moins 50% - 20 campagnes de sensibilisation sont organisées pour rappeler aux jeunes l'importance de la formation professionnelle	-Administration concernée (MINEFOP/MINEFOP) - Organismes de développement -Projet et programme – OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation - PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible - Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion -Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif

-Elaboration des supports -Organisation des campagnes de sensibilisation	Investissement :	0
	Total Investissement	0
	Fonctionnement :	
	- Réunion de concertation	500 000
	- Recherche des partenaires	100 000
	- organisation des séances de sensibilisation	500 000
	Total Fonctionnement	400 000
	Imprévus (10%)	40 000
	SOUS TOTAL 3	1 500 000
Objectif spécifique 4 : Recruter et Faire le plaidoyer pour l'affectation du personnel enseignant		
Résultat 4 : - Les centres de formation professionnelle disposent des formateurs en nombre suffisant		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - 16 Formateurs pour la Sar / centre de formation sont recrutés	-Administration concernée (MINEFOP/MINESEC) - Organismes de développement -Projet et programme – OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation - PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible - Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion - Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
-Démarche pour l'affectation et le recrutement des enseignants de la formation professionnelle	Investissement :	0
	Total Investissement	0
	Fonctionnement :	
	-Gestion des échanges avec les services déconcentrés de l'état, partenaires et élites	300.000
	Total Fonctionnement	500 000
	Imprévus (10%)	30 000
	SOUS TOTAL 4	530 000
Objectif spécifique 5 : Mettre en place des mesures stimulantes des jeunes et Bororo pour la formation professionnelle		
Résultat 5 : -Les jeunes et les Bororos sont formés		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : -Les jeunes Bororo sont exonérés du paiement des frais d'inscription au centre multifonctionnel et au centre multimédia -50% des fournitures et manuels de formation des jeunes bororo sont subventionnés -10 campagnes de sensibilisation organisées dans les campements Bororo	-Administration concernée (MINEFOP/MINESEC/MINAS) - Organismes de développement -Projet et programme – OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation - PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible - Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion-Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
-Plaidoyer pour exonérer les jeunes Bororo du paiement des frais d'inscription aux centres de formation multimédia et professionnelle -Démarche pour doter les jeunes Bororo du paquet minimum -Organisation des campagnes de sensibilisation dans les campements Bororo	Investissement :	0
	Total Investissement	0
	Fonctionnement :	
	- Gestion des échanges avec les services déconcentrés de l'état, partenaires et élites	400 000
	- Achat du matériel de formation à offrir aux Bororo – campagnes de sensibilisation	5 000 000
		200 000

	Total Fonctionnement	5 600 000
	Imprévus (10%)	560 000
	SOUS TOTAL 5	6 160 000
Total : Emploi et formation professionnelle		365 610 000

Secteur : Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat

Stratégie Niveaux	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
1-Objectif supérieur : Réduire l'extrême pauvreté et la faim	-Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté (incidence de pauvreté) -Proportion de la population disposant de moins de 650 francs CFA par jour -Proportion de la population n'atteignant pas le niveau minimal d'apport calorifique -Part du cinquième le plus pauvre de la population dans la consommation finale -Ecart moyen exprimé en % du seuil de pauvreté inférieur à 1 dollar par jour en PPA	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement Accroître la productivité de l'économie/ Collecter l'épargne, financer la croissance et le développement	-Secteur financier renforcé -Proportion de l'appui aux PME -Niveau accru des infrastructures -Accroissement de l'économie formelle en comparaison à l'économie informelle - Niveau du Produit Intérieur Brut -Taux de croissance réelle -Proportion de la population ayant mis en place des AGR -Proportion de la population dont le niveau du revenu est amélioré -Environnement économique et commercial attractif - une politique d'approvisionnement efficiente existe	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement, dynamique	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années
Objectifs spécifiques					
1- diversifier et renforcer la mise en place des AGR	- une entreprise de micro finance pour le financement es activités agro-pastorales mise en place - le climat des affaires est amélioré - les AGR sont mises en place et fonctionnent	-Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues -Plan communal de Développement (PCD)	-Equipe communale dynamique -Si appui des Partenaires disponibles	-Calendrier de réunion - programme des campagnes -PV de réunion -Invitation - Liste des nouveaux partenaires-- Listes de	-Rapport annuel de la Commune
2- plaider pour l'appui des organisations paysannes	-45 campagnes de sensibilisation sur les procédures de recherche et d'obtention de financement sont organisées dans les chefs lieux de groupement - Un répertoire des bailleurs de fonds est élaboré				
3- améliorer la situation financière des	- les AGR sont diversifiées				

paysans	- les paysans bénéficient d'un appui financier			présence - images	
4- créer des points de vente communaux en produits manufacturés	- un point d'approvisionnement communal existe - cinq sites de marché périodique existent				
5- faciliter l'obtention des moyens matériels et financiers aux petits entrepreneurs	- 05 moulins/ machines municipales disponibles - une entreprise de micro finance mise en place - 05 points de transformation existent et fonctionnent - Les populations transforment les produits agricoles				

Objectif spécifique 1 : renforcer et diversifier la mise en place des AGR

Résultat 1 : le climat des affaires est en tout point favorable

Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - une entreprise de micro finance pour le financement des activités agricoles mise en place - le climat des affaires est amélioré - les AGR sont mises en place et fonctionnent	-Administration concernée (MINEPAT, MINRESI, MINADER...) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL- Financements extérieurs, élites, commune	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponibles - Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- Etude de faisabilité et Création d'un EMF - Recherche des appuis extérieurs - 45 séances de formation des populations sur les techniques de gestion moderne et la comptabilité simplifiée - suivi évaluation	Investissement : - création d'une EMF à vocation d'appui aux activités agro-pastorales - démarches administratives - conception et multiplication des supports de formation - organisation de 5 séances de formation des populations sur les techniques de gestion moderne et de comptabilité simplifiée	100 000 000 500 000 100 000 500 000 2 500 000
	Total Investissement	103 100 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Contact des partenaires - rémunération des tenanciers - Suivi évaluation	100 000 250 000 5 000 000 500 000
	Total Fonctionnement	5 850 000
	Imprévus (10%)	585 000
	SOUS TOTAL 1	109 535 000

Objectif spécifique 2 : plaider pour l'appui des organisations paysannes

Résultat 2 : 45 campagnes de sensibilisation sur les procédures de recherche et d'obtention de financement sont organisées

Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : -45 campagnes de sensibilisation sur les procédures de recherche et d'obtention de financement sont organisées - Liste des partenaires disponibles - Supports de formation - un centre artisanal est disponible et fonctionne	-Administration concernée (MINEPAT, MINPMEESA, MINADER...) -Organismes de développement -Projet et programme - Consultants- Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signée avec les partenaires

Activités	Libellés	Cadre estimatif
<ul style="list-style-type: none"> - recherche des formateurs - Conception des supports de formation -Organisation de 45 ateliers de formation et de sensibilisation - conception des dossiers de demande de financement - Dépôt des dossiers - suivi 	Investissement : <ul style="list-style-type: none"> - Recherche des formateurs 100 000 - conception des supports de formation 300 000 - démarches de recherche des financements 300 000 - Création d'un centre artisanal à Yoko 30 000 000 - 5 campagnes de sensibilisation sur les procédures de recherche et d'obtention de financement sont organisées 500 000 	
	Total Investissement	31 200 000
	Fonctionnement : <ul style="list-style-type: none"> - Réunion de concertation 300 000 -Atelier de formation 500 000 - Contact des partenaires 300 000 	
	Total Fonctionnement	1 100 000
	Imprévus (10%)	110 000
	SOUS TOTAL 2	3 2 410 000
Objectif spécifique 3 : améliorer la situation financière des paysans		
Résultat 3 : Facilitation de l'accès des opérateurs économiques aux sources de financement		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : <ul style="list-style-type: none"> - les paysans bénéficient d'un appui financier -05 caisses villageoises sont mises en place et fonctionnelles dans les pôles de développement 	-Administration concernée (MINEPAT, MINEPIA, MINADER...) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL- Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
<ul style="list-style-type: none"> - Appui à l'octroi des crédits pour le financement des activités économiques - création de 05 caisses villageoises 	Investissement : <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de 05 caisses villageoises 50 000 000 	
	Total Investissement	50 000 000
	Fonctionnement : <ul style="list-style-type: none"> - Réunion de concertation 250 000 - Etude de faisabilité 500 000 - Sensibilisation 3 000 000 - Contact des élites et partenaires 50 000 - suivi évaluation 50 000 	
	Total Fonctionnement	4 350 000
	Imprévus (10%)	435 000
	SOUS TOTAL 3	54 385 000
Objectif spécifique 4 : Faciliter l'obtention des moyens matériels et financiers aux petits entrepreneurs		
Résultat 4 : 05 moulins ou machines de transformation sont disponibles et fonctionnelles dans les villages		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : <ul style="list-style-type: none"> - 05 magasins de transformation mis en place dans les 05 pôles de 	-Administration concernée (MINPMEESA, MINEPAT, MINRESI, MINADER...) -Organismes de	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV

développement local - Un système de marketing et de promotion des produits locaux mis en place	développement -Projet et programme –OAL- Financements extérieurs	de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponibles - Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- identification et acquisition des sites -Construction des 3 magasins -Elaboration d'un répertoire des produits agricoles à transformer -Mise en place d'un système de marketing et de promotion - suivi évaluation	Investissement : - Construction de 05 magasins devant abriter les machines - démarches administratives - conception et diffusion des supports de marketing	30 000 000 1 000 000 100 000
	Total Investissement	31 100 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Elaboration d'un répertoire des produits à transformer - Contact des partenaires - rémunération des tenanciers - Suivi évaluation	50 000 100 000 500 000 10 000 000 300 000
	Total Fonctionnement	10 950 000
	Imprévus (10%)	2 595 000
	SOUS TOTAL 4	44 640 000
	Total : petites et moyennes entreprises/artisanat	240 970 000

Secteur : Recherche scientifique et Innovation

Stratégie Niveaux	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
1-Objectif supérieur : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement	Objectifs du millénaire - vulgarisation de la recherche - recherche médicale, minière, technologique encouragée - niveau de diffusion des TIC	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales	-Taux de productivité dans la culture du haricot •Taux de productivité dans la culture du niébé •Taux de productivité du dans la culture soja -Niveau de transformation des fruits •Volume de production des plants d'espèces fruitières et légumineuses -Existence d'un Centre des technologies agro-alimentaire -Existence d'initiatives concluantes et a potentiel significatif en matière de production de biogaz •Existence d'initiatives concluantes et a potentiel significatif en matière de blocs de terre comprimés •Quantité d'énergie produite par la technologie du solaire et d'autres sources d'énergie renouvelable •Niveau de production des aulacodes •Taux de productivité du cheptel	-Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement dynamique	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années

	<ul style="list-style-type: none"> •Taux d'accroissement du cheptel •Taux d'accroissement de la production des alevins 				
Objectifs spécifiques					
1 - Créer un centre de promotion de la recherche en plantes médicinales	<ul style="list-style-type: none"> - un centre de recherche en plantes médicinales est fonctionnel - la médecine traditionnelle collabore étroitement avec la recherche scientifique 	<ul style="list-style-type: none"> -Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues -Document de synthèse de diagnostic dans les zones 	<ul style="list-style-type: none"> -Equipe communale dynamique - Si population engagée et CC dynamique -Si appui Partenaires disponible -Tenu des réunions régulières 	<ul style="list-style-type: none"> -Calendrier de réunion - Programme de formation – Programme des campagnes -PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation –Liste des formations reçues-Liste des nouveaux partenaires--Listes de présence -images 	-Rapport annuel de la Commune
2- créer un centre de recherche agronomique	<ul style="list-style-type: none"> - un centre de recherche en agronomie existe t fonctionne - la production agricole connait une croissance de 25 % 				
3- Créer un centre de recherche géologique et minière	<ul style="list-style-type: none"> - l'exploration minière est effective - un centre de recherche géologique et minière est fonctionnel 				
Objectif spécifique 1 : Créer un centre de promotion de la recherche en plantes médicinales					
Résultat 1 : les plantes servent à renforcer les soins de santé					
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)		Indicateurs F.E.		
<ul style="list-style-type: none"> - un centre de recherche en plantes médicinales est fonctionnel - la médecine traditionnelle collabore étroitement avec la recherche scientifique 	<ul style="list-style-type: none"> -Administrations concernées (MINRESI, MINSANTE, IRMP) - Organismes de développement -Projet et programme –OAL- Financements extérieurs 		<ul style="list-style-type: none"> -Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation - PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible - Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion-Convention signée avec les partenaires 		
Activités	Libellés		Cadre estimatif		
<ul style="list-style-type: none"> - Faire un plaidoyer auprès des administrations - appui à la structuration des tradipraticiens en association de promotion des plantes médicinales 	Investissement :		0		
	Total Investissement		0		
	Fonctionnement :				
	- Réunion de concertation		100 000		
	- Etude de faisabilité		400 000		
	Démarches administratives		500 000		
Total Fonctionnement		900 000			
Imprévus (10%)		90 000			
SOUS TOTAL 1		990 000			
Objectif spécifique 2 :créer un centre de recherche agronomique					
Résultat 2 : l'agriculture s'appuie sur des résultats de la recherche et est plus productive					
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)		Indicateurs F.E.		
<ul style="list-style-type: none"> - un centre de recherche en agronomie existe et fonctionne - la production agricole connait une croissance de 25 % 	<ul style="list-style-type: none"> -Administrations concernées (MINRESI, IRAD) - Organismes de développement -Projet et programme – OAL-Financements extérieurs 		<ul style="list-style-type: none"> -Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion -Convention signée avec les partenaires 		
Activités	Libellés		Cadre estimatif		
<ul style="list-style-type: none"> - Faire un plaidoyer auprès des administrations 	Investissement :		0		

- appui à la structuration des agriculteurs en coopérative et réseaux	Total Investissement	0
	Fonctionnement :	
	- Réunion de concertation	100 000
	- Etude de faisabilité	400 000
	- Démarches administratives	500 000
Structuration des agriculteurs	3 000 000	
	Total Fonctionnement	4 200 000
	Imprévus (10%)	420 000
	SOUS TOTAL 1	4620 000
Objectif spécifique 3 : Créer un centre de recherche géologique et minière		
Résultat 3 : les ressources géologiques et minières sont capitalisées pour le développement		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2015 : - l'exploration minière est effective - un centre de recherche géologique et minière est fonctionnel	- Administrations concernées (MINRESI, IRGM) - Organismes de développement -Projet et programme – OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion-Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- Plaidoyer pour la création d'un centre de recherche géologique et minière - plaidoyer pour l'autorisation de l'exploration minière artisanale	Investissement	0
	Total Investissement	0
	Fonctionnement :	
	- Réunion de concertation	100 000
	- Etude de faisabilité	2 000 000
	- démarches administratives	500 000
	Total Fonctionnement	2 600 000
	Imprévus (10%)	260 000
	SOUS TOTAL 3	2 860 000
Total Recherche Scientifique et Innovation		8 470 000

Commerce

Stratégie	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Niveaux	Indicateurs		Sources	Indicateurs
1-Objectif supérieur : Réduire l'extrême pauvreté et la faim	-Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté (incidence de pauvreté) -Proportion de la population disposant de moins de 650 francs cfa par jour -Proportion de la population n'atteignant pas le niveau minimal d'apport calorifique -Part du cinquième le plus pauvre de la population dans la consommation finale -Ecart moyen exprimé en % du seuil de pauvreté inférieur à 1 dollar par jour en PPA	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur, dans des conditions de concurrence saine/ passer de l'économie informelle à l'économie formelle	-Niveau du Produit Intérieur Brut -Taux de croissance réelle -Proportion de la population ayant mis en place des AGR -Proportion de la population dont le niveau du revenu est amélioré -Environnement économique et commercial attractif - promotion de l'auto-emploi	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement, dynamique	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années
Objectifs spécifiques					
1- appuyer les acteurs économiques dans la mise en œuvre fructueuse des AGR	- un système participatif de taxation existe - le climat des affaires est amélioré - les AGR sont mises en place et fonctionnent	-Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues -Plan communal de développement (PCD)	-Equipe communale dynamique -Si appui des Partenaires	-Calendrier de réunion - programme des campagnes -PV de réunion -Invitation - Liste des nouveaux partenaires- Listes de présence -images	-Rapport annuel de la Commune
2- créer un climat fiscal, social et sécuritaire incitatifs pour l'initiative commerciale	- niveau de sécurité - rentabilité des activités commerciales - climat de confiance entre la Commune et les opérateurs économiques				
3- accroître les capacités financières des opérateurs économiques	- les AGR sont diversifiées - 45 commerçants bénéficient d'un appui financier				
4- créer des points de ravitaillement de proximité communaux	- un point d'approvisionnement communal existe - cinq sites de marché périodique existent				
Objectif spécifique 1 : Appuyer les acteurs économiques dans la mise en œuvre fructueuse des AGR					
Résultat 1 : le climat des affaires est en tout point favorable					
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)		Indicateurs F.E.		
D'ici 2020 : - un système participatif de taxation existe - le climat des affaires est amélioré - les AGR sont mises en place et fonctionnent	-Administration concernée (MINEPAT, MINCOMMERCE) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL- Financements extérieurs, élites, commune		-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion – Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponibles - Convention signées avec les partenaires		
Activités	Libellés		Cadre estimatif		

<ul style="list-style-type: none"> - formation des opérateurs économiques sur les techniques de fructification des AGR - Recherche des appuis extérieurs - 05 séances de formation des commerçants sur les techniques de gestion modernes et la comptabilité simplifiée - suivi évaluation 	Investissement : - démarches administratives 2 000 000 - conception et multiplication des supports de formation 500 000 - organisation de 05 séminaires de sensibilisation sur les AGR 100 000 500 000	
	Total Investissement	3 100 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation 100 000 - Contact des partenaires 250 000 - rémunération des tenanciers 5 000 000 - Suivi évaluation 500 000	
	Total Fonctionnement	5 850 000
	Imprévus (10%)	585 000
	SOUS TOTAL 1	9 535 000
Objectif spécifique 2 : créer un climat fiscal, social et sécuritaire incitatifs pour l'initiative commerciale		
Résultat 2 : le niveau fiscal, de sécurité et le climat social sont favorables aux affaires		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - niveau de sécurité - rentabilité des activités commerciales - climat de confiance entre la Commune et les opérateurs économiques	-Administration concernée (MINDEF, DGSN, MINCOMMERCE...) -Organismes de développement - Projet et programme – Consultants- Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion – Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponibles - Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
<ul style="list-style-type: none"> - Conception des supports de sensibilisation -Organisation de 05 ateliers de sensibilisation sur l'acceptation de l'autre et le civisme économique - Démarches participatives d'élaboration de la loi fiscale 	Investissement : - conception des supports de formation 100 000 - démarches de recherche des financements 300 000	
	Total Investissement	400 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation 300 000 -Atelier de formation 500 000 - Contact des partenaires 300 000	
	Total Fonctionnement	1 100 000
	Imprévus (10%)	110 000
	SOUS TOTAL 2	1 610 000
Objectif spécifique 3 : accroître les capacités financières des opérateurs économiques		
Résultat 3 : les commerçants ont accès aux sources de financement		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - les AGR sont diversifiées - 45 commerçants bénéficient d'un appui financier	-Commune, Administration concernée (MINCOMMERCE...) -Organismes de développement - Projet et programme –OAL- Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion – Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif

<ul style="list-style-type: none"> - identification des lauréats - constitution des dossiers de demande de prêt et d'appui - octroi des prêts à 45 commerçants 	Investissement : - octroi de prêts d'une valeur de 500 000FCFA à 45 commerçants	22 500 000
	Total Investissement	22 500 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etude de faisabilité - fonctionnement caisse de recouvrement - Contact des élites et partenaires - suivi évaluation	250 000 500 000 1 000 000 50 000 500 000
	Total Fonctionnement	2 300 000
	Imprévus (10%)	230 000
	SOUS TOTAL 3	28 030 000
Objectif spécifique 4 : créer des points communaux de ravitaillement		
Résultat 4 : facilitation de l'approvisionnement des populations et opérateurs économiques		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - créer des points de ravitaillement de proximité communaux - créer 05 points de vente de proximité dans les villages	-Administration concernée (MINEPAT, MINCOMMERCE...) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL- Financements extérieurs, opérateurs économiques	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion – Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme d'approvisionnement disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
<ul style="list-style-type: none"> - identification et acquisition des sites des marchés - démarches de recherche des financements - construction des marchés -Construction d'un hangar au marché de Yoko 	Investissement : - démarches administratives et diverses (constitution du registre de commerce, bornage ...) - construction de 05 marchés périodiques - Construction d'un marché à Yoko	800 000 65 000 000 75 000 000
	Total Investissement	140 800 000
	Fonctionnement : - Etude de faisabilité - Sensibilisation - Contact des partenaires financiers - mise en place d'un réseau de distribution - suivi évaluation	500 000 50 000 250 000 100 000 200 000
	Total Fonctionnement	1 100 000
	Imprévus (10%)	110 000
	SOUS TOTAL 4	77 010 000
Total Commerce		181 185 000

Mine, Industrie et développement Technologique

Stratégie Niveaux	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
1-Objectif supérieur Réduire l'extrême pauvreté et la faim	Proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté national Taux de pauvreté ou proportion d'enfants souffrant de la faim	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement Assurer l'industrialisation a travers la transformation et la valorisation des matières 1eres locales et la promotion des exportations	-5 entreprises créées - 6 filières redynamisées - 10 produits homologues -2 procédés/ produits certifiés ISO Volume des exportations -Taux de pénétration des Marches -Taux par sexe (hommes-femmes) d'accroissement de chercheurs • Niveau de compétence des chercheurs (au moins x% de doctorants)	-Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement, dynamique	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années
Objectifs spécifiques					
1-Promouvoir la création et le développement des entreprises dans la commune	Part de la production manufacturière dans le PIB Taux par sexe (hommes/femmes) d'accroissement de la production manufacturière	-Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues -Document de synthèse de diagnostic dans les zones	-Equipe communale dynamique -Si appui Partenaires disponible	-Calendrier de réunion -Programme de formation – Programme des campagnes -PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation –Liste des formations reçues- Liste des nouveaux partenaires--Listes de présence -images	-Rapport annuel de la Commune
2-Améliorer la production manufacturière	Part de la production manufacturière dans le PIB Taux par sexe (hommes/femmes) d'accroissement de la production manufacturière				
3-Promouvoir le développement et la maîtrise des connaissances scientifiques et techniques dans le secteur de l'industrie et des services	Taux par sexe (hommes-femmes) d'accroissement de chercheurs • Niveau de compétence des chercheurs (au moins x% de doctorants)				
Objectif spécifique 1 : Promouvoir la création et le développement des entreprises au Cameroun					
Résultat 1 : Le système de production s'est renforcé					
Indicateurs		Facteurs externes (F.E.)		Indicateurs F.E.	
5 entreprises créées • entreprises (dont 30 % de promotrices) restructurées et /ou mises a niveau		-Administrations concernées (MINMIDT) -Organismes de développement -Projet et programme –OAL-Financements extérieurs		-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion	
Activités		Libellés		Cadre estimatif	

Faciliter et simplifier les procédures de création des entreprises Amélioration du climat des affaires	Investissement :	
	-Aménagement et sécurisations des zones industrielles	50 000 000
	Total Investissement	50 000 000
	Fonctionnement :	
	- Réunion de concertation	250 000
	- Etude de faisabilité	1 900 000
	-Sensibilisation	100 000
	- Contact des élites et partenaires	100 000
	Total Fonctionnement	2 600 000
	Imprévus (10%)	260 000
	SOUS TOTAL 1	52 860 000
Objectif spécifique 2 : Améliorer la production manufacturière		
Résultat 2 : La production manufacturière a augmenté en quantité et en qualité		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : Part de la production manufacturière dans le PIB Taux par sexe (hommes/femmes) d'accroissement de la production manufacturière	-Administrations concernées (MINMIDT) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion
Activités	Libellés	Cadre estimatif
Redéploiement des filières a fort potentiel de Croissance Développement et soutien a la production manufacturière Valorisation des matières premières locales	Investissement :	
	- construction d'une usine de transformation du bois	100 000 000
	Construction et équipement d'un centre artisanal	40 000 000
	Exploitation artisanale du diamant	30 000 000
	Total Investissement	170 000 000
	Fonctionnement :	
- Réunion de concertation	250 000	
- Etude de faisabilité	900 000	
	-Sensibilisation	100 000
	- Contact des partenaires	100 000
	Total Fonctionnement	1 350 000
	Imprévus (10%)	135 000
	SOUS TOTAL 2	171 485 000
Objectif spécifique 3 : Promouvoir le développement et la maîtrise des connaissances scientifiques et techniques dans le secteur de l'industrie et des services		
Résultat 3 : Le système national de recherche s'est renforcé		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : Taux par sexe (hommes-femmes) d'accroissement de chercheurs • Niveau de compétence des chercheurs (au moins x% de doctorants)	-Administrations concernées (MINMIDT) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible - Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion

Activités	Libellés	Cadre estimatif
Renforcement de la recherche géologique et minière Renforcement de la promotion des matériaux	- Financement de la recherche minière et géologique	80 000 000
	Total Investissement	80 000 000
	Fonctionnement :	
	- Réunion de concertation	250 000
	- Etude de faisabilité	2 000 000
	-Sensibilisation	200 000
	- Contact des élites et partenaires	100 000
Total Fonctionnement	2 550 000	
Imprévus (10%)	255 000	
SOUS TOTAL 3	82 550 000	
Total : Mine, Industrie et développement Technologique		306 895 000

Secteur : Tourisme

Stratégie Niveaux	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
1-Objectif supérieur : Assurer un environnement durable	Objectifs du millénaire -proportion de la zone couverte des forêts - Superficie des terres protégées pour préserver la biodiversité (ha) - proportion de la population utilisant les combustibles solides	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi - projet relancé	Budget du Cameroun	MINFI, MINTOUR et MINFOF
2-Objectif de développement Faciliter la capitalisation des richesses environnantes pour impulser le développement de la Commune	-Proportion des sites touristiques aménagés et accessibles - taux de fréquentation desdits sites - sécurisation des sites - aménagement des sites - reprise de l'activité de tourisme suite à la reprise économique	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSCE))	-Administrations concernées, Organisme de développement, dynamique	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années
Objectifs spécifiques : Promouvoir le tourisme et l'écotourisme					
1- Construire une auberge / un motel municipal de 40 chambres - Améliorer la qualité du service de l'hébergement	-Une auberge/ motel moderne de 40 chambres est construit Le service d'hébergement est amélioré	-Budget communal -Comptes administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes	-Equipe communale dynamique -Si appui Partenaires disponible - organisations des guides engagées	-Calendrier de réunion -Programme de formation – Programme des campagnes -PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation –Liste des formations reçues-Liste des	-Rapport annuel de la Commune et de la Conservation
2- Identifier, aménager et entretenir les sites touristiques	-20 sites touristiques sont identifiés, aménagés et entretenus - Un office local de tourisme fonctionne et promeut la localité de Yoko	-PV des réunions tenues -Plan de Développement Communal (PCD)			

3- Recruter et former des guides/pisteurs touristiques	- 06 Organisations paysannes bénéficient d'un appui en formation -Les guides sont plus professionnels			nouveaux partenaires--Listes de présence -images	
4- Mettre sur pied un système informationnel de promotion du tourisme	- un site Web est créé - le guide du touriste est disponible				

Objectif spécifique 1 : construire un centre touristique

Résultat 1 : le centre touristique du Pem et Djem est construit

Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - 5 partenaires sont contactés - le personnel de gestion des auberges est formé en hôtellerie et restauration La qualité du service d'hébergement est améliorée - un bâtiment de 40 chambres est construit et fonctionnel	-Administration concernée, MINTOUR, MINFOF -Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible, Conventions signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- Construction de l'auberge municipale de 40 chambres - Recherche des financements - Contact des partenaires - Organisation des personnes intervenant dans le secteur - Formation des guides et pisteurs	Investissement : - identification et matérialisation du site - construction et équipement d'un centre touristique	500 000 240 000 000
	Total Investissement	240 500 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etude de faisabilité - Identification et organisation des intervenants -Atelier de formation - Contact des partenaires - Appui au fonctionnement	250 000 400 000 1 500 000 800 000 50 000 2 000 000
	Total Fonctionnement	5 000 000
	Imprévus (10%)	500 000
	SOUS TOTAL 1	246 000 000

Objectif spécifique 2 : identifier, aménager et entretenir les sites touristiques

Résultat 2 : 20 sites touristiques sont identifiés, aménagés et entretenus

Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - 20 sites sont identifiés, aménagés, sécurisés et entretenus - un service local (communal) de tourisme fonctionne et promeut la localité de Yoko -un répertoire des sites touristiques est disponible	-Administration concernée (MINTOUR) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée, MINTOUR et Conservation -Liste des autorités contactées-Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion - Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponibles
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- identification des sites touristiques - aménagement et sécurisation - recherche des partenaires et du financement - Réunions de concertation	Investissement : - Prospection des sites et localisation - Acquisition de matériels de sécurisation - Ouverture des pistes d'accès	1 000 000 6 000 000 10 000 000

<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un office local de tourisme - séances collectives d'entretien des sites - Aménagement et entretien des voies d'accès 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction des plates-formes -Aménagement de 03 sites touristique dans la commune de Yoko 	<p style="text-align: right;">6 500 000</p> <p style="text-align: right;">360 000 000</p>
	Total Investissement	383 500 000
	Fonctionnement :	
	<ul style="list-style-type: none"> - Réunion de concertation - Recherche des partenaires - suivi évaluation - séances de travail collectif 	<p style="text-align: right;">300 000</p> <p style="text-align: right;">500 000</p> <p style="text-align: right;">1 500 000</p> <p style="text-align: right;">1 000 000</p>
	Total Fonctionnement	3 300 000
	Imprévus (10%)	330 000
SOUS TOTAL 2		387 130 000
Objectif spécifique 3 : recruter et former des guides/pisteurs touristiques		
Résultat 3 : 06 Organisations paysannes à vocation touristique bénéficient d'un appui en formation et les guides sont plus professionnels		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : <ul style="list-style-type: none"> - 6 Organisations paysannes de guides sont formées - les promoteurs touristiques sont plus professionnels 	-Administration concernée (MINTOUR) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées-Calendarier de réunion -Invitation -PV de réunion - Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible,-Conventions signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
<ul style="list-style-type: none"> - contact des partenaires - recherche des financements - organisation des séances de formation - Sensibilisation des guides sur l'éthique du métier - Equipement des guides par le matériel adéquat 	Investissement :	
	Achat du matériel (déplacement, tentes, GPS, torches...)	20 000 000
	Total Investissement	20 000 000
	Fonctionnement :	
	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation, - Réunion de concertation -Identification et organisation des intervenants - Contact des partenaires - organisation des formations 	<p style="text-align: right;">100 000</p> <p style="text-align: right;">200 000</p> <p style="text-align: right;">1 500 000</p> <p style="text-align: right;">500 000</p> <p style="text-align: right;">1 000 000</p>
	Total Fonctionnement	3 300 000
Imprévus (10%)	330 000	
SOUS TOTAL 3		23 630 000
Objectif spécifique 4 : mettre sur pied un système informationnel de promotion du tourisme		
Résultat 4 : un site internet est créé et contient un répertoire/ une carte des sites touristiques		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : <ul style="list-style-type: none"> - un site internet à vocation touristique au nom de la Commune est créé - Un répertoire des sites touristiques est créé E une carte touristique est élaborée 	-Administration concernée (MINTOUR) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées-Calendarier de réunion -Invitation -PV de réunion - Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible,-Conventions signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
<ul style="list-style-type: none"> - contact des partenaires - recherche des financements - organisation des 4 séances de formation en TIC - recrutement d'un photographe professionnel 	Investissement :	
	- Mise sur pied d'un système informationnel de promotion du tourisme	10 500 000

<ul style="list-style-type: none"> - Conception et impression du guide touristique - création d'un site Web - suivi évaluation Création et hébergement d'un site Web - Installation d'une connexion par VSAT - Equipement du Webmaster 	Total Investissement	10 500 000
	Fonctionnement :	
	- Réunion de concertation	100 000
	- contact des partenaires	200 000
	- organisation de 4 séances de formations en TIC	1 200 000
- organisation des sensibilisations	500 000	
- entretien du site Web (Webmaster) avant autofinancement	2 000 000	
- Images des sites à présenter	1 000 000	
-suivi évaluation	500 000	
Total Fonctionnement	4 500 000	
Imprévus (10%)	450 000	
SOUS TOTAL 4	15 450 000	
Total : Tourisme		680 390 000

Culture

Stratégie Niveaux	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
1-Objectif supérieur : Améliorer le cadre de vie des populations	Objectifs du millénaire -Proportion de la population ayant un accès facile aux lieux de loisir et de culture	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement Faciliter l'épanouissement des populations	-Nombre d'infrastructures communautaires (foyers) aménagés -Nombre de centre de loisirs - nombre de maisons de la culture construites - nombre de bibliothèques publiques	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement, Les populations et les autorités se mettent ensemble	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années
Objectifs spécifiques : Faciliter la promotion de la culture locale					
1- Construire des infrastructures de loisir et de culture	- 16 foyers communautaires construits - 16 foyers communautaires équipés d'une bibliothèque - 16 foyers communautaires dotés d'un ordinateur chacun - 16 foyers communautaires sont dotés de matériel de vidéo-projection	-Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues	-Equipe communale dynamique -Si appui Partenaires disponible	-Calendrier de réunion - Programme de formation – Programme des campagnes - PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation –Liste des formations reçues-Liste des nouveaux partenaires--Listes de présence -images	-Rapport annuel de la Commune
2- organiser 05 manifestations culturelles	- un manifestation zonale a lieu chaque année - 05 séances de formation sur la langue locale ont lieu				
3- mettre en place des	- rites traditionnels sauvegardés				

méthodes de promotion de la culture locale	- Appui au centre de littérature Vute - regroupement et appui des organisations culturelles			
Objectif spécifique 1 : Construire des infrastructures de loisir et de culture				
Résultat 1 : Les infrastructures loisir et de culture sont construites				
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)		Indicateurs F.E.	
D'ici 2020 : - 16 foyers communautaires construits - 16 foyers communautaires équipés d'une bibliothèque - 16 foyers communautaires dotés d'un ordinateur chacun - 16 foyers communautaires sont dotés de matériel de vidéo-projection	-Administrations concernées (MINJEUN, MINCULTURE) organismes de développement -Projet et programme –OAL- Financements extérieurs		-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signées avec les partenaires	
Activités	Libellés		Cadre estimatif	
	Investissement : -construction de 16 foyers culturels - équipement des foyers en livres et documents - achat de 16 ordinateurs et accessoires - achat de 16 jeux de matériel de vidéo-projection			
	Total Investissement		160 000 000	
			16 000 000	
			3 200 000	
			6 400 000	
			185 600 000	
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - formation de 36 paysans - Entretien du matériel électronique - Localisation et acquisition des sites - Etude de faisabilité - Recherche et gestion des partenaires -Appui à l'organisation des soirées culturelles			
	Total Fonctionnement		250 000	
			400 000	
			900 000	
			1 000 000	
			300 000	
			1 000 000	
	Total Fonctionnement		3 850 000	
	Imprévus (10%)		385 000	
	SOUS TOTAL 1		189 835 000	
Objectif spécifique 2 : organiser 05 manifestations culturelles				
Résultat 2 : les fêtes culturelles ont lieu pour encourager la pérennisation de la culture				
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)		Indicateurs F.E.	
D'ici 2020 : - un manifestation zonale a lieu chaque année - 05 séances de formation sur la langue locale ont lieu	-Administrations concernées (MINJEUN, MINCULTURE) organismes de développement -Projet et programme –OAL- Financements extérieurs		-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées-Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signées avec les partenaires	
Activités	Libellés		Cadre estimatif	
	Investissement : - tenue des fêtes culturelles			
	Total Investissement		10 000 000	
			10 000 000	
			10 000 000	

- tenue de la fête culturelle	Fonctionnement : - Réunion de concertation - recherche des partenaires - séances de formation	250 000 100 000 500 000
	Total Fonctionnement	850 000
	Imprévus (10%)	85 000
	SOUS TOTAL 2	10 935 000
Objectif spécifique 3 : mettre en place des méthodes de promotion de la culture		
Résultat 3 : les danses et pratiques culturelles locales demeurent vives et valorisées		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - rites traditionnels sauvegardés - Appui au centre de littérature Vute - regroupement et appui des organisations culturelles	-Administrations concernées (MINJEUN, MINCULTURE) organismes de développement -Projet et programme –OAL- Financements extérieurs, UNESCO	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- élaboration du répertoire des organisations à caractère culturel - dotation de ces groupes du matériel d'animation - mise sur pied d'une troupe de danse communale - organisation de 20 séances de projection vidéo des films à caractère culturel - appui du centre de littérature Vute	Investissement : - achat du matériel d'animation - appui au centre de littérature	3 000 000 2 000 000
	Total Investissement	5 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etude de faisabilité - Recherche et gestion des partenaires -Organisation des soirées culturelles et projections vidéo - Animation culturelle permanentes	200 000 800 000 350 000 2 000 000 500 000
	Total Fonctionnement	3 850 000
	Imprévus (10%)	385 000
	SOUS TOTAL 3	9 235 000
Total Culture		210 005 000

Travaux publics

Stratégie	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Niveaux	Indicateurs		Sources	Indicateurs
1-Objectif supérieur : Améliorer le cadre de vie	-Proportion de la population ayant un accès facile à leur localité -Pourcentage des routes bitumées Proportion des routes ouvertes	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement Améliorer la qualité des infrastructures routières et ouvrage d'art pour faciliter le déplacement	-Au 25 ponts construits - 20 ponts réhabilités -101 km de route en terre ouvertes - 298 km de route en terre réhabilitées	-Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement, dynamique	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des

	-Temps moyen de déplacement réduit -Temps d'attente d'un moyen de transport réduit -Durée de vie des ouvrages				cinq années
Objectifs spécifiques					
1- Entretien couramment la nationale N°15	-La route de la nationale N° 15 est en bonne état	-Budget communal -Compte administratif	-Equipe communale dynamique -Si appui Partenaires disponible	-Calendrier de réunion - Programme de formation – Programme des campagnes -PV de réunion-Invitation -Rapport de la formation –Liste des formations reçues-Liste des nouveaux partenaires-- Listes de présence -images	-Rapport annuel de la Commune
2- Construction et réhabilitation des ponts	Les ponts sont en bon état	-Rapports de suivi évaluation - Enquêtes			
3- Entretien couramment la route département	La route Matsari – Metsing- Linté- Ngoro est en bon état	-PV des réunions tenues -Document de synthèse de diagnostic dans les zones			
4- Entretien couramment les routes rurales	- la route TsapTsap- megang- Mbatoua est en bon état -La route Issandja- Minfoumbé est en bon état				
Objectif spécifique 1 : Entretien couramment la nationale N°15					
Résultat 1: La nationale N° 15 est en bon état					
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)		Indicateurs F.E.		
D'ici 2020 : La route de la nationale N° 15 est en bonne état	-Administrations concernées (MINTP, FEICOM) - Organismes de développement -Projet et programme – OAL-Financements extérieurs		-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion -Convention signées avec les partenaires		
Activités	Libellés		Cadre estimatif		
- Entretien couramment la route de la nationale N°15	Investissement : - Réalisation des travaux d'entretien de la route de la nationale N° 15		4 000 000 000		
	Total Investissement		4 000 000 000		
	Fonctionnement : - Entretien des agents des barrières de pluie		5 000 000		
	- Création et fonctionnement des comités de route		900 000		
	- Réunion de concertation		100 000		
	- Etude de faisabilité		800 000		
	-Sensibilisation		1 000 000		
- Contact des partenaires		300 000			
Total Fonctionnement		8 100 000			
Imprévus (10%)		810 000			
SOUS TOTAL 1		4 008 910 000			
Objectif spécifique 2 : - Construction et réhabilitation des ponts					
Résultat 2 : Les ponts sont en bon état					

Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - 10 ponts construits - 10 ouvrages d'art réhabilités et entretenus	-Administrations concernées (MINTP, FEICOM) - Organismes de développement -Projet et programme – OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion-Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
-Réhabilitation de 10 ouvrages d'art - construction de 10 ouvrages d'art	Investissement : - travaux de réhabilitation de 10 ponts - travaux de construction de 10 ouvrages d'art	200 000 000 500 000 000
	Total Investissement	700 000 000
	Fonctionnement : - Etude de faisabilité -Sensibilisation - Contact des élites et partenaires	250 000 200 000 100 000
	Total Fonctionnement	550 000
	Imprévus (10%)	55 000
	SOUS TOTAL 2	700 605 000
Objectif spécifique 3 : - Entretien couramment la route département		
Résultat 3 : la route départementale est bien entretenue		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - La route Matsari – Metsing- Linté- Ngoro est en bon état	-Administrations concernées (MINTP, FEICOM) - Organismes de développement -Projet et programme – OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion-Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
Entretien de la route départementale Matsari – Metsing- Linté- Ngoro	Investissement : Travaux d'entretien de la route départementale Matsari – Metsing- Linté- Ngoro	1 000 000 000
	Total Investissement	1 000 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation -Campagnes de sensibilisation -Ateliers de formation - Contact des partenaires -Prise en charge de 10 gardes barrières recrutés	300 000 200 000 500 000 100 000 800 000
	Total Fonctionnement	1 900 000
	Imprévus (10%)	190 000
	SOUS TOTAL 3	1 002 090 000
Objectif spécifique 3 : Entretien couramment les routes rurales		
Résultat 3: les routes rurales sont en bon état		

Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : les routes rurales sont en bon état	-Administrations concernées (MINTP, FEICOM) - Organismes de développement -Projet et programme – OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion -Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
Entretien couramment les routes rurales	Investissement : - Réalisation des travaux d'entretien de route Tsap- Tsap – Megang- Mbatoua - Réalisation des travaux de la route Issandja- Minfoubé	100 000 000 60 000 000 160 000 000
	Total Investissement	
	Fonctionnement : - Création et fonctionnement des comités de route - Réunion de concertation - Etude de faisabilité -Sensibilisation - Contact des partenaires	900 000 100 000 800 000 1 000 000 300 000
	Total Fonctionnement	3 100 000
	Imprévus (10%)	310 000
	SOUS TOTAL 4	163 410 000
	Total : Travaux publics	

Secteur : Promotion de la femme et de la famille

Stratégie	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Niveaux	Indicateurs		Sources	Indicateurs
1-Objectif supérieur : -Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	Objectifs du millénaire -Rapport filles/garçons dans l'enseignement supérieur -Taux d'alphabétisation des femmes par rapport aux hommes (groupe d'âge de 15 à 24 ans) -Pourcentage des femmes dans le secteur salarié non agricole -Proportion de sièges occupés par les femmes au parlement national	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement Faciliter la formation des femmes aux	-Niveau du Produit Intérieur Brut -Taux de croissance réel	Document de Stratégie pour la croissance et	-Administrations concernées, Organisme de	Budget de la Commune	-Compte administratif

techniques culturelles appropriées capables de réduire la pénibilité de leurs tâches et d'améliorer leur rendement et leur aptitude à commercialiser leur production permettre à la jeune fille de bénéficier des mêmes conditions d'accès à l'éducation, à l'emploi, au travail salarié.	-Proportion des femmes ayant mis en place des AGR -Proportion des femmes le niveau du revenu est amélioré -Proportion des femmes impliquées dans les activités socioéconomiques	l'emploi (DSCE)	développement, dynamique		-Plan de campagne des cinq années
Objectifs spécifiques : faciliter l'émancipation de la femme et de la jeune fille					
1- Créer les structures d'encadrement et d'animation des femmes	-Construire 05 centres d'écoute des femmes -10 écoles sous l'arbre mises en place - 50 campagnes de sensibilisation et d'information organisées				
2- accroître les capacités financières des femmes	- 45 Organisations paysannes bénéficient d'un appui financier -05 caisses villageoises mises en place et fonctionnelles - 30 campagnes de sensibilisation sur l'épargne et le crédit sont organisées dans les groupements	-Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues	-Equipe communale dynamique -Si appui Partenaires disponible	-Calendrier de réunion -Programme de formation – Programme des campagnes -PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation – Liste des formations reçues-Liste des nouveaux partenaires--Listes de présence -images	-Rapport annuel de la Commune
3- promouvoir l'intégration sociale des femmes	- lutte accentuée contre les mariages précoces - célébration des mariages collectifs - sensibilisation faite sur les droits de chaque partie prenante - facilitation effective de la scolarisation des femmes - facilitation de l'obtention des actes civils légaux				
4- lutter contre toutes formes de violences conjugales et familiales	- mutualité des relations conjugales - parenté responsable - taux de violence sexuelle, physique, morale et symbolique en baisse				
Objectif spécifique 1 : Créer les structures d'encadrement et d'animation					
Résultat 1 : 80 % des femmes et filles sont mieux encadrés					
Indicateurs		Facteurs externes (F.E.)		Indicateurs F.E.	
D'ici 2020: -Un programme d'alphabétisation dans les communautés instauré - 05 centres d'écoute dans les Chefs lieu de groupement Construits -5 écoles mises en place - 30 campagnes de sensibilisation et d'information organisées		-Administration concernée (MINPROFF, MINAS) - Organismes de développement -Projet et programme – OAL-Financements extérieurs, UNESCO, Plan Cameroun		-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signées avec les partenaires	
Activités		Libellés		Cadre estimatif	
-Organisation des ateliers de formation et de sensibilisation - conception des supports de sensibilisation et de formation -Construction et équipement de 05 centres de promotion de la femme -Mise en place des écoles sous l'arbre et acquisition du matériel didactique - Suivi évaluation		Investissement : -Construction de 05 centres de promotion de la femme dans 5 pôles -Equiper des bâtiments des CPFF (Matériel pour programme d'alphabétisation, 15 ordinateurs complets, 05 Photocopieuses, 15 machines à coudre, Accessoires de la couture, Matériel de l'atelier de cuisine, Matériel de coiffure, Point d'eau potable, Séchoirs à tapioca et		250 000 000	

	autres) -Création de 5 écoles d'alphabétisation dans chaque pôle	175 000 000 20 000 000
	Total Investissement	445 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etude de faisabilité -Atelier de formation et de sensibilisation -Atelier de fabrication du savon - Recherche et gestion des partenaires -Rétrocession du CCF de Yoko à l'état	250 000 600 000 12 500 000 1 000 000 200 000 1 000 000
	Total Fonctionnement	15 550 000
	Imprévus (10%)	1 555 000
	SOUS TOTAL 1	17 105 000
Objectif spécifique 2 : Renforcer les capacités financières des femmes		
Résultat 2 : Faciliter l'accès des paysannes aux sources de financement		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - 45 Organisations paysannes bénéficient d'un appui financier - 05 caisses villageoises sont mises en place et fonctionnelles - les femmes sont sensibilisées sur les questions d'épargne et d'investissement	-Administration concernée (MINPROFF, MINAS) - Organismes de développement -Projet et programme – OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
-Elaboration d'un répertoire des Etablissements de micro finance - 45 séances de formation et de sensibilisation organisées -Appui à l'octroi des crédits pour financement des activités économiques	Investissement : -Mise en place des caisses villageoises dans les 5 pôles - conception des supports de sensibilisation et de formation -Appui pour le financement des activités économiques	3 000 000 1 000 000 25 000 000
	Total Investissement	29 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etude de faisabilité -Sensibilisation et formation - Recherche et gestion des partenaires	250 000 300 000 300 000 50 000
-Mise en place des caisses villageoises dans les 05 pôles développement	Total Fonctionnement	900 000
	Imprévus (10%)	90 000
	SOUS TOTAL 2	29 990 000
Objectif spécifique 3 : promouvoir l'intégration sociale des femmes		
Résultat 3 : les femmes sont épanouies et socialement intégrées		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - la lutte est accentuée contre les mariages précoces - la sensibilisation est faite sur les droits de chaque partie prenante - facilitation effective de la scolarisation des femmes - facilitation de l'obtention des actes civils légaux	-Administration concernée (MINPROFFF, MINAS) - Organismes de développement -Projet et programme – OAL-Financements extérieurs, Synergies Africaines	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif

<ul style="list-style-type: none"> -45 ateliers de sensibilisation sur les dangers des mariages précoces - 45 ateliers de sensibilisation sur les droits personnels des citoyens <ul style="list-style-type: none"> - plaidoyer pour l'exonération du paiement des frais d'APEE aux filles - célébration de 50 mariages collectifs par an - prise en charge de la scolarité des enfants vulnérables par la Commune 	Investissement : - conception des supports de sensibilisation et de formation	3 000 000
	-Appui à la scolarisation des jeunes filles -Célébration de 5 cérémonies de mariages collectifs	5 000 000 5 000 000
	Total Investissement	13 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etude de faisabilité -Sensibilisation et formation - Recherche et gestion des partenaires - célébration des mariages collectifs - Prise en charge des couches vulnérables (Appui à l'émancipation des Bororos)	250 000 200 000 300 000 300 000 5 000 000 5 000 000
	Total Fonctionnement	11 050 000
	Imprévus (10%)	1 105 000
SOUS TOTAL 3		25 155 000
Objectif spécifique 4 : lutter contre toutes formes de violences conjugales et familiales		
Résultat 4 : la paix conjugale et sociale est préservée		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - mutualité des relations conjugales - parenté responsable - taux de violence sexuelle, physique, morale et symbolique en baisse	-Administration Concernée (MINPROFFF, MINAS) - Organismes De Développement -Projet Et Programme – OAL-Financements Extérieurs, Synergies Africaines, UNICEF	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
<ul style="list-style-type: none"> - un comité éthique est mis en place dans 45 chefferies - 45 séances de sensibilisation sur les questions de violence et d'irresponsabilité - mise en place d'une réglementation punitive des diverses formes de violence Démarches administratives - tenue de 40 séances de palabre publique par an 	Investissement : - conception des supports de sensibilisation et de formation - dotation d'un code familial communal -Célébration de 5 journées spécialisées	500 000 200 000 12 500 000
	Total Investissement	13 200 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etude de faisabilité -Sensibilisation, formation et palabre publique - Recherche et gestion des partenaires - Fonctionnement du comité d'éthique	250 000 200 000 10 000 000 50 000 800 000
	Total Fonctionnement	11 300 000
	Imprévus (10%)	1 130 000
	SOUS TOTAL4	25 630 000
Total : promotion de la femme et de la famille		542 880 000

Secteur : Affaires sociales

Stratégie	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Niveaux	Indicateurs		Sources	Indicateurs
1-Objectif supérieur : éliminer l'extrême pauvreté et la faim en réduisant de moitié le nombre de Camerounais vivant au-dessous du seuil de pauvreté et qui souffrent de la faim	Objectifs du millénaire - Taux d'alphabétisation des couches vulnérables - Pourcentage des couches vulnérables dans le secteur salarié non agricole - taux de dépendance des handicapés et personnes du troisième âge en baisse	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement l'amélioration des conditions de vie des catégories sociales défavorisées, victimes de discrimination et d'exclusion sociale.	- Proportion d'Accès aux formations, à l'éducation, au travail salarié, à la santé - Proportion des structures d'encadrement et de promotion spécialisées - Appui aux œuvres sociales - Proportion ayant accès à la terre - Variable vulnérabilité dans les projets et programmes	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement, Projet et Programme, OAL, Population engagée et CC dynamique Se mettent ensemble	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années
Objectifs spécifiques : Faciliter l'émancipation des couches vulnérables (handicapés et Bororos)					
1- Créer les structures d'encadrement et d'animation	-Construire 05 centres d'écoute dans les villages pôle de développement - créer des unités spécialisées dans l'encadrement psychosocial des personnes handicapées	-Budget communal -Compte administratif -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues	-Equipe communale dynamique -Si appui Partenaires disponible	-Calendrier de réunion -Programme de formation – Programme des campagnes -PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation –Liste des formations reçues- Liste des nouveaux partenaires-Listes de présence -images	-Rapport annuel de la Commune
2- accroître les capacités financières des couches vulnérables	- 05 Organisations paysannes bénéficient d'un appui financier - 05 caisses villageoises mises en place et fonctionnelles - 45 campagnes de sensibilisation sur l'épargne et le crédit sont organisées dans les villages				
3- promouvoir l'intégration sociale des personnes vulnérables/ lutter contre les discriminations faites à l'encontre des couches vulnérables	- lutte accentuée contre les mariages précoces - sensibilisation faite sur les droits de chaque partie prenante - facilitation effective de la scolarisation des Bororos et handicapés - facilitation de l'obtention des actes civils légaux				
Objectif spécifique 1 : Créer les structures d'encadrement et d'animation					
Résultat 1 : 75 % des personnes défavorisées sont mieux encadrés					
Indicateurs		Facteurs externes (F.E.)		Indicateurs F.E.	
D'ici 2020: -Un programme d'alphabétisation adapté aux déficients visuel et mentaux instauré dans les communautés - 05 centres d'écoute Construits dans les pôles de développement - 45 campagnes de sensibilisation et d'information organisées		-Administration concernée (MINAS) -Organismes de développement -Projet et programme –OAL- Financements extérieurs, UNESCO, Plan Cameroon		-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signée avec les partenaires	
Activités		Libellés		Cadre estimatif	

-Organisation des ateliers de formation et de sensibilisation - conception des supports de sensibilisation et de formation -Construction et équipement des centres sociaux (d'écoute) - Suivi évaluation - recrutement des instructeurs spécialisés pour déficients visuels et mentaux	Investissement : -Construction d'un centre d'écoute -Equipement des bâtiments - Matériel pour programme d'alphabetisation -Acquisition de 3 motos pour les centres sociaux	85 000 000 5 000 000 1 500 000 4 500 000
	Total Investissement	96 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etude de faisabilité -Atelier de formation et de sensibilisation - Recherche et gestion des partenaires - recrutement et prise en charge d'un instructeur	250 000 600 000 800 000 200 000 1 000 000
	Total Fonctionnement	2 850 000
	Imprévus (10%)	285 000
	SOUS TOTAL 1	99 135 000
Objectif spécifique 2 : Renforcer les capacités financières des couches vulnérables		
Résultat 2 : Faciliter l'accès des couches vulnérables et Bororos aux sources de financement		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - 05 Organisations paysannes bénéficient d'un appui financier - 05 caisses villageoises mises en place et fonctionnelles - 45 campagnes de sensibilisation sur l'épargne et le crédit sont organisées dans les villages	-Administration concernée (MINAS) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL- Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
-création de 05 caisses villageoises - 45 séances de formation et de sensibilisation organisées -Appui à l'octroi des crédits pour financement des activités économiques	Investissement : -Mise en place des caisses villageoises dans 05 pôles - Conception des supports de sensibilisation et de formation -Aide et secours -Appui en crédits	3 000 000 200 000 1 550 000 5 000 000
	Total Investissement	9 750 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etude de faisabilité -Sensibilisation et formation - Recherche et gestion des partenaires	250 000 300 000 300 000 50 000
	Total Fonctionnement	900 000
	Imprévus (10%)	90 000
	SOUS TOTAL 2	10 740 000
Objectif spécifique 3 : Promouvoir l'intégration sociale personnes vulnérables et des Bororos/ lutter contre les discriminations faites à l'encontre des couches vulnérables		
Résultat 3 : les femmes et les personnes vulnérables sont épanouies et socialement intégrées		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - lutte accentuée contre les mariages précoces - sensibilisation faite sur les droits de chaque partie prenante	-Administration concernée (MINAS) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL- Financements extérieurs, Synergies Africaines	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites

- facilitation effective de la scolarisation des Bororos et handicapés - facilitation de l'obtention des actes civils légaux		et partenaires disponible - Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- plaidoyer pour l'exonération des personnes vulnérables du paiement des frais d'APEE - prise en charge de la scolarité des enfants vulnérables par la Commune	Investissement : -Acquisition des appareillages - Conception des supports de sensibilisation et de formation -Célébration de différentes journées	1 750 000 3 000 000 200 000 1 500 000
	Total Investissement	6 450 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etude de faisabilité -Sensibilisation et formation - Recherche et gestion des partenaires - Appui à l'émancipation des Bororos	250 000 200 000 300 000 300 000 5 000 000
	Total Fonctionnement	6 050 000
	Imprévus (10%)	605 000
	SOUS TOTAL 3	13 105 000
Total Affaires sociales		122 980 000

Secteur : Jeunesse

Stratégie Niveaux	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
1-Objectif supérieur : Améliorer le cadre de vie des populations	Objectifs du millénaire -proportion des jeunes employés - taux de scolarisation des jeunes - implication des jeunes dans les marchés de production des biens et services	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement Faciliter l'épanouissement des jeunes, leur insertion socio-économique et politique. Donner la chance aux jeunes d'apprendre un métier et d'accroître leurs chances d'insertion professionnelle	- taux de chômage - taux de scolarisation - niveau de professionnalisme des jeunes	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement, dynamique	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années
Objectifs spécifiques					

1- opérationnaliser le centre multifonctionnel promotion des jeunes de Yoko	<ul style="list-style-type: none"> - le centre est équipé de 10 ordinateurs - Le centre dispose de 10 machines - à coudre - 05 encadreurs de jeunesse sont affectés dans le centre - Les aires de jeu sont aménagées à proximité du centre - Atelier de mécanique auto - Unité de soudure 				
2- faciliter l'insertion socioprofessionnelle des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - les jeunes sont formés aux métiers pratiques - proportion de jeunes qui vont au bout de leur formation - Proportion des jeunes dans les formations qualifiantes 	<ul style="list-style-type: none"> -Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues 	<ul style="list-style-type: none"> -Equipe communale dynamique -Si appui Partenaires disponible 	<ul style="list-style-type: none"> -Calendrier de réunion - Programme de formation -Programme des campagnes -PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation -Liste des formations reçues-Liste des nouveaux partenaires--Listes de présence -images 	<ul style="list-style-type: none"> -Rapport annuel de la Commune
3- accentuer la lutte contre les maux de jeunesse	<ul style="list-style-type: none"> - le vagabondage sexuel est réduit à 50% - la délinquance juvénile est traquée - la consommation des drogues est sévèrement punie - le droit de cuissage est en baisse 				

Objectif spécifique 1 : Opérationnaliser le centre multifonctionnel de la jeunesse de Yoko

Résultat 1 : Le centre multifonctionnel de la jeunesse est fonctionnel

Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : -le centre est équipé (10 ordinateurs, 10 machines - à coudre et autres équipements) - 3 encadreurs de jeunesse sont affectés dans le centre - Les aires de jeu sont aménagées à proximité du centre	-Administrations concernées (MINJEUN, PIAASI, PAJER-U, Pacte National pour l'Emploi des Jeunes : PNEJ) organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- Achat des équipements et des fournitures (10 ordinateurs, 10 machines à coudre et autres matériels) - recrutement de 03 encadreurs de jeunesse - aménagement des aires de jeu sportives	Investissement : -Construction de 01 aire de jeu polyvalente -achat des équipements (10 machines à coudre, 10 ordinateurs et accessoires, 1 moteur, 1 unité de sonorisation, brouettes, porte tout, dabas, tables bancs -Aménagement du bureau d'Arrondissement de la Jeunesse -Construction de bureaux administratifs et de salles de cours du CPMJ de Yoko	4 000 000 40 000 000 15 000 000 50 000 000
	Total Investissement	109 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - émoluments des encadreurs de jeunesse - Entretien des sites - Etude de faisabilité - Recherche et gestion des partenaires	250 000 6 000 000 400 000 500 000 300 000
	Total Fonctionnement	7 450 000
	Imprévus (10%)	745 000

	SOUS TOTAL 1	117 195 000
Objectif spécifique 2 : Faciliter l'insertion socioprofessionnelle des jeunes		
Résultat 2 : les jeunes sont professionnellement qualifiés et ont accès au travail décent		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - les jeunes sont formés aux métiers pratiques - proportion de jeunes qui vont au bout de leur formation - Proportion des jeunes dans les formations qualifiantes - 200 jeunes sont insérés sur le marché de l'emploi	- Administrations concernées (MINJEUN, PIAASI, PAJER-U, Pacte National pour l'Emploi des Jeunes : PNEJ) organismes de développement -Projet et programme –OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- créer 04 SAR/SM dans les pôles - sensibiliser les jeunes sur l'importance de la formation professionnelle - promouvoir l'emploi décent -Construction et équipement d'une délégation de la jeunesse	Investissement : - construction de 04 SAR/SM - Construction et équipement d'une délégation de la jeunesse	180 000 000 40 000 000
	Total Investissement	220 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - recherche des partenaires - séances de sensibilisation - promotion de l'emploi décent	250 000 300 000 500 000 500 000
	Total Fonctionnement	1 550 000
	Imprévus (10%)	155 000
	SOUS TOTAL 2	221 705 000
Objectif spécifique 3 : Accentuer la lutte contre les maux de jeunesse		
Résultat 3 : les jeunes développent un comportement responsable		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - le vagabondage sexuel est réduit à 50% - la délinquance juvénile est traquée - la consommation des drogues est sévèrement punie - le droit de cuissage est en baisse	- Administrations concernées (MINJEUN, PIAASI, PAJER-U, Pacte National pour l'Emploi des Jeunes : PNEJ) organismes de développement -Projet et programme –OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- séances de sensibilisation - 45 comités de veille sur l'éthique en milieu jeune sont créés - appui pour l'autopromotion locale des jeunes	Investissement : Appui à 10 projets jeunes pendant 05 ans	50 000 000
	Total Investissement	50 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Recherche et gestion des partenaires - suivi évaluation - Fonctionnement des comités d'éthique	250 000 500 000 400 000 600 000
	Total Fonctionnement	1 750 000
	Imprévus (10%)	135 000
	SOUS TOTAL 3	51 885 000
TOTAL JEUNESSE		390 785 000

Secteur : Sport, et éducation physique

Stratégie Niveaux	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
1-Objectif supérieur : Améliorer le cadre de vie des populations	Objectifs du millénaire -Proportion de la population ayant un accès facile aux lieux de sport	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement Faciliter l'épanouissement des populations	-Nombre d'infrastructures sportives aménagés - Ratio des enseignants d'éducation physique – élève - performances sportives des élèves - diversité des sports promus	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement, dynamique	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années
Objectifs spécifiques : Faible développement des activités sportives et de loisirs					
1- Construire et réhabiliter les infrastructures de sport	- 05 aires de jeux construites - 10 aires de jeu réhabilitées - 01 Gymnase construit - 05 encadreurs sportifs Affectés	-Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues	-Equipe communale dynamique -Si appui Partenaires disponible	-Calendrier de réunion - Programme de formation – Programme des campagnes - PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation –Liste des formations reçues-Liste des nouveaux partenaires--Listes de présence -images	-Rapport annuel de la Commune
2- faciliter l'obtention du matériel de sport	- les jeunes disposent du matériel de sport				
3- promouvoir le sport féminin	- les femmes disposent de 5 équipes de football, handball, volleyball, gymnastique, marathon... - cinq championnats de vacances organisées annuellement				
Objectif spécifique 1 : Construire et réhabiliter les infrastructures de sport					
Résultat 1 : Les infrastructures de sport sont réhabilitées et fonctionnelles					
Indicateurs		Facteurs externes (F.E.)		Indicateurs F.E.	
D'ici 2020 : -05 aires de jeu construites - 10 aires de jeu réhabilitées -01 gymnase construit - 05 encadreurs sportifs affectés		-Administrations concernées (MINJEUN, MINSEP) organismes de développement -Projet et programme –OAL-Financements extérieurs		-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signée avec les partenaires	
Activités		Libellés		Cadre estimatif	
- localisation et acquisition des sites -Construction de 05 aires de jeu - réhabilitation de 10 aires de jeu -Construction d'un gymnase - Faire du lobbying pour l'affectation de 05 encadreurs sportifs		Investissement : -construction d'un complexe sportif à Yoko -Construction de 05 aires de jeu -Construction d'un gymnase - réhabiliter les infrastructures 10 aires de jeu -Promotion du sport féminin			
		Total Investissement		126 285 000	
		Fonctionnement : - Réunion de concertation		250 000	

	- Faire du lobbying pour l'affectation de 05 encadreurs sportifs - Localisation et acquisition des sites - Entretien des sites - Etude de faisabilité - Recherche et gestion des partenaires	200 000 400 000 500 000 900 000 100 000
	Total Fonctionnement	2 350 000
	Imprévus (10%)	235 000
	SOUS TOTAL 1	128 870 000
Objectif spécifique 2 : faciliter l'obtention du matériel de sport		
Résultat 2 : les populations disposent des équipements sportifs		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - les populations disposent de 10 jeux de maillot, 10 ballons, 100 paires de godasses, 10 paires de filets...	- Administrations concernées (MINJEUN, MINSEP) organismes de développement - Projet et programme - OAL - Financements extérieurs	- Plan d'action de l'administration concernée - Liste des autorités contactées - Calendrier de réunion - Invitation - PV de réunion - Liste de présence - Programme disponible - Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
	Investissement : - achat du matériel sportif	8 000 000
	Total Investissement	8 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - recherche des partenaires - Organisation des événements sportifs - entretien du matériel sportif	250 000 100 000 4 500 000 500 000
- lobbying pour l'obtention des appuis - organisation des jeunes sportifs en équipes - achat et dotation du matériel sportif	Total Fonctionnement	5 350 000
	Imprévus (10%)	535 000
	SOUS TOTAL 2	13 885 000
Objectif spécifique 3 : promouvoir le sport féminin		
Résultat 3 : les femmes s'intéressent davantage au sport et à l'éducation physique		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - les femmes disposent de 5 équipes de football, handball, volleyball, gymnastique, marathon... - cinq championnats de vacances organisés annuellement	- Administrations concernées (MINJEUN, MINSEP) organismes de développement - Projet et programme - OAL - Financements extérieurs	- Plan d'action de l'administration concernée - Liste des autorités contactées - Calendrier de réunion - Invitation - PV de réunion - Liste de présence - Programme disponible - Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
	Investissement : Organisation de 05 championnats par an	5 000 000
	Total Investissement	5 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation Fonctionnement des équipes - Etude de faisabilité - Recherche et gestion des partenaires	250 000 10 000 000 400 000 200 000
- création et entretien de 05 équipes de sport féminin - organisation de 05 championnats de vacances annuels	Total Fonctionnement	10 850 000

	Imprévus (10%)	1 085 000
	SOUS TOTAL 3	16 935 000
Total Sport et Education Physique		159 690 000

Poste et Télécommunication

Stratégie Niveaux	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
1-Objectif supérieur améliorer sensiblement l'accès au TIC des populations	-Proportion de la population ayant accès facile au TIC - Taux de développement des infrastructures de télécommunication	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement maîtriser les coûts de production des produits et services et partant, réduire sensible les tarifs, généraliser l'utilisation des TIC	-Taux d'utilisation des infrastructures des télécom par sexe -Niveau d'industrialisation dans le secteur des télécoms -% du budget alloué à la consommation des moyens de Télécoms/TIC ; -Part des TIC dans le PIB national -Taux de pénétration mobile -Taux de pénétration fixe -Taux de couverture de la population -Taux de pénétration -Taux d'utilisation par sexe -Taux de couverture des services postaux -Part de l'activité postale dans le PIB Textes réglementaires -Structures d'organisation du marché - Disponibilité d'indicateurs d'évaluation du secteur postal -Taux d'utilisation par sexe des services Postaux Nombre de textes élaborés et/ou révisés ; • Organismes mis en place	-Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement, dynamique	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années
Objectifs spécifiques					
1-Booster le développement économique et social de la commune par les TIC	-Taux d'utilisation des infrastructures des telecom par sexe • Niveau d'industrialisation dans le secteur des telecoms • % du budget alloué à la consommation des moyens de Telecoms/TIC ; • Part des TIC dans le PIB national	-Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues			
2- Répondre à la demande de plus en plus croissante Porter la télé densité fixe et mobile respectivement à 30% et à 50% à	-Taux de pénétration mobile • Taux de pénétration fixe • Taux de couverture de la population	-Document de synthèse de diagnostic dans les zones			

l'horizon 2020					
3- Faciliter l'entrée dans la société de l'information et développer le capital humain en matière de TIC	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de centres/instituts créés ; • Nombre de personnes formées par sexe (hommes-femmes); • % du budget de formation alloué aux TIC Taux de pénétration • Taux d'utilisation par sexe 		<ul style="list-style-type: none"> - Equipe communale dynamique - Si population engagée et CC dynamique - Si appui Partenaires disponible - Tenu des réunions régulières 	<ul style="list-style-type: none"> - Calendrier de réunion - Programme de formation – Programme des campagnes -PV de réunion - Invitation - Rapport de la formation – Liste des formations reçues - Liste des nouveaux partenaires Listes de présence - images 	- Rapport annuel de la Commune
4- Permettre aux services postaux de remplir pleinement leur mission de service public • développer le marché des communications postales et la bonne gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> Taux de couverture des services postaux • Part de l'activité postale dans le PIB • Textes réglementaires • Structures d'organisation du marché • Disponibilité d'indicateurs d'évaluation du secteur postal Taux d'utilisation par sexe des services postaux 				
Objectif spécifique 1 : Booster le développement économique et social de la commune par les TIC					
Résultat 1 : Les hommes et les femmes ont un meilleur accès aux services des telecoms / TIC ; Le niveau des consommations des moyens de telecoms/TIC des administrations est maîtrisé					
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)		Indicateurs F.E.		
<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'utilisation des infrastructures des telecom par sexe • Niveau d'industrialisation dans le secteur des telecoms • % du budget alloué à la consommation des moyens de Telecoms/TIC ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Administrations concernées (MINPOSTEL, ART, CAMTEL) - Organismes de développement - Projet et programme – OAL - Financements extérieurs 		<ul style="list-style-type: none"> - Plan d'action de l'administration concernée - Liste des autorités contactées – Calendrier de réunion – Invitation -PV de réunion - Liste de présence - Programme disponible - Répertoire des élites et partenaires disponible - Calendrier de réunion 		
Activités	Libellés		Cadre estimatif		
<ul style="list-style-type: none"> organisation des communications électroniques promotion de l'industrialisation du secteur des Télécommunications/TIC 	Investissement :				
	- organisation des communications électroniques		27 720 000		
	- promotion de l'industrialisation du secteur des Télécommunications/TIC		6 000 000		
	- Création d'un télé centre communautaire de Yoko		30 000 000		
	Total Investissement		63 720 000		
	Fonctionnement :				
	- Réunion de concertation		250 000		
- Etude de faisabilité		1 900 000			
- Sensibilisation		100 000			
- Contact des élites et partenaires		100 000			
Total Fonctionnement		2 600 000			
Imprévus (10%)		260 000			
SOUS TOTAL 1		66 580 000			
Objectif spécifique 2 : - Répondre à la demande de plus en plus croissante Porter la télé densité fixe et mobile respectivement à 30% et à 50% à l'horizon 2015					
Résultat 2 : La télé densité s'est accrue					

Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2015 : Taux de pénétration mobile • Taux de pénétration fixe • Taux de couverture de la population	- Administrations concernées (MINPOSTEL, ART, CAMTEL, Orange - Cameroun, MTN) - Organismes de développement - Projet et programme - OAL - Financements extérieurs	- Plan d'action de l'administration concernée - Liste des autorités contactées - Calendrier de réunion - Invitation - PV de réunion - Liste de présence - Programme disponible - Répertoire des élites et partenaires disponible - Calendrier de réunion
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- Organisation de la fourniture des services - Facilitation du développement des TIC - Amélioration de la gestion du spectre des fréquences	Investissement : - Organisation de la fourniture des services - Facilitation du développement des TIC - Amélioration de la gestion du spectre des fréquences	20 000 000 15 000 000 50 000 000
	Total Investissement	85 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etude de faisabilité - Sensibilisation - Contact des partenaires	250 000 900 000 100 000 100 000
	Total Fonctionnement	1 350 000
	Imprévus (10%)	135 000
	SOUS TOTAL 2	86 485 000
Objectif spécifique 3 : Faciliter l'entrée dans la société de l'information et développer le capital humain en matière de TIC		
Résultat 3 : L'accès aux TIC ainsi que leur utilisation sont démocratisés et accessibles aux hommes et aux Femmes		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - Nombre de centres/instituts créés ; • Nombre de personnes formées par sexe (hommes-femmes); • % du budget de formation alloué aux TIC Taux de pénétration • Taux d'utilisation par sexe	- Administrations concernées (MINPOSTEL, CAMTEL, ART) - Organismes de développement - Projet et programme - OAL - Financements extérieurs	- Plan d'action de l'administration concernée - Liste des autorités contactées - Calendrier de réunion - Invitation - PV de réunion - Liste de présence - Programme disponible - Répertoire des élites et partenaires disponible - Calendrier de réunion
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- Optimisation de l'utilisation des infrastructures des télécommunications/TIC - Mise en œuvre du programme de desserte des villages,	- optimisation de l'utilisation des infrastructures des télécommunications/TIC	30 000 000
	- mise en œuvre du programme de desserte des villages,	50 000 000
	Total Investissement	80 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etude de faisabilité - Sensibilisation - Contact des élites et partenaires	250 000 2 000 000 200 000 100 000

	Total Fonctionnement	2 550 000
	Imprévus (10%)	255 000
	SOUS TOTAL 3	82 550 000
Objectif spécifique 4 : Permettre aux services postaux de remplir pleinement leur mission de service public développer le marché des communications postales et la bonne gouvernance		
Résultat 4 : Les hommes et les femmes ont un meilleur accès aux services postaux ·La contribution du secteur postal au PIB s'est accrue ·Le marché des communications est plus transparent et mieux maîtrisé		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : -Taux de couverture des services postaux ·Part de l'activité postale dans le PIB ·Textes réglementaires ·Structures d'organisation du marché ·Disponibilité d'indicateurs d'évaluation du secteur postal -Taux d'utilisation par sexe des services postaux	-Administrations concernées (MINPOSTEL, CAMPOST) - Organismes de développement -Projet et programme –OAL- Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible - Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion
Activités	Libellés	Cadre estimatif
-Densification du réseau et amélioration de la -Couverture communale postale, -Développement du service universel postal	Investissement : -Densification du réseau et amélioration de la ---Couverture communale postale, -développement du service universel postal	30 000 000
	Total Investissement	50 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation -Campagnes de sensibilisation -Ateliers de formation -Elaboration de la liste des recrues - Contact des partenaires	300 000 1 200 000 500 000 100 000 100 000
	Total Fonctionnement	2 200 000
	Imprévus (10%)	220 000
	SOUS TOTAL 4	2 420 000
Total 4		52 420 000
Total : Postes et Télécommunication :		288 035 000

Communication

Stratégie Niveaux	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
1-Objectif supérieur améliorer sensiblement l'accès au TIC des populations	-Proportion de la population ayant accès facile au TIC - Taux de développement des infrastructures de télécommunication	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de	-Taux d'utilisation des infrastructures des	-Document de Stratégie	-Administrations	Budget de la Commune	-Compte

<p>développement</p> <p>maîtriser les coûts de production des produits et services et partant, réduire sensible les tarifs, généraliser l'utilisation des TIC</p>	<p>télécom par sexe</p> <ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'industrialisation dans le secteur des télécoms • % du budget alloué à la consommation des moyens de Télécoms/TIC ; • Part des TIC dans le PIB national - Taux de pénétration mobile • Taux de pénétration fixe • Taux de couverture de la population Taux de pénétration • Taux d'utilisation par sexe Taux de couverture des services postaux • Part de l'activité postale dans le PIB Textes réglementaires • Structures d'organisation du marché - Taux de pénétration des médias audio-visuel et la presse écrite • Disponibilité d'indicateurs d'évaluation du secteur postal • Taux d'utilisation par sexe des services Postaux Nombre de textes élaborés et/ou révisés ; • Organismes mis en place 	<p>pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)</p>	<p>concernées, Organisme de développement, dynamique</p>		<p>administratif</p> <p>- Plan de campagne des cinq années</p>
<p>Objectifs spécifiques</p>					
<p>1-Booster le développement économique et social de la commune par les TIC</p>	<p>Taux d'utilisation des infrastructures des telecom par sexe</p> <ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'industrialisation dans le secteur des telecoms • % du budget alloué à la consommation des moyens de Telecoms/TIC ; • Part des TIC dans le PIB national 	<p>-Budget communal</p> <p>-Compte administratifs</p> <p>-Rapports de suivi évaluation</p> <p>- Enquêtes</p> <p>-PV des réunions tenues</p> <p>-Document de synthèse de diagnostic dans les zones</p>			
<p>2- Répondre à la demande de plus en plus croissante Porter la télé densité fixe et mobile respectivement à 30% et à 50% à l'horizon 2015</p>	<p>Taux de pénétration mobile</p> <ul style="list-style-type: none"> • Taux de pénétration fixe • Taux de couverture de la population 				
<p>3- Faciliter l'entrée dans la société de l'information et développer le capital humain en matière de TIC</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de centres/instituts créés ; • Nombre de personnes formées par sexe (hommes-femmes); • % du budget de formation alloué aux TIC Taux de pénétration • Taux d'utilisation par sexe 		<p>-Equipe communale dynamique</p> <p>-Si appui Partenaires disponible</p>	<p>-Calendrier de réunion –</p> <p>-Programme des campagnes</p> <p>-PV de réunion</p> <p>-Invitation, Listes de présence -images</p>	<p>-Rapport annuel de la Commune</p>
<p>Objectif spécifique 1 : Booster le développement économique et social de la commune par les TIC</p>					
<p>Résultat 1 : Les hommes et les femmes ont un meilleur accès aux services des telecoms / TIC ; •Le niveau des consommations des moyens de télécoms/TIC des administrations est maîtrisé</p>					
<p style="text-align: center;">Indicateurs</p>	<p style="text-align: center;">Facteurs externes (F.E.)</p>	<p style="text-align: center;">Indicateurs F.E.</p>			

Taux d'utilisation des infrastructures des télécom par sexe • Niveau d'industrialisation dans le secteur des télécoms • % du budget alloué à la consommation des moyens de Télécoms/TIC ;	- Administrations concernées (MINPOSTEL, ART, CAMTELCRTV) - Organismes de développement - Projet et programme - OAL - Financements extérieurs	- Plan d'action de l'administration concernée - Liste des autorités contactées - Calendrier de réunion - Invitation - PV de réunion - Liste de présence - Programme disponible - Répertoire des élites et partenaires disponible - Calendrier de réunion
Activités	Libellés	Cadre estimatif
organisation des communications électroniques promotion de l'industrialisation du secteur des Télécommunications/TIC	Investissement : - organisation des communications électroniques - promotion de l'industrialisation du secteur des Télécommunications/TIC	5 000 000 6 000 000
	Total Investissement	11 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etude de faisabilité - Sensibilisation - Contact des élites et partenaires	250 000 1 900 000 100 000 100 000
	Total Fonctionnement	2 600 000
	Imprévus (10%)	260 000
	SOUS TOTAL 1	13 860 000
Objectif spécifique 2 : - Répondre à la demande de plus en plus croissante Porter la télé densité fixe et mobile respectivement à 30% et à 50% à l'horizon 2020		
Résultat 2 : La télé densité s'est accrue		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : Taux de pénétration mobile • Taux de pénétration fixe • Taux de couverture de la population	- Administrations concernées (MINPOSTEL, ART, CAMTEL, Orange-Cameroun, MTN, CRTV) - Organismes de développement - Projet et programme - OAL - Financements extérieurs	- Plan d'action de l'administration concernée - Liste des autorités contactées - Calendrier de réunion - Invitation - PV de réunion - Liste de présence - Programme disponible - Répertoire des élites et partenaires disponible - Calendrier de réunion
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- Organisation de la fourniture des services - Facilitation du développement des TIC - Amélioration de la gestion du spectre des fréquences	Investissement : - organisation de la fourniture des services - facilitation du développement des TIC - amélioration de la gestion du spectre des fréquences	20 000 000 15 000 000 50 000 000
	Total Investissement	85 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etude de faisabilité - Sensibilisation - Contact des partenaires	250 000 900 000 100 000 100 000
	Total Fonctionnement	1 350 000
	Imprévus (10%)	135 000

	SOUS TOTAL 2	86 485 000
Objectif spécifique 3 : Faciliter l'entrée dans la société de l'information et développer le capital humain en matière de TIC		
Résultat 3 : L'accès à l'information audiovisuel ,écrite et aux TIC ainsi que leur utilisation sont démocratisés et accessibles aux hommes et aux Femmes		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : Nombre de centres/instituts créés ; •Nombre de personnes formées par sexe (hommes-femmes); •% du budget de formation alloué aux TIC Taux de pénétration •Taux d'utilisation par sexe	-Administrations concernées (MINPOSTEL, CAMTEL, ART CRTV, SOPECAM, MESSAPRESSE, MINCOM) -Organismes de développement -Projet et programme –OAL- Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation - PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible - Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- Optimisation de l'utilisation des infrastructures des télécommunications/TIC -Mise en œuvre du programme de desserte des villages, - Construction d'un kiosque à journaux - Construction et équipement d'une radio communautaire Recrutement de 2 communicateurs et un technicien	- optimisation de l'utilisation des infrastructures des télécommunications/TIC	10 000 000
	-mise en œuvre du programme de desserte des villages, -construction d'un kiosque à journaux	20 000 000 10 000 000
	- Construction et équipement d'une radio communautaire	40 000 000
	Total Investissement	80 000 000
	Fonctionnement :	
	- Réunion de concertation	250 000
	- Etude de faisabilité	2 000 000
-Sensibilisation	200 000	
- Contact des élites et partenaires	100 000	
-Salaire de 2 communicateurs et un technicien sur 5ans	18 000 000	
Total Fonctionnement	2 0 550 000	
Imprévus (10%)	2 055 000	
SOUS TOTAL 3	102 605 000	
Total Communication	202 950 000	

Travail et Sécurité Sociale

Stratégie	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Niveaux	Indicateurs		Sources	Indicateurs
1-Objectif supérieur : éliminer l'extrême pauvreté et la faim en réduisant de moitié le nombre de Camerounais vivant	Objectifs du millénaire -proportion de personnes ayant accès au travail décent - proportion de la population qui a accès	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI

au-dessous du seuil de pauvreté et qui souffrent de la faim	à la couverture sociale				
2-Objectif de développement Promouvoir la sécurité sociale pour tous pour une meilleure protection des populations contre les risques sociaux	- taux de couverture en sécurité sociale - niveau de prise en charge des risques sociaux - proportion de la population qui a accès au travail décent	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement, dynamique	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années
Objectifs spécifiques : Faciliter l'accès à un travail décent et à la sécurité sociale					
1- promouvoir l'extension de la sécurité sociale pour tous	- 50% de la population a accès à la sécurité sociale	-Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues	-Equipe communale dynamique -Si appui Partenaires disponible	-Calendrier de réunion - Programme de formation – Programme des campagnes - PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation –Liste des formations reçues-Liste des nouveaux partenaires--Listes de présence -images	-Rapport annuel de la Commune
2- faciliter l'accès à un travail décent chez les populations	- 75% de personnes ont accès à un travail décent				
3- rapprocher les structures de la CNPS des populations	- Les cotisations sociales sont accessibles sur place - la CNPS intègre les petits entrepreneurs économiques locaux dans la liste de ses épargnants				
Objectif spécifique 1 : promouvoir l'extension de la sécurité sociale pour tous					
Résultat 1 : les risques sociaux des populations sont couverts					
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)		Indicateurs F.E.		
D'ici 2020 : - 50% de la population ont accès à la sécurité sociale Les conflits de travail sont atténués	-Administrations concernées (MINTRASS), organismes de développement -Projet et programme –OAL-Financements extérieurs		-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signée avec les partenaires		
Activités	Libellés		Cadre estimatif		
- démarches auprès des administrations concernées - médiation en cas de problèmes liés au travail social	Investissement :		0		
	Total Investissement		0		
	Fonctionnement : - Réunion de concertation Démarches auprès des administrations et partenaires		300 000		
	Total Fonctionnement		600 000		
	Imprévus (10%)		60 000		
SOUS TOTAL 1		660 000			
Objectif spécifique 2 : faciliter l'accès à un travail décent chez les populations					
Résultat 2 : les populations peuvent vivre décemment de leur travail					
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)		Indicateurs F.E.		
D'ici 2020 : - 75% de personnes ont accès à un travail décent - les travaux agricoles sont subventionnés - l'écoulement des produits agricoles, d'élevage, de pêche,	-Administrations concernées (MINTRASS), organismes de développement -Projet et programme –OAL-Financements extérieurs		-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signées avec les partenaires		

d'apiculture et d'agroforesterie est facilité		
Activités	Libellés	Cadre estimatif
<ul style="list-style-type: none"> - création d'un fonds d'appui aux paysans - appui aux paysans actifs - création d'une unité de facilitation de l'économie rurale - séances de sensibilisation 	Investissement :	
	- appui aux paysans	15 000 000
	Total Investissement	15 000 000
	Fonctionnement :	
	- Réunion de concertation	250 000
	- recherche des partenaires	300 000
- séances de sensibilisation	600 000	
- fonctionnement de l'unité de l'économie rurale	5 000 000	
Total Fonctionnement	6 150 000	
Imprévus (10%)	615 000	
SOUS TOTAL 2	21 765 000	
Objectif spécifique 3 : rapprocher les structures de la CNPS des populations		
Résultat 3 :		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : <ul style="list-style-type: none"> - Les cotisations sociales sont accessibles sur place - la CNPS intègre les petits entrepreneurs économiques locaux dans la liste de ses épargnants 	-Administrations concernées (MINTRASS), organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
<ul style="list-style-type: none"> - lobbying auprès des autorités compétentes 	Investissement :	0
	Total Investissement	0
	Fonctionnement :	
	- Réunion de concertation	250 000
	- Recherche et gestion des partenaires	500 000
	- démarches auprès des autorités compétentes	400 000
Total Fonctionnement	1 150 000	
Imprévus (10%)	115 000	
SOUS TOTAL 3	1 265 000	
Total : Travail et Sécurité Sociale		23 690 000

Agriculture et développement rural

Stratégie Niveaux	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
1-Objectif supérieur : Réduire l'extrême pauvreté et la mauvaise alimentation	-Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté (incidence de pauvreté) -Proportion d'enfants souffrant d'émaciation -Proportion d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale - Variation de l'alimentation	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi - jeunesse moins paresseuse	Paix sociale Investissements en milieu rural Activité des jeunes	MINFI MINADER
2-Objectif de développement Améliorer la production agricole l'alimentation et le revenu des agriculteurs en mettant en place des grandes plantations	-Augmentation du pourcentage des agriculteurs ayant accès aux financements de 25 % -Proportion des agriculteurs dont le revenu à augmenté de 20% -Nombre d'hectare de la superficie cultivée -Taux de production - Diversification des productions - réduction de la pauvreté alimentaire de 25,1% - Réduction de la proportion d'enfants souffrant de la faim de 8%	-Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement, dynamique	Investissements en milieu rural Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années
Objectif spécifiques :					
1- Rapprocher les structures d'encadrement et les encadreurs des populations	- 05 postes agricoles construits et opérationnelles - 100 paysans achètent leurs produits phytosanitaires à la case du paysan - 45 séances de formation sur les nouvelles techniques culturales sont organisées - le sectoriel est présent et plus proche des populations - 05 cases du paysan aménagées et équipées Pouvoir en personnel qualifié les 05 postes agricoles -Création des unités industrielles dans les zones où la réserve foncière de l'Etat es avérée (secteur Nord) DOUME -Relance de la culture du riz et des pommes de terre -Regrouper les planteurs en organisation des producteurs de 2° niveau (union) pour la construction des magasins normalisés pour la construction des magasins normalisés à utilisations multiples	-Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues -Plan de Développement	-Equipe communale dynamique -Si appui Partenaires disponibles	-Calendrier de réunion - Programme de formation -Programme des campagnes -PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation -Liste des formations reçues Liste des nouveaux partenaires-Listes de présence -images	-Rapport annuel de la Commune
2- développer des stratégies pour booster la production agricole	- 10 ha de champs fourragers aménagés dans les villages de la route Nationale n° 15 - proportion des champs détruits par le bétail - productivité des champs accrue de 20% - réduction de 50% des conflits agro-pastoraux - autorisation de la chasse domestique autour des plantations				

	- 100 paysans formés aux techniques de GDT				
3- Renforcer les capacités financières des agriculteurs	- 45 Organisations paysannes et opérateurs agricoles bénéficient d'un appui financier -05 caisses villageoises mises en place et fonctionnelles - 05 marchés périodiques sont créés - 6 000 000 de plants de cacao sont distribués à 100 paysans				
4- faciliter la transformation et la conservation des produits agricoles	- 100 paysans sont formés aux techniques de transformation et de conservation des produits agricoles - les paysans sont dotés de 19 moulins à gasoil - 05 magasins de collecte et de stockage des produits agricoles sont créés				
5- relancer la culture du riz et des pommes de terre	Les champs du riz et de pommes de terre existent Le riz et les pommes sont d'avantages plus disponibles. Le prix du kilogramme de riz et des pommes a baissé.	Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues -Plan de Développement	-Equipe communale dynamique -Si appui Partenaires disponibles	-Calendrier de réunion - Programme de formation -Programme des campagnes -PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation	Rapport annuel de la Commune

Objectif spécifique 1 : Rapprocher les structures d'encadrement et les encadreurs des populations

Résultat 1 : les populations bénéficient d'un encadrement étroit

Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - 05 postes agricoles construits et opérationnelles - 100 paysans achètent leurs produits phytosanitaires à la case du paysan - 45 séances de formation sur les nouvelles techniques culturales sont organisées - le sectoriel est présent et plus proche des populations - 05 cases du paysan aménagées et équipées	-Administration concernée (MINADER) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible-Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- construire 5 postes agricoles - Plaider pour l'affectation de 05 chefs de poste agricole - démarches de lobbying et de recherche des partenariats - 45 séances de Sensibilisation et formation sur les nouvelles techniques culturales -Construction et équipement de 05 cases du paysan - opérations de marketing autour des cases du paysan	Investissement : -Construction de 05 bâtiments devant abriter les cases du paysan - équipement en produits phytosanitaires de la case du paysan - travaux de construction de 05 postes agricoles	125 000 000 15 000 000 50 000 000
	Total Investissement	190 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Etude de faisabilité -Atelier de formation - Recherche et gestion des partenaires - démarches auprès des administrations	250 000 800 000 800 000 300 000 250 000

	- 45 Séances de sensibilisation - 45 Séances de formation - marketing autour de la case du paysan	2 250 000 2 250 000 250 000
	Total Fonctionnement	7 100 000
	Imprévus (10%)	710 000
	SOUS TOTAL 1	204 960 000
Objectif spécifique 2 : développer des stratégies pour booster la production agricole		
Résultat 2 : l'agriculture sort progressivement du cadre de l'autosubsistance pour devenir également de rente		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - 10 ha de champs fourragers aménagés dans les villages de la route Nationale n° 15 - proportion des champs détruits par le bétail - productivité des champs accrue de 20% - réduction de 50% des conflits agro-pastoraux - autorisation de la chasse domestique autour des plantations - 100 paysans formés aux techniques de GDT	-Administration concernée (MINADER) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL - Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- mise en place de champs fourragers de 10 ha - sensibilisation des paysans sur l'utilisation des engrais et pesticides - Sensibilisation des éleveurs sur la nécessité du respect des frontières des champs fourragers - plaidoyer pour l'autorisation de la chasse d'autoconsommation autour des plantations - formation de 100 paysans aux techniques de GDT	Investissement : - création initiale des champs fourragers	8 000 000
	Total Investissement	8 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - Entretien des champs fourragers - Etude de faisabilité -Ateliers de formation - Séances de sensibilisation - Recherche et gestion des partenaires	250 000 400 000 300 000 500 000 300 000 250 000
	Total Fonctionnement	2 000 000
	Imprévus (10%)	200 000
	SOUS TOTAL 2	10 200 000
Objectif spécifique 3 : Renforcer les capacités financières des agriculteurs		
Résultat 3: Les agriculteurs ont accès aux sources de financement		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - 45 Organisations paysannes et opérateurs agricoles bénéficient d'un appui financier -05 caisses villageoises mises en place et fonctionnelles - 05 marchés périodiques sont créés - 6 000 000 de plants de cacao sont distribués à 100 paysans	-Administration concernée (MINADER) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL- Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées-Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
-Elaboration d'un répertoire des Etablissements de micro	Investissement :	

finance - appui de 45 organisations paysannes -plaidoyer pour l'octroi des crédits pour financement des fertilisants et du matériel agricole -Mise en place de 05 caisses villageoises dans les pôles de développement - création de 05 marchés périodiques - mise en place d'une pépinière de cacao de 6 000 000 plants - distribution de 15 000 000 de plants de cacao	-Garantie de prêt pour les agriculteurs dans l'EMF opérant dans la commune	25 000 000
	- création initiale de 05 caisses villageoises	25 000 000
	- création des sites de marché périodique (hangar)	40 000 000
	Mise en place de la pépinière de cacaoyers	15 000 000
	Total Investissement	105 000 000
	Fonctionnement :	
	- Réunion de concertation	800 000
	- Etude de faisabilité	900 000
	-Sensibilisation/ formation	1 000 000
	- Entretien des sites de marché	250 000
- Entretien de la pépinière	300 000	
- Séances de distribution des plants	250 000	
- fonctionnement de 05 caisses villageoises	2 000 000	
Total Fonctionnement	5 550 000	
Imprévus (10%)	555 000	
SOUS TOTAL 3	111 055 000	
Objectif spécifique 4 : faciliter la transformation et la conservation des produits agricoles		
Résultat 4 : les produits agricoles sont écoulés facilement et transformés localement pour certains		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - 100 paysans sont formés aux techniques de transformation et de conservation des produits agricoles - les paysans sont dotés de 19 moulins à gasoil - 05 magasins de collecte et de stockage des produits agricoles sont créés	-Administration concernée (MINADER) -Organismes de développement -Projet et programme -OAL- Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion -Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- 60 séances de formation sur les nouvelles techniques de transformation et de conservation des produits - achat et distribution des moulins municipaux -Acquisition du matériel de transformation moderne	Investissement :	
	- acquisition du matériel moderne de transformation	5 000 000
	- achat de 19 moulins à gasoil	19 000 000
	- construction de 19 cases pour les moulins municipaux	38 000 000
	Total Investissement	62 000 000
	Fonctionnement :	
	- Etude de faisabilité	400 000
- Distribution des moulins	500 000	
- Recherche et gestion des partenaires	600 000	
- entretien des pépinières	300 000	
Total Fonctionnement	1 800 000	
Imprévus (10%)	180 000	
SOUS TOTAL 4	63 960 000	
Total Agriculture et développement rural		390 175 000

Secteur : Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre

Stratégie Niveaux	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
1-Objectif supérieur : Promouvoir la bonne gouvernance	Objectifs du millénaire -efficacité des choix administratifs - consolidation de la démocratie - lutte contre la corruption - Lutte contre l'insécurité	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	-Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement Poursuivre la modernisation de l'administration publique et en faire un instrument au service du développement	- Baisse du grand banditisme et du phénomène des coupeurs de route - conduite à terme du processus de transfert des compétences et des ressources aux CTD - poursuite de la lutte contre la corruption - capacités renforcées des élus et techniciens locaux des CTD - rôle économique des CTD renforcé	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement, dynamique	Budget de la Commune	-Compte administratif -Plan de campagne des cinq années
Objectifs spécifiques : Faciliter l'épanouissement de la jeunesse					
1- mettre en place des moyens pour rendre efficace l'administration territoriale	- tous les chefs de 2 ^e et 3 ^e degré sont légalement installés - le commissariat dispose du matériel roulant adapté - les services de gendarmerie et de la police disposent du personnel suffisant - les prisonniers sont plus surveillés	-Budget communal -Compte administratifs -Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues	- impulsion déterminante de l'Etat – MINADT, MINEPAT, CND, FEICOM, PNDP, -Si appui Partenaires disponibles	-Calendrier de réunion - Programme de formation – Programme des campagnes - PV de réunion -Invitation -Rapport de la formation –Liste des formations reçues-Liste des nouveaux partenaires--Listes de présence -images	-Rapport annuel de la Commune
2- Poursuivre l'opérationnalisation de la décentralisation	- les capacités sont graduellement transférées aux CTD - les capacités des acteurs locaux sont renforcées - 16 centres d'état civils sont ouverts				
3- sensibiliser les citoyens sur leurs droits et devoirs	- la délinquance juvénile et sénile est en régression - le banditisme et les phénomènes de coupeur de route régressent - les populations se mettent au service de l'idéal collectif - la collaboration entre les services de l'Etat et les populations est améliorative				
Objectif spécifique 1 : mettre en place des moyens pour rendre efficace l'administration territoriale					
Résultat 1 : l'administration territoriale est au service du développement et de l'unité, la paix sociale					
Indicateurs		Facteurs externes (F.E.)		Indicateurs F.E.	
D'ici 2020 :		-Administrations concernées (MINATD, MINEPAT, CND, PNDP,		-Plan d'action de l'administration concernée	

- tous les chefs de 2 ^e et 3 ^e degré sont légalement installés - le commissariat dispose du matériel roulant adapté - les services de gendarmerie et de la police disposent du personnel suffisant - les prisonniers sont plus surveillés	FEICOM) organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signée avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- identification des chefs de tous les villages - tournée de sensibilisation et d'installation des chefs désignés - renforcement des capacités des chefs désignés - plaidoyer pour la dotation du commissariat en matériel roulant - Plaidoyer pour le renforcement des effectifs dans les unités de la police et de la gendarmerie - plaidoyer pour un suivi étroit des prisonniers	Investissement :	0
	Total Investissement	0
	Fonctionnement :	
	- Réunion de concertation	400 000
	- identification des chefs	200 000
	- démarches auprès des autorités compétentes	600 000
- activités de lobbying	300 000	
Total Fonctionnement	1 500 000	
Imprévus (10%)	150 000	
SOUS TOTAL 1	1 650 000	
Objectif spécifique 2 : Poursuivre l'opérationnalisation de la décentralisation		
Résultat 2 : la décentralisation prend effectivement corps		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - les capacités sont graduellement transférées aux CTD - les capacités des acteurs locaux sont renforcées - 16 centres d'état civils sont ouverts	- Administrations concernées (MINATD, MINEPAT, CND, PNDP, FEICOM) organismes de développement -Projet et programme -OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signées avec les partenaires
Activités	Libellés	Cadre estimatif
- sensibilisation et formation sur les valeurs de la décentralisation - plaidoyer pour l'ouverture et l'opérationnalisation des 16 centres spéciaux d'Etat civil	Investissement :	0
	- 0	0
	Total Investissement	0
	Fonctionnement :	
	- Réunion de concertation	250 000
	- formation des acteurs locaux	300 000
- séances de sensibilisation	500 000	
- démarches diverses	500 000	
Total Fonctionnement	1 550 000	
Imprévus (10%)	155 000	
SOUS TOTAL 2	1 705 000	
Objectif spécifique 3 : sensibiliser les citoyens sur leurs droits et devoirs		
Résultat 3 : Les citoyens sont sensibilisés sur leurs droits et devoirs		
Indicateurs	Facteurs externes (F.E.)	Indicateurs F.E.
D'ici 2020 : - la délinquance juvénile et sénile est en régression - le banditisme et les phénomènes de coupeur de route régressent - les populations se mettent au service de l'idéal collectif - la collaboration entre les services de l'Etat et les populations est méliorative	- Administrations concernées (MINATD, MINEPAT, CND, PNDP, FEICOM) organismes de développement -Projet et programme – OAL-Financements extérieurs	-Plan d'action de l'administration concernée -Liste des autorités contactées--Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible - Convention signée avec les partenaires

Activités	Libellés	Cadre estimatif
<ul style="list-style-type: none"> - séances de sensibilisation - organiser les paysans pour impulser l'initiative de groupe - appui pour l'autopromotion locale des jeunes 	Investissement : Appui pour l'autopromotion locale des jeunes	20 000 000
	Total Investissement	20 000 000
	Fonctionnement : - Réunion de concertation - opérations de structuration des paysans	250 000 500 000
	Total Fonctionnement	750 000
	Imprévus (10%)	75 000
	SOUS TOTAL 3	20 825 000
TOTAL Administration territoriale, décentralisation, maintien de l'ordre		24 180 000

Secteur : Enseignement supérieur

Stratégie	Indicateurs par niveau de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
	Niveaux	Indicateurs		Sources	Indicateurs
1-Objectif supérieur : Assurer une éducation de qualité pour tous	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre de programmes de formation rénovés - Nombre et Qualité des infrastructures - laboratoires scientifiques équipés -Ratio Enseignant/étudiants - taux d'insertion des étudiants 	Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	<ul style="list-style-type: none"> -Stabilité sociale maintenue -Programme de relance économique poursuivi 	Budget du Cameroun	MINFI
2-Objectif de développement Augmenter l'offre et la qualité de la formation dans le système éducatif national	<ul style="list-style-type: none"> -- Nombre de programmes de formation multidisciplinaires fonctionnels - Ratios enseignants/es- étudiants/ es - Nombre par sexe (hommes – femmes) d'enseignants formés aux nouvelles pratiques pédagogiques - Nombre de filières mettant en œuvre des pratiques d'enseignement et d'apprentissages innovants - Nombre d'étudiants par place de TP - Nombre d'étudiants par place d'amphithéâtre; - ·% par sexe (hommes – femmes) d'étudiants inscrits dans les filières technologiques et des sciences appliquées -- Ratios enseignants/ étudiants dans les filières scientifiques et technologiques - Budget de l'assistance aux étudiants ·% par sexe (Hommes – Femmes) des étudiants bénéficiant de l'assistance financière 	-Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)	-Administrations concernées, Organisme de développement, dynamique	Budget du Cameroun	MINFI
Objectifs spécifiques					

<p>1- Diversifier les Programmes d'assistance aux étudiants méritants et aux groupes vulnérables</p>	<p>Budget de l'assistance aux étudiants • % par sexe (Hommes – Femmes) des étudiants bénéficiant de l'assistance financière; • Nombre de bourses d'études octroyées aux étudiants; • Nombre de bourses octroyées aux filles dans les filières scientifiques et techniques - stages de vacance disponible pour les étudiants</p>	<p>-Rapports de suivi évaluation - Enquêtes -PV des réunions tenues -Document de synthèse de diagnostic dans les zones</p>	<p>-Equipe communale dynamique -Si appui Partenaires disponible</p>	<p>-Calendrier de réunion - PV de réunion Listes de présence -images</p>	<p>-Rapport annuel de la Commune</p>
<p>Objectif spécifique 1 : Diversifier les programmes d'assistance aux étudiants méritants et aux groupes vulnérables</p>					
<p>Résultat : les étudiants bénéficient de bourses leur permettant de conduire à terme leur scolarité</p>					
<p>Indicateurs D'ici 2020 : - Budget de l'assistance aux étudiants - % par sexe (Hommes – Femmes) des étudiants bénéficiant de l'assistance financière; - Nombre de bourses d'études octroyées aux étudiants; - stages de vacances en faveur des étudiants de Yoko</p>	<p>Facteurs externes (F.E.) -Administration concernée (MINESUP, UNIVERSITES) - Organismes de développement -Projet et programme – Consultants-Financements extérieurs</p>	<p>Indicateurs F.E. -Plan d'action de l'administration concernée-Liste des autorités contactées-Calendrier de réunion –Invitation -PV de réunion -Liste de présence -Programme disponible -Répertoire des élites et partenaires disponible -Calendrier de réunion-Convention signée avec les partenaires</p>			
<p>Activités</p>	<p>Libellés</p>	<p>Cadre estimatif</p>			
<p>-Recensement de tous les étudiants de la commune Par sexe et filière - Identification des étudiants indigents de la commune - Octroi de 50 bourses d'études de 100 000 F par an et par étudiant - financer des mémoires et thèses portant sur la valorisation des ressources communales - encourager la recherche sur les richesses locales</p>	<p>Investissement : - subventions pour les recherches portant sur a valorisation des ressources communales</p>	<p>5 000 000</p>			
	<p>Total Investissement</p>	<p>5 000 000</p>			
	<p>Fonctionnement : - Réunion de concertation - Octroi de bourses - Etudes de faisabilité -opération d'identification - Contact des partenaires - Suivi Evaluation</p>	<p>250 000 5 000 000 400 000 300 000 50 000 200 000</p>			
	<p>Total Fonctionnement</p>	<p>6 200 000</p>			
	<p>Imprévus (10%)</p>	<p>620 000</p>			
	<p>SOUS TOTAL 1</p>	<p>11 820 000</p>			
<p>Total Enseignement Supérieur</p>		<p>11 820 000</p>			

L'économie locale s'appuie sur les secteurs Agriculture et développement rural, Elevage, Pêche et Industries Animales, Commerce, Forêt et Faune et Tourisme développés plus haut.

Secteur : Agriculture et développement rural Problème : Difficultés à pratiquer une agriculture rentable et durable Objectif de développement : Améliorer la production agricole l'alimentation et le revenu des agriculteurs en mettant en place des grandes plantations			
Objectif spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre
1- Rapprocher les structures d'encadrement et les encadreurs des populations	<ul style="list-style-type: none"> - 05 postes agricoles construits et opérationnelles - 100 paysans achètent leurs produits phytosanitaires à la case du paysan - 45 séances de formation sur les nouvelles techniques culturales sont organisées - le sectoriel est présent et plus proche des populations - 05 cases du paysan aménagées et équipées Pourvoir en personnel qualifié les 05 postes agricoles -Création des unités industrielles dans les zones où la réserve foncière de l'Etat es avérée (secteur Nord) DOUME -Relance de la culture du riz et des pommes de terre -Regrouper les planteurs en organisation des producteurs de 2° niveau (union) pour la construction des magasins normalisés pour la construction des magasins normalisés à utilisations multiples 	<ul style="list-style-type: none"> - 05 postes agricoles construits et opérationnelles - 100 paysans achètent leurs produits phytosanitaires à la case du paysan - 45 séances de formation sur les nouvelles techniques culturales sont organisées - le sectoriel est présent et plus proche des populations - 05 cases du paysan aménagées et équipées 	<ul style="list-style-type: none"> - construire 5 postes agricoles - Plaider pour l'affectation de 05 chefs de poste agricole - démarches de lobbying et de recherche des partenariats - 45 séances de Sensibilisation et formation sur les nouvelles techniques culturales -Construction et équipement de 05 cases du paysan - opérations de marketing autour des cases du paysan
2- développer des stratégies pour booster la production agricole	<ul style="list-style-type: none"> - 10 ha de champs fourragers aménagés dans les villages de la route Nationale n° 15 - proportion des champs détruits par le bétail - productivité des champs accrue de 20% - réduction de 50% des conflits agro-pastoraux - autorisation de la chasse domestique autour des plantations - 100 paysans formés aux techniques de GDT 	<ul style="list-style-type: none"> - 10 ha de champs fourragers aménagés dans les villages de la route Nationale n° 15 - proportion des champs détruits par le bétail - productivité des champs accrue de 20% - réduction de 50% des conflits agro-pastoraux - autorisation de la chasse domestique autour des plantations - 100 paysans formés aux techniques de GDT 	<ul style="list-style-type: none"> - mise en place de champs fourragers de 10 ha - sensibilisation des paysans sur l'utilisation des engrais et pesticides - Sensibilisation des éleveurs sur la nécessité du respect des frontières des champs fourragers - plaidoyer pour l'autorisation de la chasse d'autoconsommation autour des plantations - formation de 100 paysans aux techniques de GDT
3- Renforcer les capacités financières des agriculteurs	<ul style="list-style-type: none"> - 45 Organisations paysannes et opérateurs agricoles bénéficient d'un appui financier -05 caisses villageoises mises en place et fonctionnelles - 05 marchés périodiques sont créés - 6 000 000 de plants de cacao sont distribués à 100 paysans 	<ul style="list-style-type: none"> - 45 Organisations paysannes et opérateurs agricoles bénéficient d'un appui financier -05 caisses villageoises mises en place et fonctionnelles - 05 marchés périodiques sont créés - 6 000 000 de plants de cacao sont distribués à 100 paysans 	<ul style="list-style-type: none"> -Elaboration d'un répertoire des Etablissements de micro finance - appui de 45 organisations paysannes -plaidoyer pour l'octroi des crédits pour financement des fertilisants et du matériel agricole -Mise en place de 05 caisses villageoises dans les pôles de développement - création de 05 marchés périodiques - mise en place d'une pépinière de cacao de 6 000 000 plants

			- distribution de 15 000 000 de plants de cacao
4- faciliter la transformation et la conservation des produits agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - 100 paysans sont formés aux techniques de transformation et de conservation des produits agricoles - les paysans sont dotés de 19 moulins à gasoil - 05 magasins de collecte et de stockage des produits agricoles sont créés 	<ul style="list-style-type: none"> - 100 paysans sont formés aux techniques de transformation et de conservation des produits agricoles - les paysans sont dotés de 19 moulins à gasoil - 05 magasins de collecte et de stockage des produits agricoles sont créés 	<ul style="list-style-type: none"> 60 séances de formation sur les nouvelles techniques de transformation et de conservation des produits - achat et distribution des moulins municipaux -Acquisition du matériel de transformation moderne
5- relancer la culture du riz et des pommes de terre	<ul style="list-style-type: none"> Les champs du riz et de pommes de terre existent Le riz et les pommes sont d'avantages plus disponibles. Le prix du kilogramme de riz et des pommes a baissé. 	<ul style="list-style-type: none"> - 100 paysans sont formés aux techniques de culture de riz et de pommes de terre 	20 formations réalisées à raison de 2 par an
<p>Secteur : Elevage, Pêche et Industries Animales</p> <p>Problème : Difficultés à pratiquer un élevage et une pêche rentables et durables</p> <p>Objectif de développement : Améliorer la productivité de l'élevage et le revenu des éleveurs</p>			
Objectif spécifiques :	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre
1- Renforcer les capacités des éleveurs en techniques modernes d'élevage	<ul style="list-style-type: none"> -45 Organisations Paysannes disposent du matériel d'élevage moderne - 45 séances de formation sur les nouvelles techniques de l'élevage sont organisées - les paysans sont formés sur les mesures prophylactiques usuelles en élevage - aménagement de 05 bacs d'abreuvement - aménagement de 05 bacs d'abreuvement - aménagement de 05 bacs d'abreuvement 	<ul style="list-style-type: none"> 45 Organisations Paysannes disposent du matériel d'élevage moderne - 45 séances de formation sur les nouvelles techniques de l'élevage sont organisées - les paysans sont formés sur les mesures prophylactiques usuelles en élevage - aménagement de 05 bacs d'abreuvement - aménagement de 05 bacs d'abreuvement - aménagement de 05 bacs d'abreuvement 	<ul style="list-style-type: none"> - 45 séances de Sensibilisation et formation sur les nouvelles techniques de l'élevage -Acquisition du matériel d'élevage moderne - construction de 05 bacs d'abreuvement - aménagement de 05 bacs d'abreuvement -Lutte contre la rage en milieu urbain
2- rapprocher les structures d'encadrement des populations pour faciliter le suivi sanitaire des animaux d'élevage	<ul style="list-style-type: none"> - Une case du paysan est construite - 05 infirmiers vétérinaires sont affectés dans la commune - 05 postes zootechniques construits - 04 arrêtés de création de postes zootechniques obtenus 	<ul style="list-style-type: none"> - Une case du paysan est construite - 05 infirmiers vétérinaires sont affectés dans la commune - 05 centres zootechniques construits - 04 arrêtés de création de postes zootechniques obtenus 	<ul style="list-style-type: none"> - identification et acquisition des sites - Construction de la case du paysan - Equipement de la case du paysan - construction de 05 centres zootechniques - opération de marketing autour de la case du paysan - plaidoyer pour l'affectation de 05 infirmiers vétérinaires - plaidoyer pour l'obtention de 04 arrêtés de création de 04 postes zootechniques - suivi évaluation
3- Renforcer les capacités financières des éleveurs	<ul style="list-style-type: none"> - 45 Organisations paysannes bénéficient d'un appui financier -05 caisses villageoises mises en place et fonctionnelles - 05 magasins de regroupement et d'évacuation des produits d'élevage créés 	<ul style="list-style-type: none"> - 45 Organisations paysannes bénéficient d'un appui financier -05 caisses villageoises mises en place et fonctionnelles - 05 magasins de regroupement et d'évacuation des produits d'élevage créés 	<ul style="list-style-type: none"> - Appui par l'octroi des crédits pour financement des provendes et du matériel de l'élevage à 45 organisations paysannes -Mise en place de 05 caisses villageoises -Prévention des conflits agro-pastoraux - Réunions de concertation - aménagement de 05 magasins de regroupement des produits d'élevage - Création de 03 marchés à bétail
4 – mettre sur pied des mesures incitatives pour le développement de l'élevage	<ul style="list-style-type: none"> - une ferme communale de 500 bœufs, 500 poulets, 100 aulacodes, 300 moutons, 200 porcins, 05 asins... est créée 	<ul style="list-style-type: none"> - une ferme communale de 500 bœufs, 500 poulets, 100 aulacodes, 300 moutons, 200 porcins, 05 anins... est créée 	<ul style="list-style-type: none"> -100 paysans sont formés et sensibilisés sur les dangers du braconnage - création d'une ferme de reproduction communale à Yoko

	- lutte contre le braconnage accentué - création de 05 étangs piscicoles - création de 05 pâturages artificiels	- lutte contre le braconnage accentué - création de 05 étangs piscicoles - création de 05 pâturages artificiels	(porcins, caprin, anin, azen, bovin, volaille...) - contact des partenaires pour appui - suivi vétérinaire des animaux élevés - construction d'un étang piscicole communal - création de 05 pâturages artificiels
--	---	---	---

Secteur : Commerce

Problème : Difficultés à pratiquer un élevage et une pêche rentables et durables

Objectif de développement : réduire le degré d'économie informelle au profit de l'économie formelle

Objectif spécifiques :	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre
1- appuyer les acteurs économiques dans la mise en œuvre fructueuse des AGR	- un système participatif de taxation existe - le climat des affaires est amélioré - les AGR sont mises en place et fonctionnent	- un système participatif de taxation existe - le climat des affaires est amélioré - les AGR sont mises en place et fonctionnent	- formation des opérateurs économiques sur les techniques de fructification des AGR - Recherche des appuis extérieurs - 05 séances de formation des commerçants sur les techniques de gestion modernes et la comptabilité simplifiée - suivi évaluation
2- créer un climat fiscal, social et sécuritaire incitatifs pour l'initiative commerciale	- niveau de sécurité - rentabilité des activités commerciales - climat de confiance entre la Commune et les opérateurs économiques	- niveau de sécurité - rentabilité des activités commerciales - climat de confiance entre la Commune et les opérateurs économiques	- Conception des supports de sensibilisation -Organisation de 05 ateliers de sensibilisation sur l'acceptation de l'autre et le civisme économique - Démarches participatives d'élaboration de la loi fiscale
3- accroître les capacités financières des opérateurs économiques	- les AGR sont diversifiées - 45 commerçants bénéficient d'un appui financier	- les AGR sont diversifiées - 45 commerçants bénéficient d'un appui financier	- identification des lauréats - constitution des dossiers de demande de prêt et d'appui - octroi des prêts à 45 commerçants
4- créer des points de ravitaillement de proximité communaux	- un point d'approvisionnement communal existe - cinq sites de marché périodique existent	- créer des points de ravitaillement de proximité communaux - créer 05 points de vente de proximité dans les villages	- identification et acquisition des sites des marchés - démarches de recherche des financements - construction des marchés -Construction d'un hangar au marché de Yoko

Secteur : Forêt et faune

Problème : Difficultés à conserver et promouvoir la forêt et la faune

Objectif de développement : Gérer durablement la forêt et l'environnement

Objectif spécifiques :	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre
1- accentuer le contrôle de la chasse illégale	-les feux de brousse pour motif de chasse sont en baisse - la possession des armes à feu est contrôlée L'élevage est promu - renforcer la logistique des éco gardes	-les feux de brousse pour motif de chasse sont en baisse - la possession des armes à feu est contrôlée L'élevage est promu	-Identification des détenteurs des armes à feu -Organisation des ateliers de formation et de sensibilisation - attribution des permis de chasse par la conservation - Création de 5 zones de chasse communautaire
2- promouvoir une gestion plus efficiente des aires protégées	- Taux de reproduction des ressources fauniques et floristiques en hausse - baisse du braconnage - coupe incontrôlée du bois en baisse - l'entrée des éleveurs est contrôlée	Taux de reproduction des ressources fauniques et floristiques en hausse - baisse du braconnage - coupe incontrôlée du bois en baisse - l'entrée des éleveurs est contrôlée	-Organisation des ateliers de formation et de campagnes de sensibilisation sur le braconnage et la coupe incontrôlée du bois - renforcement des équipes de contrôle des parcs
3. Opérationnaliser le	- l'exploitation est effective	- l'exploitation est effective	- recherche des financements

fonctionnement de la forêt communale et redynamiser les UFA	<ul style="list-style-type: none"> - création d'une scierie communale - recettes communales accrues - les UFA qui ne fonctionnent pas sont de classées - les UFA abandonnées sont exploitées 	<ul style="list-style-type: none"> - création d'une scierie communale - recettes communales accrues 	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'une scierie communale - équipement de la commune en engins d'exploitation forestière - marketing pour la promotion du bois de Yoko - Constitution d'un réseau de personnel
4- promouvoir le reboisement des zones dégradées	<ul style="list-style-type: none"> -une pépinière municipale de 100000 plants existe - les zones de savane sont reboisées - L'exploitation forestière est réglementée et contrôlée - 5 ha de terre reboisés chaque année 	<ul style="list-style-type: none"> - une pépinière municipale de 100000 plants existe - les zones de savane sont reboisées - L'exploitation forestière est réglementée et contrôlée - 5 ha de terre reboisés chaque année 	<ul style="list-style-type: none"> - mise sur pied de la pépinière de 10 000 plants - Reboisement de 5 ha de zones dégradées par an - mise sur pied de 5 comités de vigilance forestière - formation des acteurs du service de la pépinière et de surveillance
<p>Secteur : Tourisme</p> <p>Problème : Difficulté à promouvoir le tourisme</p> <p>Objectif de développement : Faciliter la capitalisation des richesses environnantes pour impulser le développement de la Commune</p>			
Objectif spécifiques :	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre
<p>1- Construire une auberge / un motel municipal de 40 chambres</p> <p>- Améliorer la qualité du service de l'hébergement</p>	<ul style="list-style-type: none"> -Une auberge/ motel moderne de 40 chambres est construit Le service d'hébergement est amélioré 	<ul style="list-style-type: none"> - 5 partenaires sont contactés - le personnel de gestion des auberges est formé en hôtellerie et restauration La qualité du service d'hébergement est améliorée - un bâtiment de 40 chambres est construit et fonctionnel 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction de l'auberge municipale de 40 chambres - Recherche des financements - Contact des partenaires - Organisation des personnes intervenant dans le secteur - Formation des guides et pisteurs
<p>2- Identifier, aménager et entretenir les sites touristiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> -20 sites touristiques sont identifiés, aménagés et entretenus - Un office local de tourisme fonctionne et promeut la localité de Yoko 	<ul style="list-style-type: none"> - 20 sites sont identifiés, aménagés, sécurisés et entretenus - un service local (communal) de tourisme fonctionne et promeut la localité de Yoko -un répertoire des sites touristiques est disponible 	<ul style="list-style-type: none"> - identification des sites touristiques - aménagement et sécurisation - recherche des partenaires et du financement - Réunions de concertation - Création d'un office local de tourisme - séances collectives d'entretien des sites - Aménagement et entretien des voies d'accès
<p>3- Recruter et former des guides/pisteurs touristiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 06 Organisations paysannes bénéficient d'un appui en formation -Les guides sont plus professionnels 	<ul style="list-style-type: none"> - 6 Organisations paysannes de guides sont formées - les promoteurs touristiques sont plus professionnels 	<ul style="list-style-type: none"> - contact des partenaires - recherche des financements - organisation des séances de formation - Sensibilisation des guides sur l'éthique du métier - Equipement des guides par le matériel adéquat
<p>4- Mettre sur pied un système informationnel de promotion du tourisme</p>	<ul style="list-style-type: none"> - un site Web est créé - le guide du touriste est disponible 	<ul style="list-style-type: none"> - un site internet à vocation touristique au nom de la Commune est créé - Un répertoire des sites touristiques est créé E une carte touristique est élaborée 	<ul style="list-style-type: none"> - contact des partenaires - recherche des financements - organisation des 4 séances de formation en TIC - recrutement d'un photographe professionnel - Conception et impression du guide touristique - création d'un site Web - suivi évaluation Création et hébergement d'un site Web - Installation d'une connexion par VSAT - Equipement du Webmaster

3.3. Coût estimatif du PCD

Le PCD est évalué à environ **17 676 687 000**FCFA (Dix-Septmilliards six cent soixante-seize millions six cent quatre-vingt-sept mille francs CFA). Ce coût est la somme des évaluations des investissements et du fonctionnement faites dans les cadres logiques.

Secteur		
Institution communale		118 712 000
Education de base		1 959 360 000
Santé publique		777 100 000
Eau et Energie	Eau	611 880 000
	Energie	538 145 000
Domaines et affaires foncières		243 855 000
Elevage, pêche et industries animales		486 845 000
Développement urbain et habitat		2 104 440 000
Environnement et protection de la nature		50 340 000
Enseignements secondaires		418 380 000
Foret et faune		122 980 000
Transport		218 925 000
Emploi et formation professionnelle		365 610 000
Petites et moyennes entreprises/artisanat		240 970 000
Recherche scientifique et innovation		8 470 000
Commerce		181 185 000
Mine, industrie et développement technologique		306 895 000
Tourisme		680 390 000
Culture		210 005 000
Travaux publics		5 875 015 000
Promotion de la femme et de la famille		542 880 000
Affaires sociales		122 980 000
Jeunesse		390 785 000
Sport et éducation physique		159 690 000
Postes et télécommunication		288 035 000
Communication		202 950 000
Travail et sécurité sociale		23 690 000
Agriculture et développement rural		390 175 000
Administration territoriale, décentralisation, maintien de l'ordre		24 180 000
Enseignement supérieur		11 820 000
Total		17 676 687 000

Chapitre 4 :

MOBILISATION DES RESSOURCES

Chapitre 4 : Mobilisation des Ressources

L'évaluation des ressources mobilisable par la Commune s'inspire de trois principaux éléments :

- Les réalisations des derniers comptes administratifs ;
- Les contrats et conventions signés par la commune avec les partenaires ;
- La dynamique de l'exécutif municipal à mobiliser d'autres financements dans le temps imparti

4.1 Evolution des comptes administratifs

Ils permettent de voir les capacités de mobilisation de ressources propres de la commune, partant des objectifs budgétaires.

Nature de la recette	Exercice 2008 (suivant Compte administratif)		Exercice 2009 (suivant Compte administratif)		Exercice 2010 (suivant Compte administratif)		Budget 2011
	Prévisions de recette	Recette exécutée	Prévisions de recette	Recette exécutée	Prévisions de recette	Recette exécutée	Recettes de votées par le CM
recettes de fonctionnement	209 056 897	121 383 510	134 440 000	90 804 957	176 811 001	90 804 957	142 300 000
recettes d'investissement	0	0	21 000 000	0	112 891 498	0	75 686 029
Total des recettes budgétaires	209 056 897	121 383 510	155 440 000	90 804 957	289 702 499	90 804 957	217 986 029

D'après ce tableau, les capacités de mobilisation des ressources propres de la commune se situent autour de cent millions (100 000 000) par an.

4.2 Réalisation de l'année 2010

Le budget 2010 prenait en compte les points suivants:

- Une prévision de 118 197 615 (cent dix-huit millions cent quatre-vingt-dix-sept mille six cent quinze) FCFA sur fonds propre (Recettes forestières, CAC et taxes locales);
- Une allocation de 82 692 096 (quatre-vingt-deux millions six cent quatre-vingt-douze mille quatre-vingt-seize) FCFA du PNDP dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Gestion Durable des Terres (PGDT) et de l'accompagnement de la Commune ;
- Une enveloppe globale de 115.912.600 (Cent Quinze millions neuf Cent Douze Mille Six Cent) Francs CFA émanant de la décentralisation.

Le détail des deux dernières rubriques ajouté aux autres financements reçus se présente comme suit :

Secteur	Intitule du projet	Montant (FCFA)
Institution Communale	Recettes forestières, CAC et taxes locales	118 197 615
	(PNDP/PGDT)	
Elevage ; Agriculture ; Environnement et Protection de la	Aménagement d'un centre de gestion des pâturages et d'appui à la fertilisation des sols	23.354.273
	Microprojet de fertilisation des sols par enfouissement des résidus de végétaux dans la communauté de Yoko Urbain	3 797.207

Nature	Micro projet de fertilisation des sols par enfouissement des résidus de végétaux dans la communauté de Doumé	3.822.832
	Microprojet de restauration des sols agricoles de savane par l'utilisation du compost dans la communauté de Foufouieng	4.420.394
	Microprojet de restauration de la fertilité des sols par les techniques d'enfouissement et de cultures associées dans le village Issandja	3 926 088
	Microprojet de Restauration de la fertilité des sols agricoles par l'apport du compost dans la communauté de Nguétou	4.420.394
	Microprojet de restauration de la fertilité des sols par la culture du niébé dans le village Ndjole	4 263 625
	Microprojet d'aménagement et de mise en valeur de parcelles agro forestières, pour pratiques agricoles durables	19 517 490
Tous les secteurs	Accompagnement à l'élaboration du Plan Communal de Développement	15 169 793
	Total 2	82 692 096
Décentralisation		
Elevage peches et industries animales	Réfection du CZCSV de Yoko	10.000.000
Education de base	Construction de forage équipé à l'Ecole Publique de Yoko II	8.500.000
	Construction de deux salles de classe à l'Ecole Publique de Koundé	16.000.000
	Construction de deux salles de classe à l'Ecole Publique de Ndjolé	16.000.000
	Réhabilitation des salles de classe à l'Ecole Publique de Yoko Groupe 1	4.985.000
	Equipement en table bancs Ecole Publique de Ndjolé	1.800.000
	Equipement en table bancs Ecole Publique de Koundé	1.800.000
	Equipement en bureau de maître Ecole Publique de Ndjolé	250.000
	Paquet minimum	1.700.000
	Equipement en bureau de maître Ecole Publique de Koundé	250.000
Sante publique	Construction du CSI de Doumé	50.000.000
Travaux publics	Equipement des Communes pour Travaux de Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO)	2.206.000
	Entretien routier par méthode de Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO)	1.654.000
	Entretien routier par méthode de Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO)	1.323.600
Affaires sociales	Aides et secours	300.000
	Acquisition des appareillages	350.000
Culture	Subvention ONG et Organismes	1.000.000
	Total 3	115.912.600
Autres Projet ayant reçu des financements en 2010		
	Projets	Observations
Affaires Sociales	Projet de construction d'un centre des affaires sociales à Yoko	<i>Marché passée par la Commission départementale du Mbam et Kim, travaux réalisés avant fin 2010</i>
Agriculture et Développement Rural	Projets de construction du centre d'agriculture à Yoko	<i>Lettre de commande passée par la commission départementale du Mbam et Kim, les travaux exécutés avant fin 2010</i>
Jeunesse	Projet de construction du centre multifonctionnel des jeunes à Yoko	<i>La première phase des travaux a déjà été réceptionnée, La deuxième étape à réaliser avant fin novembre 2010</i>
Elevage, Pêche et Industries Animales	Projet d'aménagement du centre Zootechnique communal	<i>Lettre de commande passée par la commission communale en Avril 2010. L'entreprise sélectionnée ayant 5 mois pour livrer les travaux</i>
Santé	Demande de financement pour la construction du CSI de Mankim	<i>Les travaux dudit bâtiment ont été réceptionnés en décembre 2009, Les travaux de réfection de l'ancien immeuble du CSI sont en cours de démarrage</i>
	Demande de financement pour la construction du CSI de Doumé	<i>Le marché a été passé par la commission communale en Avril 2010. L'entreprise sélectionnée a 5 mois pour livrer les travaux</i>
	Projet construction de la clôture de l'hôpital de district de Yoko	<i>Marché passée par la Commission départementale du Mbam et Kim, travaux réalisés avant fin 2010</i>
	Demande de financement pou la	<i>Marché passée par la Commission</i>

	construction du CSI de Linté	départementale du Mbam et Kim, travaux réalisés avant fin 2010	
Education de Base	Demande de financement pour la construction de deux bâtiments à l'EP de Ndjolé et Koundé	Lettre commande passée par la commission communale en avril 2010. Les entreprises sélectionnées ayant 3 mois pour livrer les travaux	32 000 000
Développement Urbain et Habitat	Projet d'entretien de la voirie en terre de la ville de Yoko	Les travaux ont été exécutés et réceptionnés en Mai 2010	100 000 000
	Projet d'ouverture des routes dans la ville de Yoko	Le marché a été signé par le MINDUH	100 000 000
Travaux Publics	Entretien courant ou périodique (annuel) de la nationale N° 15 (Batchenga- Ntui- Yoko-Semgbé-Tibati)		800 000 000
	Entretien courant ou périodique de la départementale (Matsari-Metsing-Linté-Ngoro) 100km		200 000 000
	Entretien de la route rurale (carrefour TSAP TSAP-Megang-Mbartoua) 50km		100 000 000
	Entretien de la route rurale (Issandja-Minfoumbe) 15 km		20 000 000
	Projet d'entretien de la route rurale Inter N15-Linté		200 000 000
Total 4			1 827 000 000
Total Général = Total 1 + Total 2 + Total 3 + Total 4			2 143 802 311

Les sommes mobilisées pour les réalisations dans la Commune de Yoko **en 2010 s'élèvent à 2 143 802 311** (deux milliard cent quarante-trois million huit cent deux mille trois cent onze) francs CFA

4.3 Budget 2011

Le budget 2011 qui s'élève à la somme de 253 875 197 (deux cent cinquante-trois millions huit cent soixante-quinze mille cent quatre-vingt-dix-sept) FCFA prenait en compte :

- Recettes fiscales : 44 085 000
- Centimes additionnelles communales : 55 000 000
- Taxes de Développement Local : 600 000
- Produits des Taxes communales : 7 125 000
- Produits de l'exploitation du domaine et des services : 2 490 000
- Transferts reçus : 33 000 000
- Fonds de dotation : 69 825 336
- Fonds de réserve : 5 860 693
- Excédent brut de fonctionnement : 35 889 168

A ce budget, s'ajoutent les produits de la décentralisation et du BIP répartis dans les projets dont les accords de financement ont déjà été obtenus. Le détail est le suivant :

Ministère ou Secteur	Projets de 2011	Coûts
MINTP	Entretien courant ou périodique (annuel) de la nationale N° 15 (Batchenga- Ntui- Yoko-Semgbé- Tibati)	800 000 000
	Entretien courant ou périodique de la départementale (Matsari-Metsing-Linté-Ngoro) 100km	200 000 000
	Entretien de la route rurale (carrefour TSAP TSAP-Megang-Mbatoua) 50km	100 000 000
	Projet d'entretien de la route rurale Inter N15-Linté	200 000 000
	Aménagement d'un bâtiment de MINTP de Yoko en résidence de	20 000 000

	passage	
MINDUH	Projet de gravillonnage du plateau administratif de yoko	114 000 000
MINSANTE	Demande de financement pour la construction du CSI de Ndjolé	150 000 000
	Aménagement de l'Hôpital de District de Yoko	20 000 000
	Construction du bloc administratif du District de Santé de Yoko	50 000 000
	Construction du CSI de MANGAï	50 000 000
MINADER	Aménagement d'une case communautaire à Yoko	10 000 000
	Construction d'un forage à Doumé	9 000 000
	Construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine à Mbatoua	8 000 000
MINEPIA	Construction d'un abattoir à Yoko	18 000 000
MINEDUB	Construction et équipement en tables bancs de 02 salles de classe à l'EP de Yoko II	17 800 000
MINAS	Aides et secours	300 000
	Acquisition des appareillages	350 000
MINEFI	Construction de l'hôtel des finances de Yoko	50 000 000
MINCULTURE	Construction de l'hôtel de la culture de Yoko	40 000 000
Total 2		1 857 450 000
Total 1(fonds propres) + Total 2		2 111 325 197

Les sommes mobilisées ou mobilisables pour les réalisations dans la Commune de Yoko **en 2011 s'élèvent à 2 111 325 197**(deux milliard cent onze million trois cent vingt-cinq mille cent quatre-vingt-dix-sept) francs CFA

Tableau récapitulatif des données de 2008 à 2011

	2008	2009	2010	2011
Fonds propre de la commune	121 383 510	90 804 957	118 197 615	142 300 000
FEICOM	0	0	0	0
Décentralisation	0	0	115 912600	135 450 000
PNDP/PGDT	0	9 966 915	82 692 096	58 000 000
PNDP				123 559 442
BIP			607 000 000	637 450 000
Fonds routier/BIP/PPTE			1 220 000 000	1 220 000 000
DGD			16 000 000	
PADDL/GIZ/CTFC				8 000 000
Elites				1 300 000
Communautés				10 000 000
Total			2 159 802 311	2 336 059 442

Au regard de ce qui précède, la Commune de Yoko **envisager les investissements de l'ordre de deux milliards et demi par an**, qui cadre avec ses capacités de mobilisation de ressources.

Chapitre 5 :

PROGRAMMATION

Chapitre 5 : Programmation

5.1. Projection budgétaire jusqu'en 2013

La présentation du CDMT partant des données présentées plus haut se présente comme suit :

Nature de la recette	Exercice 2008 <i>(suivant Compte administratif)</i>		Exercice 2009 <i>(suivant Compte administratif)</i>		Exercice 2010 <i>(suivant Compte administratif)</i>		Budget 2011	Projection	
	Prévisions de recette	Recette exécutée	Prévisions de recette	Recette exécutée	Prévisions de recette	Recette exécutée	Recettes de votées par le CM	Exercice 2012	Exercice 2013
recettes de fonctionnement	209 056 897	121 383 510	134 440 000	90 804 957	176 811 001	90 804 957	142 300 000	127 452 686	133 825 320
recettes d'investissement	0	0	21 000 000	0	112 891 498	0	75 686 029	79 470 330	83 443 847
Total des recettes budgétaires	209 056 897	121 383 510	155 440 000	90 804 957	289 702 499	90 804 957	217 986 029	206 923 016	217 269 167

Récapitulatif intégrant les autres sources de financement

	Budget	Projection	
	2011	2012	2013
Fonds propre de la commune	217 986 029	206 923 016	217 269 167
FEICOM	0	100 000 000	100 000 000
Décentralisation	135 450 000	158 280 000	174 108 000
PNDP/PGDT	58 000 000	20 000 000	
PNDP	123 559 442		
BIP	507 000 000	522 210 000	537 876 300
Fonds routier/PPTE	1 320 000 000	1 320 000 000	1 320 000 000
DGD			
PADDL/GIZ/CTFC	8 000 000		
Elites	1 300 000	3 000 000	2 500 000
Communautés	10 000 000	12 000 000	12 000 000
Total	2 381 295 471	2 342 413 016	2 363 753 467

5.2. Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires

Secteur	Libellé des projets	Période			Ressources financières			Total (en milliers de FCFA)
		2011	2012	2013	Part Commune	Autres contributions		
					(en milliers de FCFA)	Partenaire	Montant (en milliers de FCFA)	
Institution Communale	Fonctionnement classique	x	x	x	426 900			426 900
	Achat de 04 jeux complets de matériel informatique		x		6 000			6 000
	Projet d'organisation de 05 ateliers de renforcement de capacités du personnel de la mairie		x		10 000			10 000
	Achats des matériels de bureau pour les services et unités de la Mairie		x	x	16 000			16 000
	Expertise comptable du patrimoine communal		x		4 000			4 000
	Mise en état du matériel roulant		x	x	4 000			4 000
	Projet d'appui à la maîtrise et la mobilisation de recettes propres		x		2 500			2 500
Travaux Publics	Aménagement d'un bâtiment de MINTP de Yoko en résidence de passage	x				BIP	20 000	20 000
	Projet de gravillonnage du plateau administratif de Yoko	x				BIP	114 000	114 000
	Entretien courant ou périodique de la départementale (Matsari-Metsing-Linté-Ngoro) 100 km	x	x	x		BIP	600 000	600 000
	Entretien de la route rurale (carrefour TSAP TSAP-Megang-Mbartoua) 50 km	x	x	x		BIP	300 000	300 000
	Entretien de la route rurale (Ndole - Pont de la Ndjeke - Carrefour Eboneka) 25 Km			x		BIP	50 000	50 000
	Entretien de la route rurale (Issandja-Minfoumbe) 15 km		x	x			40 000	40 000
	Entretien courant ou périodique (annuel) de la nationale N° 15 (Batchenga-Ntui- Yoko-Semgbé- Tibati)	x	x	x		BIP	2 400 000	2 400 000
	Projet d'entretien de la route rurale Inter N15-Linté	x				BIP	200 000	200 000
Santé Publique	Aménagement de l'Hôpital de District de Yoko	x				BIP	20 000	20 000
	Construction du bloc administratif du District de Santé de Yoko	x				BIP	50 000	50 000
	Construction du CSI de MANGAï	x				BIP	50 000	50 000
	Construction du CSI de Ngouetou			x		BIP	50 000	50 000
	Construction du CSI de MIFOUMBE		x			BIP	50 000	50 000
	Construction d'un CSI à Makouri		x			BIP/BAD	50 000	50 000

	Construction du CSI de Ndjolé		x			BADEA	50 000	50 000
	Construction du logement du chef du CSI de Makouri		x		10 000			10 000
	Achat de 15 lits pour les CSI de Minfoubé, Mankim, Makouri, Issandja, Doumé		x	x		BIP	16 000	16 000
	Installation de 01 dispositif de gestion des déchets médicaux au CSI de Mangai		x			BAD	7 000	7 000
	Création d'une pharmacie communale à Yoko		x				10 000	10 000
	Construction de 01 logement du chef du CSI de Linté			x	10 000			10 000
	Équipement des CSI de Gouetou, LintéDoumé			x		BADEA	20 000	20 000
	Aménagement de 01 bâtiment dans les CSI de Minfoubé			x		BIP	10 000	10 000
	Construction d'une Morgue à Yoko			x	10 000	BIP	90 000	100 000
	Achat d'une ambulance			x		BIP	30 000	30 000
	Programme de sensibilisation sur les IST/MST/Sida	x	x	x	2 500	ONG/ Sponsors	2 500	5 000
Education de base	Construction de 2 salles de classes à l'Ecole Publique de MENGANG		x			BIP	17 000	17 000
	Construction de 2 salles de classes à l'Ecole Publique de NYEM		x			BIP	17 000	17 000
	Construction de 2 salles de classes à l'Ecole Publique de LENA			x		BIP	17 000	17 000
	Construction d'un bloc de latrine à L'école publique de LENA			x		BIP	2 000	2 000
	Aménagement de l'Inspection d'Arrondissement de Yoko		x			BIP	15 000	15 000
	Construction et équipement en tables bancs de 02 salles de classe à l'EP de Yoko II		x			BIP	17 800	17 800
	Construction de 03 blocs 2 salles de classe à Lena, Megang, Nyem		x			BIP	57 000	57 000
	Réfection de 04 salles de classe Lena, Matsari, Kamkata		x			BIP	15 000	15 000
	Achat de 200 tables bancs dans les EP des pôles d' Issandja, Doumé, Ndjolé, Linté, Gouetou		x		5 000			5 000
	Achat de 150 bureaux dans les EP des pôles d'Issandja, Doumé, Ndjolé, Linté, Gouetou		x		5 000			4 500
	Achat de 50 tableaux dans les EP des pôles d' Issandja, Doumé, Ndjolé, Linté, Gouetou		x		450			450
	Construction de 03 puits à motricité humaine à Nyem, Foufoueing, Matsari		x			BIP	20 500	20 500
	Construction de 03 blocs de latrine dans les EP de Ndjolé, Linté, Gouetou		x			BIP	7 200	7 200
Construction de 01 clôture à l'EP de Guervoum		x			BIP	7 000	7 000	

	Fourniture de 10 bacs à ordures à l'EP de Guervoum		x		140			140
	Construction de 03 blocs de logements pour enseignants (Blocs de 4 appartements) à Metsing, Lena, Bartoua,		x			BIP	72 000	72 000
	Construction et équipement de 02 écoles maternelles à Linté et Doumé d'une part et Djole et Donga d'autre part		x			BIP	38 000	38 000
	Construction de 3 blocs 2 salles de classe à Danga, Kamkata ,MBartoua			x		BIP	57 000	57 000
	Réfection de 03 salles de classe à Mba'am, Jerusalem et Matsari			x		BIP	15 000	15 000
	Achat de 200 tables bancs dans les EP des 5 pôles			x		BIP	5 000	5 000
	Achat de 50 bureaux dans les EP des 5 pôles			x		BIP	900	900
	Achat de 50 tableaux dans les EP des 5 Pôles			x		BIP	450	450
	Construction de 02 puits à motricité humaine à Metching, Makouri			x		BIP	13 000	13 000
	Construction de 02 blocs de latrine à Mekambin et Mekoissim			x		BIP	4 000	4 000
	Construction de 10 clôtures dans les EP des 5 pôles			x		BIP	70 000	70 000
	Fourniture de 10 bacs à ordures dans les écoles publiques de Yoko			x		BIP	140	140
	Construction de 3 blocs de logements pour enseignants (Blocs de 4 appartements) à Linté ,Doumé, Njolé			x		BIP	72 000	72 000
	Construction et équipement de 02 écoles maternelles			x		BIP	38 000	38 000
Enseignement Secondaire	Construction de 2 salles de classes au CETIC de Yoko		x			BIP	17 000	17 000
	Construction d'un atelier au CETIC de Yoko	x				BIP	25 000	25 000
	Construction de 2 salles de classes au Lycée de Yoko		x			BIP	17 000	17 000
	Fourniture des équipements au CETIC de Yoko		x			BIP	50 000	50 000
	Construction de 02 salles de classe à Doumé et à Linté		x			BIP	38 000	38 000
	Construction de 02 salles de classe au CES de Gouetou		x			BIP	17 000	17 000
	Fourniture de 210 tables bancs à Doumé et Linté		x		1 200			1 200
	Fourniture des équipements au CETIC de Yoko		x			BIP	10 000	10 000
	Fourniture de 20 bureaux pour enseignant à Yoko		x		600			600
	Fourniture de 20 tableaux à YOKO		x		450			450
	Construction de 02 puits à motricité humaine à Gouetou et à Ndjolé		x		650	BIP /ONG	12 350	13 000
	Construction de 02 toilettes améliorées à Gouetou et à Ndjolé		x			BIP /ONG	2 000	2 000

	Construction de 01 logement pour enseignants à Linté		x			BIP	40 000	40 000
	Construction de 01 Blocs administratifs au CES de Doumé		x			BIP	25 000	25 000
	Construction et équipement d'une délégation d'arrondissement de la jeunesse		x			BIP	20 000	20 000
	Appui pour l'autopromotion locale des jeunes		x		3 000	PIASI	7 000	10 000
	Construction de 02 forages dans le centre de formation et dans la SAR/SM		x			BIP	17 000	17 000
	Construction de 02 salles de classe à Gouetou et Ndjolé			x		BIP	38 000	38 000
	Réfection de 02 salles de classes à Doumé et Linté			x	4 000			4 000
	Fourniture de 120 tables bancs dans les CES des 5 pôles			x	1 250			1 250
	Fourniture de 10 bureaux pour enseignant dans les CES des 5 Pôles			x	600			600
	Fourniture de 10 tableaux dans les CES des 5 pôles			x	150			150
	Construction de 02 puits à motricité humaine à Linté et Doumé			x		BIP	13 000	13 000
	Construction de 01 toilette améliorée à Linté et Doumé			x		BIP	2 000	2 000
	Construction de 01 logement pour enseignants à Linté			x		BIP	40 000	40 000
	Construction de 01 Blocs administratifs à Ndjolé			x		BIP	25 000	25 000
	Construction de 01 aire de jeu polyvalente			x		BIP	10 000	10 000
	Construction de 02 forages dans le centre de formation et dans la SAR/SM			x		BIP	17 000	17 000
Eau et Energie	Construction de 02 Forages à Mengang et à Metching			x		BIP	16 000	16 000
	Construction de 02 forages à Mangai et Linté			x		BIP	16 000	16 000
	Réalisation de 50 branchements au réseau d'adduction d'eau à Yoko Urbain		x			Populations	10 000	10 000
	Réhabilitation de 05 bornes fontaines à Yoko Urbain		x		1 500			1 500
	Organisation de 05 campagnes de sensibilisation et atelier de formation sur la qualité et le traitement de l'eau dans les 5 pôles		x		1 000			1 000
	Réhabilitation du groupes électrogènes et mise en marche de Mba'am		x		2 000			2 000
	Installation de 01 bio-digesteurs à Gouetou		x		1 000	Union Européenne	5 000	6 000
	Projet de recherche de la possibilité de réalisation des points d'eau dans Yoko		x			BIP	5 000	5 000
	Construction de 02 puits à Mengueng et à Ngouang			x		BIP	13 000	13 000
	Réhabilitation de 02 puits non fonctionnel à Matsari et à Doumé			x		BIP	3 000	3 000

	Construction de 02 forages à Ndim et Nyem			x		BIP	17 000	17 000
	Réfection de 02 forages à Donga et meleving			x		BIP	4 000	4 000
	Construction de 03 bornes fontaines			x		BIP	10 000	10 000
	Réalisation de 50 branchements au réseau d'adduction d'eau			x		BIP	10 000	10 000
	Réhabilitation de 5 bornes fontaines			x		BIP	1 500	1 500
	Organisation des campagnes de sensibilisation et atelier de formation sur la qualité et le traitement de l'eau			x		BIP	1 000	1 000
	Extension du réseau BT (23 km)			x		BIP	207 000	207 000
	Réhabilitation de 01 groupe électrogène et mise en marche à Guervoum			x	2 000			2 000
	Installation de 01 bio-digesteurs à Jérusalem			x	1 000	Union Européenne	5 000	6 000
Jeunesse	Fourniture des équipements dans la salle de conférence du CPMJ de Yoko			x		BIP	10 000	10 000
	Aménagement du Bureau d'Arrondissement de la Jeunesse		x				1 500	1 500
	Construction de bureaux administratifs et de salles de cours du CPMJ de Yoko			x			25 000	25 000
Agriculture et Développement Rural	Aménagement d'une case communautaire à Yoko	x					10 000	10 000
	Aménagement du poste agricole de Mankim		x				10 000	10 000
	Construction d'un forage à Doumé	x				BIP	9 000	9 000
	Construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine à Mbatoua	x				BIP	8 000	8 000
	Création d'une pépinière municipale de 20 000 plants de cacao à Yoko / Mekoassim			x	2 000	SOECAO	3 000	5 000
	Extension des projets GDT à Doumé, Ndjolé,		x		2 000			2 000
	Projet de construction d'une case communautaire à Linté		x			BIP	15 000	15 000
	Projet de construction de 1 case communautaire à Ndjolé			x		BIP	15 000	15 000
	Création de 1 marché périodique à Doumé			x		BIP	5 000	5 000
	Relance de la culture du riz			x	5 000			5 000
	Relance de la culture des pommes de terre			x	5 000			5 000
	Extension des projets GDT			x	2 000			2 000
Elevage, Pêche et Industrie Animale	Construction d'un abattoir à Yoko	x				BIP	18 000	18 000
	Renforcement du projet communal d'élevage	x		x	10 000			10 000

	Extension de 10 hectares de champ fourrager à Yoko	x	x		8 000			8 000
	Construction de 01 bac d'abreuvement à Doumé		x		1 000			1 000
	Lutte contre la rage en milieu urbain		x			BIP	600	600
	Appui financier à 05 organisations paysannes d'Issandja, Doumé, Ndjolé, Linté, Gouetou		x		9 000			9 000
	Construction d'étang piscicole communal à Yoko		x			BIP	20 000	20 000
	Création de 01 pâturage artificiel à Ngouetou		x		2 000			2 000
	Extension des projets d'élevages des porcs de Ngouetou, fofoueing (GDT)	x	x		8 000			8 000
	Aménagement de 01 bain détiqueur à Yoko		x				12 000	12 000
	Construction de 01 bac d'abreuvement à Morkaing			x	1 000			1 000
	Création de 01 centre zootechnique à Ndjolé			x		BIP	20 000	20 000
	Création d'un centre de contrôle de pêche à Yoko			x		BIP	20 000	20 000
	Lutte contre la rage en milieu urbain			x	600			600
	Création de 01 marché à bétail à Sengbé			x		BIP	10 000	10 000
	Création de 01 pâturage artificiel à Koundé			x	9 000			9 000
	Création de 01 parc vaccino-gène à Yoko			x		BIP	6 000	6 000
	Création de 01 marché à vivre à Matsari			x		BIP	10 000	10 000
Transport	Réhabilitation du centre de météorologique de Yoko			x		BIP	50 000	50 000
	Réhabilitation de la piste d'atterrissage de Yoko			x		BIP	75 000	75 000
	Construction d'une aire de stationnement, d'une toilette publique et branchement du centre commercial au réseau d'adduction d'eau de Yoko	x			3 750	PNDP	21 250	25 000
	Création d'une agence de transport communale avec deux cars Hiaces			x	6 000	Opérateurs économiques Elites	24 000	30 000
Administration territoriale et décentralisation	Construction de la nouvelle sous-préfecture		x			BIP	70 000	70 000
	Réfection de la résidence de l'adjoint au sous-préfet	x				BIP	5 000	5 000
	Construction de la gendarmerie de Yoko et du logement d'astreinte du commandant de brigade		x			BIP	50 000	50 000
	Aménagement du Commissariat Spéciale			x		BIP	10 000	10 000

Domaine et affaires foncières	Réhabilitation de l'immeuble abritant les services d'arrondissement du MINDAF		x			BIP	10 000	10 000
	Réhabilitation de la case de passage de Yoko	x			10 000			10 000
	Projet d'étude topographique de la commune de Yoko		x			BIP	20 000	20 000
	Projet d'identification, d'indemnisation et d'immatriculation 300 ha			x		BIP	80 000	80 000
	Projet d'élaboration du plan cadastral de la commune de Yoko			x		BIP	15 000	15 000
	Projet d'élaboration du plan de zonage				2 000			2 000
	Aménagement 150 lots du secteur primaire			x		BIP	50 000	50 000
Urbanisme et habitat	Projet de construction de 1 km de voies bitumées dans le centre urbain de Yoko		x	x		BIP	300 000	300 000
	Construction des infrastructures du nouveau quartier administratif (bâtiment et voirie)		x			BIP	200 000	200 000
	Projet d'octroi de 15 crédits de logement, des lotissements et d'immatriculations collectifs		x			BIP	30 000	30 000
	Projet de construction de 1 logement d'astreintes			x		BIP	25 000	25 000
	Construction des infrastructures du nouveau quartier administratif (bâtiment et voirie)			x		BIP	200 000	200 000
	Projet d'octroi de 15 crédits de logement, des lotissements et d'immatriculations collectifs			x		BIP	30 000	30 000
Enseignement et formation professionnelle							10 000	10 000
	Aménagement des travaux de l'atelier de la SAR/SM	x				BIP		
Education physique et sport	Construction d'un complexe sportif à Yoko			x		BIP	50 000	50 000
	Construction et réhabilitation des infrastructures de sport		x		2 000	Sponsors	8 000	10 000
	Promotion du sport féminin		x	x	2 000	Fédérations	2 500	4 500
	Construction et réhabilitation des infrastructures de sport			x	2 000	Elites	6 000	8 000
Commerce	Construction de boutiques au centre commercial de Yoko		x		11 250	PNDP	63 750	75 000
	Appui à l'octroi des crédits à 50 Commerçants			x	2 500	BIP	20 000	22 500
	Organisation des séminaires de sensibilisation sur AGR				500	BIP		500
Promotion de la femme et de la famille	Construction du Centre de Promotion de la Femme et de la Famille de Yoko	x					50 000	50 000
	Atelier de formation et de sensibilisation à Issandja, Doumé, Ndjolé, Linté, Gouetou		x		2 500			2 500

	Création de 01 école d'alphabétisation à Linté		x		4 000			4 000
	Achat du matériel de bureau pour les CPFF		x			BIP	10 000	10 000
	Rétrocession du CCF de Yoko à l'Etat		x		1 000			1 000
	Appui à la scolarisation des jeunes filles		x		1 000			1 000
	Célébration d'une cérémonie de mariages collectifs par an		x	x	2 000			2 000
	Construction d'un centre de social		x			BIP	85 000	85 000
	Célébration des 05 journées spécialisées		x	x	2 500	BIP	2 500	5 000
	Acquisition de 2 motos pour les centres sociaux de Linté et de Yoko		x			BIP	3 000	3 000
	Installation de 01 dispositif de gestion des déchets médicaux			x			7 000	7 000
	Atelier de formation et de sensibilisation			x	2 000	BIP		2 000
	Création de 01 école d'alphabétisation			x	1 000	BIP	3 000	4 000
	Equipement du CPFF			x		BIP	25 000	25 000
	Appui pour le financement des activités économique			x	2 000	BIP	3 000	5 000
	Appui à la scolarisation des jeunes filles			x	1 000			1 000
	Prise en charge des couches vulnérables			x	1 000			1 000
Faune et Forêt	Recensement des détenteurs des armes à feu et création de 01 zone de chasse communautaire à Mbam		x			BIP	5 000	5 000
	Production de jeunes plants et reboisement des parcelles	x			2 000			2 000
	Achèvement de la construction du poste forestier de Doumé- Yoko		x			BIP	10 000	10 000
	Recherche de partenaire et négociation pour exploitation de la forêt communautaire		x		10 000			10 000
	conception des supports de formation et sensibilisation sur l'intérêt de la conservation de la foret et la faune			x		BIP	5 000	5 000
	Inventaire d'aménagement et de reboisement des zones de savanes de la forêt communale	x			4 000	PNDP/PGDT	20 000	29 000
						CTFP	5 000	
	Développement des alternatives du braconnage			x		WCS	5 000	5 000
Petite et moyenne entreprises, économie sociale et artisanat	Création d'une EMF à vocation d'appui aux activités agro-pastorales		x	x	10 000	BIP, Opérateurs Economiques, Elites	50 000	60 000

	Création d'un centre artisanale à Yoko		X			BIP	30 000	30 000
	Organisation de 05 ateliers de formation et de sensibilisation sur les procédures de recherche et d'option de financement		X	X	1 000			1 000
	Projet d'appui à la création de 02 caisses villageoises			X		BIP	50 000	50 000
Culture	Construction de l'hôtel de la culture de Yoko	X				BIP	40 000	40 000
	Organisation de 01 manifestation cultures à Linté		X		5 000			5 000
Tourisme	Mettre sur pied un système informationnel de promotion du tourisme			X	5 000	BIP / Opérateurs	10 000	15 000
	Construction du Centre Touristique du Pem et Djem		X		40 000	BIP	200 000	240 000
	Aménagement de 2 sites touristiques à Sengbé, Bouandand ou Fouy				1 500	BIP / Opérateurs	8 500	10 000
Affaires Sociales	Aides et secours	X	X	X		BIP	1 000	1 000
	Acquisition des appareillages	X	X	X		BIP	1 050	1 050
	Célébration des différentes journées (5 jours)			X	500			500
	Conception des supports de sensibilisation et communication (10 banderoles)			X	200			200
	Acquisition de 1motos pour le centre social			X		BIP	1 500	1 500
Mine, Industrie et développement de technologie	Mise en place d'un système d'exploitation des carrières		X	X		BIP	20 000	20 000
Enseignement supérieure	Subventions des axes de recherches portantes sur la valorisation des ressources naturelles communales			X	2 000	BIP	10 000	12 000
Poste et Télécommunication	Organisation des communications électroniques et promotion des TIC				2 000			2 000
Communication	Construction et équipement d'une radio communautaire			X		BIP	50 000	50 000
	Renforcement de la couverture en réseau CRTV et autres chaînes nationales			X		BIP	20 000	20 000
	Construction et subvention d'un kiosque à journaux à Yoko			X	5 000			5 000
Recherche scientifique et innovation	Création d'une unité de recherche agronomique			X		BIP	5 000	5 000
	Création d'une unité de recherche en plante médicinale					BIP	5 000	5 000
Autre (Finance)	Construction de l'hôtel des finances de Yoko				50 000			50 000
Total					797 690	0	7 967 490	8 765 180
Imprévus (10%)					79 769	0	796 749	876 518
Montant Total					877 459	0	8 764 239	9 641 698

5.3. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

5.3.1. Principaux impacts socio-environnementaux potentiels

La mise en œuvre des activités du CDMT recèle des impacts tant positifs que négatifs qu'il importe d'explorer. Suivant qu'il s'agit des projets de génie civil, d'infrastructures, de maintenance et d'équipement, ou des services offerts.

Projets	Impacts positifs	Impacts négatifs	Mesures d'optimisation
projets infrastructurels et sociaux	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accroissement de l'offre en infrastructures sociales ▪ Résorption de la demande en bureaux, aires de jeu, de loisir et d'événements ▪ Renforcement de la sécurité des citoyens fréquentant les infrastructures délabrées ▪ Accroissement des ressources financières de la commune ▪ Sécurisation des opérateurs économiques ▪ Impulsion de l'activité économique ▪ Modernisation de la commune ▪ Embellissement du paysage ▪ Assainissement accrue ▪ Facilitation de l'offre en eau ▪ Reboisement post construction ▪ Accroissement de la fréquentation de la localité ▪ Facilitation de l'approvisionnement ▪ Limitation de l'exode rural ▪ Exploitation des carrières ▪ Emplois et développement des AGR ▪ Suppléments de taxes à payer à l'Etat ▪ Impulsion de la chose éducative 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Destruction des arbres ▪ Rejets des déchets solides dans la nature ▪ Production des bruits sonores ▪ Accentuation de la circulation (poussière) ▪ Risques de maladies des voies respiratoires ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ On devra procéder à la redynamisation des CLLS/IST/Sida existants ▪ les opérations de sensibilisation sur les IST et les comportements à risque devront connaître une impulsion nouvelle pour faire face au relâchement des mœurs y observé. ▪ L'organisation de la collecte et de l'évacuation des objets usagés (filtres, batteries, bidons vides, etc.) ▪ L'installation de latrines et de fosses pour la collecte des déchets des bases vie ; ▪ Le réaménagement des sites d'emprunt par reboisement.
Travaux de Génie Civil	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Désenclavement de la localité ; ▪ Développement des activités agropastorales ; ▪ Création des emplois et l'augmentation des revenus des populations ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pollution de l'air d'importance mineure ; ▪ Pollution et dégradation des sols d'importance mineure ; ▪ Pollution des eaux de surface et 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ A l'identification des propriétaires des constructions, des sépultures, des cultures, des arbres fruitiers, et autres biens qui sont susceptibles de subir des dommages ;

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Paiement des taxes à l'Etat ; ▪ Développement des infrastructures routières et sociales ; ▪ -Développement des activités économiques ; ▪ -Amélioration des conditions de santé dans la zone du projet ; ▪ Création d'emplois temporaires ; <p>Implantation d'infrastructures</p>	<p>souterraines d'importance moyenne ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Perturbation du régime d'écoulement des cours d'eau d'importance moyenne ; ▪ Perte de la végétation et déforestation d'importance moyenne ; ▪ Perte de la biodiversité d'importance moyenne ; ▪ Perturbation de la faune, d'importance moyenne ; ▪ Nuisances sonores, d'importance moyenne ; ▪ Pollution de l'air, d'importance mineure ; ▪ Nuisance sonore d'importance mineure ; ▪ Pollution et dégradation du sol d'importance mineure ; ▪ Perte du couvert végétal, d'importance mineure ; ▪ Dégradation de la santé des ouvriers et des populations par la l'augmentation de la prévalence du VIH/SIDA, d'importance majeure 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ A l'établissement du dossier d'utilité publique (DUP) et à la tenue de négociations des moyens et montants de compensation avec la collaboration des autorités locales et selon les bases légales en vigueur. ▪ Une réunion d'information doit être organisée aux villages les plus concernés pour communiquer aux populations le calendrier de travail, et les attentes de l'Etat en matière de gestion des relations et des conflits avec les équipes techniques. ▪ On devra procéder à la redynamisation des CLLS/IST/Sida existants ▪ les opérations de sensibilisation sur les IST et les comportements à risque devront connaître une impulsion nouvelle pour faire face au relâchement des mœurs y observé. ▪ La récupération des huiles, graisses et lubrifiant dans des gourdes et leur affectation aux collectivités locales qui utilisent souvent ces sous-produits dans leurs activités courantes (traitement du bois d'œuvre contre les rongeurs, mélange à l'argile pour l'entretien de maisons...) ; ▪ La mise en place à l'aval des aires de lavage et d'entretien des engins et véhicules de décanteurs/séparateurs à particules fines et à hydrocarbures, et des consignes internes en vue de leur vidange et de leur curage périodique pour récupérer et évacuer les huiles usagées, avec fourniture d'un engagement de reprise et de recyclage de ces huiles par leur fournisseur ;
Projet de	<ul style="list-style-type: none"> ▪ réduction des risques ▪ amélioration de l'offre de services et 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Risque de pollution mineure ▪ Dépenses excédents 	<p>Pour limiter la coupe frauduleuse du bois de chauffe dans les espaces de reboisement, il</p>

reboisement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ d'éducation ▪ amélioration des conditions de travail 		<p>serait judicieux pour la Commune de créer des pépinières dans les villages satellites afin d'encourager les populations à développer des espaces boisés et surveillés par eux-mêmes.</p> <p>En outre, il serait judicieux de qu'à chaque zone de reboisement, soit édifié des points d'eau afin de faciliter leur entretien</p> <p>La Commune devrait également recruter et former des agents en charge du suivi des arbres plantés.</p>
Maintenance, d'équipements et de services offerts	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 	<p>Les opérateurs de la mise en œuvre du plan devront prendre des dispositions pour que le garage soit proprement entretenu, les huiles collectées et traitées. En ce qui est des déchets solides, la Commune devrait aménager une décharge municipale afin de faciliter la collecte et le meilleur traitement des déchets.</p>

5.3.2. Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables

5.3.2.1. Avant la mise en œuvre des activités programmées au CDMT

La principale mesure à prendre consiste à créer une cellule environnementale et de désigner un responsable pour des questions y relatives, et de spécifier ses attributions. Ce dernier disposera des moyens de locomotion, de communication et de surveillance, pour remplir au mieux ses tâches

5.3.2.2. Lors de la mise en œuvre

Plusieurs pépinières devront être créées pour favoriser le reboisement des sites détruits par les travaux. L'offre en eau améliorée pour les populations et pour le personnel en charge de l'entretien des arbres plantés.

La sensibilisation contre les IST/SIDA devra être accentuée afin de limiter les effets pervers de grands brassages populaires et de la présence d'étrangers au capital économique grandiloquent.

Les mesures de recyclage des huiles usées, de ramassage et de traitement des déchets devront être prises afin de limiter la pollution. Au besoin, les travaux produisant une énorme quantité de poussière devront être accompagnés d'un arrosage régulier de la chaussée afin d'éviter la prolifération des maladies des voies respiratoires.

Le comité de suivi et de mise en œuvre devra être recyclé sur les questions techniques afin de mieux maîtriser le suivi de la réalisation des différentes activités, en accord avec l'édile.

Les populations bénéficiaires des réalisations devront à chaque fois participer à la mise en œuvre d'une façon ou d'une autre, dans le but de pérenniser les réalisations.

5.3.2.3. Pendant le suivi et l'entretien des réalisations

Pour un meilleur suivi des réalisations issues du PCD, un comité de suivi et d'entretien devra être mis sur pied à chaque point d'eau. Les comités d'entretien des points d'eau devront être formés aux techniques usuelles pour le dépannage des éventuelles pannes.

Un comité de route à chaque 10 km, afin d'éviter la détérioration rapide des routes. Les comités devront être chargés de veiller sur les barrières de pluie.

5.4. Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

Espace	Villages concernés	Potentialités/ atouts	Contraintes/Problèmes	Utilisation/ mode de gestion actuelle	Technologie utilisées	Affectation/ utilisation souhaitable	Actions à entreprendre	Période		
								A1	A2	A3
Zone de forêt	Tous les villages	Plusieurs dizaine d'hectare, terre sous exploitées, terre très riche.	Difficultés d'abattage des arbres, humidité, faible ensoleillement, dévastation des champs par les animaux	MINFOF, MINEP, MINADER, population chercheurs, GIC et associations, exploitants forestiers	Abattage des arbres, feux de brousse, laboure à la main,	Culture des tubercules, culture des pommes, culture du maïs,	pratique de la jachère, protection des champs contre les animaux sauvages,	X	X	X
Zone de savanes	Tous les villages	Plusieurs centaine d'hectares, terres sous exploitées, terres riches	Conflits agropastoraux, difficultés d'accès, dévastation des champs par les animaux	MINFOF, MINEP, MINADER, population chercheurs, GIC et associations, exploitants forestiers	Culture sur brulis, laboure à la main, Agriculture artisanale, polyculture	Culture des tubercules, culture des pommes, culture du maïs, culture des céréales.	pratique de la jachère, protection des champs contre les animaux sauvages, utilisation des pesticides	X	X	X
Zone de marécage	Tous les villages	Environ vingt hectares	Difficultés d'accès, risque d'inondation des cultures et de l'habitation	Faible exploitation pour les cultures maraîchères	Culture sur brulis, laboure à la main, Agriculture artisanale, polyculture	Culture des plantes maraîchères,	Formation des populations aux cultures maraîchères, facilitation de l'accès	X	X	X
Zone des rochers	Les villages de l'ouest de Yoko	Superficie très importante	Enclavement, manque de matériel adéquat, faible demande	Inexploitée		Exploitation minime de carrière, gravillonnage du plateau administratif	Etudes de faisabilité pour leur exploitation dans la conduite des chantiers de travaux publics	X	X	X

5.5. Plan d'investissement annuel (PIA)

Il porte sur l'année 2011 déjà entamée, et les projets à programmer au moment d'élaboration de ce document sont ceux du quatrième trimestre 2011.

Secteur	Projet/ actions retenues	Quantité	Lieu	Coût total (en milliers de FCFA)	Financement				Acteur	Indicateurs/ Résultats
					Partenaires bailleurs		Commune			
					Dénomination	Montant (en milliers de FCFA)	Espèce (en milliers de FCFA)	Nature		
Commerce	Construction des boutiques au Centre commercial de Yoko	1	Yoko Urbain	75 000	PNDP	63 750	11 250	-	Commune ; Prestataire OAL DD/MINCOMMERCE/MK	Marché opérationnel
Transport Environnement Eau et Energie	Construction d'une aire de stationnement	1	Yoko Urbain	25 000	PNDP	21 250	3 750	-	Commune ; Prestataire OAL ; DD/MINTRANSPORT	Gare routière opérationnelle
	Construction d'une toilette publique	1	Yoko Urbain						Commune ; Prestataire OAL ; DD/MINEP/MK DD/MINTRANSPORT	latrines de la gare routière
	Branchement du centre commercial au réseau d'adduction d'eau de Yoko	1	Yoko Urbain						Commune ; Prestataire OAL DD/MINEE/MK	eau disponible à la gare routière
Faune et Forêt	Inventaire d'aménagement et de reboisement des zones de savanes de la forêt communale	1	Yoko	29 000	PNDP/PGDT	20 000	4 000		Commune Prestataire MINFOF	plan d'aménagement de la forêt communale élaboré
					CTFP	5 000				
Total				104 500		92 575	11 925			
Imprévus (10%)				10 450		9 258	1 193			
Montant Total				114 950		101 833	13 118			

5.6. Plan de Passation des marchés du PIA

République du Cameroun							Plan de passation des marchés du PIA pour les projets restant de l'exercice 2011																
Désignation	Elaboration de la requête		Elaboration de la convention		Responsable	Partenaire	Méthode de sélection	Montant (en million de fcfa)	Préparation termes de référence, DAO/Cotation)	Consultation, Avis d'Appel d'offres, Invitation		Evaluation technique et financière		Non objection de la tutelle		Négociation du contrat		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception provisoire	
	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée						Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée
Construction des boutiques au Centre commercial de Yoko	Oct. 2011				Commune	MINEE/PNDP	DAO	75	Octobre 2011	Novembre 2011		Décembre 2011		Décembre 2011		Jan 2012		Février 2012		Mars - Mai 2012		Mai 2012	
Construction d'une aire de stationnement	Oct. 2011				Commune	MINEE/PNDP	DAO	25	Octobre 2011	Novembre 2011		Décembre 2011		Décembre 2011		Jan 2012		Février 2012		Mars - Mai 2012		Mai 2012	
Construction d'une toilette publique	Oct. 2011				Commune	PNDP/MINTCO/MMERCE	DAO		Octobre 2011	Novembre 2011		Décembre 2011		Décembre 2011		Jan 2012		Février 2012		Mars - Mai 2012		Mai 2012	
Branchement du centre commercial au réseau d'adduction d'eau de Yoko	Oct. 2011				Commune	PNDP/MINTRANSPORT	DAO		Octobre 2011	Novembre 2011		Décembre 2011		Décembre 2011		Jan 2012		Février 2012		Mars - Mai 2012		Mai 2012	
Inventaire d'aménagement et de reboisement des zones de savanes de la forêt communale	Oct. 2011				Commune	MINFOF/PNDP	DAO	29	Octobre 2011	Novembre 2011		Décembre 2011		Décembre 2011		Jan 2012		Février 2012		Mars - Mai 2012		Mai 2012	

Chapitre 6 :

**MECANISME DE SUIVI-
EVALUATION**

Chapitre 6 : Mécanisme de suivi-évaluation

6.1 Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

Le comité de suivi et de mise en œuvre du Plan Communal de Développement (PCD) de la commune de YOKO est mis en place par arrêté communal N° 001/DMK/CY/2011. Cet arrêté constate sa création, donne ses attributions et sa composition.

6.1.1 Missions du comité de suivi et de mise en œuvre du Plan

Le Comité de Suivi et de mise en œuvre du PCD a pour missions de :

- veiller au suivi de la mise en œuvre des actions programmées ;
- Jouer un rôle de conseil et de médiation, en cas de conflits entre les différentes parties prenantes ;
- populations bénéficiaires, services techniques de l'Etat, prestataires de service, etc. ;
- Assurer une bonne gestion des investissements ;
- Faire un bilan périodique et un bilan global ;
- Rendre compte aux populations en cas de besoin ;
- Veiller à la programmation des activités communales ;
- Veiller à l'évaluation des impacts socio-économiques et environnementaux ;

6.1.2 Composition du comité communal de suivi évaluation

Le Comité de Suivi et de mise en œuvre est composé ainsi qu'il suit :

Président	- MARTIN DJARARI	Conseiller Municipal
Secrétaire	- ALPHONSE MVEYNG	Conseiller Municipal
Membres	-	Agent de développement
	- Mme GUINDONG JACQUELINE	
	- NDJEUNTA NGADER	
	- MBONGO JOSEPH	

6.2 Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)

Désignation	Requête de financement disponible	Début exécution	Evaluation mis parcours	Réception de l'ouvrage ou du matériel
Construction des boutiques au Centre commercial de Yoko	Décembre 2011	Mars 2012 (Installation chantier)	Avril 2012 Travaux réalisé à 50%	Mai 2012 : Livraison des ouvrages, PV de réception
Construction d'une aire de stationnement	Décembre 2011	Mars 2012 (Installation chantier)	Avril 2012 Travaux réalisé à 50%	Mai 2012 : Livraison des ouvrages, PV de réception
Construction d'une toilette publique	Décembre 2011	Mars 2012 (Installation chantier)	Avril 2012 Travaux réalisé à 50%	Mai 2012 : Livraison des ouvrages, PV de réception
Branchement du centre commercial au réseau d'adduction d'eau de Yoko	Décembre 2011	Mars 2012 (Installation chantier)	Avril 2012 Travaux réalisé à 50%	Mai 2012 : Livraison des ouvrages, PV de réception
Inventaire d'aménagement et de reboisement des zones de savanes de la forêt communale	Décembre 2011	Mars 2012 (début collecte des données)	Avril 2012 Travaux réalisé à 50%	Mai 2012

6.3 Dispositif, outils et fréquence du reporting

Le comité de suivi et de mise en œuvre est le principal organe en charge du suivi des activités du PCD. Des outils comme le tableau du bien-être, la matrice du suivi de la mise en œuvre des activités du PCD, devront être remplies mensuellement, et le compte rendu à l'édile. Avant la tenue de chaque session du conseil municipal, un rapport global devra être dressé pour que le conseil municipal ait toute la mesure de la mise en œuvre du plan. Pour les projets qui s'étendent sur le moyen terme, le reporting devra être fait à mi-parcours et une fois le chantier achevé.

6.4 Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

De la même façon que le comité de suivi et de mise en œuvre s'occupe du suivi des activités du PCD, de même leurs rapports serviront à préparer le prochain PIA. Des grilles multicritères de classement des projets a également été rempli, afin que les prochaines réalisations s'en inspirent. Des activités inachevées ou jugées lourdes peuvent faire l'objet d'une délibération municipale au besoin.

6.5 Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD

La stratégie de mise en place des organes de suivi (les CC au niveau villageois et le comité de suivi et de mise en œuvre au niveau communal), à tous les niveaux est représentative des parties prenantes. Cette option permettra une appropriation, une implication et une participation effectives des populations pour une meilleure promotion du plan et la transparence dans les actions à conduire.

La nature des relations qui existent entre la commune, les programmes nationaux/internationaux, les ONG, les associations, les autres communes, les services déconcentrés de l'Etat, les projets régionaux, contribuera à promouvoir le plan, voire faciliter sa mise en œuvre. La mise sur pied d'un bon plan de communication et l'utilisation des supports contribueront à situer les populations sur les priorités de développement retenues dans le plan.

Au demeurant, l'exécutif municipal et toute son équipe de conseillers devront communiquer avec leurs électeurs à une fréquence trimestrielle, afin de préparer la mise en œuvre des futures activités, d'évaluer celles déjà réalisées, de renforcer l'appropriation villageoise des installations et ouvrages réalisés. Il est également envisageable d'organiser des séances de dédicace du plan devant un parterre d'invités (partenaires, programmes, Etat, mécènes, élites...) à divers points du globe afin de mobiliser au maximum des fonds en vue de la mise en œuvre des différents projets. Le plan se présente comme suit :

Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD

Objectif	Actions	Activités	Coût
Les populations se sont appropriés le PCD	Promouvoir le PCD auprès de toutes les forces vives de la commune	<ul style="list-style-type: none"> -Organisation d'une journée de présentation du PCD à la Mairie -Organisation des journées explicatives dans tous les villages de la commune -Confection des affiches, s tracts, banderole - Campagne d'explication du PCD dans les lieux cultuels des villages de la commune 	18 000 000
Les élites extérieures ainsi que des potentiels investisseurs sont intéressés par les potentialités de la commune	Vulgariser le PCD auprès de tous les partenaires au développement installés au Cameroun	<ul style="list-style-type: none"> -Elaboration de liste des différents partenaires -Confection des plaquettes de présentation du PCD (500 exemplaires) -Impression du PCD sur papier glacé (100 exemplaires) -Organisation des journées explicatives dans les grandes métropoles du Cameroun avec présence des partenaires au développement -Confection des affiches, banderoles - Négociation des tranches d'antenne dans les médias nationaux (publics et privés) 	15 000 000
La diaspora ainsi que les investisseurs étrangers sont intéressés par les potentialités de la commune	Promouvoir le PCD auprès de la diaspora et organismes internationaux	<ul style="list-style-type: none"> - Négociation des tranches d'antenne dans les médias internationaux -Créer un site web de la commune -Insérer les points forts du PCD dans le site -Recruter un Webmaster chargé de mettre à jour le site de la commune 	13 000 000
Le coût total du plan de communication s'élève à			50 000 000

CONCLUSION

Conclusion

Le diagnostic participatif dans les villages de YOKO a connu la participation et l'implication des autorités Administratives, Communales, traditionnelles et des populations. Ces derniers se sont d'autant plus impliqués que le taux moyen de participation observé dans les listes de présence est de 35 personnes en moyenne ; par ailleurs on note aussi la participation et surtout la disponibilité du maire, du Conseil municipal et de l'exécutif communal à donner les informations nécessaires. A l'issue de la collecte des données, plusieurs problèmes dans des secteurs différents ont été identifiés. Mais celui qui se manifeste avec acuité et récurrence dans tous les villages est la difficulté à pratiquer une agriculture rentable. Cet état des choses est dû au climat, au manque de matériel agricole au manque d'intrants mais surtout à la difficulté d'accès. Aussi avons-nous identifié des problèmes d'éducation primaire et secondaire, d'hydraulique, d'énergie.... Ces problèmes par secteur ont été analysés à travers des outils tels que les arbres à problème, les tableaux de solutions et puis les solutions endogènes planifiés.

Par ailleurs plusieurs unités de paysages ont été identifiées à savoir des zones de savane, de polyculture, de forêt, des montagnes et d'habitation.

Le diagnostic ainsi élaboré et consolidé, pose de bonnes bases pour le processus de planification en cours, et devrait permettre aux populations de s'intégrer d'une façon responsable.

La planification stratégique consacrée aux cadres logiques, la programmation des idées de projet ainsi que les mécanismes de suivi-évaluation permettront à coup sûr d'atteindre les objectifs du processus à savoir :

- ◆ Traduire les problèmes et besoins des villages et de la ville en projets de développement
- ◆ Organiser les actions de développement dans le temps et l'espace
- ◆ Assurer la prise en charge du développement du milieu par les communautés rurales et les acteurs locaux ;
- ◆ Améliorer l'accès aux services de base, la sécurité alimentaire et les revenus des populations et
- ◆ Contribuer à l'amélioration de la gouvernance locale.

Ce document donne à toutes les composantes une claire vision globale de l'état de la commune, de son fonctionnement et de ses possibilités. Une application rigoureuse des actions à entreprendre pourra à moyen terme booster le développement de la commune et partant réduire la pauvreté des populations.

ANNEXES

1. Fiches de projets du PIA

	Date : 2011	
N° de référence :	Désignation du microprojet : Construction des boutiques au Centre commercial de Yoko	
Région : Centre	Domaine d'intervention : Commerce	
Commune : Yoko		
Communauté : Yoko		
Maître d'ouvrage : Commune de Yoko		
Maître d'ouvrage délégué :		
Chef de service du marché :		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur :		
Agence d'exécution : titulaire du marché (PME, fournisseurs...)		
Organismes co-intervenant :		
<ul style="list-style-type: none"> • Prestataire/consultant BP : Tél. : e-mail : Autres organismes :		
Objectif du micro projet :		
Coût total estimé : 75 000 000	Montant du financement demandé au PNDP : 63750 000	
	Contribution totale de la Commune: -Financière : 11 250 000 -Nature :	Sources de financement : PNDP,
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Maitre d'œuvre	A sélectionner	
Objectif du microprojet	Améliorer le niveau de service des différents équipements marchands de la Commune	
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Permettre aux opérateurs économiques de mieux investir • Faciliter l'écoulement des produits par les populations • Améliorer les revenus des populations, 	
Coût total du microprojet	75 000 000FCFA	
Source et plan de financement	Commune de Yoko : 7 200 000 FCFA Fond PNDP : 41 800 000 FCFA	
Description sommaire du microprojet	<p>Le présent microprojet vise à mettre à la disposition des populations de la Commune un hangar de marché, des boutiques et une fosse à ordure.</p> <p>Il est réalisé sur un site plat de préférence</p> <p>Le matériau de base pour cette construction est le béton armé, en l'agglomération en ciment de 20 cm en soubassement.</p> <p>L'ossature générale du bâtiment est constituée des poteaux en bois, ceinturée par un chaînage en bois. La charpente en bois du pays, couverte en tôle BAC 5/10 (alu).</p>	
Préservation des normes environnementales	<p>Le site ne sera pas situé à côté d'une zone écologiquement fragile.</p> <p>Le plan de construction de l'extension prévoit la présence d'une fosse d'assainissement pour le rejet des déchets qui résulteront de l'activité. Ceux-ci seront constitués dans la quasi-totalité de déchets solides sans risques directs particulier ; et il sera question d'empêcher qu'ils soient déversés dans la voie publique située à proximité.</p> <p>Un tri permettra de séparer les déchets biodégradables (qui seront jetés dans une fosse à part) des non biodégradables. Deux fosses seront réservées à la première catégorie et utilisées en alternance, ce qui permettra d'exploiter les engrais issus du processus de dégradation (compost).</p> <p>La politique environnementale telle que prescrite par la réglementation en vigueur sera respectée et une fiche d'évaluation environnementale sera tenue par le Comité de suivi du projet.</p>	
Durée d'exécution	06 mois	
Date de démarrage des travaux	2011	

		Date : 2011
N° de référence	Désignation du microprojet : Construction d'une aire de stationnement, d'une toilette publique et branchement du centre commercial au réseau d'adduction d'eau de Yoko	
Région : Centre	Domaine d'intervention : Transport	
Commune : Yoko		
Communauté : Commune		
Maître d'ouvrage : MINTRANSPORT		
Maître d'ouvrage délégué : Commune		
Chef de service du marché :		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur :		
Agence d'exécution : titulaire du marché (PME, fournisseurs...)		
Organismes co-intervenant :		
<ul style="list-style-type: none"> • Prestataire/consultant BP : Tél. : e-mail : • Autres organismes : 		
Objectif du micro projet : améliorer les infrastructures scolaires de la Commune de Yoko		
Coût total estimé: 25 000 000 f cfa	Montant du financement demandé au PNDP : 21250 000 f cfa	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 3 750 000 f cfa -Nature :	Sources de financement : PNDP, Commune de Yoko
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
<p>Description sommaire du microprojet : Le microprojet consiste à fournir un hangar devant servir de gare routière de Yoko et comprenant un hall de stationnement, un magasin et un espace bureau ; à construire 01 bloc de latrine et à brancher le centre commercial au réseau d'adduction d'eau de Yoko</p> <p>Le matériau de base pour cette construction est le béton armé, en l'agglomération en ciment de 20 cm en soubassement.</p> <p>L'ossature générale du bâtiment est constituée des poteaux en béton armé, ceinturée par un chaînage en béton armé. La charpente en bois du pays, couverte en tôle BAC 5/10 (alu).</p>		
<p>Respect des normes environnementales : Le site n'est ni situé, ni à proximité d'une zone écologiquement fragile. Le cours d'eau le plus proche est à environ 800 mètres du lieu du marché, ce qui rassure quant à l'exclusion de la possibilité d'évacuation des déchets dans l'eau qui pourrait être source de pollution.</p> <p>La politique environnementale telle que prescrite par la réglementation en vigueur est respectée et un fiche d'évaluation environnementale sera tenue par le Comité de suivi du projet. la construction de latrines est une mesure environnementale par excellence en milieu villageois. Un reboisement du site permettra également de créer un micro climat favorable à la limitation des effets de la forte chaleur.</p>		
Durée d'exécution du projet: 03 mois	Date souhaitée de démarrage du chantier du projet: Octobre 2012	

2. Programme de l'atelier du PCD

Date	Horaires	Activités	Responsable
Jeudi 26Mai 2011	8h – 8h 30	Arrivée, Accueil, enregistrement et installation des participants	ACP - CAM, Maire de la Commune
	8h30 – 9h 30	Introduction de l'atelier	ACP - CAM
		▪ Hymne National	Participants
		▪ Mot de bienvenue	Maire
		▪ Présentation des objectifs et du programme de l'atelier	ACP – CAM / PNDP
		▪ Présentation de la méthodologie de la planification	ACP - CAM
		▪ Discours d'ouverture de l'atelier	Préfet
	9h 30 – 10 h	Pause-café	
	10 h – 10 h30	▪ Introduction aux Cadres Logiques ▪ Formation des groupes	ACP - CAM
	10 h30 – 13 h	Travaux de groupe par secteur	Participants
	13h – 14h 30	Pause déjeuner	
14h30 – 17h30	Restitution des travaux de groupe et synthèse	Participants	
Vendredi 27Mai 2011	8h 30 – 9h	Introduction de la journée	ACP - CAM
		Synthèse des travaux de la journée précédente	
		Présentation des objectifs et du programme de la journée	
	9h – 9h30	Présentation des ressources mobilisables.	Maire
	9 h30 – 10 h	▪ Introduction à la grille multicritère de classification des projets ▪ Introduction au CDM	ACP - CAM
	10 h – 10h30	Pause-café	
	10h30-13h30	Elaboration du cadre de dépense à moyen terme	Conseil Municipal et facilitateurs
	13h30-14h30	Pause déjeuner	
	14h30-15h30	Restitution du CDMT	Facilitateurs/CM
	15h30 -16h00	Présentation de la méthodologie d'élaboration du Plan d'investissement annuel (PIA)	Facilitateurs

	16h00-17h30	Elaboration du PIA	Conseil municipal, facilitateurs
	17h30- 18h30	Restitution du PIA	Facilitateurs
Samedi 28Mai 2011	8h-9h	Introduction de la journée	ACP - CAM
		Synthèse des travaux de la journée précédente	
		Présentation des objectifs et du programme de la journée	
	9h – 9h30	Présentation de la méthodologie d'élaboration du plan de passation des marchés	ACP - CAM
	9h30-10h	Pause-café	
	10h – 11h	Elaboration du cadre sommaire de gestion environnementale et du plan en faveur des populations vulnérables	MINEP, MINAS, facilitateurs
	11h – 11h30	Restitution du PPM	Participants
	11h30 – 12h30	Elaboration du plan de passation des marchés	Conseil municipal /facilitateurs
	12h30 -13h	Mise en place du Comité Communal de Suivi Evaluation (CCSE) du PCD	Maire
	13h-14h	Cérémonie de clôture <ul style="list-style-type: none"> ▪ Synthèse des résultats et validation ▪ Mot de la Commune ▪ Discours de clôture 	ACP – CAM / Maire / Préfet
14h-15h	Cocktail et fin de l'atelier		

3. Fiche de présence des participants au COMES (Conseillers et Sectoriels)

4. Délibération de la commune

5. Note d'approbation du PCD par le sectoriel MINEPAT (Pour le cas échéant s'inspirer en cas de nécessité de la mouture ci-jointe)

-

FICHE D'ANALYSE ET D'APPROBATION DU PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT PCD DE YOKO

N°	CRITERES	AVIS (OUI/NON)
1	Niveau d'appropriation du processus PCD par la commune	
2	Utilisation d'une méthodologie qui favorise la participation : valorisation du savoir – faire local, genre, prise en compte du potentiel économique)	
3	Participation des acteurs concernés : participation des acteurs intervenant dans la commune, participation active des populations à toutes les phases du diagnostic et de la planification	
4	Existence des données qualitatives et quantitatives par secteur	
5	Prise en compte des centres d'intérêts des secteurs socio – économiques	
6	Cohérence entre le Plan d'action et les ressources disponibles	
7	Prise en compte de la dimension environnementale et des questions de ressources naturelles	
8	Cohérence entre les activités retenues et les problèmes identifiés	
9	Cohérence entre les actions prioritaires du PDC et les orientations sectorielles de l'Etat	
10	Transparence (information, communication, restitution, feed-back...)	
11	Equité / justice sociale : prise en compte du genre à toutes les étapes du processus	

- Avis General du Sectoriel MINEPAT

Document PCD	AVIS (OUI/NON)
Document « validé »	

- Signature du Sectoriel MINEPAT

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX-TRAVAIL- PATRIE

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
ET DE LA DECENTRALISATION

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DU MBAM et KIM

REPUBLIC OF CAMEROON

PEACE –WORK – FATHERLAND

MINISTRY OF TERRITORIAL ADMINISTRATION
AND DECENTRALIZATION

CENTRE REGION

MBAM et KIM DIVISION

**Arrêté Préfectoral N° /
Rendant exécutoire le Plan Communal de Développement (PCD) de YOKO**

LePréfet du département du MBAM et KIM,

- Vu la constitution de la République du Cameroun ;
- Vu la loi 2004/017 du 22 Juillet 2004 d'orientation de la décentralisation ;
- Vu la loi 2004/018 du 22 Juillet 2004 fixant les règles applicables aux Communes ;
- Vu la loi 2009/011 du 10 Juillet 2009 portant régimes financiers des Collectivités Territoriales Décentralisées ;
- Vu la loi 2009/019 du 15 Décembre 2009 portant fiscalité locale ;
- Vu le Décret 77/91 du 25 Mars 1977 déterminant les pouvoirs de tutelles sur les Communes, syndicats de Commune et établissements communaux modifié par le Décret 90/1464 du 09 Novembre 1990 ;
- Vu le Décret 77/23 du 29 Juillet 1977 déterminant les Communes et leurs ressorts territoriaux et tous les textes modificatifs subséquents ;
- Vu le Décret 2004/322 du 08 Décembre 2004 portant formation au gouvernement et l'ensemble de ses modificatifs subséquents ;
- Vu le Décret 2005/104 du 13 Avril 2005 portant organisation du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation ;
- Vu le Décret portant nomination de Monsieur au poste de Préfet du Département du MBAM et KIM ;
- Vu l'arrêté N°, constatant l'élection du Maire et Adjoints au maire à l'issue du scrutin municipal du 22 Juillet 2007 dans la Commune de YOKO du Département du MBAM et KIM, Région du CENTRE ;
- Vu la convention de financement signée entre la Commune de YOKO et le PNDP en date du 02 Juillet 2010 ;
- vu la Délibération N° portant approbation du Plan Communal de Développement (PCD) de YOKO ;

- Vu les nécessités de services ;

ARRETE

Article 1^{er} : Est pour compter de la date de signature du présent arrêté, validé et rendu exécutoire, le Plan Communal de développement (PCD) de la Commune de YOKO.

Article 2 : Le PCD de la Commune de YOKO est assortit :

- d'un Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) ou Plan triennal pour les 03 prochaines années (2011, 2012 et 2013) ;
- d'un Plan d'Investissement Annuel (PIA) pour l'année 2011 ;

Article 3 : Chaque année, le Maire de la Commune de YOKO élabore un PIA tiré du CDMT.

Article 4 : L'actualisation du présent PCD ne peut intervenir qu'après élaboration du 6 PIA

Article 5 : Le présent Arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout ou besoin sera.

NTUI, le

Le Préfet

Document A : Atlas des cartes (cartes thématiques de référence, Planification spatiale des infrastructures prioritaires à construire)

Document B : Rapport consolidé du Diagnostic participatif